

Cartographie des risques en Afrique en 2009

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Notes de Conjoncture

Dirigée par François Manga-Akoa

En ce début de siècle où l'évolution exponentielle des nouvelles technologies de l'information et de la communication révolutionne tous les secteurs d'activité et du savoir, tout en contractant l'espace et le temps, l'information élaborée est plus que jamais une matière première stratégique. La collection « **Notes de Conjoncture** » produit et propose à ses lecteurs des études sectorielles et régionales spécifiques pour répondre aux besoins des acteurs économiques, des décideurs politiques, militaires et diplomatiques. Ces notes relèvent non seulement de l'analyse des risques, de la réglementation, mais aussi de la prospective. Elles prennent en compte tous les aspects qui peuvent affecter l'environnement économique et institutionnel d'un pays.

Déjà parus :

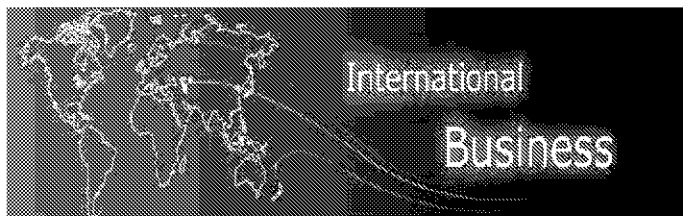
STRATEGICO., *Bénin 2009*, 2009.

STRATEGICO., *Algérie 2008*, 2008.

STRATEGICO., *La République démocratique du Congo 2008*, 2007.

STRATEGICO., *Guinée Conakry 2008*, 2007.

STRATEGICO., *Niger 2008*, 2007.



Cartographie des risques en Afrique en 2009



L'HARMATTAN

© L' HARMATTAN, 2009

5-7, rue de l' École-Polytechnique ; 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-06934-3
EAN : 9782296069343

Sommaire

Introduction	9
L'économie en bref	11
Cinq ou six pays où tout se joue.....	11
Le PIB par habitant réserve quelques surprises.....	12
De bonnes nouvelles.....	13
Qui s'en sort et pourquoi ?.....	13
De nouveaux pays pouvant entrer dans la cour des grands :	14
La réduction de la dette	14
... mais la crise financière est passée par là.....	14
... la dépendance aux matières premières:.....	15
Le pétrole et le gaz naturel	16
Un faible contrôle du processus de commercialisation et du raffinage ..	18
Les ressources minières :.....	19
Matières premières agricoles.....	24
Le cacao semble en bonne forme...exception rare.....	24
Une volée de bois vert pour les exportateurs de grumes.....	27
Le caoutchouc s'étire.....	27
La crise de la vie chère	27
Les flux entrants.....	28
Les flux d'investissement (IDE).....	28
Les investisseurs arabes :.....	28
Les nouveaux acteurs : Chine, Inde, Iran... et le retour de la Russie....	29
Les investissements en bourse (« portefeuille »).....	30
Les multinationales et le renouvellement des concessions.....	31
Peu de surprises dans les pays de la zone franc.....	31
L'image est plus contrastée ailleurs.....	32
Les transferts de travailleurs émigrés	33
L'aide.....	34
L'intensification des liens commerciaux interafricains :	35
Situation politique	37
2009, une année électorale :	38
Modifications des Constitutions :.....	38
Dauphins à l'horizon :	39
Réformes	39
Insurrection armée/guerre civile.....	39
Troubles récurrents qui vont se poursuivre?	42

La sécurité alimentaire et écologique :	42
Géostratégie et défense.....	43
Afrique de l'ouest	45
Enjeux de la région Afrique de l'Ouest :	47
Matières premières : pétrole, cacao, phosphates	48
Contrats et accords internationaux :	48
Politique et sécurité	50
Afrique centrale	51
Enjeux de l'Afrique centrale.....	52
Matières premières :	52
La diversification.....	53
Politique et géostratégie.....	53
Contrats et autres conventions:	55
Le Maghreb	57
Enjeux du Maghreb	57
Politique.....	60
Afrique australe	63
Les blocs régionaux :	64
Enjeux de l'Afrique australe.....	65
Challenges	66
Afrique orientale	63
L'Ethiopie	70
La Somalie.....	70
Djibouti.....	72
Océan indien	73
Madagascar.....	73
Annexe 1 - Cartographie des Risques en Afrique	75
Bibliographie.....	79

Avant-propos

StrategiCo. a mis en place une méthodologie permettant de cerner de manière précise le risque dans les pays du sud (en développement et émergents) en mettant l'accent sur des critères plus pertinents pour eux. C'est ainsi que la religion et l'influence de l'armée feront partie des 40 critères entrant en ligne de compte.

L'aide au développement ainsi que l'allègement de la dette, la dépendance envers les matières premières sont des critères pertinents sur le plan économique dans les pays africains. Sur le plan social, StrategiCo. accorde une importance particulière à la proportion de la population en dessous du seuil de pauvreté, la pression démographique et le chômage.

Les accords internationaux avec les multinationales ainsi que les liens et partenariats avec les pays de l'OCDE entrent également en ligne de compte.

Introduction

Le monde change, avec de nouveaux enjeux environnementaux et géostratégiques. Désormais, des pays comme la Chine, la Russie et l'Inde, concurrencent le modèle culturel, économique et politique occidental dont les Etats-Unis sont la figure de proue.

Même si les Américains demeurent la première puissance mondiale, la tendance amorcée depuis une dizaine d'années par les pays africains consistant à s'ouvrir à d'autres partenaires se renforce, d'autant plus que la crise financière est venue remettre sérieusement en question le modèle occidental. D'un autre côté, cette même crise financière affecte les nouveaux partenaires de l'Afrique, ce qui nécessitera un véritable arbitrage entre différents partenaires.

L'année 2009 sera pleine de rebondissements sur un continent où les forces peuvent être des faiblesses avec l'abondance de matières premières et la diversité des ressources humaines et naturelles, et où le pouvoir est centralisé, dépendant du bon vouloir d'une seule personne.

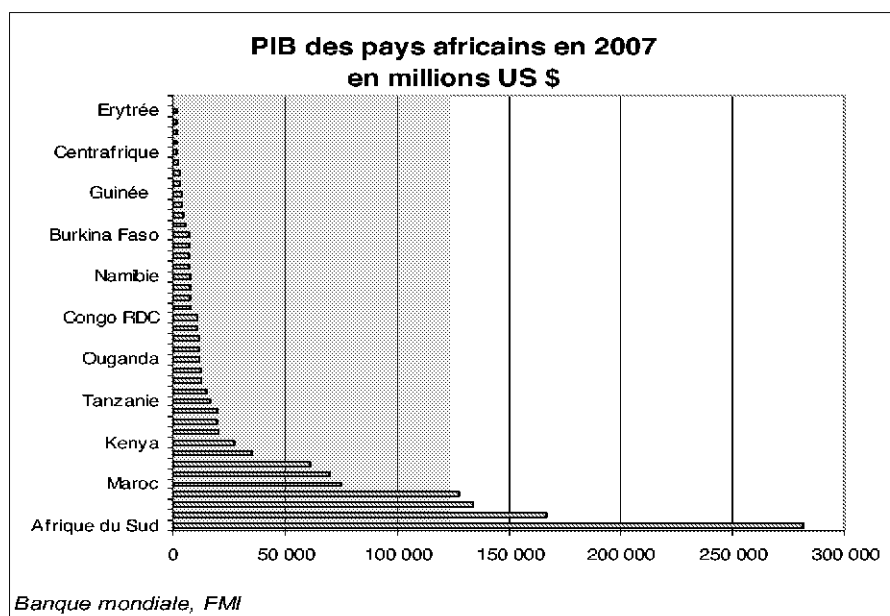
L'Afrique est confrontée aux défis habituels : la dépendance envers les matières premières, l'aide internationale, la faiblesse des revenus, crises politiques, problèmes environnementaux dont la crise de l'eau dans plusieurs régions auxquels s'ajoutent en 2009 la crise alimentaire, les effets de la crise financière se traduisant par une baisse des investissements et de la demande globale en particulier en Chine, grand consommateur de matières premières africaines.

Le Fonds monétaire international (Fmi) a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour le continent africain, de 3,6 % à 3,3 %, en raison de la baisse des transferts de travailleurs émigrés, du recul prévisible du secteur du tourisme, de l'aide et des investissements en 2009.

L'économie en bref :

L'Afrique représente 2 % du PIB mondial, avec environ 1,188 milliards de dollars. Il existe cependant une grande disparité entre l'Afrique du Sud, première économie avec 281.071 milliards de dollars et 43 millions d'habitants, et la petite Sao Tomé e Príncipe (145 milliards de dollars et 206.000 habitants) dont le sous-sol regorgerait de pétrole.

Les cinq plus grandes économies, Afrique du Sud, Algérie, Nigeria, Maroc et Egypte, représentent 66 % de la richesse du continent.



Cinq ou six pays où tout se joue...

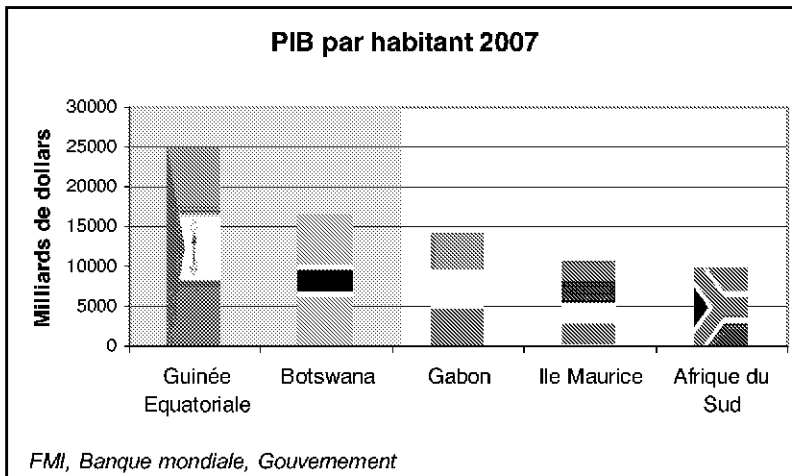
Comme les années précédentes, 2009 sera fortement tributaire de la performance de ces cinq ou six pays où habitent également un tiers de la population d'Afrique, concentrée dans les mégapoles comme Lagos (17,5 millions d'habitants), le Caire (17 millions d'habitants), Alger (6 millions y compris l'agglomération), Casablanca

(3,8 millions), et Johannesburg (3,8 millions), formidables réservoirs d'opportunités et de défis en termes d'infrastructures urbaines. En effet, 70 % de la population urbaine vit dans des bidonvilles sans accès aux structures sanitaires de base. D'ici 2030, l'Afrique et l'Asie devraient avoir les plus grandes populations urbaines.

Plus du tiers de cette population a moins de 15 ans et la moitié a moins de 25 ans. L'Afrique du Sud demeure le moteur de la croissance du continent et sa performance est tributaire de la consommation privée et de l'investissement étranger direct. Or, elle sera, bien plus que le reste du continent, affectée par la crise financière mondiale, étant le pays le plus développé et en contact avec les marchés financiers.

Le PIB par habitant réserve quelques surprises...

Cinq pays se taillent la part du lion en termes de PIB/habitant : L'Afrique du Sud, la plus grande économie du continent, se retrouve en cinquième position pour ce qui est du revenu par tête. La petite Guinée Equatoriale, 14^{ème} économie, se retrouve en tête de peloton, suivie du Gabon, 19^{ème} économie, tandis que le Botswana, 16^{ème} économie est 3^{ème} et l'Ile Maurice, 29^{ème} économie, devient 4^{ème} en termes de revenu par tête. Ces cinq pays ne représentent cependant que 5 % de la population africaine (48,75 millions de personnes dont 90 % sont sud-africains).



De bonnes nouvelles...

L'encours de la dette est en baisse dans l'ensemble des pays, la démocratie avance, l'inflation recule après une année 2008 difficile avec la crise de la vie chère, un plus grand nombre de pays semble être mieux géré et les investisseurs sont de plus en plus divers et variés. La population en dessous du seuil de la pauvreté est en diminution même si 10 des 22 pays les plus en retard en matière de développement humain sont en Afrique¹. Dans l'ensemble, les pays ont un plus grand accès aux infrastructures sanitaires de base, à l'éducation, la situation de la femme évolue, et les libertés sont plus grandes avec l'accès à Internet et aux nouvelles technologies. La téléphonie mobile continue de se développer de manière fulgurante, avec un taux de pénétration de plus de 80 % dans des pays comme le Nigeria ou l'Afrique du Sud.

L'Afrique demeure par ailleurs un continent courtisé pour ses matières premières et ses enjeux stratégiques. La croissance en Afrique pour la période 2000-2007 est estimée à 6 % alors que celle du reste du monde n'est que de 4 % environ. Elle est en hausse même dans les pays non producteurs de matières premières avec *les investissements dans les secteurs tels que les télécommunications*. Pour atteindre les ODM – Objectifs de Développement du Millénaire cependant, l'Afrique devra continuer à croître au rythme de plus de 6 %.

Qui s'en sort et pourquoi ?

Une dizaine de pays vont bien sur le plan économique. Ils affichent tous un taux de croissance robuste, ont maîtrisé l'inflation en 2008 ou sont en passe de le faire, et arrivent non seulement à nourrir leur population mais à réaliser de nouveaux investissements sans trop de peine.

L'Afrique du Sud, la Tunisie, le Maroc, le Botswana, le Mozambique, le Ghana, la Namibie, la Zambie, l'Ouganda et le Kenya, pour des raisons diverses, ont connu une croissance régulière, pour les uns suite aux divers programmes d'ajustement avec les bailleurs de fonds (Ghana, Mozambique), pour les autres suite à une

¹ Indice de Développement Humain de l'ONU, 2007

diversification économique réussie. Une troisième catégorie a su profiter d'une conjoncture favorable notamment sur les matières premières. En 2009, les fondamentaux devraient rester les mêmes malgré les aléas climatiques et d'autres externalités tels les cours mondiaux des matières premières.

De nouveaux pays pouvant entrer dans la cour des grands :

Le Botswana, le Ghana, le Kenya, le Mozambique, le Nigeria, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie pourront bientôt entrer dans le club enviable des « pays émergents » en raison de leur croissance économique rapide et régulière. Bien qu'une définition universelle de pays « émergent » n'existe pas, il est généralement admis que les structures économiques d'un tel pays convergent vers celles des pays développés, que l'économie est plus insérée dans celle du monde que celle des pays pauvres, et que le revenu par habitant s'accroît également.

La réduction de la dette

La dette de l'ensemble des pays d'Afrique en dessous du Sahara (ASS) est passée de 68 % du PIB en 2000 à 18 % du PIB en 2008. La dette du Nigeria ne représente plus que 3 % du PIB contre plus de 70 % il y a seulement quelques années. Ceci permet de concentrer les maigres ressources de ces pays sur des projets de développement, notamment pour atteindre les objectifs de développement du millénaire (ODM) en matière de santé et éducation de base.

... mais la crise financière est passée par là...

Avec la crise financière, *les prévisions de croissance en Afrique* ont cependant été revues à la baisse, à 5,5 % en 2008 et 4 % en 2009 (contre 7 % initialement). La croissance mondiale est elle-même attendue avec une chute brutale à 0,7 % en 2009. Après des années de croissance soutenue et des taux d'inflation modérés, l'Afrique subit actuellement les contrechocs de la récession mondiale même si elle n'en est pas affectée directement.

En effet, les investisseurs réfléchissent avant de s'engager. Dans certains pays tels que la Guinée, et ce, bien avant la transition politique de fin décembre 2008, les sociétés minières annonçaient

avoir arrêté une partie de leur production ou vouloir geler des investissements avec l'augmentation des stocks et la baisse des prix des métaux. Le Congo a ainsi annoncé qu'il prévoyait une réduction de ses exportations de cuivre et de cobalt de l'ordre de 30 %. Ceci aura pour conséquence un désinvestissement ou un report de la mise en œuvre de grands projets miniers et énergétiques. Il convient de noter cependant que la demande mondiale pour les minerais et les métaux, malgré une certaine morosité, devrait permettre à plusieurs pays africains de maintenir une croissance.

Le risque demeure sur une plus longue période, et, signe déjà visible, les émissions obligataires internationales sont en baisse, passant de 108 milliards US pendant la première moitié 2007 à seulement 40 milliards US pendant la seconde moitié et cette tendance s'est poursuivie pendant la première moitié de 2008.

Les effets de la crise financière risquent de se faire sentir sur les cinq prochaines années. D'ores et déjà, la finance pour activités commerciales se fait rare et est devenue onéreuse avec la hausse des taux, les recettes budgétaires sont tendues et des emplois sont perdus, tandis que les IDE sont remis à plus tard notamment dans le secteur minier².

Selon la Banque mondiale, la crise pourrait coûter une décennie à l'Afrique et les ODM ne seraient pas atteints³. La crise alimentaire continue malgré la baisse des prix de certaines denrées de base. La Banque africaine de développement a prévu de mettre en place deux fonds d'un montant total de \$2,5 milliards pour aider les pays africains à faire face au ralentissement économique.

...la dépendance aux matières premières :

A l'exportation : Sur 52 pays, 20 à 25 sont dépendants des matières premières à l'exportation (pétrole, gaz, bauxite, uranium, fer, cuivre, or, coton, diamants, café, cacao, vanille).

A l'importation : La quasi-totalité des pays africains est vulnérable aux fluctuations des prix de produits alimentaires, en

² Ministre de l'Economie sudafricain Trevor Manuel cité par Reuters le 16 janvier 2009

³ Reuters du 27 janvier 2009 citant, Ngozi Okonjo-Iweala, Directrice

général importés. Les gouvernements de nombreux pays⁴ ont dû prendre des mesures pour subventionner le riz, produit récemment devenu incontournable dans l'alimentation de nombreux Africains (importé d'Asie à prix d'or), et le pain, fait à partir de farine de blé (importé), et ce, malgré le fait une appréciation sensible des monnaies des pays importateurs de matières premières (9 % en moyenne) par rapport au dollar. Cependant, le prix des métaux exprimé en monnaie locale n'a pas changé⁵. Les prix des matières premières demeurent dans l'ensemble élevés, mais les importateurs de pétrole, surtout de la zone CFA, sont confrontés à des déficits fiscaux plus élevés. Leurs économies sont peu diversifiées, avec des pays comme le Mali, le Burkina, le Sénégal et le Bénin dépendant fortement du coton par exemple.

Le pétrole et le gaz naturel :

L'Afrique détient 7 % des réserves mondiales de pétrole⁶ et fournit actuellement 18 % du pétrole américain, dont 9 % environ proviennent du seul Nigeria. Selon le *National Intelligence Council*, les Etats-Unis importeront 25 % de leur pétrole d'Afrique d'ici 2015. Le retour de la Russie en Afrique représente une opportunité certaine, permettant une diversification des partenariats en plus de la Chine, bien ancrée dans plusieurs pays.

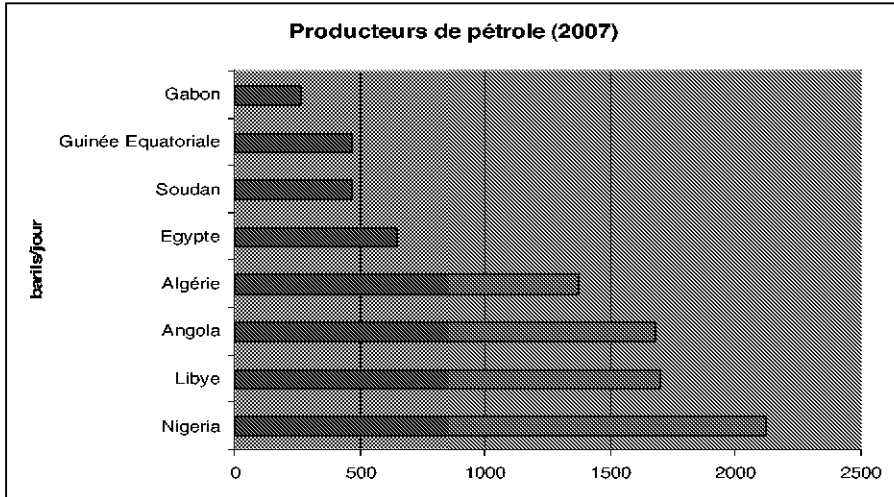
Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE) les exportations de pétrole d'Afrique en dessous du Sahara vont augmenter au cours des prochaines années car les pays voudront accroître leurs recettes en devises plutôt que de faire face aux besoins nationaux en pétrole. Les exportations atteindront 6,4 millions de barils par jour sur une production totale de 7,4 millions de b/j d'ici 2030. Les exportations de gaz naturel vont augmenter également, mais plus lentement, à 130 milliards de mètres cubes (mmc) en 2030 contre les 21,6 mmc produits en 2006. L'essentiel de la production provient d'Angola, du Soudan et du Nigeria. La production combinée du Nigeria et de l'Angola représente 84 % du total d'ASS contre les trois quarts

⁴ Burkina, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Sénégal, où des mesures fiscales ont été prises

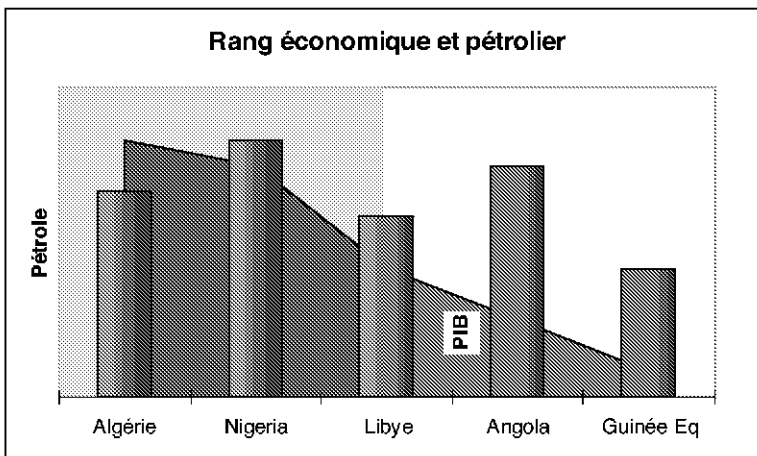
⁵ *afric@risk*, World Economic Report

⁶ Dont 4% pour l'Afrique en dessous du Sahara, soit des réserves de 57 milliards de barils

produits actuellement. Le Nigeria, l'Angola, le Soudan, le Gabon, Congo, Tchad, Guinée Equatoriale, Cameroun, Cote d'Ivoire et le Mozambique contribuent à 7 % de la production mondiale de pétrole et de 12 % du commerce du pétrole. Les exportations de gaz représentent environ 5 % du commerce mondial de gaz pour des réserves de 6 mille milliards de mètres cubes soit environ 3 % des réserves mondiales.



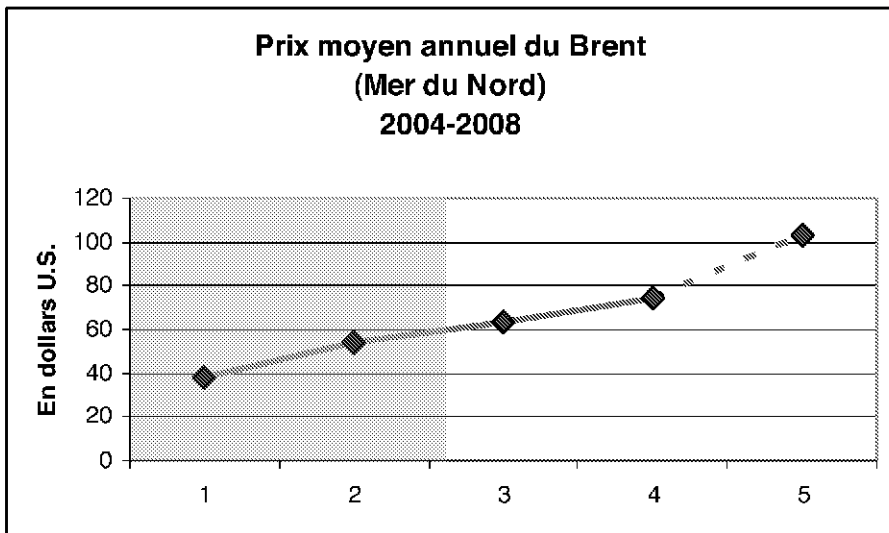
Parmi les dix premiers pays du continent, l'Angola (7^{ème} économie d'Afrique) est devenu brièvement le premier producteur de pétrole en avril 2008 avec près de 2 millions de barils par jour depuis que le Nigeria a perdu 1/5^{ème} de sa production suite aux attaques de rebelles dans le Delta.



Le Nigeria (2^{ème} économie d'Afrique et producteur de pétrole), l'Algérie (3^{ème} économie et bientôt 3^{ème} exportateur), la Libye (6^{ème}) et la Guinée Equatoriale (13^{ème} économie d'Afrique) représentent plus de la moitié de la production de pétrole d'Afrique. Ces pays, ainsi que le Gabon, le Congo (Brazzaville), le Tchad, et le Cameroun, dont les recettes d'exportation dépendent de ce produit, sont exposés aux fluctuations de prix du pétrole, pouvant fragiliser leurs finances dans l'ordre de 20 à 39 % des prévisions. Les pays exportateurs de pétrole contribuent pour 50 % de la croissance du continent⁷.

Parmi les quinze premières économies africaines, huit sont productrices de pétrole. L'Algérie et le Nigeria, parmi les trois plus grands producteurs de pétrole, figurent également parmi les cinq pays les plus riches d'Afrique.

Les prix du pétrole (*Brent*) ont atteint 147 dollars le baril en juillet 2008 et en moyenne 45,96 dollars entre 2004 et 2007 contre 26,70 au cours des quatre années précédentes (2000-2003). La croissance de la demande mondiale a ralenti, passant de 3,6 pourcent en 2004 à 1 % en 2007/2008. Certains pays tels que l'Algérie et le Nigeria ont basé leurs budgets 2009 sur un baril entre \$40 et \$45.



Un faible contrôle du processus de commercialisation et du raffinage :

⁷ Banque africaine de développement novembre 2008

Les deux tiers de la production du pétrole sont cependant vendus sur le marché international par des structures échappant au contrôle des producteurs. En outre, le continent africain a de faibles capacités de raffinage. En effet, avec 10.356 millions de barils par jour (b/j), il ne raffine que 3.230 b/j selon le Département américain de l'Energie. Le Nigeria, premier producteur de pétrole avec 2,2 millions b/j jusqu'aux récentes attaques du Delta qui ont fait reculer sa production à moins de 2 millions de b/j, ne peut raffiner que 20 % de sa production, soit 439.000 b/j. Ceci constitue un point faible, les pays devant consacrer une part importante de leurs ressources pour importer des produits pétroliers.

En Afrique Australe, l'Angola qui dispute la première place au Nigeria (devenant brièvement le premier producteur en avril 2008) ne peut raffiner que 39.000 b/j actuellement, soit à peine 2 % de la production. Des projets avec Total permettront de porter la capacité de raffinage du pays à 200.000 b/j. Les installations de raffinage sont concentrées en Afrique du Sud avec quatre raffineries d'une capacité de 489.547 b/j.

En Afrique du nord, l'Algérie, parmi les deux ou trois premiers producteurs du continent avec 2,1 millions de b/j, ne peut en raffiner que 450.000 par jour soit 22 % et l'Egypte, 726.000 b/j. La région Afrique du nord veut cependant porter sa capacité de raffinage à 1,32 millions de b/j d'ici 2012.

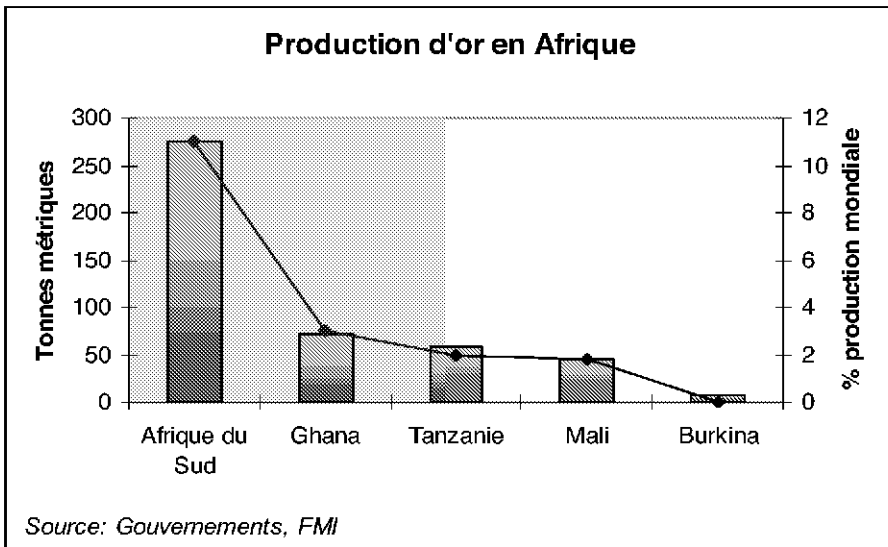
Les ressources minières :

Les cours mondiaux des minéraux ont plongé pendant la deuxième moitié de 2008 après une reprise soutenue depuis 2003. L'Afrique abrite 30 % des réserves mondiales de minéraux. Le secteur minier représente entre 20 et 30 % du PIB de nombreux pays africains tels que le Mali, la Guinée, le Botswana. Dans des pays comme le Congo, l'un des pays les plus fragiles avec la Zambie suite à la baisse des cours mondiaux, sa part a chuté de 30 % environ en 2002 à 6 % en 2007. Il a représenté 7 % du PIB de l'Afrique du Sud, première économie du continent, en 2006.

Les métaux de base (nickel, cuivre, fer et zinc) sont particulièrement touchés par la crise.

1. L'or : L'Afrique détient 40 % des réserves mondiales d'or et fournit actuellement 12 % de l'or mondial. Si des pays tels que l'Afrique du Sud ont pu diversifier suffisamment leur économie, le Ghana, le Mali (3^{ème} producteur africain et dont l'or représente 60 % des exportations), la Tanzanie et le Burkina sont plus exposés aux fluctuations internationales des cours. Après avoir atteint le sommet de \$1.030 l'once en mars 2008, niveau jamais atteint auparavant, les cours ont chuté à \$681 l'once (livrable en décembre), leur plus bas niveau en 21 mois suite à la crise financière qui a ralenti la demande pour les bijoux et amené de nombreux investisseurs à liquider leurs actifs en or. La demande a en effet baissé de 10,9 %, passant ainsi à 2.139 tonnes en 2008, son plus bas niveau depuis 1989, suite à la forte hausse des prix de l'or début 2008. La production minière a connu un repli de 3,6 %, à 2.385 tonnes en 2008, surtout en Indonésie, en Australie et dans une moindre mesure, en Afrique du Sud, troisième producteur mondial derrière la Chine et les Etats-Unis d'Amérique. Les cours oscillent entre \$800 et \$900 l'once et sont annoncés avec une grande volatilité en 2009. Ils devraient même dépasser les plus hauts niveaux de 2008 avec la faiblesse du dollar et le fait que de nombreux investisseurs, effrayés par les effets inflationnistes de l'injection de milliards de dollars pour résoudre la crise, se réfugient vers l'or. Les plus bas niveaux seront autour de \$750 l'once. Il pourrait atteindre en moyenne \$915 l'once durant le premier trimestre de l'année contre une moyenne de \$871.96⁸. L'or servira également d'alternative contre les actions et les obligations vers lesquelles de nombreux investisseurs se sont déjà tournés dans la tourmente financière. Le résultat est que le déficit budgétaire américain se traduira par un gonflement de la dette. De nombreux projets miniers sont gelés pour le moment, ce qui affectera les pays africains qui ouvrent de nouvelles mines ou démarrent leur production en 2009.

⁸ Bureau d'études londonien GFMS cité par Reuters du 16 janvier 2009



2. Le fer : L'Afrique du Sud est le 8^{ème} producteur mondial avec 38.000 tonnes produites par an dont environ le tiers est exporté vers la Chine. La Mauritanie, 13^{ème} producteur mondial, exporte chaque année 10.000 tonnes représentant 55 % de ses exportations et 10 % environ des besoins européens. La Chine, le plus grand consommateur mondial de fer, absorbe environ 15 % des exportations mauritaniennes depuis 2007. Directement liée à la production d'acier, la demande actuelle de fer dépasse l'offre, mais avec le ralentissement de la croissance en Europe, la demande en fer risque de baisser en 2009. Rio Tinto, le deuxième producteur mondial de fer a déjà réduit sa production de 10 % avec la baisse de la demande en 2008.
3. Le cuivre : A la mi-décembre 2008, les prix de référence sur la bourse des métaux de Londres (*London Metal Exchange*) ont chuté de près de 65 % depuis juillet 2008 où ils ont atteint \$9.000 la tonne. La Zambie produit 400.000 tonnes de cuivre, qui représente 85 % de ses exportations. La République Démocratique du Congo représente 10 % des réserves mondiales de cuivre non encore exploitées. Or ce produit a connu une chute brutale des cours de 50 % entre août et septembre 2008. Les prix du cuivre étaient de nouveau à la hausse à la mi-janvier à \$3.745 sur des spéculations quant aux

intentions d'achat du SRB (bureau de réserves d'Etat) de la Chine devant la baisse des stocks domestiques. Malgré une forte baisse de production en RDC, le pays produit encore environ 289.000 tonnes en 2008. Les autorités ont annoncé une baisse de 30 à 40 % de la production au cours du premier trimestre 2009. En novembre 2008, la Zambie a annoncé ne pas pouvoir atteindre ses objectifs de lever des fonds supplémentaires auprès des compagnies minières (415 millions de dollars ou MUSD) en raison de la baisse du prix des métaux. Ce manque à gagner se traduit par une baisse des recettes fiscales. La Zambie exporte vers la Suisse (42 %), l'Afrique du Sud (12 %), la Thaïlande (6 %), l'Arabie Saoudite et la Chine (4 %). Les investissements récents dans le secteur minier sont venus des pays asiatiques. En Zambie, le secteur minier est le pilier de l'économie dans un pays où 64 % de la population vit sous le seuil de la pauvreté.

4. **Le cobalt:** L'Afrique a 60 % des réserves mondiales de cobalt. Les prix se sont effondrés à \$12 la livre début décembre 2008 contre des sommets de \$52,50 en mars 2008.
5. **Le platine, le chrome :** L'Afrique détient 90 % des réserves mondiales de platine, essentiellement en Afrique du Sud, 72 % du chrome. Le platine a perdu plus de la moitié de sa valeur au cours de l'année.
6. **Les diamants :** 65 % des réserves mondiales de diamants sont en Afrique. Le prix des diamants a chuté de 30 % depuis octobre 2008. Le géant anglo/sud-africain De Beers a mis fin à l'exploitation continue des puits, qui "ne fonctionnent plus 24 heures sur 24". Au Botswana, plus gros producteur de diamants au monde, et l'un des pays les plus riches d'Afrique en termes de revenus par tête, la fermeture annoncée de deux mines pendant 12 mois menace plus d'un million d'emplois.
7. **Uranium :** Le Niger est le quatrième producteur⁹ et troisième exportateur mondial d'uranium (8 %, derrière le Canada et l'Australie) avec une production annuelle estimée à 3.500 tonnes. L'uranium représente 48 % de ses recettes d'exportation (contre 80 % dans les années 1970). Les recettes ont connu une hausse de l'ordre de 10 % avec la flambée des

⁹ Canada, Australie, Kazakhstan

cours mondiaux et les investissements pour l'extension de mines actuelles. La production devrait doubler d'ici 2013. L'Afrique du sud détient 7 % des réserves mondiales recouvrables d'uranium et la Namibie prévoit d'ouvrir quatre nouvelles mines d'ici 2010 afin de fournir 10 % de la production mondiale. La demande de ce produit est en hausse avec la demande mondiale d'électricité. Les cours de ce produit ont baissé de moitié entre 2007 et 2008, se situant autour de \$60 la livre. La course à l'uranium a cependant repris en début d'année 2009, pour relancer la construction de centrales nucléaires, bien que l'uranium extrait des mines ne représente qu'une moitié de la fourniture des centrales, et 45% de la reconversion des stocks militaires russes et américains (...) les réserves prouvées pouvant couvrir la demande jusqu'en 2030¹⁰. Certains pays d'Afrique font partie de nouvelles terres d'exploitation comme l'Asie Centrale, le bassin de l'Amazonie au Brésil et les régions canadiennes proches de l'Arctique. La compétition pour l'accès aux gisements bénéficie aux pays tels que le Niger, la Centrafrique ou la Namibie.

8. **Phosphates** : Ils entrent dans la composition des engrais et leurs prix fluctuent en fonction de la production agricole. Pendant longtemps, la tonne de minerais de phosphates valait environ \$50 à 60 U.S sur le marché international. Suite à la hausse de la demande les cours des phosphates avaient flambé en 2007/2008, avec la forte demande des pays industrialisés et la hausse des produits agricoles générant une demande croissante en engrais. La hausse était de 194 % en octobre 2008 (\$1.013 la tonne). La Tunisie, l'Afrique du Sud, le Maroc, le Sénégal et le Togo produisent des phosphates. Si certains pays comme le Maroc (troisième producteur mondial avec 25.000 tonnes), la Tunisie (cinquième producteur mondial avec 12,337 millions de tonnes de phosphate brut) ou l'Afrique du Sud (2.580 tonnes) ont une économie suffisamment diversifiée pour ne pas subir les fluctuations de prix, ce n'est pas le cas pour le Sénégal (1,520 tonnes) où en 2005, la crise des ICS (Industries Chimiques du Sénégal) avait

¹⁰ Le Monde du 10 janvier 2009

paralysé tout le secteur bancaire. Au Togo, ce produit représente 40 % des exportations togolaises et plus de 50 % du secteur minier, mais seulement 3 % du PIB du Togo en 2007. Le phosphate togolais est exporté vers l'Europe de l'ouest (France, Allemagne, Italie) et l'Asie (Japon).

9. Bauxite : Deuxième producteur mondial, la Guinée produit 40 % de la bauxite mondiale et plus de 90 % de la production africaine. La bauxite représente plus de 80 % de ses recettes à l'exportation et 28 % des recettes de l'Etat. Pays pauvre (160^{ème} sur 177 sur l'indice IHD du Programme des Nations Unies pour le Développement - PNUD) la Guinée risque d'être particulièrement affectée par la baisse de la demande en alumine. Le Ghana a produit 842.000 tonnes de bauxite en 2006, ce qui en fait le deuxième producteur d'Afrique après la Guinée.

Matières premières agricoles :

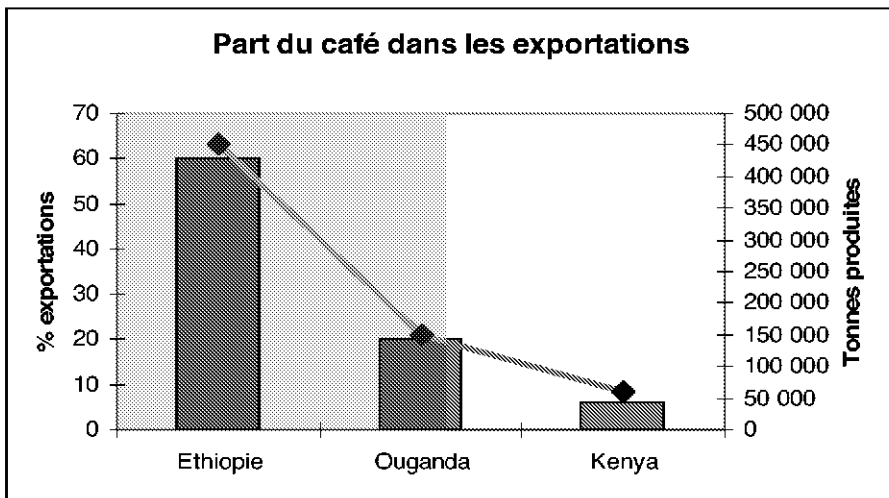
La Côte d'Ivoire, parmi les 12 premières économies d'Afrique et le moteur de la zone UEMOA (Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest), dépend à la fois du pétrole (30 % de ses recettes à l'exportation) et du cacao (entre 25 et 28 %), dont elle est le premier producteur mondial avec 40 % de la production. Le cacao et le café représentent environ 20 % du PIB ivoirien, le secteur emploie 600.000 producteurs et l'on estime que 6 millions de personnes (près du tiers de la population du pays) en dépendent. La Côte d'Ivoire a, en octobre 2008, décidé d'augmenter les prix au producteur de 40 %, au moment même où les Etats-Unis, destination de 30 % de ses exportations de cacao, sont frappés par la crise financière. Le Ghana voisin, également parmi les quinze premiers, est dépendant du cacao dont il est le deuxième producteur mondial, de l'or, et va se lancer dans la production de pétrole.

Le cacao semble en bonne forme...exception rare

Les prix du cacao ont connu une baisse de l'ordre de 30 % entre juillet et décembre 2008, avant de repartir à la hausse en fin d'année et atteindre leur plus haut niveau en 23 ans début 2009, atteignant £1.820 la tonne à Londres (cacao pour livraison en mai 2009), en raison des craintes sur l'offre. Le cacao de Londres est payé en Livres Sterling,

contrairement aux autres matières premières. La demande pour ce produit est beaucoup plus soutenue que celle des autres matières premières.

Le café est le principal produit d'exportation de l'Ethiopie, premier exportateur d'Afrique (60 %) avec 450.000 tonnes). Il représente une part non négligeable des exportations de l'Ouganda avec 150.000 tonnes (un peu moins de 20 % des exportations). La consommation a connu une croissance annuelle de 2,5 % au cours de ces dernières années et les prix devraient se maintenir à des niveaux élevés en 2009. Les cours du café avaient atteint le pic de 150 cents au cours de 2008.



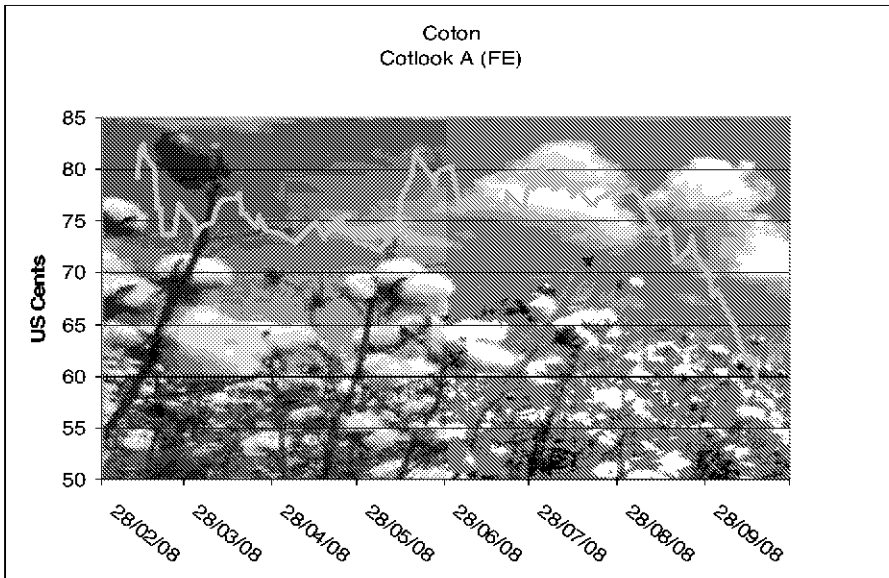
Au Kenya, l'économie la plus développée d'Afrique de l'est, le thé représente 19,1 % des exportations et près de 25 % des exportations avec le café. Le Kenya est le premier exportateur mondial de thé noir, et selon une étude du Fmi, les prix élevés de ces produits¹¹ ont contribué à l'appréciation du shilling au cours des trois dernières années. Le thé représente la seconde source de devises du Kenya après les transferts des travailleurs émigrés. Les exportations de produits horticoles ont représenté 37 % du total en 2008.

Plusieurs pays sont fortement dépendants du coton, produit dont les cours ont atteint leur plus bas niveau en novembre 2008, autour de

¹¹ Ainsi qu'un renforcement de la position extérieure nette et un accroissement de la productivité (Rapport 08/337 octobre 2008)

\$42 cents la livre après 68 cents fin 2007. La baisse de production aux Etats-Unis pourrait faire remonter les cours. Début 2009, ils étaient autour de \$58 cents. Au Mali, il représente 40 % des exportations, au Bénin 80 % des recettes à l'exportation et 55 % des recettes en devises au Burkina.

Cours internationaux du coton (Extrême Orient)
Cotlook A (février-octobre 2008)



L'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) estime que la crise est susceptible d'avoir un lourd impact sur le secteur agricole et pourrait déclencher une nouvelle hausse des prix en 2009, via une chute des investissements et de la production. Le prix du blé, dont les pays africains sont devenus consommateurs (pain, semoule) a doublé de 5 à 10 dollars le boisseau entre février 2007 et février 2008. En outre, seulement 19 % du blé est vendu sur les marchés internationaux. Les prix du riz, dont les Africains sont si friands, ont atteint leurs plus hauts niveaux en dix ans au premier trimestre 2008, à 1.000 dollars la tonne soit trois fois son niveau de janvier, et seulement 13 % du riz est vendu sur le marché international. Les pays producteurs ont en plus imposé des restrictions à l'exportation. Les prix en 2009 se situeraient autour de \$600 la

tonne, largement au dessus des moyennes habituelles de \$300 à \$350 la tonne.

Une volée de bois vert pour les exportateurs de grumes...

Au Cameroun, les carnets de commande pour le bois affichaient une baisse de l'ordre de dix % fin 2008. Deuxième produit d'exportation du Cameroun derrière le pétrole (85.000 barils jour), le bois contribue à environ 6 % du produit intérieur brut. En 2006, le bois a représenté un chiffre d'affaires de 350 milliards de francs CFA (533 millions d'euros), dont 300 milliards (457 millions d'euros) à l'exportation¹².

Le caoutchouc s'étire...

Le caoutchouc naturel, dont la Côte d'Ivoire est le premier producteur en Afrique, risque de connaître une baisse avec le recul du secteur automobile (les pneumatiques représentant près de 70 % de la demande mondiale). Il existe par ailleurs une corrélation entre les cours du pétrole et ceux du caoutchouc naturel. En 2008, la hausse des cours du pétrole à la mi-2008 a eu pour effet de rendre le caoutchouc synthétique plus intéressant pour les industriels. Le caoutchouc naturel a perdu près de 60 % de sa valeur en six mois, après \$3,25 en juillet 2008.

La crise de la vie chère

Les pays importateurs de produits alimentaires continueront d'être durement affectés par la crise de la vie chère. Le Fmi a ainsi identifié une vingtaine de pays particulièrement vulnérables à la crise de la vie chère et à la hausse des prix du pétrole : Djibouti, Liberia, Guinée-Bissau, Erythrée, Togo, Cap Vert, Comores, Malawi, Guinée, Gambie, Sierra Leone, Madagascar, Burundi, Ethiopie, Bénin, République Démocratique du Congo et les pays enclavés tels que le Burkina Faso, la Centrafrique, le Mali, Zimbabwe, et le Niger.

La crise mondiale a détérioré les termes de l'échange de la plupart des pays africains. Des émeutes de la faim avaient éclaté en 2008 au Burkina, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Egypte, Ethiopie, au

¹² AFP 18 décembre 2008

Mozambique et au Sénégal. Selon les projections de la FAO (décembre 2007), la hausse des prix des céréales africaines est estimée à 49 % pendant la première moitié de 2008.

Les flux entrants

Les flux d'investissement (IDE)

L'Afrique attire environ \$36 milliards de dollars par an, soit environ 3 % du total de l'investissement mondial, contre seulement \$20 milliards de dollars en 2002. Les flux IDE ont représenté 5 % du PIB entre 2000 et 2007. Les destinations principales sont l'Afrique du Sud et le Nigeria (fonds russes, etc.), ainsi que les pays producteurs de pétrole (Angola, Guinée Equatoriale).

Les investisseurs arabes :

En 2009, l'Afrique en dessous du Sahara devrait continuer à attirer des investisseurs arabes qui souhaitent s'éloigner des marchés occidentaux touchés par la crise financière. Ces fonds arabes semblent plus attirés par les télécommunications ou les infrastructures que les matières premières. DP World (Dubai) est ainsi présent au Sénégal dans le secteur des infrastructures portuaires et le groupe émirati Al-Oudra a investi dans la construction de logements, d'une cimenterie et d'un complexe touristique. En Afrique du Sud, Istithmar (Dubai) est présent dans la construction et au Burkina, des investisseurs arabes cofinancent la construction d'un grand barrage avec la Banque africaine de développement. Dans les télécommunications, Etisalat (Emirats) est présent en Côte d'Ivoire et Zain (Koweït) se retrouve dans une quinzaine de pays où il a investi 10 milliards de dollars et son chiffre d'affaires est estimé à 7,5 milliards de dollars pour 2008. L'Afrique contribue pour 56 % des revenus de Zain et 63 % de sa clientèle. Les fonds sont également présents dans le secteur bancaire (Kingdom Zephyr Africa est au Nigeria et au Ghana).

Les nouveaux acteurs : Chine, Inde, Iran... et le retour de la Russie

La Chine et l'Inde seront les principaux concurrents des pays du Golfe sur le continent en 2009. Les liens commerciaux avec la Chine vont s'intensifier. Ils progressent de 40 % par an. Environ 13 % des exportations d'Afrique vont en Chine et en Inde (dont 86 % du pétrole). Seulement 10 % des IDE proviennent d'Asie et que l'Asie soit épargnée ou pas par la crise financière affectera peu les IDE asiatiques à destination d'Afrique. Le commerce de la Chine vers l'Afrique est estimé à \$100 milliards. L'Angola est devenu le deuxième partenaire commercial de la Chine avec des échanges estimés à 25,3 milliards en 2008, essentiellement dus aux exportations de pétrole. La Chine a accordé un prêt adossé au pétrole de \$5 milliards à l'Angola.

L'Inde, déjà fort présente en Afrique de l'est, investit de plus en plus dans tout le continent, dans des petites entreprises et avec l'aide de sa banque d'import export. Elle a beaucoup investi au Soudan, pays sous embargo américain, et depuis 2000, le commerce bilatéral entre les deux pays est en forte croissance. Le commerce avec des pays tels que l'Ouganda est estimé à \$100 millions, et pourrait fortement augmenter avec les investissements indiens dans l'industrie agro-alimentaire et les textiles. Le commerce de l'Inde avec l'Afrique est passé de \$967 millions en 1991 à \$35 milliards en 2008. Les investissements ont fortement augmenté avec les projets de construction et d'extraction minérale. Elle prévoit de tripler son volume commercial avec l'Afrique pendant ces cinq prochaines années pour atteindre \$100 milliards, par des projets agricole, la petite industrie, les mines, l'informatique, les oléoducs, l'industrie chimique, la production d'électricité et la transmission entre autres¹³. Les lignes de crédit vont également doubler, pour atteindre \$5,4 milliards au cours des cinq prochaines années. Les projets financés par le budget « *Aid to Africa* » se verront attribuer \$500 millions¹⁴, et une subvention de \$1 milliard va connecter 53 pays africains par un réseau satellite et de fibre optique, permettant aussi de promouvoir la médecine et l'éducation virtuelle en Afrique.

¹³ Reuters 21 janvier 2009

¹⁴ Pranab Mukherjee, ministre des Affaires extérieures, *ibid*

L'Inde entend apporter une expertise bon marché dans le secteur manufacturier et dans l'informatique. Au cours du sommet « *India - Africa Business Summit* » de janvier 2009, les hommes d'affaires et les politiques d'une trentaine de pays africains et d'Inde se sont engagés à améliorer les relations commerciales bilatérales.

L'Iran est de plus en plus présent, mais reste un partenaire marginal et de faible envergure, avec des actions plutôt médiatisées pour rompre son isolement.

Le retour de la Russie est également annoncé notamment dans le domaine des minerais (phosphates du Maroc), gazier (Algérie, Nigeria). En 2007, la Russie a annulé une dette algérienne de plus de 4 milliards de dollars en échange de jets de combat, des sous-marins, etc. Des négociations sont en cours entre la Sonatrach (Algérie) et la Gazprom, qui fournit déjà le quart du gaz européen, pour une commercialisation conjointe d'une partie de la production des deux sociétés. Au Soudan, la Russie a fourni 12 MIG de combat en septembre 2008. Lukoil a des visées dans les hydrocarbures au Ghana et en Côte d'Ivoire tandis que Sinterneftegaz a acquis des droits d'exploration du pétrole en Namibie. La société d'aluminium RUSAL, déjà présente en Guinée où elle prévoit de construire un complexe d'une capacité de 2,8 millions de tonnes en partenariat avec la China Power Investment Corp., a acquis une position majoritaire dans ALSCON, au Nigeria¹⁵. Les Russes ont également investi en Afrique du Sud dans les mines.

Les investissements en bourse (« portefeuille »)

Les investissements bruts ont bondi à environ \$23 milliards en 2006, soit 14 fois le niveau de 2003. La majeure partie des fonds est allée au Nigeria et en Afrique du Sud, dans le pétrole et le gaz, les matières premières et aux télécommunications sur le plan sectoriel¹⁶.

Selon les données du « *Emerging Markets Private Equity Association* », les fonds privés pour l'investissement en participations ont atteint \$2,5 milliards contre moins de \$1 milliard en 2005. Les

¹⁵ Reuters 2 septembre 2008

¹⁶ Standard and Poor's

fonds sont allés au Botswana (noté A), au Ghana (B+), au Cameroun et au Kenya (B), Malawi, Ouganda et en Zambie¹⁷.

Les multinationales et le renouvellement des concessions

Elles sont présentes dans l'ensemble du continent, dans pratiquement tous les secteurs d'activité : Exploitation pétrolière (Total, Chevron, Petronas, CCNP, KNOC), BTP, infrastructures et construction (Bolloré, Bouygues, Dubai Ports, Lafarge, Rougier), télécommunications (Orange, France Telecom, Zain, Bouygues Telecom), l'environnement (Veolia), la finance (Citigroup, BNP, Société Générale, Barclays, Standard Chartered) etc.

Le renouvellement de leurs concessions ou du moins la visibilité sur le traitement futur de leur relation avec les dirigeants des pays concernés permet de réduire les risques.

Peu de surprises dans les pays de la zone franc...

En 2007, les gouvernements nigérien et centrafricain avaient âprement négocié les contrats d'exploitation d'uranium avec Areva. Le Gabon s'est interrogé sur sa concession avec Veolia avant de fournir les fonds nécessaires en décembre 2008, permettant ainsi de faire les investissements nécessaires. La Côte d'Ivoire a reconduit des concessions avec l'ensemble des multinationales et en a accordé de nouvelles. C'est ainsi que Bolloré a remporté la concession du port à conteneur d'Abidjan après maintes péripéties. Le contrat d'affermage entre la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE) a été renouvelé en 2005 en Côte d'Ivoire jusqu'en 2020. Le contrat de concession pour la construction du troisième pont (Riviera Marcory) remporté par Bouygues en Côte d'Ivoire puis révoqué, est de nouveau à l'ordre du jour. La multinationale Cargill est l'un des acteurs majeurs dans le secteur du cacao, avec environ 17 % des achats américains du cacao ivoirien. Les américains achètent 27 % environ du cacao ivoirien, dont ils sont devenus les plus grands acheteurs étrangers.

En République du Congo, le Groupe français Bolloré Africa Logistics a obtenu la concession du terminal à conteneurs du Port

¹⁷ Standard and Poor's - Equity Viewpoint: What Makes African Equity Markets The Latest Frontier For Investors

autonome de Pointe-Noire (PAPN), la capitale économique du Congo (sud), pour une durée de 27 ans. La convention est assortie d'un plan d'investissement prévoyant, entre autres, l'approfondissement du chenal et des quais portuaires, afin de rendre le port autonome de Pointe Noire plus compétitif et lui permettre d'accueillir des navires de la nouvelle génération pouvant transporter 7000 conteneurs de 20 pieds. Au cours de cette période, le groupe va investir 374 milliards de F.CFA (570 millions d'euros) pour la modernisation du PAPN dont la capacité de stockage devrait passer de 17 à 38 hectares. Le PIP doit être financé par les bailleurs de fonds internationaux, notamment l'Agence française de développement (AFD), la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC) qui doivent y apporter 35 milliards de F.CFA, soit 53 millions d'euros.

L'image est plus contrastée ailleurs...

En Guinée, Getma International a remporté la concession de l'extension du terminal à conteneurs du port de Conakry. Au Liberia, les relations sont redevenues bonnes entre le gouvernement et Mittal Steel après la remise en question d'accords sur la concession d'exploitation du minerai de fer en 2006. La multinationale a augmenté ses investissements prévus de US\$1 milliard à US\$1,5 milliards.

Au Nigeria, le président Yar Adua a, en août 2008, révoqué les permis pétroliers accordés par son prédécesseur Obasanjo en 2006. A l'époque, ce dernier, cumulant les fonctions de président de la République et de ministre du Pétrole avait vendu 19 permis d'exploration au lieu des 11 qu'il était autorisé à accorder. La chinoise CNPC pourra construire l'extension d'une raffinerie au Nigeria. La CNPC va également construire une raffinerie au Tchad et au Niger. En janvier 2009, le gouvernement nigérian a annulé deux permis d'exploration à KNOC, la compagnie nationale de pétrole de Corée du Sud sur les blocs pétroliers OPL-321 et 323, car la compagnie ne s'était pas acquittée de la totalité des bonus qu'elle devait verser à la signature, soit 323 millions de dollars. KNOC a décidé de contester cette décision.

Au Congo (République Démocratique), les autorités ont annoncé en octobre 2008 qu'elles ne renouvelleraient que 46 titres

d'exploitation forestière suite à un programme de lutte contre la corruption soutenu par la Banque mondiale. Les deux tiers des contrats sont par conséquent annulés. La plupart de ces contrats avaient été passés pendant la guerre (1998-2003). En décembre, des négociations sur une soixantaine de contrats miniers avaient vu le départ de la table de négociation de majors tels que Gold Fields, First quantum, Banro, Angogold Ashanti, Mwana Africa et Freeport Mc-Moran.

En Libye, troisième producteur africain de pétrole avec 1,7 millions de b/j, M. Kadhafi a cependant annoncé une possible nationalisation du secteur pétrolier sauf si les prix du baril remontent à \$100.

Les transferts de travailleurs émigrés :

Ils ont connu une forte croissance, officiellement estimés à 19 milliards de dollars en 2007.¹⁸ Les transferts ont connu une croissance régulière depuis 1995, augmentant même de 11 % entre 2006 et 2007. Ces 19 milliards de dollars que l'Afrique Subsaharienne a reçus en 2007 représentent 2,5 % de son PIB. Dans certains pays, ces montants sont équivalents à l'IDE.

Cependant, les travailleurs émigrés sont dans des pays touchés par la crise financière et il est probable que leurs transferts baissent en 2009. En effet, pour la première fois en plus d'une décennie, les transferts de travailleurs émigrés vers l'Afrique en dessous du Sahara risquent de tomber¹⁹. Cette baisse, estimée entre 1 et 6 % de 2008 à 2009, aurait des conséquences dramatiques sur la consommation. Trois-quarts des transferts vers l'Afrique Subsaharienne proviennent d'Europe de l'ouest et des Etats-Unis. Le reste provient des pays du Golfe et du reste du monde.

En Afrique subsaharienne, l'Afrique du Sud est un bénéficiaire de plus du tiers de ces flux. D'autres pays, fortement dépendants de ces flux, tels que le Lesotho (60 % des recettes à l'exportation), l'Ouganda (40 %) ainsi que le Sénégal, la Guinée-Bissau, Togo, Bénin, Burkina Faso (15-25 %) souffriront de la crise mondiale.

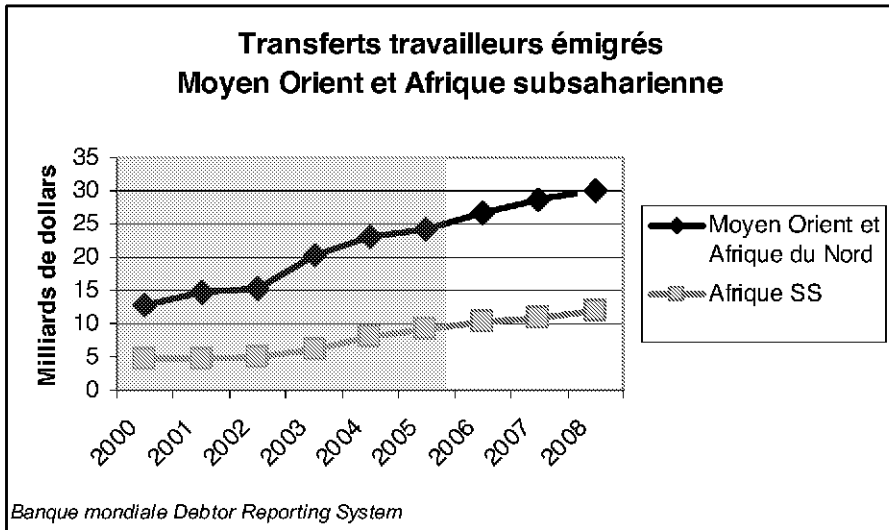
L'Afrique de l'ouest reçoit ses transferts de France et d'Europe méridionale et sera directement affectée par la crise car l'Europe

¹⁸ Banque mondiale

¹⁹ *ibid*

occidentale est officiellement entrée en récession. En outre, ces transferts étant directement liés à l'immigration, des politiques plus restrictives se traduiraient par des flux moins importants. Le Nigeria est le pays qui reçoit plus de transferts que tout autre pays africain en dessous du Sahara (soit 3,3 milliards de dollars en 2007), suivi du Kenya (1,3 milliards) et du Sénégal (900 MUSD).

Les transferts non officiels ne sont cependant pas pris en compte et sont bien plus élevés.



L'aide :

L'aide représente environ 40 milliards de dollars US. Après une baisse au cours des années 1990, elle est repartie à la hausse depuis les années 2000. Elle représente une part importante du budget dans la majorité des pays pauvres très endettés. Au Congo, elle a représenté 27,5 % du PIB en 2005, 15,1 % du PIB au Niger, 13 % du PIB au Mali et 8,4 % au Sénégal²⁰. Selon les estimations de la Banque mondiale, les décaissements d'aide publique au développement envers les pays d'Afrique subsaharienne avec un revenu par tête de 480 USD représentent environ 19,5 % du PIB.

²⁰ Organisation internationale de la Francophonie <http://www.espace-economique.francophonie.org/R-D-Congo.html>

Les décisions d'octroi sont prises en général une année fiscale avant, donc en 2008 et devraient peu grever les budgets des bénéficiaires. En revanche, l'aide peut être suspendue au cours de l'année en cas de « non-performance ».

L'aide au développement d'un milliard d'euros que la Commission européenne a proposé en juillet 2008²¹ de verser à l'Afrique est compromise par la crise financière, qui rend les Etats membres moins généreux. Ce milliard, provenant de la Politique agricole commune (Pac), devait servir à financer l'achat de semences et d'engrais pour l'Afrique. Depuis, les Etats membres semblent moins enclins à verser ces montants, préférant récupérer cet argent pour faire face à leur trésorerie tendue pour certains. L'UE, qui affirme être le plus grand contributeur mondial en terme d'aide au développement a fourni 44,4 milliards en 2007 (au lieu de 46 milliards initialement prévus).

Il convient cependant de noter qu'avec la crise financière mondiale, l'Agence française de développement AFD, qui a annoncé qu'elle ralentirait ses collectes de fonds sur les marchés, n'envisage pas de réduire ses engagements d'aide internationale.²² En effet, après une émission obligataire de \$1 million en juin 2008, en plein milieu de la crise des subprimes, l'AFD retardait sa prochaine émission jusqu'à l'amélioration des conditions du marché. L'AFD a annoncé pouvoir augmenter ses engagements financiers en 2009 d'un milliard d'euros pour atteindre 4 milliards d'euros.

L'intensification des liens commerciaux interafricains :

Les blocs existants (CEDEAO, COMESA, SADC, etc.) continuent d'échanger entre eux et de nouveaux blocs vont se former. En Afrique australe, c'est ainsi qu'un bloc de plus de 527 millions de consommateurs est annoncé, rassemblant 26 pays de la COMESA, SADC, allant de l'Egypte à l'Afrique du Sud et d'un PIB de 624 milliards de dollars.

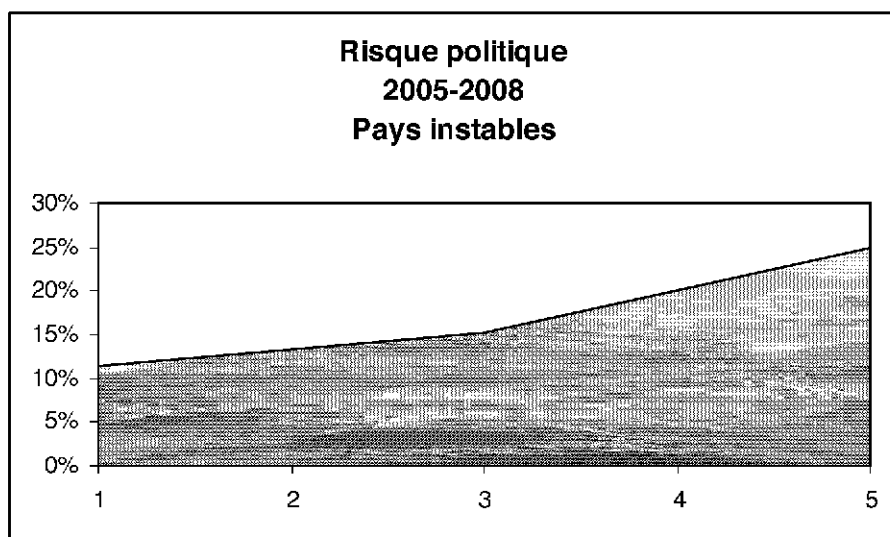
Des doutes subsistent cependant sur la mise en œuvre de tels chantiers, les blocs commerciaux existants connaissant encore quelques ratés.

²¹ , José Manuel Barroso

²² Reuters 26 novembre 2008

Situation politique

Sur le plan politique, 2009 est une année électorale dans une dizaine de pays. Pour le reste du continent, les dangers sur le plan politique se situent en Afrique centrale dans des pays comme le Congo (RDC) où les conflits couvent depuis de nombreuses années, au Cameroun où le pouvoir a fait modifier la Constitution pour permettre un nouveau mandat du président, la Corne de l'Afrique (Soudan, Djibouti, Ethiopie, Erythrée), le Maghreb (Tunisie, Algérie avec également la modification de la Constitution, Maroc, Egypte), en Afrique de l'ouest avec la Côte d'Ivoire dont nul ne sait quand la crise politique s'achèvera et le Burkina où le pouvoir semble entrer en phase de transition. La Guinée, qui fin 2008 a connu un changement non démocratique à sa tête, sera certainement déstabilisée pour les deux prochaines années au moins. Enfin, Madagascar connaît, deux ans avant ses élections, une détérioration de son climat politique.



Les conflits habituels et insurrections armées (Touareg, Delta du Nigeria, Bakassi au Cameroun, Tchad, Darfour) se poursuivront vraisemblablement.

2009, une année électorale :

Des élections sont prévues dans une dizaine de pays : Afrique du Sud, Algérie, Namibie, Niger, République du Congo, Tunisie, et Mozambique. Elles risquent d'être très tendues en Afrique du Sud, où l'ANC, le parti principal s'est divisé en deux, au Congo où un ancien du sérail se présente contre le président, et au Niger, où est emprisonné un premier ministre disposant encore de solides soutiens au sein du parti au pouvoir.

Dans huit pays africains, dont deux où se tiendront des élections (Congo et Tunisie), le président est au pouvoir depuis plus de 20 ans.

Modification des Constitutions :

Après l'Ouganda, où le président Museveni, au pouvoir depuis 1986, a modifié la constitution en 2005 pour briguer un troisième mandat et le Cameroun où le président Biya a fait de même, l'Algérie de Bouteflika vient de décider de faire sauter le verrou limitant les mandats présidentiels. Or, des élections doivent se tenir en 2009 et dans un contexte de tension sociale avec la vie chère et de désœuvrement d'une bonne partie de la jeunesse qui, lorsqu'elle n'émigre pas, tourne en rond, faute d'emplois. En dépit de la bonne performance sur le plan économique, les bénéfices de la croissance tardent à atteindre la population en Algérie. Au cours de l'année 2008, le moindre incident lors d'événements populaires (match de football, etc.) a dégénéré en quasi-émeutes. A cela s'ajoute la recrudescence d'attaques islamistes. Le Niger, où le président Tandja avait juré sur le Coran qu'il ne briguerait pas un troisième mandat, on assiste à des tentatives de prolongation de son mandat de trois dans « à la demande de ses partisans » qui souhaite ainsi voir le président régler la question de la rébellion touareg. Pendant cette transition, il sera mis en place "un gouvernement d'entente nationale" et élaboré une constitution pour une sixième république²³. Pendant ce temps, aucune élection ne sera organisée.

²³ AFP 21 décembre 2008

Dauphins à l'horizon :

Après le Togo où Faure Gnassingbé a succédé à son père en 2005, dans au moins deux pays où les élections sont prévues en 2012, à savoir, le Gabon et le Sénégal, les fils ont des ambitions présidentielles plus ou moins avouées. Cela entretient d'ores et déjà des tensions par exemple au Sénégal où le président du Parlement, Macky Sall, qui se positionnait comme candidat putatif, a été écarté. M. Wade a cependant démenti que son fils était candidat à sa succession. Au Gabon, Ali Bongo est de plus en plus présenté comme le successeur de son père, sans que l'on ne sache si cette option rencontrera l'aval de l'armée. En Egypte, Gamal, le fils de M. Moubarak, est sur les rangs.

Réformes

Le changement n'est pas toujours bien vécu, en raison des craintes qu'il inspire. Des privatisations annoncées en Algérie mettent le front social en ébullition. Il en est de même dans d'autres pays où les réformes ont été retardées, comme le Congo (RDC). Ailleurs, c'est le manque de confiance dans le pouvoir qui crée des tensions.

Insurrection armée/guerre civile

Six pays connaissent des insurrections armées pouvant déboucher sur des guerres civiles, localisées ou pas. Il s'agit de :

1. Nigeria (Delta) – Cameroun – Guinée Equatoriale: Depuis de nombreuses années, des groupes armés tels que le MEND (Mouvement pour l'émancipation du Delta du Niger) revendiquent un meilleur partage des ressources dans le Delta du Nigeria. Ils enlèvent des ressortissants étrangers et des représentants de l'Etat, n'hésitent pas à affronter les forces gouvernementales et ont gagné une certaine reconnaissance nationale. Ils sont responsables de la chute de près du quart de la production de pétrole du Nigeria. La multinationale Shell a dû déclarer la force majeure sur ses livraisons de pétrole en septembre 2008 suite à des attaques sur le terminal de Bonny (sud du pays) qui avaient endommagé l'oléoduc. Renforcés par

les prises d'otages et les rançons, ils sont de plus en plus audacieux. La mise en place d'un programme gouvernemental pour associer leurs leaders au processus de décision politique et économique de la région est controversé, car il équivaut une rémunération en échange de la tranquillité. Cette solution ne peut être que temporaire car une fois que d'autres leaders viendront aux affaires, il faudra leur accorder le même traitement. En outre, le mouvement, également lié au grand banditisme, semble déborder vers le Cameroun où la péninsule de Bakassi a vu des assassinats d'officiels et une prise d'otage audacieuse au cours du dernier trimestre 2008 ont démontré la capacité de nuisance des insurgés. En Guinée Equatoriale, de violentes attaques de banques et des assassinats fin 2007 semblent porter la marque de mouvements liés au MEND.

2. Mali et Niger (Touareg) : L'année 2008 a été marquée par une recrudescence des attaques par les mouvements rebelles et des affrontements avec les forces de l'ordre. La question touareg a des racines profondes et des ramifications dans toute la région (Algérie, Libye, Niger et Mali). Au Mali, les affrontements ont recommencé entre la rébellion et le pouvoir en mars 2008, après une trêve de six mois, lorsque les rebelles ont pris des soldats maliens en otage et les ont transportés au Niger où ils les ont remis au MNJ, le Mouvement Nigérien pour la Justice, montrant ainsi pour la première fois les liens existants entre les groupes rebelles dans les deux pays. Les combats ont repris en mai 2008 malgré la signature d'un cessez-le-feu en Libye. L'armée malienne n'est pas satisfaite de la façon dont le président malien « ATT » a résolu la crise touareg et un mouvement armé « les fils de la terre », composé essentiellement de membres de l'ethnie peuhl, a attaqué des Touareg. Fin 2008, alors que les autorités leur lançaient un appel à la paix, les rebelles du Mali (Ag Bahanga) ont attaqué les forces gouvernementales dans le nord, faisant une vingtaine de morts dans les deux camps. Début février 2009, Ag Bahanga affirmait vouloir regagner le processus de paix d'Alger. Les Touareg du Niger se sont illustrés par de nombreuses attaques liées ou non à l'exploitation d'uranium dans le pays ainsi que des enlèvements.

3. Côte d'Ivoire (ex-rébellion) – Libéria – Guinée – Mali - Burkina : Pendant la « crise » de 2002 suite à la tentative de déstabilisation du pays, aussi bien les forces armées régulières que les rebelles ont fait appel à des mercenaires et milices de pays voisins. Ces groupes sont encore actifs pour la plupart. C'est ainsi que le MODEL, un groupe libérien, a réclamé son dû aux autorités ivoiriennes en octobre 2008. La Guinée, dont le président est mort en décembre 2008, accusait déjà les pays voisins d'abriter des mercenaires cherchant à la déstabiliser encore un peu plus.
4. Congo RDC (rébellion de Nkunda) – Rwanda, Soudan - RDC – Ouganda (rébellion du LRA avec Joseph Kony). Depuis 2004, une rébellion tutsie harcèle les forces gouvernementales dans l'Est du Congo. Le général Laurent Nkunda, du CNDP, son chef historique, qui affirmait vouloir défendre les intérêts des Tutsi du Congo face aux milices hutues venues du Rwanda, a été destitué par un autre général du CNDP, Bosco Ntaganda, en pleine négociation de paix. En 2008, Nkunda avait ajouté à ses revendications la remise en question de contrats miniers. En résidence surveillée au Rwanda où il a été arrêté, Nkunda pourra refaire surface, car les enjeux économiques (course aux matières premières) sont importants et les dissensions au sein de la rébellion réelles. Pendant ce temps, la rébellion du LRA, qui a ses racines en Ouganda depuis plus de vingt ans, a débordé au Congo, au Soudan, et en Centrafrique. Malgré un effort concerté entre le Congo et l'Ouganda pour capturer Joseph Kony fin 2008, ce dernier continue de sévir et est responsable de la mort de centaines de civils dans la sous-région.
5. La corne de l'Afrique : La Somalie, qui vient pourtant d'élire son président, un islamiste modéré, continuera d'occuper le devant de la scène avec les actes de piraterie et les différentes luttes pour le pouvoir (rébellion *al shaabab*).

Les pays en proie à la montée islamiste (Mauritanie, Egypte, Tunisie, Algérie, Somalie, Nord Mali) continueront d'en faire les frais. A cela s'ajoute la grave crise politique à Madagascar qui a fait

une centaine de morts en janvier 2009, et qui n'est pas sans rappeler celle de 2002 qui a porté le président Ravalomanana au pouvoir.

Troubles récurrents qui vont se poursuivre?

Des conflits persistent depuis des années dans une dizaine d'années. Le Soudan, le Tchad, la Somalie, la Centrafrique, le Congo RDC et le Rwanda connaissent depuis des années des situations difficiles. Les foyers de tension entre l'Éthiopie et Érythrée, le Congo (RDC)-le Soudan et l'Ouganda se poursuivront au cours de l'année, en raison de leur complexité. Les tensions entre la France et Djibouti ainsi qu'avec le Rwanda, voire la Côte d'Ivoire risquent également de persister. A cela s'ajoute la montée de l'islamisme dans certains pays du Maghreb.

L'Afrique du Sud, qui a connu une grave crise sociale en 2008 avec montée de la xénophobie, risque de connaître des flambées de tension au cours des élections de début 2009. Elles seront cependant sans grande conséquence dans l'immédiat.

La sécurité alimentaire et écologique :

Les pays fragiles et instables sur les plans climatiques et alimentaires continueront de subir les effets du réchauffement climatique et sentiront moins vite la baisse des prix du carburant. Ceci concerne une quinzaine de pays du Sahel (Bénin, Burkina, Niger, Mali, Mauritanie, Tchad) et d'Afrique australe (Zimbabwe), de la corne d'Afrique (Éthiopie, Somalie, Zimbabwe, Mozambique, etc.). Le problème d'accès à l'eau demeurera tout aussi important pour beaucoup.

Seulement 9 % des ressources d'eau potable se trouvent en Afrique. Elles ne sont pas équitablement réparties, l'Afrique occidentale et l'Afrique centrale bénéficiant de précipitations nettement plus importantes que le Maghreb, la Corne de l'Afrique et le Sud de l'Afrique. Selon le Panel international sur le changement climatique (IPCC), le continent africain est le plus vulnérable au changement climatique. Les eaux de ruissellement et les ressources en eau devraient baisser dans les régions septentrionales et méridionales du continent; les inondations et les sécheresses seront plus fréquentes. Par voie de conséquence, 25 pays africains devraient subir des

pénuries d'eau ou des stress hydriques d'ici 2025²⁴. Les inondations, la sécheresse et les pénuries d'eau demeurent un problème crucial dans de nombreux pays.

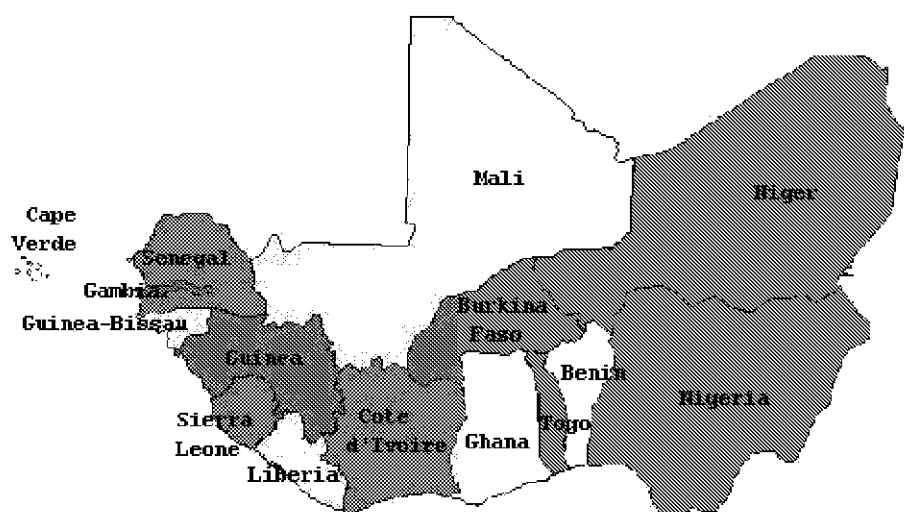
Géostratégie et défense :

Les Etats-Unis sont présents dans la totalité des pays d'Afrique de l'ouest par la force controversée Africom (U.S. Africa Command), dont le but est d'aider « à encourager la stabilité économique et politique et la bonne gouvernance afin de supprimer les facteurs qui contribuent au terrorisme et à d'autres problèmes régionaux ». D'autres pays comme la France participent à d'autres programmes tels qu'ACOTA (Africa Contingency Training). Par ailleurs, de nombreux accords de défense, initiatives régionales existent, dont les accords bilatéraux (France et ses ex-colonies). L'Africom est censée offrir un appui militaire aux programmes humanitaires, sanitaires et de développement. Le nouveau siège de l'Africom devait commencer ses opérations initiales en octobre 2007 et être pleinement opérationnel en octobre 2008. L'équipe de transition de l'Africom est actuellement basée à Stuttgart (Allemagne), siège du Commandement européen des États-Unis, mais les responsables du ministère de la défense souhaitent installer le siège de l'Africom en Afrique.

²⁴ <http://www.wateryear2003.org>

Afrique de l'ouest

La Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) comprend 15 pays et représente environ 20 % du PIB du continent (239 milliards de dollars en 2007), 30 % de sa population (290 millions d'habitants), avec trois grands pays : Le Nigeria, le Ghana et la Côte d'Ivoire qui à eux seuls, constituent plus de 80 % de l'économie de la région.



Source : USDOE

L'économie du Nigeria pèse 167 milliards de dollars, pour 140 millions d'habitants. La croissance a cru lentement au cours de ces dernières années (+5,1 % en 2006, +5,6 % en 2007). Initialement prévue à 6,1 % en 2008, la croissance sera plus faible, désormais attendue à 5,1 % et 4,7 % en 2009. Très dynamique, la région aura 100 millions d'abonnés au mobile d'ici 2011. La dette dans la région est en baisse, à l'instar des autres pays africains.

La sous-région exporte des diamants, de l'or, la bauxite, le cacao, le café, l'arachide, et le coton entre autres. Les échanges informels

dans la zone sont très importants, et concernent le bétail, les produits alimentaires et manufacturés.

- Les pays francophones : Rassemblés dans la zone UEMOA²⁵, ils partagent le CFA, la monnaie de la zone, arrimé à l'euro. Le PIB de l'UEMOA représente environ le quart de la CEDEAO (\$56 milliards en 2007 - Banque mondiale, Fmi)²⁶, pour une population de 81 millions (2006) soit environ le tiers d'Afrique de l'Ouest. La croissance du PIB dans l'UEMOA est estimée à 3,9 % en 2008 contre 3,2 % en 2007 selon la BCEAO, qui se base sur « la relance de la production agricole attendue et d'une bonne pluviométrie cette année ». Le taux d'inflation, quant à lui, augmente fortement, passant de 4,8 % en mars à 7,2 % en juin 2008. Le CFA fait régulièrement l'objet de critiques car il pénalise les producteurs de matières premières exportées, payées en dollars, à l'exception du cacao vendu à Londres qui lui est vendu en Livres Sterling.
- ZMAO ou WAMZ. La zone monétaire d'Afrique de l'ouest comprend le Nigeria, le Ghana, la Gambie et la Sierra Leone, pays anglophones, ainsi que la Guinée. L'Eco, la monnaie unique à la zone, sera lancée en décembre 2009 après que les critères de convergence soient atteints.

Si l'on est loin des conflits sanglants des années 90, deux pays connaissent une situation trouble, de ni-paix ni guerre (Côte d'Ivoire et Mauritanie) et le Nigeria, moteur de la région est durement frappé par les attaques du Delta. A cela s'ajoutent de nouvelles rebellions à proximité Bakassi, Cameroun) et la période d'instabilité qui vient de commencer en Guinée suite au décès du président Conté en décembre 2008, ainsi qu'en Guinée-Bissau, Etat où l'armée est puissante et des bruits de botte se sont faits entendre en fin d'année 2008.

Le Nigeria affiche malgré tout une certaine stabilité, certes récente (par rapport aux troubles des premières décennies après l'indépendance), qui a permis de mettre en place des programmes qui commencent à marcher. Le secteur agricole commence à se

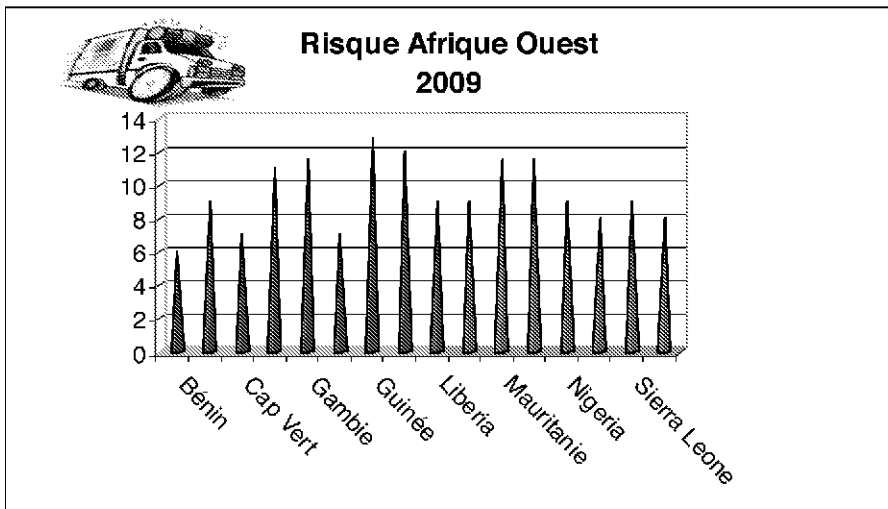
²⁵ Union économique et monétaire ouest-africaine

²⁶ Et 24,350 milliards CFA en 2005 (UEMOA, BCEAO - Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest)

développer, ce qui permet de réduire la dépendance au pétrole. Grâce à une consommation accrue du gouvernement consécutive aux recettes pétrolières plus importantes, le secteur non pétrolier a commencé à se développer. L'inflation est en baisse malgré des poussées en 2008 avec la crise de la vie chère. Sa dette internationale est en forte baisse (passant de 60% du PIB en 2004 à 3% en 2007) suite aux remises de dette (Club de Paris) et au rachat de sa dette commerciale (Club de Londres). Le revenu par tête a doublé, atteignant presque \$1.500. Noté BB+, le Nigeria sera cependant touché par la crise du crédit, et ce, malgré ses excédents budgétaire et courant, ses importantes réserves en devises. Sa monnaie était en forte baisse par rapport au dollar début 2009. Le budget 2009 a été préparé sur la base d'un baril à \$45 dollars au moment où ce produit passait sous la barre de \$40 et le déficit fiscal va se creuser. En outre, les investissements de compagnies pétrolières risquent de se réduire.

Enjeux de la région Afrique de l'Ouest:

La zone Afrique de l'Ouest est en risque gérable, classée 9,4 sur une échelle maximum de 14. Cette classification est due à la dépendance aux matières premières (coton, or, bauxite, cacao, pétrole), la situation politique et sécuritaire incertaine dans quatre ou cinq pays (Côte d'Ivoire, Guinée, Mauritanie, Niger ainsi que le Nigeria et le Mali, en proie à des rébellions).



Matières premières : pétrole, cacao, phosphates

Le pétrole et le gaz naturel se retrouvent en Mauritanie et dans des pays du Golfe de Guinée tels que le Nigeria, la Côte d'Ivoire et le Ghana, futur producteur de pétrole, en zone côtière. L'uranium est exploité dans le désert du Niger. L'or (Ghana, Mali, Burkina) représente 24 % de la production africaine et va attirer des investisseurs du continent, désireux de diversifier leurs investissements.

Parmi les défis de la région :

- Fourniture d'électricité : Le taux d'accès à l'électricité est très inégal en Afrique de l'ouest, avec 40 % des ménages couverts en Côte d'Ivoire ou au Nigeria en 2005 contre 5 % au Burkina. Le Sénégal connaît des problèmes récurrents de fourniture d'électricité, bien que 32 % des ménages aient accès à l'électricité. Ces problèmes, qui ralentissent la production en pénalisant les entreprises, vont persister en 2009.
- Près de 40 % de la population vit dans les zones urbaines, mettant sous pression les infrastructures sanitaires et sociales. Avec le manque d'opportunités en zone rurale, la tendance va s'accroître au cours des années à venir.
- Faible capacité de raffinage : Le Nigeria, parmi les premiers producteurs du pétrole africain avec près de 20 % du total, n'en raffine toujours qu'une infime partie, utilisant ainsi ses précieuses devises au moment où les prix du brut sont en baisse d'au moins 50 %.

Contrats et accords internationaux :

- AGOA²⁷ : Depuis mai 2000, la plupart des pays d'Afrique de l'ouest sauf la Côte d'Ivoire sont membres de l'AGOA, accord qui vise à promouvoir le commerce et les investissements entre les Etats-Unis et les bénéficiaires qui ont ainsi accès au marché américain. Très peu de pays ont réellement pu en profiter, ayant peu de produits à offrir et rencontrant des difficultés pour se conformer aux normes de l'AGOA. C'est le cas notamment du Bénin. D'autres pays tels que le Nigeria et le

²⁷ African Growth and Opportunities Act

Ghana en revanche voient leurs échanges se développer avec les Etats-Unis.

- Accords de pêche (UE, Chine, Russie) : Les accords de pêche avec l'UE durent en moyenne trois ans et représentaient entre 15 % (Mauritanie) et 30 % (Guinée-Bissau) des budgets des pays concernés.
 - Côte d'Ivoire : Renouvelé en 2007 pour six ans, pour la pêche thonière, et des quantités en baisse (de 9000 à 7000 tonnes par an)
 - Mauritanie : Des accords ont été signés fin juillet 2008. Le gouvernement mauritanien devait percevoir 86 millions d'euros à la date du 31 août 2008.
 - Guinée : Expiration de l'accord en cours fin décembre 2008, négociations pour un nouvel accord remises à plus tard avec le changement de régime.
 - Guinée Bissau : Un nouvel accord de pêche entre l'UE et la Guinée-Bissau, d'une durée de quatre ans (juin 2007 à juin 2011), en contrepartie de 28 millions d'euros et 500 000 euros par an. Des quotas de pêche sont attribués aux bateaux battant pavillon européen, dont 19 thoniers senneurs, 14 bateaux canneurs et 4 palangriers de surface²⁸.
 - Sénégal : Accords officiellement expirés depuis 2006.
- APE - Accords de partenariats économiques: En début d'année 2008, ils avaient soulevé la polémique, certains pays de la CEDEAO comme le Ghana et la Côte d'Ivoire ayant dû signer des accords intérimaires alors que la zone aurait voulu négocier en bloc. L'organisation non-gouvernementale Oxfam France estime que la signature de l'accord d'étape entre la Côte d'Ivoire et la Commission européenne est précipitée et met en danger la dynamique régionale en Afrique de l'Ouest dans le cadre de propositions de la CEDEAO qui s'est fixée jusqu'au mois de juin 2009 pour signer l'accord complet sur les marchandises, les biens et les services.

²⁸ Les Afriques 30 mars 2008

Politique et sécurité

La situation politique en Afrique de l'ouest reste dominée par la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée Bissau, et la Mauritanie. Le Mali et le Niger sont des points vulnérables en terme de sécurité. Paradoxalement, le Ghana et le Nigeria, tous deux des pays anglophones ayant connu de graves troubles et une forte instabilité pendant les premières décennies après les indépendances, sont devenus des îlots de stabilité. Le Nigeria est cependant susceptible de connaître des troubles liés à la religion (Jos) et à la crise du Delta.

Afrique centrale

La région pèse environ 70 milliards de dollars, soit 6 % du PIB de l'Afrique, et représente environ 15 % de la population d'Afrique. Les pays phares sont le Cameroun, le Gabon, le Congo Brazzaville et le Congo RDC.

Parmi les six pays membres de la CEMAC, cinq sont producteurs de pétrole (Guinée Equatoriale, Gabon, Cameroun, République du Congo, Tchad) et au moins deux sont producteurs de minéraux : Gabon (manganèse, or, diamants), Congo Kinshasa (coltan, cuivre, diamants, cassitérite, etc). Un tiers des pays de la CEEAC²⁹ sont en conflit : Congo RDC, Rwanda, Centrafrique.

La région est passée de 34,1 millions d'habitants en 2003³⁰ et 28,8 milliards CFA PIB à 70 milliards en 2008. La croissance s'est accélérée à 3,3 % en 2007 et est estimée à 5 % en 2008. Elle est attendue à la baisse en 2009, à 3 % au lieu de 5,8 % selon les données de la Banque centrale des Etats d'Afrique centrale (BEAC). Le taux d'inflation de la zone sera en hausse, à 5 % contrairement aux prévisions de 4 %. La baisse des prix du brut dont dépendent les cinq pays producteurs de pétrole en est responsable. A cela s'ajoute la faiblesse de la demande pour les autres matières premières. Les IDE ne seront pas non plus au rendez-vous, les projections du Fmi chutant de \$2,5 milliards à \$800 milliards.

L'isolement de l'Afrique centrale ne l'a pas protégée des conséquences directes de la crise financière. En effet, malgré un environnement bancaire et financier caractérisé par la quasi-absence de placements financiers extérieurs, la BEAC – banque centrale a perdu 300 milliards de CFA avec des placements de la Société Générale.

Par ailleurs, dépendante de l'aide extérieure elle ressentira les effets de la crise, même si les décisions sont prises pour plusieurs années. Le

²⁹ Communauté économique des Etats d'Afrique centrale

³⁰ Banque mondiale

Cameroun a par exemple son C2D et X^{ème} FED approuvé pour plusieurs années.

Enjeux de l'Afrique centrale :

Matières premières :

- Pétrole : Le Cameroun, le Gabon, le Congo (République), le Tchad et la Guinée Equatoriale sont producteurs de pétrole et sensibles aux fluctuations des prix de ce produit. En Guinée Equatoriale et au Tchad, la production augmentera car les champs sont encore nouveaux. Cependant, au Cameroun, Gabon, et en République du Congo les champs sont vieillissants. La baisse des cours pétroliers et des produits de base permettra de réduire l'inflation et aux populations de souffler quelque peu.
- Bois : Grande exportatrice de bois vers l'UE et les Etats-Unis ainsi que l'Asie, la CEMAC a commencé à ressentir les effets de la crise immobilière en Espagne et aux Etats-Unis dès la fin du premier trimestre 2008.
- Les mines : Sur un total de 75 unités de transformation de cuivre, 45 ont fermé depuis juillet 2008³¹ au Congo (RDC). Des sociétés telles que Katanga Mining, Anvil Mining et Central African Mining and Exploration Company ont suspendu certaines de leurs activités au Congo avec la hausse des coûts et la chute des prix. Selon les dernières estimations du gouvernement, seulement 365.000 tonnes seront exportées en 2009 contre des prévisions de 410.000 tonnes. La production de cobalt est encore plus affectée avec des exportations chutant à 32.000 tonnes contre 42.449 en 2008, et une baisse de plus de 50 % par rapport aux prévisions initiales de 65.000 tonnes. Avec la baisse des investissements dans le secteur, les sociétés ont du remettre à plus tard leurs projets de développement.

³¹ Reuters 18 décembre 2008

La diversification

Certains pays ont commencé à récolter les fruits de leur diversification. C'est le cas du Gabon, qui a connu une forte croissance hors pétrole en 2007/2008 avec le manganèse et le secteur forestier.

Politique et géostratégie

L'Afrique centrale est en situation de risque élevé. La région s'étend de pays tels que le Tchad, à mi-chemin entre l'Afrique arabophone, francophone, et anglophone, à des pays côtiers et francophones tels que le Congo, le Gabon, le Cameroun et la Guinée Equatoriale, lusophone et francophone. Les enjeux pétroliers sont importants, mais les questions de religion le sont tout autant, avec le Soudan à l'Est de la région. Le Tchad, la Centrafrique et le Congo (RDC) continuent d'occuper le devant de la scène avec des crises récurrentes. La crise au Soudan affecte ces trois pays. Cependant, d'autres pays tels que la République du Congo, où se tiendront des élections présidentielles en 2009, sont en situation de risque.

- Le Tchad : Au centre des enjeux pétroliers et géostratégiques de plusieurs puissances (Etats-Unis, France, Chine), le Tchad n'est pas près de trouver la stabilité. Son président, Idriss Déby totalise dix-huit ans au pouvoir après avoir modifié la Constitution. Contesté jusqu'au sein de sa propre famille, la chute de son régime n'est qu'une question de temps malgré le soutien de la France et des occidentaux qui redoutent entre autres de voir le Tchad tomber sous influence islamiste et le pétrole passer dans des mains chinoises.
- La Centrafrique : Pays à la merci de toutes les rébellions, le régime est également dans une situation de grande précarité politique et peut tomber avant les élections prévues en 2010, malgré le soutien de la France et le verrouillage de l'armée, acquise au pouvoir. Le conflit au Darfour s'est propagé en Centrafrique (et au Tchad).
- Le Congo (RDC) : La rébellion du CNDP – Congrès national pour la défense du peuple, soutenue par des puissances étrangères via le Rwanda pour contrer entre

autres l'avancée de la Chine, a déstabilisé toute la partie orientale du pays. Son ex-leader Laurent Nkunda qui, au début se présentait comme le défenseur des Tutsi, a en ajouté à ses revendications la résiliation des contrats chinois, par ailleurs fort controversés, le Parlement congolais ayant été divisé à ce sujet. Même s'il a été défait par son collègue le général Bosco Ntanganda (par ailleurs recherché pour crimes de guerre), la victoire militaire de M. Nkunda sur l'armée congolaise a démontré la faiblesse et l'indiscipline de celle-ci, qui n'a par ailleurs pas hésité à s'en prendre à la population. Par ailleurs, la rébellion du CNDP continuera de constituer une menace pour le Congo, qui pourra être brandie à chaque fois que le besoin s'en fera sentir. Tout cela ajoute à l'instabilité du pays et de la région. Le régime Kabila, élu en 2006, tiendra-t-il jusqu'en 2011 ? A cette rébellion s'ajoute celle de la LRA – Armée de la Résistance du Seigneur de Joseph Kony d'Ouganda, qui déborde sur la RDC et le Soudan, pays qui soutenait ce mouvement.

- Le Congo (République) : Des élections sont prévues en 2009 et opposeront M. Denis Sassou Nguesso, le président actuel, à Mathias Dzon, ancien ministre des finances et directeur de la Banque centrale des Etats d'Afrique centrale (BEAC). Le pays connaissant déjà des clivages ethniques (nordistes, pool et téké), un vote ethnique est à craindre. Ce pays saura-t-il se souvenir des blessures encore fraîches de la guerre civile ?
- Le Burundi : Après treize ans de guerre civile et plus de 300.000 morts, le Burundi cherche la paix. Une force spéciale de l'UA est chargée d'assurer la sécurité des derniers rebelles (FNL – Forces nationales de libération) qui ont conclu un accord de cessez-le-feu en 2006. La situation politique s'est tendue au cours des derniers mois. Le Burundi devait démobiliser près de 10.000 hommes entre 2007 et 2008
- L'Ouganda : Ce pays fait face depuis 1988 à la rébellion de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA). Deux millions de personnes sont déplacées par ce conflit et les morts se

comptent par centaines. Malgré des négociations de paix en 2006, de nombreuses violations des accords sont constatées.

Contrats et autres conventions :

- Sao Tomé et Principe: Un nouvel accord a été signé en 2007 pour quatre ans, autorisant 43 navires européens à faire des prises dans les zones de pêche maritime de l'archipel. Sur les 43 navires autorisés, figurent 25 thoniers senneurs congélateur dont 13 espagnols et 12 français, et 18 palangriers de surface parmi lesquels 13 bâtiments battant pavillons espagnols et 5 portugais. On rappelle que dans l'accord précédent ce sont 61 navires européens qui étaient autorisés à opérer des eaux maritimes de Sao Tomé et Principe. En vertu de cet accord, Sao Tomé, bénéficie d'une compensation financière de 663.000 euros dont 552.000 euros seront versés pour l'exploitation d'un quota annuel de référence de 8500 tonnes de thon. Sao Tome a par ailleurs un contrat d'exploitation exclusif pour le pétrole avec la firme nigériane Chrome qui a racheté les droits à une société américaine.
- Le retrait de la Banque mondiale du programme de financement des infrastructures pétrolières au Tchad, suite au non-respect de la part du gouvernement des clauses d'un accord au termes duquel il s'engageait à verser initialement 70 % des recettes pétrolières dans un fonds destiné aux générations futures. Les conséquences pour le Tchad en 2009 seront une baisse des échanges avec l'ensemble de la communauté des bailleurs de fonds, dont la Banque mondiale est un acteur principal.

Le Maghreb

Son PIB (y compris la Mauritanie), de 303 milliards de dollars en 2008, représente 31 % du PIB de l'Afrique et sa population, 18 % du continent. Cependant, la région a enregistré également un taux d'inflation de 6,10 % et le chômage est estimé dans les cinq pays à 11,30 % en 2007.

La croissance est attendue à 4,5 %, voire 5 % en 2009, avec 3,5 % en Algérie, première économie de la région (PIB de 134,3 millions de dollars). La politique de désendettement de l'Algérie en fait aujourd'hui un créancier net. Le budget 2009 prévoit des taux d'inflation de 3,5 pourcent et une croissance globale de 4,1 %.

La croissance du Maroc reste robuste, à 4,5 % tandis que la Tunisie passe de 5,8 % à 6,2 % en 2009.

L'Algérie et la Tunisie votent en 2009 ; ce qui n'est pas tant un facteur de risque en Tunisie, l'est plus en Algérie, où des débordements sont possibles. Plus inquiétant, la montée islamiste dans certains pays du Maghreb, alimentée souvent par la pauvreté et les inégalités sociales.

Enjeux du Maghreb

Les exportations vont connaître un tassement pouvant faire passer leur taux de croissance de 26,9 % en 2008 à 4,8 % en 2009 et, par ricochet, feront « baisser le taux de croissance dans la région (Maghreb), dont l'exportation est l'un des principaux moteurs de développement³² ».

La région reste vulnérable aux fluctuations des prix des produits alimentaires, et dépend fortement des transferts des travailleurs émigrés, qui ont représenté 6,7 milliards de dollars en 2007 au Maroc, soit environ 9 % du PIB et en croissance de 25 % par rapport à 2006.

En Egypte, ils ont été également en hausse de 25 % en 2007, atteignant 6,3 milliards de dollars. La croissance moyenne a été de

³² Economiste tunisien Taoufik Rajhi

7 % en Egypte. La crise financière mondiale aura pour effet de réduire les IDE. La consommation privée est sous pression avec l'inflation et les exportations vont baisser avec la crise mondiale. Le déficit de la balance courante s'est creusé en dépit de la constance des revenus des exportations, transferts de travailleurs émigrés, du tourisme et du Canal de Suez. En effet, une augmentation des importations avec le dynamisme de la demande interne et la libéralisation du commerce ont contribué à aggraver le déficit courant. Ceci, combiné aux désinvestissements en bourse a mis les réserves et le taux de change sous pression. Les flux d'IDE ne suffiront pas à combler le manque à gagner provenant de la baisse des exportations.

Les flux financiers des pays du Golfe sont déjà annoncés à la baisse, ces pays étant eux-mêmes durement touchés par la crise financière. Cependant, le Maghreb représente toujours une destination attrayante au vu des difficultés d'investir en Europe ou aux Etats-Unis en 2009. Entre 2000 et 2005, le Maroc a reçu 7,6 milliards de dollars d'IDE (dont 3,6 milliards dus aux privatisations)³³. Le Maghreb a été en 2008 la zone qui a attiré le plus d'investissements arabes en Afrique avec le Maroc (80%) et l'Algérie³⁴ en tête (plus de 10 milliards de dollars). La Libye a annoncé la création de la « *African Investment Bank* » (AIB), dotée d'un capital de \$25 milliards, pour financer des projets de développement.

- i. **Matières premières : pétrole, gaz, phosphates :** La région est sensible aux restrictions imposées par l'OPEP sur la production, et a connu des difficultés techniques de production. Ce fut le cas de l'Algérie en 2007, où le pétrole et le gaz représentent 97 % des exportations totales. L'Algérie et les Pays-Bas envisagent un partenariat entre la Sonatrach (Algérie), le NNPC³⁵ (Nigeria) et la Royal Dutch Shell pour l'exploitation et le transport de gaz nigérian à travers le Sahara. Les coûts d'investissement sont estimés à \$10 milliards pour le pipeline et \$3 pour les centres de collecte. Le projet permettrait de transporter jusqu'à 30 milliards de mètres cubes par an vers l'Europe par un

³³ Le Soir d'Algérie par Abdelmadjid Bouzidi

<http://www.lesoirdalgerie.com/articles/2008/09/10/article.php?sid=73171&cid=8>

³⁴ Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI)

³⁵ Nigerian National Petroleum Corp

pipeline de 4.128 km (2,580 miles) à partir de 2015 et il traversera le Niger outre le Nigeria et l'Algérie.³⁶ Il permettra à l'UE de diversifier ses sources d'approvisionnement.

- ii. **Les exportations de produits manufacturés vers l'UE et les Etats-Unis :** Ils vont baisser avec la crise financière mondiale. La Tunisie, le Maroc et l'Egypte sont grands exportateurs de produits manufacturés (textiles, etc.) vers les pays industrialisés.
- iii. **La création d'emplois par le secteur privé :** En Algérie, le secteur public est encore trop présent et peine à employer une jeunesse désabusée qui se tourne vers l'exil.
- iv. **Plus de flexibilité dans l'économie :** Le Fmi a recommandé que l'Algérie adopte des politiques économiques plus flexibles pour faire face à une chute brutale des recettes pétrolières. Le système bancaire de ce pays est peu exposé aux flux financiers internationaux et ainsi protégé de la contagion de la crise financière.
- v. **Contrats :** Des contrats ont été signés avec les Etats-Unis et l'UE (pêche), ainsi que « partenariat commercial avancé avec le Maroc » qui concerne un libre échange et permet notamment de financer les infrastructures de ce pays tout en couvrant également des accords de partenariat dans le domaine de la pêche ;
- vi. **Géostratégie, immigration :** La région est courtisée à la fois par les Etats-Unis, l'UE et la Russie pour ses ressources (gaz et pétrole) et sa position géographique. La Libye s'est réconciliée avec les occidentaux depuis 2008 et de nombreux contrats ont été signés. Le premier ambassadeur américain en 36 ans a pris fonction à Tripoli en décembre 2008. M. Kadhafi avait adhéré au programme anti-terroriste américain en 2003. La Libye représente un rempart contre l'immigration clandestine en Europe. En ce qui concerne l'Egypte cependant, hormis la bande de Gaza où elle continue de jouer un rôle, son importance régionale s'est amoindrie avec l'Arabie Saoudite qui joue un rôle de premier plan dans la région. L'assistance économique

³⁶ Reuters 11 janvier 2009

américaine est en baisse depuis 1998, en tandem avec celle à Israël. Pour 2009, l'aide se chiffrera à \$1,5 milliards au total dont \$200 MUSD pour l'aide économique.

Politique

La Tunisie va voter en novembre 2009, et le président Ben Ali se représentera pour un cinquième mandat. Pays verrouillé par M. Ben Ali, vitrine de l'occident, la Tunisie est cependant menacée par la montée de l'islamisme radical. Dans un pays où l'opposition n'a actuellement que 37 sièges réservés à elle sur 189 sièges, les autorités annoncent une réforme du code électoral pour porter ce nombre à 50. L'opposition a huit partis dont seulement cinq sont représentés à la chambre des députés. Le parti au pouvoir, le RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique) a remporté 80 % des sièges.

L'Algérie va également voter, et M. Bouteflika, après avoir modifié la Constitution, peut se présenter pour un troisième mandat s'il le souhaite. L'opposition a annoncé vouloir se rassembler et présenter un seul candidat, mais ses chances sont minces, la politique en Algérie dépendant des « grands électeurs » dans l'armée notamment. Ces derniers mois ont vu l'apparition de nouveaux phénomènes notamment des émeutes après des événements sportifs, prétextes à un ras-le-bol profond chez une jeunesse qui demande des emplois ou est candidate à l'exil. L'Algérie a connu une recrudescence de la violence en 2007 et 2008, avec de nombreux attentats, cependant, le nombre de victimes a baissé de 491 en 2007 à 338 en 2008. La lutte contre le GSPC, devenu « Branche d'Al Qæda au Maghreb islamique » AQMI se poursuivait avec un certain succès et des redditions ont eu lieu en 2008.

La Libye, tenue par une main de fer par le colonel Kadhafi depuis 40 ans, devrait connaître peu de changements. Courtisée à la fois par les Russes et les Américains, elle est l'amie de la France et est de plus en plus consultée dans la résolution de conflits régionaux.

L'Egypte, souvent qualifiée de gérontocratie car son président, âgé de 80 ans, est entouré de nombreux conseillers âgés, demeure un pays sensible à la croisée du Proche Orient et de l'Afrique. Gamal, le fils de M. Moubarak, serait sur les rangs de la succession. Les Etats-Unis, qui financent chaque année \$2 milliards en assistance, ont annoncé une aide militaire de \$13 milliards sur une période de dix ans dans le cadre

d'un programme régional. Israël recevra \$30 milliards de 2009 à 2018, soit une augmentation de 25 %. L'aide américaine, qui tente d'imposer des conditionnalités notamment sur les droits de l'homme, va se poursuivre, vu l'importance des enjeux, notamment du Canal de Suez. L'armée joue un rôle important dans un pays frappé par le chômage et l'on estime que l'industrie de défense emploie plus de 100,000 personnes¹³. Etat laïc, l'Egypte est opposée aux islamistes et craint que le Hamas ne serve de modèle aux Frères Musulmans. Environ 20 % de la population égyptienne vit en dessous du seuil de la pauvreté tandis que 40 % vit avec moins de \$2 par jour. Fort peuplé (80 millions d'habitants), l'Egypte fait face à la pression démographique surtout le long du Nil et dans la capitale. Les autorités subventionnent le pain car elles savent que des pressions inflationnistes pourraient amener la population à se révolter. Cependant, le système de subventions a montré ses limites à cause de la corruption. Le régime a tremblé lors de la crise de la vie chère entre avril et juin 2008.

Le Maroc a connu des législatives en 2007 qui ont vu l'arrivée au pouvoir du plus vieux parti, Istiqlal (parti nationaliste), battant les socialistes qui étaient arrivés premiers en 2002. Autre fait marquant, le recul des islamistes. Plus inquiétant cependant, le faible taux de participation.

Des négociations directes se sont tenues en juin 2007 au Sahara entre le Maroc et le mouvement indépendantiste du Polisario. En 2009, Christopher Ross, un diplomate américain chevronné a été nommé nouvel envoyé spécial de l'ONU. Arrivera-t-il à mettre d'accord les deux parties en conflit depuis plus de 30 ans ?

Afrique australe

La région représente 33 % du PIB (433 milliards de dollars U.S) et 20 % de la population africaine. L'Afrique du Sud représente 64 % du PIB d'Afrique Australe et 23 % de la population à elle seule. Ce pays, le moteur de l'Afrique, va voter en 2009. L'on craint un virage à gauche de ce pays alors que la question de la terre n'est pas encore résolue et que la crise financière est encore là. La croissance dans ce pays s'est située en moyenne à 5,5 % au cours des dernières années, cependant, pendant la première moitié 2008 elle a reculé à 4,2 % notamment à cause de la crise de l'électricité, qui a coûté entre \$253 et \$283 millions en 2008, dont la moitié était en pertes du secteur minier³⁷.

En 2002, l'Afrique du Sud était le troisième investisseur sur le continent après la Grande Bretagne (\$20 milliards) et les Etats-Unis (\$19 milliards), essentiellement dans la sous-région, dans des pays comme le Mozambique (700 MUSD soit 50 % des investissements), l'Ile Maurice (400 MUSD), la Namibie, le Zimbabwe³⁸, etc. Cette tendance s'est poursuivie au cours des dernières années et devrait continuer en 2009.

L'Angola, deuxième économie de la région avec un PIB nominal de 61.334 milliards de dollars, est fortement dépendant du pétrole, qui représente près de 90 % de ses exportations. Elle vient de sortir avec succès d'élections qui ont vu le renforcement du parti au pouvoir en septembre 2008. L'Angola est membre de l'AGOA. La croissance est attendue à 11.8 % en 2009 et l'inflation restera au dessus de 10 %, mais en dessous des 15 % de 2008.

Le Zimbabwe est un véritable boulet pour la région, même si la reprise de l'aide est annoncée. Avec des taux d'inflation record (2.000.000 %), l'économie zimbabwéenne est en faillite depuis plusieurs années, et le PIB en recul.

³⁷ Département américain de l'Energie 2008

³⁸ www.odi.org.uk/iedg/projects/fdi_african_countries_rpt.pdf

Le Kenya, moteur de l'Afrique de l'est, noté « B » (et « B+ » avant la crise électorale de 2007), a amorcé son redémarrage depuis le début de l'année. Le gouvernement d'unité nationale du Kenya tiendra-t-il ? La croissance du PIB est réduite à 1,5 % en 2008 (contre une moyenne de 6% par) suite aux troubles qui avaient désorganisé entre autres le secteur agricole et accru l'inflation (18 % en janvier 2008 contre moins de 9 % en 2007). Les exportations ont souffert sur le court terme ainsi que le tourisme mais les transferts des travailleurs émigrés et ceux des bailleurs de fonds ont permis de limiter les dégâts.

La Tanzanie, le Botswana, la Namibie et le Mozambique demeurent des pays bien gérés dans l'ensemble. Sur le plan économique cependant, ils seront également touchés par la crise de la vie chère, le réchauffement climatique (inondations Mozambique). En Ouganda, les recettes à l'exportation de café en 2007/2008 ont augmenté de 52 % ; atteignant 388,4 MUSD, avec une production de 220.000 de tonnes. Le pays a connu un déficit courant de \$217,5 millions contre \$76,2 en novembre 2007 à cause des importations du secteur privé, et une chute des exportations de 20%, passant de \$161,9 millions en octobre contre \$202,7 millions.

Les blocs régionaux :

La SADC : Son PIB est estimé à 296,4 dollars US (2004) avec en tête l'Afrique du Sud (280 milliards de dollars). Elle comprend l'ensemble des pays de la région sauf le Kenya et l'Ouganda. Tous les pays de la SADC sont membres de l'AGOA sauf le Zimbabwe et les Comores. Les pays de la côte Est (Kenya, Tanzanie) ainsi que l'Ouganda sont sensibles à la performance du secteur agricole (thé, café) et à la sécheresse.

Le bloc COMESA, qui part de l'Egypte au Botswana sans l'Afrique du Sud, le Mozambique, la Tanzanie et la Somalie représente 390 millions d'habitants et 192 MUSD PIB. Le bloc EAC (Ouganda, Tanzanie et Kenya) comprend 91 million habitants et 31 milliards US.

Un bloc économique régional est annoncé. Il comprend 527 millions de personnes et est d'un PIB de 624 milliards, allant de l'Egypte à l'Afrique du Sud et rassemblera trois blocs (COMESA, SADC et EAC). Il existe 30 accords commerciaux régionaux et en

moyenne chaque pays est membre de quatre groupes. L'EAC par exemple connaît des problèmes car certains pays ont craint de se voir dominés par d'autres.

Enjeux de l'Afrique australe :

- i. **Les élections en Afrique du Sud :** Prévues au premier trimestre, elles seront probablement remportées par l'ANC, mais risquent d'être tendues. Le COPE – Congress of the People – ambitionne de devenir le parti de tous les sud-africains, de la nation arc-en-ciel.
- ii. **Les élections au Mozambique :** Elles devraient se dérouler de manière pacifique dans un pays converti à la démocratie depuis une vingtaine d'années.
- iii. **La crise financière :** L'Afrique du Sud, notée BBB+, est à la fois une économie financière que minière. Entre juin 2007 et mars 2008, les *spreads* sur les obligations se sont détériorés de plus de 200 points de base en Afrique du Sud³⁹, traduisant déjà une tension sur le crédit, et les prix des actions se sont effondrés dans ce pays ayant un déficit important de la balance courante. La bourse s'est effondrée entre septembre et novembre 2008 à l'image des bourses mondiales.
- iv. **La crise énergétique :** Elle a été à l'origine de la baisse de 20 % de la production minière début 2008 de Goldfields et AngloGold, les plus grandes compagnies minières du pays.
- v. **La situation budgétaire en Afrique du Sud :** Elle s'est considérablement améliorée, les réserves sont en hausse début 2009, à \$33 milliards (contre \$32 milliards à fin 2008), mais le déficit courant est en hausse.
- vi. **L'inflation :** Comme dans la plupart des pays ayant connu une croissance rapide du crédit, l'inflation est en hausse en Afrique du Sud, dépassant les 13 % en Juillet 2008. Pour y remédier, la banque centrale a augmenté les taux directeurs de 300 points, passant à 12 %.
- vii. **Matières premières :** En Angola, qui a brièvement supplanté le Nigeria comme premier producteur de pétrole

³⁹ Banque mondiale

au premier trimestre 2008, la croissance atteint des sommets. Ce pays est tributaire des cours internationaux du pétrole. Courtisé par la Chine et les occidentaux, il cherche une troisième voie et a démontré qu'il n'était avec aucun bloc.

Challenges

- **Le déficit courant de l'Afrique du Sud (7,3 % du PIB) :**
Il va se creuser en 2009 avec la dette et conduire à une plus grande dépréciation de la monnaie, qui a perdu 30 % par rapport au dollar au cours des derniers mois 2008. Le déficit courant a en effet atteint son pire niveau en 36 ans et l'inflation, à 9 %, ont rebuté les investisseurs sur fond de crise des *subprimes*. La crise de l'électricité avec ESKOM avec pour résultat la fermeture de grandes mines et les nouvelles de crise en Chine ont fait plonger le Rand, malgré une reprise début 2009. L'agence de notation Standard & Poor's a, à la suite de Fitch dégradé sa note concernant les perspectives d'Afrique du Sud à cause de son déficit courant et du ralentissement de la croissance. SP indique que les banques sud-africaines sont certes peu exposées à la crise financière mondiale mais qu'elles feraient face à une détérioration de leur portefeuille client dû à la hausse des taux d'intérêt et de l'inflation.
- **La croissance a connu un brusque ralentissement au troisième trimestre 2008, chutant à 0,2 %, les plus bas niveaux de la décennie et atteindra 2 % en 2008 :** Elle avait été de 5 % en moyenne entre 2004 et 2007. La demande intérieure a chuté en partie à cause des taux d'intérêt plus élevés et les entreprises ont revu à la baisse leurs plans d'investissement suite à la chute des prix des matières premières et la récession mondiale. La production minière, manufacturière et dans le commerce a reculé. Environ 45 % des produits manufacturés et 53 % de l'or, du platine et des autres minerais produits sont vendus à l'étranger ;
- **L'impact attendu de la Coupe du Monde en 2010 :** La croissance dans le secteur de la construction continue avec

la rénovation de dix stades et la construction de nouveaux établissements. Les investissements permettront de réduire le déficit dès 2009, outre la création d'emplois dans les infrastructures et les services et l'arrivée attendue de plus d'un million de visiteurs en 2010.

- **Les prévisions de croissances :** Elles sont passées d'un surplus à un déficit de 1,6 % du PIB avec le financement des infrastructures.
- **L'énergie :** L'année 2009 est un défi car la région, naguère exportatrice d'électricité, doit faire face à une augmentation de la demande. L'Afrique du Sud a du mal à faire face à ses propres besoins. En 2003, la consommation en énergie de la région était de 5,9 mille milliards de Btu (*British thermal unit*) soit 1,4 pourcent de la consommation mondiale dont 83 pourcent du fait de l'Afrique du Sud. La production était de 8,5 mille milliards de Btu dont 69,4 pourcent pour la seule Afrique du Sud. En 2008, les coupures de courant ont eu pour résultat une baisse de l'ordre de 10⁴⁰ à 20 % de la production minière en Afrique du Sud. La SAPP – Southern African Power Pool comprend les compagnies électriques d'Angola, du Botswana, du Congo, Lesotho, Mozambique, de Namibie, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe. Eskom, la compagnie sudafricaine fournit plus de 95 % de l'électricité nationale et une grande partie de la région. Le Botswana par exemple importe 75 % de son électricité de la SAPP, la majeure partie par Eskom. La demande est en hausse dans la région.
- Les questions liées à la démographie et la population : Dans le pays le plus riche d'Afrique Australe, le Kenya, la population est passée de 8,2 millions en 1960 à 37 millions en 2007, avec 42 % en dessous de 15 ans. Le Kenya souffre du chômage, en particulier chez les jeunes. En Afrique du Sud, les jeunes en dessous de 15 ans représentent 32 %.

⁴⁰ Mining production is hard hit by electricity supply shortage 4 April 2008 : <http://www.miningweekly.com/article.php?id=129576>

Afrique orientale

La région est instable avec le Soudan (crise du Darfour), la Somalie et l'Erythrée.

Le Soudan, le plus grand pays d'Afrique et parmi les dix premiers producteurs de pétrole en Afrique, est un pays sous embargo depuis quelques années, à l'initiative des Américains pour liens présumés avec des terroristes. La crise au Soudan, comprend plusieurs volets et des conséquences importantes :

1. Le Darfour et les poursuites contre le président Omar Al-Bashir devant le TPI : Accusé de crimes contre l'humanité, de génocide et d'être le cerveau d'une campagne pour chasser les tribus noires du Darfour et les remplacer par des Arabes, M. Al-Bashir a reçu un soutien inattendu de son peuple, de même que de l'Union africaine. Khartoum pourrait suspendre la mise en œuvre du « CPA » accord de paix entre le nord et le sud Soudan signé en 2005
2. L'autonomie du Sud-Soudan : Le SPLM – *Sudan People Liberation Movement* a accusé le nord de ne pas respecter les accords et si le sud devient indépendant, 80 % du pétrole seront sous son contrôle, en particulier celui d'Abyei, ville qui est souvent la source de tensions. Un référendum sur l'autonomie du sud est prévu en 2011, mais il pourra dépendre des élections prévues en 2009.
3. La rébellion liée au Tchad : Le JEM – *Justice and Equality Movement* aurait des ramifications dans la communauté Zaghawa (notamment le clan Kobe), ethnie du président tchadien. En dépit de nombreuses réconciliations dont deux en 2008, le Soudan a de nouveau accusé le Tchad de soutenir la rébellion, ce qui ouvre le spectre de représailles. De nombreux combats opposent régulièrement les forces gouvernementales à celles du JEM.

4. L'influence de la Chine et la position des occidentaux : Le président Hu Jintao estime qu'une condamnation de M. Al-Bashir aurait un impact « désastreux » sur le conflit du Darfour et a demandé que la décision soit remise à plus tard. La France, appuyée par le Royaume-Uni, avait laissé sous-entendre qu'une décision de la CPI pouvait être reportée en échange de bonne conduite au Darfour, ce qui avait été perçu par bon nombre d'observateurs humanitaires comme une sorte de marchandage. Au titre des revendications : « cesser les combats, négocier avec les rebelles, normaliser les relations avec le Tchad, coopérer avec l'ONU pour le déploiement de la force internationale de la Mission des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour (Minuad) et juger le ministre soudanais des affaires humanitaires, Ahmed Haroun, ainsi que le chef des milices "janjawids", Ali Kushayb, déjà inculpés par la CPI⁴¹ ».

L'Ethiopie :

Alliée des Américains, l'Ethiopie est un pays pauvre confronté aux problèmes de population (85 millions qui croît de 2 millions par an) et à un environnement régional difficile. Les relations sont par exemple très tendues avec l'Erythrée depuis la guerre frontalière de 1998-2000, ainsi qu'avec la Somalie, pays qu'elle a occupé pendant deux ans..

La Somalie :

L'un des pays les plus pauvres d'Afrique, la Somalie est ravagée par la guerre civile de 1991 (plus de 300.000 morts) et est un Etat inexistant depuis de nombreuses années. Environ 2,5 millions de Somaliens (sur 8 millions) dépendent de l'aide alimentaire qui arrive par la mer. Le pays est déchiré par des rébellions et guérillas. Un espoir se profile tout de même à l'horizon avec l'élection de Sheikh Sharif Ahmed, un islamiste modéré en début d'année 2009. Il a succédé au gouvernement intérimaire, accusé d'avoir échoué dans la réconciliation nationale. La démission du président Yusuf en décembre 2008 est un signe positif, car il était perçu comme un obstacle majeur à la paix, refusant de dialoguer avec les islamistes et

⁴¹ Le Monde du 19 septembre 2008

favorisant son propre clan. M. Yusuf n'a jamais dirigé le territoire somalien entier, mais seulement quelques kilomètres carrés.

L'Éthiopie était en Somalie de 2006 à 2008, avec l'aide des Américains, pour y chasser les islamistes qui s'étaient emparés du pouvoir. Cette présence avait été à l'origine d'une insurrection islamiste et pour beaucoup dans le développement des actes de piraterie dans l'Océan indien, car l'Éthiopie avait chassé les islamistes « *l'Islamic Courts Union* », auxquels l'on crédite cependant la brève paix que le pays a connu en 2006. Les prises d'otages font l'actualité avec plus de 60 bateaux pris en otage en 2008. Les pirates opèrent depuis le Puntland et le retrait éthiopien n'aura vraisemblablement pas d'impact sur le phénomène. Le Somaliland et le Puntland sont deux États autonomes. Les islamistes contrôlent de grandes parties du sud et du centre. Ceci comprend *al-Shahaab force*, qui serait liée à al-qaeda. Les groupes de combattants *al Shabaab* ou *al Shebab* veulent imposer la loi islamique de manière stricte. Les récents combats de début 2009 ont opposé les *Hareka al Shahaab al Mujahideen* et les *Ahlu Sunna Waljamaca*.

La Somalie est sous surveillance internationale en raison de ses liens présumés avec al-qaeda. Une résolution (1851 de décembre 2008) adoptée par les Nations unies sur la piraterie est considérée par les États-Unis comme une autorisation de frappes aériennes. Les États-Unis sont favorables au déploiement d'une force de la paix tandis que l'ONU estime que les conditions ne s'y prêtent pas encore. L'UA y a une force, l'Amisom, à laquelle contribue l'Ouganda (environ 1.500 soldats). Les seigneurs de la guerre sont surtout fournis en matériel américain. Une coalition internationale s'est organisée pour lutter contre le phénomène des pirates et protéger les routes maritimes, parmi les plus stratégiques du monde. Les représentants japonais du secteur maritime estiment à 85 millions d'euros par an les coûts supplémentaires pour faire changer de route à leurs navires pour éviter le Golfe d'Aden.

Il n'est pas exclu que l'Égypte entreprenne de chasser les pirates de la mer Rouge. Le Yémen, Djibouti, la Jordanie, l'Arabie Saoudite, la Somalie, le Soudan et l'Égypte veulent mettre en place un centre international d'information sur la piraterie et proposent une formation conjointe de leurs forces.

Djibouti :

Partagé entre la France et les Etats-Unis qui s'y sont installés après les attentats du 11 septembre 2002, Djibouti ambitionne de devenir un centre de services. A la fois dans la Mer Rouge et le Golfe d'Aden, Djibouti est au cœur de la lutte anti-terroriste lancée par les Etats-Unis. Le lilliputien Etat, parmi les plus pauvres au monde (149^{ème} sur 177 sur l'indice IDH du PNUD en 2007) entend bien diversifier ses partenariats économiques en louant des bases aux Américains aussi bien qu'aux Français (qui devront payer plus cher) qui y maintiennent leur plus grande base en dehors de la France avec 2600 hommes. Les Américains y ont une base pour leurs opérations « *Enduring Freedom* ». Djibouti est devenu le port principal d'acheminement de l'aide internationale (plus de \$100 MUSD d'aide d'urgence) vers l'Ethiopie et d'autres pays. Le Club de Paris a convenu de restructurer environ \$76 millions de la dette externe de Djibouti. Ceci représente une bouffée d'air frais pour le pays car cette remise devrait couvrir les besoins financiers pour les trois prochaines années. La Banque africaine de développement a pour sa part approuvé un prêt de \$80 MUSD pour contribuer au financement d'un port à conteneurs (Doraleh), pour accueillir des grands vaisseaux marchands.

Océan indien

La zone Océan Indien (Maurice, Madagascar, Comores, Seychelles) est caractérisée par ses liens avec l'économie mondiale (textiles mauriciens, finance) mais également une forte dépendance aux matières premières (vanille à Madagascar, sucre à Maurice).

A Maurice, l'une des économies les plus dynamiques d'Afrique avec le sucre et les textiles et plus récemment le tourisme et le secteur financier, les prévisions de croissance sont attendues à la baisse en 2009, soit 4,4 % contre 5,4 % (5,1 % en 2008), en raison du ralentissement de la croissance mondiale qui aura un impact négatif sur le tourisme et le textile, deux secteurs clés de l'économie mauricienne.

L'inflation a grimpé à 9,7 % en 2008 contre 8,8 % en 2007. Elle ne devrait cependant pas excéder 8 à 9 % d'ici juin et 5 % en décembre 2009, à moins de chocs internes et externes, selon l'institut de statistiques CSO⁴². Le gouvernement a mis en place un programme de relance de \$330 millions afin d'encourager la dépense et donner une impulsion aux secteurs manufacturiers et de la construction. La croissance pourrait cependant ne pas dépasser les 3 % en raison du passif de 2008, année où les prix élevés du pétrole ont eu un impact négatif sur l'économie locale.

Madagascar...

Madagascar a lancé son « MAP », plan d'action pour Madagascar, dont la première partie (2007-2012) consiste à accroître la part du secteur minier, pour la faire passer de 3% à 30% du PIB d'ici 2011. L'année 2009 verra le démarrage d'un nouveau cycle pour compléter les investissements arrêtés faute de moyens. La croissance est attendue à la hausse, à 7,9 % en 2008, avec la relance du secteur agricole, les grands travaux et le secteur minier. En 2007, la bonne performance des exportations ainsi que les IDE dans le secteur minier avaient

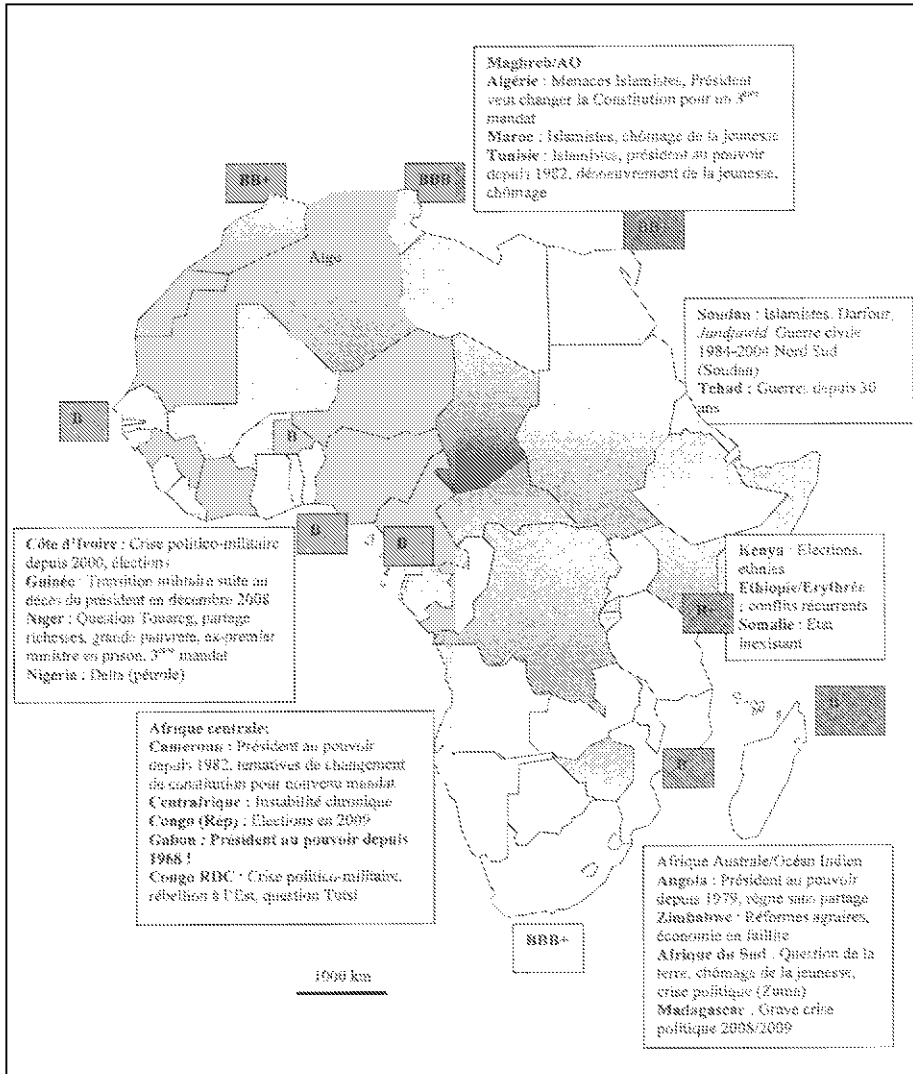
⁴² Reuters 2 janvier 2009

permis d'atteindre 6,3 % de croissance. La consommation avait augmenté également. L'inflation ne pourra cependant pas être maintenue sous la barre des 10 % en 2008 (après 8,2 % en 2007) : les dernières estimations font état de 10,8 % en glissement annuel à fin septembre 2008.

La situation politique s'est considérablement détériorée cependant en début d'année avec des rivalités entre le pouvoir et l'opposition. Le maire (indépendant) d'Antananarivo, « Andry TGV » a ainsi vu sa chaîne de télévision fermée en décembre 2008 pour avoir diffusé une interview de l'ancien président Didier Ratsiraka. L'élection de ce maire avait sonné comme un avertissement au pouvoir, auquel la population semblait acquise. Après une destitution du maire en janvier 2009 et une procédure en destitution du président de la République par le maire, l'incertitude demeure et il n'est pas exclu que l'île s'achemine vers un partage du pouvoir pour la période 2009-2011.

Annexe 1 - Cartographie des Risques en Afrique

	1960	1970	1980	1990	2000	2008
Afrique du Sud						X
Algérie	X			X	X	X
Angola		X	X	X	X	
Bénin						X
Cameroun		X				X
Côte d'Ivoire					X	X
Congo (RDC)	X				X	X
Congo (Rép.)		X	X		X	X
Egypte			X	X	X	X
Ethiopie			X	X	X	X
Erythrée				X	X	X
Guinée	X	X	X	X	X	X
Kenya	X			X		X
Mali	X	X		X		X
Madagascar		X	X		X	X
Mauritanie					X	X
Niger			X		X	X
Nigeria	X	X	X	X	X	X
Ouganda	X	X	X	X	X	
Sénégal					X	
Somalie				X	X	X
Soudan			X		X	X
Togo					X	X
Zimbabwe			X		X	X



		ANNEE ELECTORALE	AGE DU CAPITAINE	CONSTITUTION MODIFIEE	LONGETIVITE AU POUVOIR	LEADER CONTESTE	RIVALITES SOMMET	ETHNIES	FACTEURS EXTERNES
	1	Algérie							
	2	Afrique du Sud							
	3	Angola							
	4	Bénin							
	5	Botswana							Zimbabwe
	6	Burkina Faso							Conflit ivoirien
	7	Cameroun							Nigeria, Tchad
	8	Cap Vert							
	9	Congo B							
	10	Congo K							
	11	Côte d'Ivoire							Conflit Rwanda
	12	Djibouti							Burkina
	13	Egypte							
	14	Ethiopie							
	15	Eritrée							
	16	Gabon							Cameroun
	17	Gambie							
	18	Ghana							
	19	Guinée Bissau	2008						
	20	Guinée Equatoriale							
	21	Guinée Rép.)	Législatives						Conflit ivoirien
	22	Kenya							
	23	Liberia							Conflit ivoirien
	24	Libye							
	25	Madagascar							
	26	Malawi							
	27	Mali							
	28	Maurice							
	29	Mauritanie							
	30	Mozambique				Coup d'Etat légitimité ?	Président		
	31	Namibie							
	32	Niger					Ex-Premier		

Bibliographie

1. Banque mondiale
2. Bank Industry Risk Analysis: Boosted By Strong Oil Prices, Nigeria's Economy Buys Risky Banks Standard and Poor's – mars 2008
3. BCEAO – Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest
4. BEAC – Banque centrale des Etats d'Afrique centrale
5. Fonds monétaire international
6. Rapports annuels et bimestriels Strategico. 2008
7. UEMOA – Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest
8. World Economic Forum Afric@risk, Juillet 2008
9. Accord DOHA
10. APE
11. 25 millions de personnes ont connu la crise alimentaire en 2007
12. Taux de croissance extrêmement élevé (Ang/Eq Gui)
13. Taux de croissance de la pop
14. Taux de productivité bas : 300 à 500 kg/ha contre 2500 kg/ha USA
15. Perte de 15 à 25% de la récolte dans les champs et 15 à 20% pendant la récolte
16. 8/10 des peuples les plus vulnérables sont en ASS
17. Diminution des conflits
18. Le prêts et investissements directs ont dépassé les flux ODA et APD. IDE Chine \$1,6 milliards. Chine présente dans 48 pays sur 52. Les exportations vers le Chine ont connu une croissance de 48% entre 2000 et 2005. Le partenariat entre le continent, la Chine et l'Inde dépasse les disponibilités en ressources naturelles.
19. Les changements climatiques
20. Failed States Index « Foreign Policy »
21. African Governance Index
22. Capacités de raffinage limitée

- 23. Les fluctuations et variations soudaines de prix des importations ou des exportations peuvent causer des troubles
- 24. Le ralentissement de la croissance mondiale et ses effets sur les économies les plus intégrées.

L' HARMATTAN, ITALIA
Via Degli Artisti 15 ; 10124 Torino

L' HARMATTAN HONGRIE
Könyvesbolt ; Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest

L' HARMATTAN BURKINA FASO
Rue 15.167 Route du Pô Patte d'oie
12 BP 226
Ouagadougou 12
(00226) 76 59 79 86

ESPACE L' HARMATTAN KINSHASA
Faculté des Sciences Sociales,
Politiques et Administratives
BP243, KIN XI ; Université de Kinshasa

L'HARMATTAN GUINÉE
Almamy Rue KA 028
En face du restaurant le cèdre
OKB agency BP 3470 Conakry
(00224) 60 20 85 08
harmattanguinee@yahoo.fr

L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE
M. Etien N'dah Ahmon
Résidence Karl / cité des arts
Abidjan-Cocody 03 BP 1588 Abidjan 03
(00225) 05 77 87 31

L'HARMATTAN MAURITANIE
Espace El Kettab du livre francophone
N° 472 avenue Palais des Congrès
BP 316 Nouakchott
(00222) 63 25 980

L'HARMATTAN CAMEROUN
Immeuble Olympia face à la Camair
BP 11486 Yaoundé
(237) 458.67.00/976.61.66
harmattancam@yahoo.fr

**Cartographie des risques
en Afrique en 2009**

Notes de Conjoncture

Dirigée par François Manga-Akoa

En ce début de siècle où l'évolution exponentielle des nouvelles technologies de l'information et de la communication révolutionne tous les secteurs d'activité et du savoir, tout en contractant l'espace et le temps, l'information élaborée est plus que jamais une matière première stratégique. La collection « **Notes de Conjoncture** » produit et propose à ses lecteurs des études sectorielles et régionales spécifiques pour répondre aux besoins des acteurs économiques, des décideurs politiques, militaires et diplomatiques. Ces notes relèvent non seulement de l'analyse des risques, de la réglementation, mais aussi de la prospective. Elles prennent en compte tous les aspects qui peuvent affecter l'environnement économique et institutionnel d'un pays.

Déjà parus :

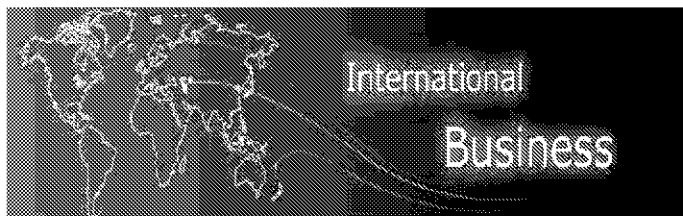
STRATEGICO., *Bénin 2009*, 2009.

STRATEGICO., *Algérie 2008*, 2008.

STRATEGICO., *La République démocratique du Congo 2008*, 2007.

STRATEGICO., *Guinée Conakry 2008*, 2007.

STRATEGICO., *Niger 2008*, 2007.



Cartographie des risques en Afrique en 2009



L'HARMATTAN

© L' HARMATTAN, 2009

5-7, rue de l' École-Polytechnique ; 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-06934-3
EAN : 9782296069343

Sommaire

Introduction	9
L'économie en bref	11
Cinq ou six pays où tout se joue.....	11
Le PIB par habitant réserve quelques surprises.....	12
De bonnes nouvelles.....	13
Qui s'en sort et pourquoi ?.....	13
De nouveaux pays pouvant entrer dans la cour des grands :	14
La réduction de la dette	14
... mais la crise financière est passée par là.....	14
... la dépendance aux matières premières:.....	15
Le pétrole et le gaz naturel	16
Un faible contrôle du processus de commercialisation et du raffinage ..	18
Les ressources minières :.....	19
Matières premières agricoles.....	24
Le cacao semble en bonne forme...exception rare.....	24
Une volée de bois vert pour les exportateurs de grumes.....	27
Le caoutchouc s'étire.....	27
La crise de la vie chère	27
Les flux entrants.....	28
Les flux d'investissement (IDE).....	28
Les investisseurs arabes :.....	28
Les nouveaux acteurs : Chine, Inde, Iran... et le retour de la Russie....	29
Les investissements en bourse (« portefeuille »).....	30
Les multinationales et le renouvellement des concessions.....	31
Peu de surprises dans les pays de la zone franc.....	31
L'image est plus contrastée ailleurs.....	32
Les transferts de travailleurs émigrés	33
L'aide.....	34
L'intensification des liens commerciaux interafricains :	35
Situation politique	37
2009, une année électorale :	38
Modifications des Constitutions :.....	38
Dauphins à l'horizon :	39
Réformes	39
Insurrection armée/guerre civile.....	39
Troubles récurrents qui vont se poursuivre?	42

La sécurité alimentaire et écologique :	42
Géostratégie et défense.....	43
Afrique de l'ouest	45
Enjeux de la région Afrique de l'Ouest :	47
Matières premières : pétrole, cacao, phosphates	48
Contrats et accords internationaux :	48
Politique et sécurité	50
Afrique centrale	51
Enjeux de l'Afrique centrale.....	52
Matières premières :	52
La diversification.....	53
Politique et géostratégie.....	53
Contrats et autres conventions:.....	55
Le Maghreb	57
Enjeux du Maghreb	57
Politique.....	60
Afrique australe	63
Les blocs régionaux :	64
Enjeux de l'Afrique australe.....	65
Challenges	66
Afrique orientale	63
L'Ethiopie	70
La Somalie.....	70
Djibouti.....	72
Océan indien	73
Madagascar.....	73
Annexe 1 - Cartographie des Risques en Afrique	75
Bibliographie.....	79

Avant-propos

StrategiCo. a mis en place une méthodologie permettant de cerner de manière précise le risque dans les pays du sud (en développement et émergents) en mettant l'accent sur des critères plus pertinents pour eux. C'est ainsi que la religion et l'influence de l'armée feront partie des 40 critères entrant en ligne de compte.

L'aide au développement ainsi que l'allègement de la dette, la dépendance envers les matières premières sont des critères pertinents sur le plan économique dans les pays africains. Sur le plan social, StrategiCo. accorde une importance particulière à la proportion de la population en dessous du seuil de pauvreté, la pression démographique et le chômage.

Les accords internationaux avec les multinationales ainsi que les liens et partenariats avec les pays de l'OCDE entrent également en ligne de compte.

Introduction

Le monde change, avec de nouveaux enjeux environnementaux et géostratégiques. Désormais, des pays comme la Chine, la Russie et l'Inde, concurrencent le modèle culturel, économique et politique occidental dont les Etats-Unis sont la figure de proue.

Même si les Américains demeurent la première puissance mondiale, la tendance amorcée depuis une dizaine d'années par les pays africains consistant à s'ouvrir à d'autres partenaires se renforce, d'autant plus que la crise financière est venue remettre sérieusement en question le modèle occidental. D'un autre côté, cette même crise financière affecte les nouveaux partenaires de l'Afrique, ce qui nécessitera un véritable arbitrage entre différents partenaires.

L'année 2009 sera pleine de rebondissements sur un continent où les forces peuvent être des faiblesses avec l'abondance de matières premières et la diversité des ressources humaines et naturelles, et où le pouvoir est centralisé, dépendant du bon vouloir d'une seule personne.

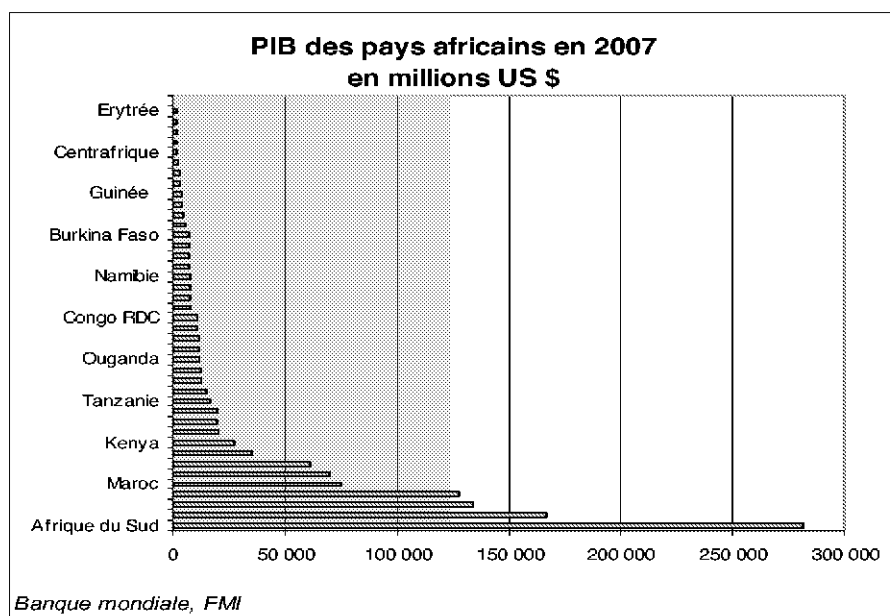
L'Afrique est confrontée aux défis habituels : la dépendance envers les matières premières, l'aide internationale, la faiblesse des revenus, crises politiques, problèmes environnementaux dont la crise de l'eau dans plusieurs régions auxquels s'ajoutent en 2009 la crise alimentaire, les effets de la crise financière se traduisant par une baisse des investissements et de la demande globale en particulier en Chine, grand consommateur de matières premières africaines.

Le Fonds monétaire international (Fmi) a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour le continent africain, de 3,6 % à 3,3 %, en raison de la baisse des transferts de travailleurs émigrés, du recul prévisible du secteur du tourisme, de l'aide et des investissements en 2009.

L'économie en bref :

L'Afrique représente 2 % du PIB mondial, avec environ 1,188 milliards de dollars. Il existe cependant une grande disparité entre l'Afrique du Sud, première économie avec 281.071 milliards de dollars et 43 millions d'habitants, et la petite Sao Tomé e Príncipe (145 milliards de dollars et 206.000 habitants) dont le sous-sol regorgerait de pétrole.

Les cinq plus grandes économies, Afrique du Sud, Algérie, Nigeria, Maroc et Egypte, représentent 66 % de la richesse du continent.



Cinq ou six pays où tout se joue...

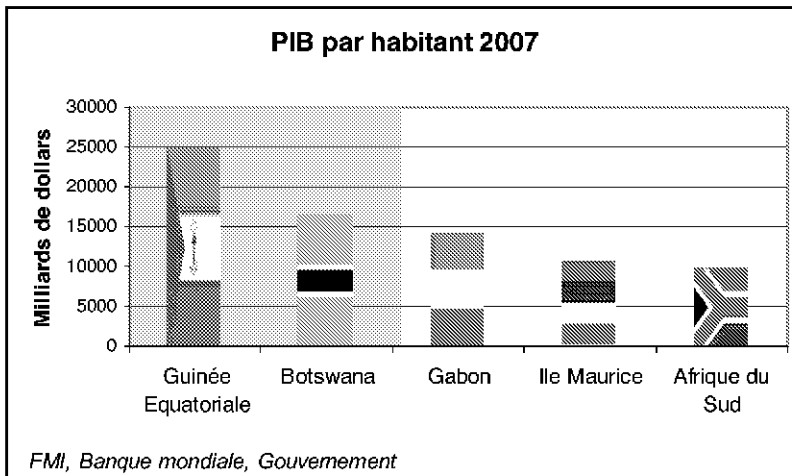
Comme les années précédentes, 2009 sera fortement tributaire de la performance de ces cinq ou six pays où habitent également un tiers de la population d'Afrique, concentrée dans les mégapoles comme Lagos (17,5 millions d'habitants), le Caire (17 millions d'habitants), Alger (6 millions y compris l'agglomération), Casablanca

(3,8 millions), et Johannesburg (3,8 millions), formidables réservoirs d'opportunités et de défis en termes d'infrastructures urbaines. En effet, 70 % de la population urbaine vit dans des bidonvilles sans accès aux structures sanitaires de base. D'ici 2030, l'Afrique et l'Asie devraient avoir les plus grandes populations urbaines.

Plus du tiers de cette population a moins de 15 ans et la moitié a moins de 25 ans. L'Afrique du Sud demeure le moteur de la croissance du continent et sa performance est tributaire de la consommation privée et de l'investissement étranger direct. Or, elle sera, bien plus que le reste du continent, affectée par la crise financière mondiale, étant le pays le plus développé et en contact avec les marchés financiers.

Le PIB par habitant réserve quelques surprises...

Cinq pays se taillent la part du lion en termes de PIB/habitant : L'Afrique du Sud, la plus grande économie du continent, se retrouve en cinquième position pour ce qui est du revenu par tête. La petite Guinée Equatoriale, 14^{ème} économie, se retrouve en tête de peloton, suivie du Gabon, 19^{ème} économie, tandis que le Botswana, 16^{ème} économie est 3^{ème} et l'Ile Maurice, 29^{ème} économie, devient 4^{ème} en termes de revenu par tête. Ces cinq pays ne représentent cependant que 5 % de la population africaine (48,75 millions de personnes dont 90 % sont sud-africains).



De bonnes nouvelles...

L'encours de la dette est en baisse dans l'ensemble des pays, la démocratie avance, l'inflation recule après une année 2008 difficile avec la crise de la vie chère, un plus grand nombre de pays semble être mieux géré et les investisseurs sont de plus en plus divers et variés. La population en dessous du seuil de la pauvreté est en diminution même si 10 des 22 pays les plus en retard en matière de développement humain sont en Afrique¹. Dans l'ensemble, les pays ont un plus grand accès aux infrastructures sanitaires de base, à l'éducation, la situation de la femme évolue, et les libertés sont plus grandes avec l'accès à Internet et aux nouvelles technologies. La téléphonie mobile continue de se développer de manière fulgurante, avec un taux de pénétration de plus de 80 % dans des pays comme le Nigeria ou l'Afrique du Sud.

L'Afrique demeure par ailleurs un continent courtisé pour ses matières premières et ses enjeux stratégiques. La croissance en Afrique pour la période 2000-2007 est estimée à 6 % alors que celle du reste du monde n'est que de 4 % environ. Elle est en hausse même dans les pays non producteurs de matières premières avec *les investissements dans les secteurs tels que les télécommunications*. Pour atteindre les ODM – Objectifs de Développement du Millénaire cependant, l'Afrique devra continuer à croître au rythme de plus de 6 %.

Qui s'en sort et pourquoi ?

Une dizaine de pays vont bien sur le plan économique. Ils affichent tous un taux de croissance robuste, ont maîtrisé l'inflation en 2008 ou sont en passe de le faire, et arrivent non seulement à nourrir leur population mais à réaliser de nouveaux investissements sans trop de peine.

L'Afrique du Sud, la Tunisie, le Maroc, le Botswana, le Mozambique, le Ghana, la Namibie, la Zambie, l'Ouganda et le Kenya, pour des raisons diverses, ont connu une croissance régulière, pour les uns suite aux divers programmes d'ajustement avec les bailleurs de fonds (Ghana, Mozambique), pour les autres suite à une

¹ Indice de Développement Humain de l'ONU, 2007

diversification économique réussie. Une troisième catégorie a su profiter d'une conjoncture favorable notamment sur les matières premières. En 2009, les fondamentaux devraient rester les mêmes malgré les aléas climatiques et d'autres externalités tels les cours mondiaux des matières premières.

De nouveaux pays pouvant entrer dans la cour des grands :

Le Botswana, le Ghana, le Kenya, le Mozambique, le Nigeria, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie pourront bientôt entrer dans le club enviable des « pays émergents » en raison de leur croissance économique rapide et régulière. Bien qu'une définition universelle de pays « émergent » n'existe pas, il est généralement admis que les structures économiques d'un tel pays convergent vers celles des pays développés, que l'économie est plus insérée dans celle du monde que celle des pays pauvres, et que le revenu par habitant s'accroît également.

La réduction de la dette

La dette de l'ensemble des pays d'Afrique en dessous du Sahara (ASS) est passée de 68 % du PIB en 2000 à 18 % du PIB en 2008. La dette du Nigeria ne représente plus que 3 % du PIB contre plus de 70 % il y a seulement quelques années. Ceci permet de concentrer les maigres ressources de ces pays sur des projets de développement, notamment pour atteindre les objectifs de développement du millénaire (ODM) en matière de santé et éducation de base.

... mais la crise financière est passée par là...

Avec la crise financière, *les prévisions de croissance en Afrique* ont cependant été revues à la baisse, à 5,5 % en 2008 et 4 % en 2009 (contre 7 % initialement). La croissance mondiale est elle-même attendue avec une chute brutale à 0,7 % en 2009. Après des années de croissance soutenue et des taux d'inflation modérés, l'Afrique subit actuellement les contrechocs de la récession mondiale même si elle n'en est pas affectée directement.

En effet, les investisseurs réfléchissent avant de s'engager. Dans certains pays tels que la Guinée, et ce, bien avant la transition politique de fin décembre 2008, les sociétés minières annonçaient

avoir arrêté une partie de leur production ou vouloir geler des investissements avec l'augmentation des stocks et la baisse des prix des métaux. Le Congo a ainsi annoncé qu'il prévoyait une réduction de ses exportations de cuivre et de cobalt de l'ordre de 30 %. Ceci aura pour conséquence un désinvestissement ou un report de la mise en œuvre de grands projets miniers et énergétiques. Il convient de noter cependant que la demande mondiale pour les minerais et les métaux, malgré une certaine morosité, devrait permettre à plusieurs pays africains de maintenir une croissance.

Le risque demeure sur une plus longue période, et, signe déjà visible, les émissions obligataires internationales sont en baisse, passant de 108 milliards US pendant la première moitié 2007 à seulement 40 milliards US pendant la seconde moitié et cette tendance s'est poursuivie pendant la première moitié de 2008.

Les effets de la crise financière risquent de se faire sentir sur les cinq prochaines années. D'ores et déjà, la finance pour activités commerciales se fait rare et est devenue onéreuse avec la hausse des taux, les recettes budgétaires sont tendues et des emplois sont perdus, tandis que les IDE sont remis à plus tard notamment dans le secteur minier².

Selon la Banque mondiale, la crise pourrait coûter une décennie à l'Afrique et les ODM ne seraient pas atteints³. La crise alimentaire continue malgré la baisse des prix de certaines denrées de base. La Banque africaine de développement a prévu de mettre en place deux fonds d'un montant total de \$2,5 milliards pour aider les pays africains à faire face au ralentissement économique.

...la dépendance aux matières premières :

A l'exportation : Sur 52 pays, 20 à 25 sont dépendants des matières premières à l'exportation (pétrole, gaz, bauxite, uranium, fer, cuivre, or, coton, diamants, café, cacao, vanille).

A l'importation : La quasi-totalité des pays africains est vulnérable aux fluctuations des prix de produits alimentaires, en

² Ministre de l'Economie sudafricain Trévor Manuel cité par Reuters le 16 janvier 2009

³ Reuters du 27 janvier 2009 citant, Ngozi Okonjo-Iweala, Directrice

général importés. Les gouvernements de nombreux pays⁴ ont dû prendre des mesures pour subventionner le riz, produit récemment devenu incontournable dans l'alimentation de nombreux Africains (importé d'Asie à prix d'or), et le pain, fait à partir de farine de blé (importé), et ce, malgré le fait une appréciation sensible des monnaies des pays importateurs de matières premières (9 % en moyenne) par rapport au dollar. Cependant, le prix des métaux exprimé en monnaie locale n'a pas changé⁵. Les prix des matières premières demeurent dans l'ensemble élevés, mais les importateurs de pétrole, surtout de la zone CFA, sont confrontés à des déficits fiscaux plus élevés. Leurs économies sont peu diversifiées, avec des pays comme le Mali, le Burkina, le Sénégal et le Bénin dépendant fortement du coton par exemple.

Le pétrole et le gaz naturel :

L'Afrique détient 7 % des réserves mondiales de pétrole⁶ et fournit actuellement 18 % du pétrole américain, dont 9 % environ proviennent du seul Nigeria. Selon le *National Intelligence Council*, les Etats-Unis importeront 25 % de leur pétrole d'Afrique d'ici 2015. Le retour de la Russie en Afrique représente une opportunité certaine, permettant une diversification des partenariats en plus de la Chine, bien ancrée dans plusieurs pays.

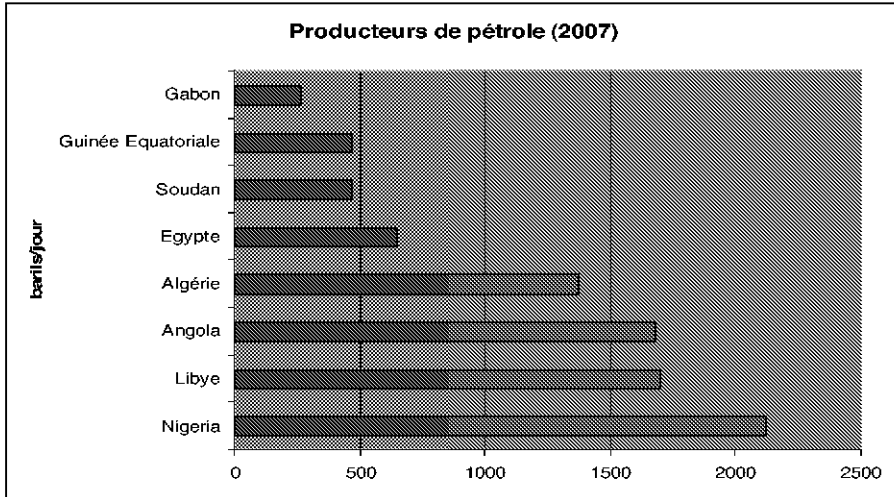
Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE) les exportations de pétrole d'Afrique en dessous du Sahara vont augmenter au cours des prochaines années car les pays voudront accroître leurs recettes en devises plutôt que de faire face aux besoins nationaux en pétrole. Les exportations atteindront 6,4 millions de barils par jour sur une production totale de 7,4 millions de b/j d'ici 2030. Les exportations de gaz naturel vont augmenter également, mais plus lentement, à 130 milliards de mètres cubes (mmc) en 2030 contre les 21,6 mmc produits en 2006. L'essentiel de la production provient d'Angola, du Soudan et du Nigeria. La production combinée du Nigeria et de l'Angola représente 84 % du total d'ASS contre les trois quarts

⁴ Burkina, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Sénégal, où des mesures fiscales ont été prises

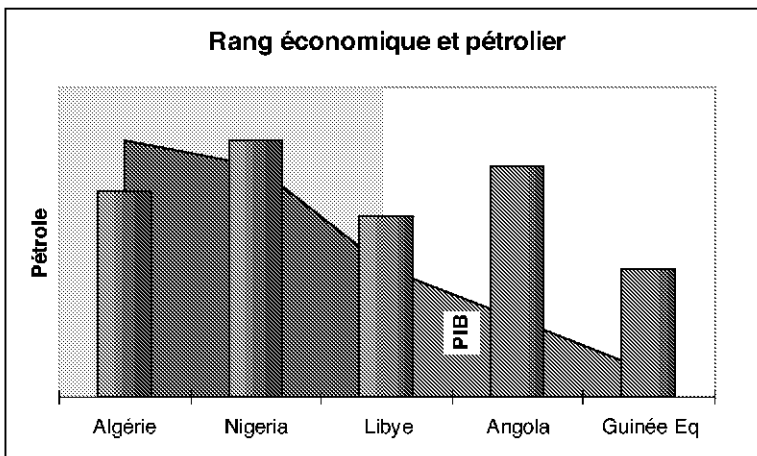
⁵ *afric@risk*, World Economic Report

⁶ Dont 4% pour l'Afrique en dessous du Sahara, soit des réserves de 57 milliards de barils

produits actuellement. Le Nigeria, l'Angola, le Soudan, le Gabon, Congo, Tchad, Guinée Equatoriale, Cameroun, Cote d'Ivoire et le Mozambique contribuent à 7 % de la production mondiale de pétrole et de 12 % du commerce du pétrole. Les exportations de gaz représentent environ 5 % du commerce mondial de gaz pour des réserves de 6 mille milliards de mètres cubes soit environ 3 % des réserves mondiales.



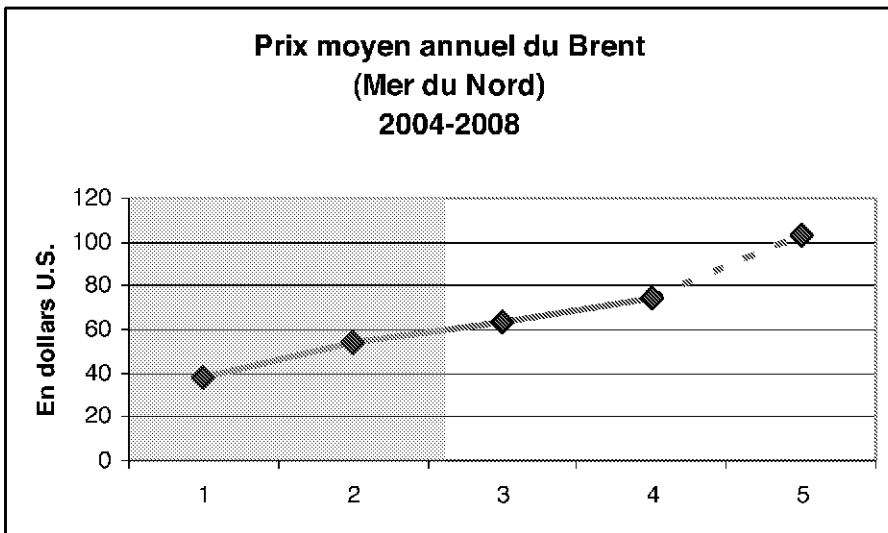
Parmi les dix premiers pays du continent, l'Angola (7^{ème} économie d'Afrique) est devenu brièvement le premier producteur de pétrole en avril 2008 avec près de 2 millions de barils par jour depuis que le Nigeria a perdu 1/5^{ème} de sa production suite aux attaques de rebelles dans le Delta.



Le Nigeria (2^{ème} économie d'Afrique et producteur de pétrole), l'Algérie (3^{ème} économie et bientôt 3^{ème} exportateur), la Libye (6^{ème}) et la Guinée Equatoriale (13^{ème} économie d'Afrique) représentent plus de la moitié de la production de pétrole d'Afrique. Ces pays, ainsi que le Gabon, le Congo (Brazzaville), le Tchad, et le Cameroun, dont les recettes d'exportation dépendent de ce produit, sont exposés aux fluctuations de prix du pétrole, pouvant fragiliser leurs finances dans l'ordre de 20 à 39 % des prévisions. Les pays exportateurs de pétrole contribuent pour 50 % de la croissance du continent⁷.

Parmi les quinze premières économies africaines, huit sont productrices de pétrole. L'Algérie et le Nigeria, parmi les trois plus grands producteurs de pétrole, figurent également parmi les cinq pays les plus riches d'Afrique.

Les prix du pétrole (*Brent*) ont atteint 147 dollars le baril en juillet 2008 et en moyenne 45,96 dollars entre 2004 et 2007 contre 26,70 au cours des quatre années précédentes (2000-2003). La croissance de la demande mondiale a ralenti, passant de 3,6 pourcent en 2004 à 1 % en 2007/2008. Certains pays tels que l'Algérie et le Nigeria ont basé leurs budgets 2009 sur un baril entre \$40 et \$45.



Un faible contrôle du processus de commercialisation et du raffinage :

⁷ Banque africaine de développement novembre 2008

Les deux tiers de la production du pétrole sont cependant vendus sur le marché international par des structures échappant au contrôle des producteurs. En outre, le continent africain a de faibles capacités de raffinage. En effet, avec 10.356 millions de barils par jour (b/j), il ne raffine que 3.230 b/j selon le Département américain de l'Energie. Le Nigeria, premier producteur de pétrole avec 2,2 millions b/j jusqu'aux récentes attaques du Delta qui ont fait reculer sa production à moins de 2 millions de b/j, ne peut raffiner que 20 % de sa production, soit 439.000 b/j. Ceci constitue un point faible, les pays devant consacrer une part importante de leurs ressources pour importer des produits pétroliers.

En Afrique Australe, l'Angola qui dispute la première place au Nigeria (devenant brièvement le premier producteur en avril 2008) ne peut raffiner que 39.000 b/j actuellement, soit à peine 2 % de la production. Des projets avec Total permettront de porter la capacité de raffinage du pays à 200.000 b/j. Les installations de raffinage sont concentrées en Afrique du Sud avec quatre raffineries d'une capacité de 489.547 b/j.

En Afrique du nord, l'Algérie, parmi les deux ou trois premiers producteurs du continent avec 2,1 millions de b/j, ne peut en raffiner que 450.000 par jour soit 22 % et l'Egypte, 726.000 b/j. La région Afrique du nord veut cependant porter sa capacité de raffinage à 1,32 millions de b/j d'ici 2012.

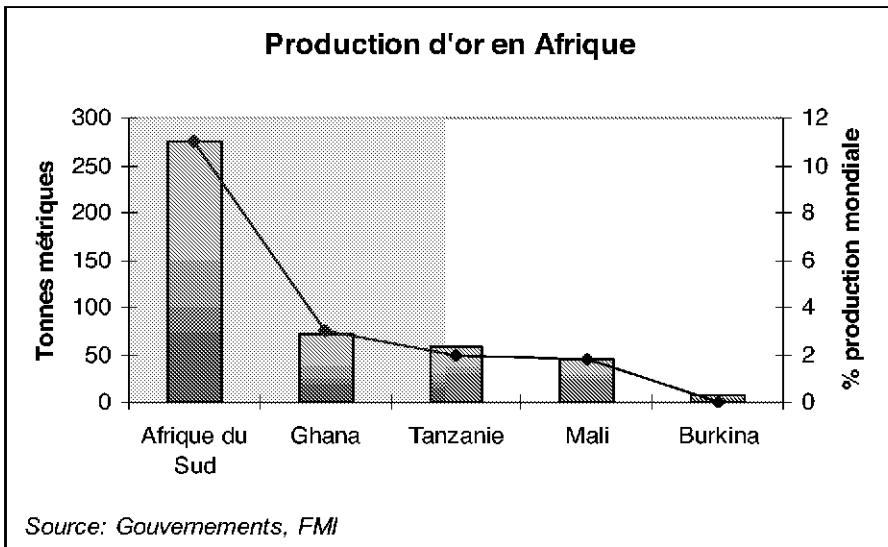
Les ressources minières :

Les cours mondiaux des minéraux ont plongé pendant la deuxième moitié de 2008 après une reprise soutenue depuis 2003. L'Afrique abrite 30 % des réserves mondiales de minéraux. Le secteur minier représente entre 20 et 30 % du PIB de nombreux pays africains tels que le Mali, la Guinée, le Botswana. Dans des pays comme le Congo, l'un des pays les plus fragiles avec la Zambie suite à la baisse des cours mondiaux, sa part a chuté de 30 % environ en 2002 à 6 % en 2007. Il a représenté 7 % du PIB de l'Afrique du Sud, première économie du continent, en 2006.

Les métaux de base (nickel, cuivre, fer et zinc) sont particulièrement touchés par la crise.

1. L'or : L'Afrique détient 40 % des réserves mondiales d'or et fournit actuellement 12 % de l'or mondial. Si des pays tels que l'Afrique du Sud ont pu diversifier suffisamment leur économie, le Ghana, le Mali (3^{ème} producteur africain et dont l'or représente 60 % des exportations), la Tanzanie et le Burkina sont plus exposés aux fluctuations internationales des cours. Après avoir atteint le sommet de \$1.030 l'once en mars 2008, niveau jamais atteint auparavant, les cours ont chuté à \$681 l'once (livrable en décembre), leur plus bas niveau en 21 mois suite à la crise financière qui a ralenti la demande pour les bijoux et amené de nombreux investisseurs à liquider leurs actifs en or. La demande a en effet baissé de 10,9 %, passant ainsi à 2.139 tonnes en 2008, son plus bas niveau depuis 1989, suite à la forte hausse des prix de l'or début 2008. La production minière a connu un repli de 3,6 %, à 2.385 tonnes en 2008, surtout en Indonésie, en Australie et dans une moindre mesure, en Afrique du Sud, troisième producteur mondial derrière la Chine et les Etats-Unis d'Amérique. Les cours oscillent entre \$800 et \$900 l'once et sont annoncés avec une grande volatilité en 2009. Ils devraient même dépasser les plus hauts niveaux de 2008 avec la faiblesse du dollar et le fait que de nombreux investisseurs, effrayés par les effets inflationnistes de l'injection de milliards de dollars pour résoudre la crise, se réfugient vers l'or. Les plus bas niveaux seront autour de \$750 l'once. Il pourrait atteindre en moyenne \$915 l'once durant le premier trimestre de l'année contre une moyenne de \$871.96⁸. L'or servira également d'alternative contre les actions et les obligations vers lesquelles de nombreux investisseurs se sont déjà tournés dans la tourmente financière. Le résultat est que le déficit budgétaire américain se traduira par un gonflement de la dette. De nombreux projets miniers sont gelés pour le moment, ce qui affectera les pays africains qui ouvrent de nouvelles mines ou démarrent leur production en 2009.

⁸ Bureau d'études londonien GFMS cité par Reuters du 16 janvier 2009



2. Le fer : L'Afrique du Sud est le 8^{ème} producteur mondial avec 38.000 tonnes produites par an dont environ le tiers est exporté vers la Chine. La Mauritanie, 13^{ème} producteur mondial, exporte chaque année 10.000 tonnes représentant 55 % de ses exportations et 10 % environ des besoins européens. La Chine, le plus grand consommateur mondial de fer, absorbe environ 15 % des exportations mauritaniennes depuis 2007. Directement liée à la production d'acier, la demande actuelle de fer dépasse l'offre, mais avec le ralentissement de la croissance en Europe, la demande en fer risque de baisser en 2009. Rio Tinto, le deuxième producteur mondial de fer a déjà réduit sa production de 10 % avec la baisse de la demande en 2008.
3. Le cuivre : A la mi-décembre 2008, les prix de référence sur la bourse des métaux de Londres (*London Metal Exchange*) ont chuté de près de 65 % depuis juillet 2008 où ils ont atteint \$9.000 la tonne. La Zambie produit 400.000 tonnes de cuivre, qui représente 85 % de ses exportations. La République Démocratique du Congo représente 10 % des réserves mondiales de cuivre non encore exploitées. Or ce produit a connu une chute brutale des cours de 50 % entre août et septembre 2008. Les prix du cuivre étaient de nouveau à la hausse à la mi-janvier à \$3.745 sur des spéculations quant aux

intentions d'achat du SRB (bureau de réserves d'Etat) de la Chine devant la baisse des stocks domestiques. Malgré une forte baisse de production en RDC, le pays produit encore environ 289.000 tonnes en 2008. Les autorités ont annoncé une baisse de 30 à 40 % de la production au cours du premier trimestre 2009. En novembre 2008, la Zambie a annoncé ne pas pouvoir atteindre ses objectifs de lever des fonds supplémentaires auprès des compagnies minières (415 millions de dollars ou MUSD) en raison de la baisse du prix des métaux. Ce manque à gagner se traduit par une baisse des recettes fiscales. La Zambie exporte vers la Suisse (42 %), l'Afrique du Sud (12 %), la Thaïlande (6 %), l'Arabie Saoudite et la Chine (4 %). Les investissements récents dans le secteur minier sont venus des pays asiatiques. En Zambie, le secteur minier est le pilier de l'économie dans un pays où 64 % de la population vit sous le seuil de la pauvreté.

4. **Le cobalt:** L'Afrique a 60 % des réserves mondiales de cobalt. Les prix se sont effondrés à \$12 la livre début décembre 2008 contre des sommets de \$52,50 en mars 2008.
5. **Le platine, le chrome :** L'Afrique détient 90 % des réserves mondiales de platine, essentiellement en Afrique du Sud, 72 % du chrome. Le platine a perdu plus de la moitié de sa valeur au cours de l'année.
6. **Les diamants :** 65 % des réserves mondiales de diamants sont en Afrique. Le prix des diamants a chuté de 30 % depuis octobre 2008. Le géant anglo/sud-africain De Beers a mis fin à l'exploitation continue des puits, qui "ne fonctionnent plus 24 heures sur 24". Au Botswana, plus gros producteur de diamants au monde, et l'un des pays les plus riches d'Afrique en termes de revenus par tête, la fermeture annoncée de deux mines pendant 12 mois menace plus d'un million d'emplois.
7. **Uranium :** Le Niger est le quatrième producteur⁹ et troisième exportateur mondial d'uranium (8 %, derrière le Canada et l'Australie) avec une production annuelle estimée à 3.500 tonnes. L'uranium représente 48 % de ses recettes d'exportation (contre 80 % dans les années 1970). Les recettes ont connu une hausse de l'ordre de 10 % avec la flambée des

⁹ Canada, Australie, Kazakhstan

cours mondiaux et les investissements pour l'extension de mines actuelles. La production devrait doubler d'ici 2013. L'Afrique du sud détient 7 % des réserves mondiales recouvrables d'uranium et la Namibie prévoit d'ouvrir quatre nouvelles mines d'ici 2010 afin de fournir 10 % de la production mondiale. La demande de ce produit est en hausse avec la demande mondiale d'électricité. Les cours de ce produit ont baissé de moitié entre 2007 et 2008, se situant autour de \$60 la livre. La course à l'uranium a cependant repris en début d'année 2009, pour relancer la construction de centrales nucléaires, bien que l'uranium extrait des mines ne représente qu'une moitié de la fourniture des centrales, et 45% de la reconversion des stocks militaires russes et américains (...) les réserves prouvées pouvant couvrir la demande jusqu'en 2030¹⁰. Certains pays d'Afrique font partie de nouvelles terres d'exploitation comme l'Asie Centrale, le bassin de l'Amazonie au Brésil et les régions canadiennes proches de l'Arctique. La compétition pour l'accès aux gisements bénéficie aux pays tels que le Niger, la Centrafrique ou la Namibie.

8. Phosphates : Ils entrent dans la composition des engrais et leurs prix fluctuent en fonction de la production agricole. Pendant longtemps, la tonne de minerais de phosphates valait environ \$50 à 60 U.S sur le marché international. Suite à la hausse de la demande les cours des phosphates avaient flambé en 2007/2008, avec la forte demande des pays industrialisés et la hausse des produits agricoles générant une demande croissante en engrais. La hausse était de 194 % en octobre 2008 (\$1.013 la tonne). La Tunisie, l'Afrique du Sud, le Maroc, le Sénégal et le Togo produisent des phosphates. Si certains pays comme le Maroc (troisième producteur mondial avec 25.000 tonnes), la Tunisie (cinquième producteur mondial avec 12,337 millions de tonnes de phosphate brut) ou l'Afrique du Sud (2.580 tonnes) ont une économie suffisamment diversifiée pour ne pas subir les fluctuations de prix, ce n'est pas le cas pour le Sénégal (1,520 tonnes) où en 2005, la crise des ICS (Industries Chimiques du Sénégal) avait

¹⁰ Le Monde du 10 janvier 2009

paralysé tout le secteur bancaire. Au Togo, ce produit représente 40 % des exportations togolaises et plus de 50 % du secteur minier, mais seulement 3 % du PIB du Togo en 2007. Le phosphate togolais est exporté vers l'Europe de l'ouest (France, Allemagne, Italie) et l'Asie (Japon).

9. Bauxite : Deuxième producteur mondial, la Guinée produit 40 % de la bauxite mondiale et plus de 90 % de la production africaine. La bauxite représente plus de 80 % de ses recettes à l'exportation et 28 % des recettes de l'Etat. Pays pauvre (160^{ème} sur 177 sur l'indice IHD du Programme des Nations Unies pour le Développement - PNUD) la Guinée risque d'être particulièrement affectée par la baisse de la demande en alumine. Le Ghana a produit 842.000 tonnes de bauxite en 2006, ce qui en fait le deuxième producteur d'Afrique après la Guinée.

Matières premières agricoles :

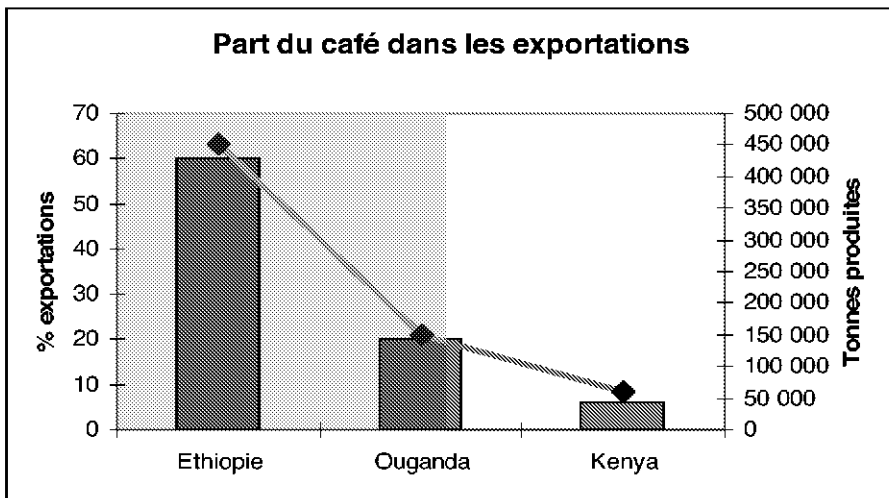
La Côte d'Ivoire, parmi les 12 premières économies d'Afrique et le moteur de la zone UEMOA (Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest), dépend à la fois du pétrole (30 % de ses recettes à l'exportation) et du cacao (entre 25 et 28 %), dont elle est le premier producteur mondial avec 40 % de la production. Le cacao et le café représentent environ 20 % du PIB ivoirien, le secteur emploie 600.000 producteurs et l'on estime que 6 millions de personnes (près du tiers de la population du pays) en dépendent. La Côte d'Ivoire a, en octobre 2008, décidé d'augmenter les prix au producteur de 40 %, au moment même où les Etats-Unis, destination de 30 % de ses exportations de cacao, sont frappés par la crise financière. Le Ghana voisin, également parmi les quinze premiers, est dépendant du cacao dont il est le deuxième producteur mondial, de l'or, et va se lancer dans la production de pétrole.

Le cacao semble en bonne forme...exception rare

Les prix du cacao ont connu une baisse de l'ordre de 30 % entre juillet et décembre 2008, avant de repartir à la hausse en fin d'année et atteindre leur plus haut niveau en 23 ans début 2009, atteignant £1.820 la tonne à Londres (cacao pour livraison en mai 2009), en raison des craintes sur l'offre. Le cacao de Londres est payé en Livres Sterling,

contrairement aux autres matières premières. La demande pour ce produit est beaucoup plus soutenue que celle des autres matières premières.

Le café est le principal produit d'exportation de l'Ethiopie, premier exportateur d'Afrique (60 %) avec 450.000 tonnes). Il représente une part non négligeable des exportations de l'Ouganda avec 150.000 tonnes (un peu moins de 20 % des exportations). La consommation a connu une croissance annuelle de 2,5 % au cours de ces dernières années et les prix devraient se maintenir à des niveaux élevés en 2009. Les cours du café avaient atteint le pic de 150 cents au cours de 2008.



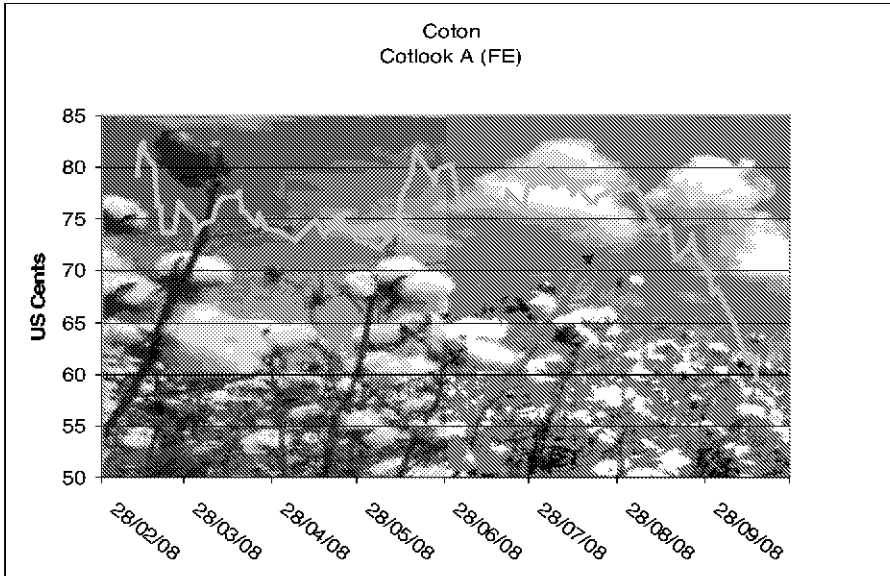
Au Kenya, l'économie la plus développée d'Afrique de l'est, le thé représente 19,1 % des exportations et près de 25 % des exportations avec le café. Le Kenya est le premier exportateur mondial de thé noir, et selon une étude du Fmi, les prix élevés de ces produits¹¹ ont contribué à l'appréciation du shilling au cours des trois dernières années. Le thé représente la seconde source de devises du Kenya après les transferts des travailleurs émigrés. Les exportations de produits horticoles ont représenté 37 % du total en 2008.

Plusieurs pays sont fortement dépendants du coton, produit dont les cours ont atteint leur plus bas niveau en novembre 2008, autour de

¹¹ Ainsi qu'un renforcement de la position extérieure nette et un accroissement de la productivité (Rapport 08/337 octobre 2008)

\$42 cents la livre après 68 cents fin 2007. La baisse de production aux Etats-Unis pourrait faire remonter les cours. Début 2009, ils étaient autour de \$58 cents. Au Mali, il représente 40 % des exportations, au Bénin 80 % des recettes à l'exportation et 55 % des recettes en devises au Burkina.

Cours internationaux du coton (Extrême Orient)
Cotlook A (février-octobre 2008)



L'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) estime que la crise est susceptible d'avoir un lourd impact sur le secteur agricole et pourrait déclencher une nouvelle hausse des prix en 2009, via une chute des investissements et de la production. Le prix du blé, dont les pays africains sont devenus consommateurs (pain, semoule) a doublé de 5 à 10 dollars le boisseau entre février 2007 et février 2008. En outre, seulement 19 % du blé est vendu sur les marchés internationaux. Les prix du riz, dont les Africains sont si friands, ont atteint leurs plus hauts niveaux en dix ans au premier trimestre 2008, à 1.000 dollars la tonne soit trois fois son niveau de janvier, et seulement 13 % du riz est vendu sur le marché international. Les pays producteurs ont en plus imposé des restrictions à l'exportation. Les prix en 2009 se situeraient autour de \$600 la

tonne, largement au dessus des moyennes habituelles de \$300 à \$350 la tonne.

Une volée de bois vert pour les exportateurs de grumes...

Au Cameroun, les carnets de commande pour le bois affichaient une baisse de l'ordre de dix % fin 2008. Deuxième produit d'exportation du Cameroun derrière le pétrole (85.000 barils jour), le bois contribue à environ 6 % du produit intérieur brut. En 2006, le bois a représenté un chiffre d'affaires de 350 milliards de francs CFA (533 millions d'euros), dont 300 milliards (457 millions d'euros) à l'exportation¹².

Le caoutchouc s'étire...

Le caoutchouc naturel, dont la Côte d'Ivoire est le premier producteur en Afrique, risque de connaître une baisse avec le recul du secteur automobile (les pneumatiques représentant près de 70 % de la demande mondiale). Il existe par ailleurs une corrélation entre les cours du pétrole et ceux du caoutchouc naturel. En 2008, la hausse des cours du pétrole à la mi-2008 a eu pour effet de rendre le caoutchouc synthétique plus intéressant pour les industriels. Le caoutchouc naturel a perdu près de 60 % de sa valeur en six mois, après \$3,25 en juillet 2008.

La crise de la vie chère

Les pays importateurs de produits alimentaires continueront d'être durement affectés par la crise de la vie chère. Le Fmi a ainsi identifié une vingtaine de pays particulièrement vulnérables à la crise de la vie chère et à la hausse des prix du pétrole : Djibouti, Liberia, Guinée-Bissau, Erythrée, Togo, Cap Vert, Comores, Malawi, Guinée, Gambie, Sierra Leone, Madagascar, Burundi, Ethiopie, Bénin, République Démocratique du Congo et les pays enclavés tels que le Burkina Faso, la Centrafrique, le Mali, Zimbabwe, et le Niger.

La crise mondiale a détérioré les termes de l'échange de la plupart des pays africains. Des émeutes de la faim avaient éclaté en 2008 au Burkina, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Egypte, Ethiopie, au

¹² AFP 18 décembre 2008

Mozambique et au Sénégal. Selon les projections de la FAO (décembre 2007), la hausse des prix des céréales africaines est estimée à 49 % pendant la première moitié de 2008.

Les flux entrants

Les flux d'investissement (IDE)

L'Afrique attire environ \$36 milliards de dollars par an, soit environ 3 % du total de l'investissement mondial, contre seulement \$20 milliards de dollars en 2002. Les flux IDE ont représenté 5 % du PIB entre 2000 et 2007. Les destinations principales sont l'Afrique du Sud et le Nigeria (fonds russes, etc.), ainsi que les pays producteurs de pétrole (Angola, Guinée Equatoriale).

Les investisseurs arabes :

En 2009, l'Afrique en dessous du Sahara devrait continuer à attirer des investisseurs arabes qui souhaitent s'éloigner des marchés occidentaux touchés par la crise financière. Ces fonds arabes semblent plus attirés par les télécommunications ou les infrastructures que les matières premières. DP World (Dubai) est ainsi présent au Sénégal dans le secteur des infrastructures portuaires et le groupe émirati Al-Oudra a investi dans la construction de logements, d'une cimenterie et d'un complexe touristique. En Afrique du Sud, Istithmar (Dubai) est présent dans la construction et au Burkina, des investisseurs arabes cofinancent la construction d'un grand barrage avec la Banque africaine de développement. Dans les télécommunications, Etisalat (Emirats) est présent en Côte d'Ivoire et Zain (Koweït) se retrouve dans une quinzaine de pays où il a investi 10 milliards de dollars et son chiffre d'affaires est estimé à 7,5 milliards de dollars pour 2008. L'Afrique contribue pour 56 % des revenus de Zain et 63 % de sa clientèle. Les fonds sont également présents dans le secteur bancaire (Kingdom Zephyr Africa est au Nigeria et au Ghana).

Les nouveaux acteurs : Chine, Inde, Iran... et le retour de la Russie

La Chine et l'Inde seront les principaux concurrents des pays du Golfe sur le continent en 2009. Les liens commerciaux avec la Chine vont s'intensifier. Ils progressent de 40 % par an. Environ 13 % des exportations d'Afrique vont en Chine et en Inde (dont 86 % du pétrole). Seulement 10 % des IDE proviennent d'Asie et que l'Asie soit épargnée ou pas par la crise financière affectera peu les IDE asiatiques à destination d'Afrique. Le commerce de la Chine vers l'Afrique est estimé à \$100 milliards. L'Angola est devenu le deuxième partenaire commercial de la Chine avec des échanges estimés à 25,3 milliards en 2008, essentiellement dus aux exportations de pétrole. La Chine a accordé un prêt adossé au pétrole de \$5 milliards à l'Angola.

L'Inde, déjà fort présente en Afrique de l'est, investit de plus en plus dans tout le continent, dans des petites entreprises et avec l'aide de sa banque d'import export. Elle a beaucoup investi au Soudan, pays sous embargo américain, et depuis 2000, le commerce bilatéral entre les deux pays est en forte croissance. Le commerce avec des pays tels que l'Ouganda est estimé à \$100 millions, et pourrait fortement augmenter avec les investissements indiens dans l'industrie agro-alimentaire et les textiles. Le commerce de l'Inde avec l'Afrique est passé de \$967 millions en 1991 à \$35 milliards en 2008. Les investissements ont fortement augmenté avec les projets de construction et d'extraction minérale. Elle prévoit de tripler son volume commercial avec l'Afrique pendant ces cinq prochaines années pour atteindre \$100 milliards, par des projets agricole, la petite industrie, les mines, l'informatique, les oléoducs, l'industrie chimique, la production d'électricité et la transmission entre autres¹³. Les lignes de crédit vont également doubler, pour atteindre \$5,4 milliards au cours des cinq prochaines années. Les projets financés par le budget « *Aid to Africa* » se verront attribuer \$500 millions¹⁴, et une subvention de \$1 milliard va connecter 53 pays africains par un réseau satellite et de fibre optique, permettant aussi de promouvoir la médecine et l'éducation virtuelle en Afrique.

¹³ Reuters 21 janvier 2009

¹⁴ Pranab Mukherjee, ministre des Affaires extérieures, *ibid*

L'Inde entend apporter une expertise bon marché dans le secteur manufacturier et dans l'informatique. Au cours du sommet « *India - Africa Business Summit* » de janvier 2009, les hommes d'affaires et les politiques d'une trentaine de pays africains et d'Inde se sont engagés à améliorer les relations commerciales bilatérales.

L'Iran est de plus en plus présent, mais reste un partenaire marginal et de faible envergure, avec des actions plutôt médiatisées pour rompre son isolement.

Le retour de la Russie est également annoncé notamment dans le domaine des minerais (phosphates du Maroc), gazier (Algérie, Nigeria). En 2007, la Russie a annulé une dette algérienne de plus de 4 milliards de dollars en échange de jets de combat, des sous-marins, etc. Des négociations sont en cours entre la Sonatrach (Algérie) et la Gazprom, qui fournit déjà le quart du gaz européen, pour une commercialisation conjointe d'une partie de la production des deux sociétés. Au Soudan, la Russie a fourni 12 MIG de combat en septembre 2008. Lukoil a des visées dans les hydrocarbures au Ghana et en Côte d'Ivoire tandis que Sinterneftegaz a acquis des droits d'exploration du pétrole en Namibie. La société d'aluminium RUSAL, déjà présente en Guinée où elle prévoit de construire un complexe d'une capacité de 2,8 millions de tonnes en partenariat avec la China Power Investment Corp., a acquis une position majoritaire dans ALSCON, au Nigeria¹⁵. Les Russes ont également investi en Afrique du Sud dans les mines.

Les investissements en bourse (« portefeuille »)

Les investissements bruts ont bondi à environ \$23 milliards en 2006, soit 14 fois le niveau de 2003. La majeure partie des fonds est allée au Nigeria et en Afrique du Sud, dans le pétrole et le gaz, les matières premières et aux télécommunications sur le plan sectoriel¹⁶.

Selon les données du « *Emerging Markets Private Equity Association* », les fonds privés pour l'investissement en participations ont atteint \$2,5 milliards contre moins de \$1 milliard en 2005. Les

¹⁵ Reuters 2 septembre 2008

¹⁶ Standard and Poor's

fonds sont allés au Botswana (noté A), au Ghana (B+), au Cameroun et au Kenya (B), Malawi, Ouganda et en Zambie¹⁷.

Les multinationales et le renouvellement des concessions

Elles sont présentes dans l'ensemble du continent, dans pratiquement tous les secteurs d'activité : Exploitation pétrolière (Total, Chevron, Petronas, CCNP, KNOC), BTP, infrastructures et construction (Bolloré, Bouygues, Dubai Ports, Lafarge, Rougier), télécommunications (Orange, France Telecom, Zain, Bouygues Telecom), l'environnement (Veolia), la finance (Citigroup, BNP, Société Générale, Barclays, Standard Chartered) etc.

Le renouvellement de leurs concessions ou du moins la visibilité sur le traitement futur de leur relation avec les dirigeants des pays concernés permet de réduire les risques.

Peu de surprises dans les pays de la zone franc...

En 2007, les gouvernements nigérien et centrafricain avaient âprement négocié les contrats d'exploitation d'uranium avec Areva. Le Gabon s'est interrogé sur sa concession avec Veolia avant de fournir les fonds nécessaires en décembre 2008, permettant ainsi de faire les investissements nécessaires. La Côte d'Ivoire a reconduit des concessions avec l'ensemble des multinationales et en a accordé de nouvelles. C'est ainsi que Bolloré a remporté la concession du port à conteneur d'Abidjan après maintes péripéties. Le contrat d'affermage entre la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE) a été renouvelé en 2005 en Côte d'Ivoire jusqu'en 2020. Le contrat de concession pour la construction du troisième pont (Riviera Marcory) remporté par Bouygues en Côte d'Ivoire puis révoqué, est de nouveau à l'ordre du jour. La multinationale Cargill est l'un des acteurs majeurs dans le secteur du cacao, avec environ 17 % des achats américains du cacao ivoirien. Les américains achètent 27 % environ du cacao ivoirien, dont ils sont devenus les plus grands acheteurs étrangers.

En République du Congo, le Groupe français Bolloré Africa Logistics a obtenu la concession du terminal à conteneurs du Port

¹⁷ Standard and Poor's - Equity Viewpoint: What Makes African Equity Markets The Latest Frontier For Investors

autonome de Pointe-Noire (PAPN), la capitale économique du Congo (sud), pour une durée de 27 ans. La convention est assortie d'un plan d'investissement prévoyant, entre autres, l'approfondissement du chenal et des quais portuaires, afin de rendre le port autonome de Pointe Noire plus compétitif et lui permettre d'accueillir des navires de la nouvelle génération pouvant transporter 7000 conteneurs de 20 pieds. Au cours de cette période, le groupe va investir 374 milliards de F.CFA (570 millions d'euros) pour la modernisation du PAPN dont la capacité de stockage devrait passer de 17 à 38 hectares. Le PIP doit être financé par les bailleurs de fonds internationaux, notamment l'Agence française de développement (AFD), la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC) qui doivent y apporter 35 milliards de F.CFA, soit 53 millions d'euros.

L'image est plus contrastée ailleurs...

En Guinée, Getma International a remporté la concession de l'extension du terminal à conteneurs du port de Conakry. Au Liberia, les relations sont redevenues bonnes entre le gouvernement et Mittal Steel après la remise en question d'accords sur la concession d'exploitation du minerai de fer en 2006. La multinationale a augmenté ses investissements prévus de US\$1 milliard à US\$1,5 milliards.

Au Nigeria, le président Yar Adua a, en août 2008, révoqué les permis pétroliers accordés par son prédécesseur Obasanjo en 2006. A l'époque, ce dernier, cumulant les fonctions de président de la République et de ministre du Pétrole avait vendu 19 permis d'exploration au lieu des 11 qu'il était autorisé à accorder. La chinoise CNPC pourra construire l'extension d'une raffinerie au Nigeria. La CNPC va également construire une raffinerie au Tchad et au Niger. En janvier 2009, le gouvernement nigérian a annulé deux permis d'exploration à KNOC, la compagnie nationale de pétrole de Corée du Sud sur les blocs pétroliers OPL-321 et 323, car la compagnie ne s'était pas acquittée de la totalité des bonus qu'elle devait verser à la signature, soit 323 millions de dollars. KNOC a décidé de contester cette décision.

Au Congo (République Démocratique), les autorités ont annoncé en octobre 2008 qu'elles ne renouvelleraient que 46 titres

d'exploitation forestière suite à un programme de lutte contre la corruption soutenu par la Banque mondiale. Les deux tiers des contrats sont par conséquent annulés. La plupart de ces contrats avaient été passés pendant la guerre (1998-2003). En décembre, des négociations sur une soixantaine de contrats miniers avaient vu le départ de la table de négociation de majors tels que Gold Fields, First quantum, Banro, Angogold Ashanti, Mwana Africa et Freeport Mc-Moran.

En Libye, troisième producteur africain de pétrole avec 1,7 millions de b/j, M. Kadhafi a cependant annoncé une possible nationalisation du secteur pétrolier sauf si les prix du baril remontent à \$100.

Les transferts de travailleurs émigrés :

Ils ont connu une forte croissance, officiellement estimés à 19 milliards de dollars en 2007.¹⁸ Les transferts ont connu une croissance régulière depuis 1995, augmentant même de 11 % entre 2006 et 2007. Ces 19 milliards de dollars que l'Afrique Subsaharienne a reçus en 2007 représentent 2,5 % de son PIB. Dans certains pays, ces montants sont équivalents à l'IDE.

Cependant, les travailleurs émigrés sont dans des pays touchés par la crise financière et il est probable que leurs transferts baissent en 2009. En effet, pour la première fois en plus d'une décennie, les transferts de travailleurs émigrés vers l'Afrique en dessous du Sahara risquent de tomber¹⁹. Cette baisse, estimée entre 1 et 6 % de 2008 à 2009, aurait des conséquences dramatiques sur la consommation. Trois-quarts des transferts vers l'Afrique Subsaharienne proviennent d'Europe de l'ouest et des Etats-Unis. Le reste provient des pays du Golfe et du reste du monde.

En Afrique subsaharienne, l'Afrique du Sud est un bénéficiaire de plus du tiers de ces flux. D'autres pays, fortement dépendants de ces flux, tels que le Lesotho (60 % des recettes à l'exportation), l'Ouganda (40 %) ainsi que le Sénégal, la Guinée-Bissau, Togo, Bénin, Burkina Faso (15-25 %) souffriront de la crise mondiale.

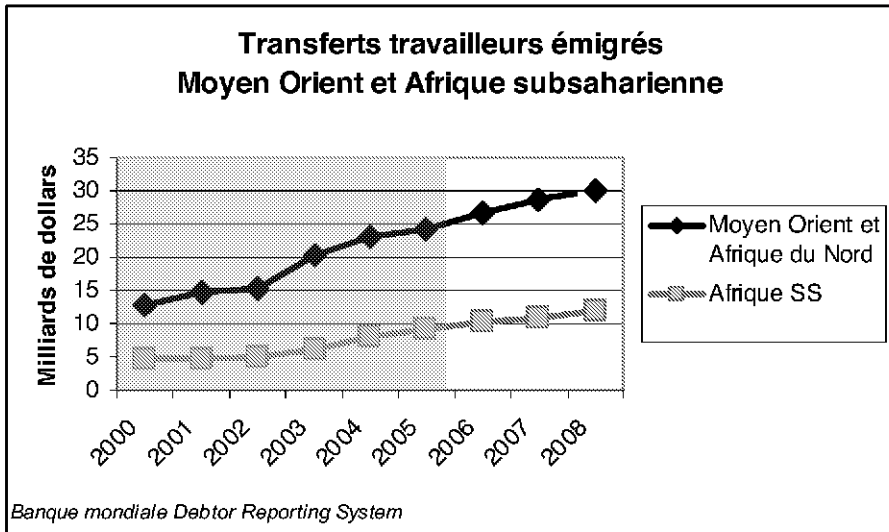
L'Afrique de l'ouest reçoit ses transferts de France et d'Europe méridionale et sera directement affectée par la crise car l'Europe

¹⁸ Banque mondiale

¹⁹ *ibid*

occidentale est officiellement entrée en récession. En outre, ces transferts étant directement liés à l'immigration, des politiques plus restrictives se traduiraient par des flux moins importants. Le Nigeria est le pays qui reçoit plus de transferts que tout autre pays africain en dessous du Sahara (soit 3,3 milliards de dollars en 2007), suivi du Kenya (1,3 milliards) et du Sénégal (900 MUSD).

Les transferts non officiels ne sont cependant pas pris en compte et sont bien plus élevés.



L'aide :

L'aide représente environ 40 milliards de dollars US. Après une baisse au cours des années 1990, elle est repartie à la hausse depuis les années 2000. Elle représente une part importante du budget dans la majorité des pays pauvres très endettés. Au Congo, elle a représenté 27,5 % du PIB en 2005, 15,1 % du PIB au Niger, 13 % du PIB au Mali et 8,4 % au Sénégal²⁰. Selon les estimations de la Banque mondiale, les décaissements d'aide publique au développement envers les pays d'Afrique subsaharienne avec un revenu par tête de 480 USD représentent environ 19,5 % du PIB.

²⁰ Organisation internationale de la Francophonie <http://www.espace-economique.francophonie.org/R-D-Congo.html>

Les décisions d'octroi sont prises en général une année fiscale avant, donc en 2008 et devraient peu grever les budgets des bénéficiaires. En revanche, l'aide peut être suspendue au cours de l'année en cas de « non-performance ».

L'aide au développement d'un milliard d'euros que la Commission européenne a proposé en juillet 2008²¹ de verser à l'Afrique est compromise par la crise financière, qui rend les Etats membres moins généreux. Ce milliard, provenant de la Politique agricole commune (Pac), devait servir à financer l'achat de semences et d'engrais pour l'Afrique. Depuis, les Etats membres semblent moins enclins à verser ces montants, préférant récupérer cet argent pour faire face à leur trésorerie tendue pour certains. L'UE, qui affirme être le plus grand contributeur mondial en terme d'aide au développement a fourni 44,4 milliards en 2007 (au lieu de 46 milliards initialement prévus).

Il convient cependant de noter qu'avec la crise financière mondiale, l'Agence française de développement AFD, qui a annoncé qu'elle ralentirait ses collectes de fonds sur les marchés, n'envisage pas de réduire ses engagements d'aide internationale.²² En effet, après une émission obligataire de \$1 million en juin 2008, en plein milieu de la crise des subprimes, l'AFD retardait sa prochaine émission jusqu'à l'amélioration des conditions du marché. L'AFD a annoncé pouvoir augmenter ses engagements financiers en 2009 d'un milliard d'euros pour atteindre 4 milliards d'euros.

L'intensification des liens commerciaux interafricains :

Les blocs existants (CEDEAO, COMESA, SADC, etc.) continuent d'échanger entre eux et de nouveaux blocs vont se former. En Afrique australe, c'est ainsi qu'un bloc de plus de 527 millions de consommateurs est annoncé, rassemblant 26 pays de la COMESA, SADC, allant de l'Egypte à l'Afrique du Sud et d'un PIB de 624 milliards de dollars.

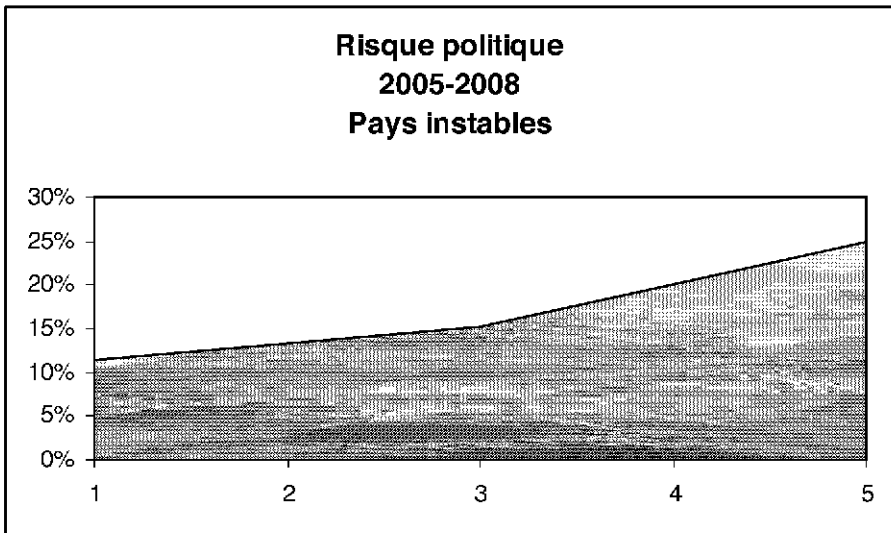
Des doutes subsistent cependant sur la mise en œuvre de tels chantiers, les blocs commerciaux existants connaissant encore quelques ratés.

²¹ , José Manuel Barroso

²² Reuters 26 novembre 2008

Situation politique

Sur le plan politique, 2009 est une année électorale dans une dizaine de pays. Pour le reste du continent, les dangers sur le plan politique se situent en Afrique centrale dans des pays comme le Congo (RDC) où les conflits couvent depuis de nombreuses années, au Cameroun où le pouvoir a fait modifier la Constitution pour permettre un nouveau mandat du président, la Corne de l'Afrique (Soudan, Djibouti, Ethiopie, Erythrée), le Maghreb (Tunisie, Algérie avec également la modification de la Constitution, Maroc, Egypte), en Afrique de l'ouest avec la Côte d'Ivoire dont nul ne sait quand la crise politique s'achèvera et le Burkina où le pouvoir semble entrer en phase de transition. La Guinée, qui fin 2008 a connu un changement non démocratique à sa tête, sera certainement déstabilisée pour les deux prochaines années au moins. Enfin, Madagascar connaît, deux ans avant ses élections, une détérioration de son climat politique.



Les conflits habituels et insurrections armées (Touareg, Delta du Nigeria, Bakassi au Cameroun, Tchad, Darfour) se poursuivront vraisemblablement.

2009, une année électorale :

Des élections sont prévues dans une dizaine de pays : Afrique du Sud, Algérie, Namibie, Niger, République du Congo, Tunisie, et Mozambique. Elles risquent d'être très tendues en Afrique du Sud, où l'ANC, le parti principal s'est divisé en deux, au Congo où un ancien du sérail se présente contre le président, et au Niger, où est emprisonné un premier ministre disposant encore de solides soutiens au sein du parti au pouvoir.

Dans huit pays africains, dont deux où se tiendront des élections (Congo et Tunisie), le président est au pouvoir depuis plus de 20 ans.

Modification des Constitutions :

Après l'Ouganda, où le président Museveni, au pouvoir depuis 1986, a modifié la constitution en 2005 pour briguer un troisième mandat et le Cameroun où le président Biya a fait de même, l'Algérie de Bouteflika vient de décider de faire sauter le verrou limitant les mandats présidentiels. Or, des élections doivent se tenir en 2009 et dans un contexte de tension sociale avec la vie chère et de désœuvrement d'une bonne partie de la jeunesse qui, lorsqu'elle n'émigre pas, tourne en rond, faute d'emplois. En dépit de la bonne performance sur le plan économique, les bénéfices de la croissance tardent à atteindre la population en Algérie. Au cours de l'année 2008, le moindre incident lors d'événements populaires (match de football, etc.) a dégénéré en quasi-émeutes. A cela s'ajoute la recrudescence d'attaques islamistes. Le Niger, où le président Tandja avait juré sur le Coran qu'il ne briguerait pas un troisième mandat, on assiste à des tentatives de prolongation de son mandat de trois dans « à la demande de ses partisans » qui souhaite ainsi voir le président régler la question de la rébellion touareg. Pendant cette transition, il sera mis en place "un gouvernement d'entente nationale" et élaboré une constitution pour une sixième république²³. Pendant ce temps, aucune élection ne sera organisée.

²³ AFP 21 décembre 2008

Dauphins à l'horizon :

Après le Togo où Faure Gnassingbé a succédé à son père en 2005, dans au moins deux pays où les élections sont prévues en 2012, à savoir, le Gabon et le Sénégal, les fils ont des ambitions présidentielles plus ou moins avouées. Cela entretient d'ores et déjà des tensions par exemple au Sénégal où le président du Parlement, Macky Sall, qui se positionnait comme candidat putatif, a été écarté. M. Wade a cependant démenti que son fils était candidat à sa succession. Au Gabon, Ali Bongo est de plus en plus présenté comme le successeur de son père, sans que l'on ne sache si cette option rencontrera l'aval de l'armée. En Egypte, Gamal, le fils de M. Moubarak, est sur les rangs.

Réformes

Le changement n'est pas toujours bien vécu, en raison des craintes qu'il inspire. Des privatisations annoncées en Algérie mettent le front social en ébullition. Il en est de même dans d'autres pays où les réformes ont été retardées, comme le Congo (RDC). Ailleurs, c'est le manque de confiance dans le pouvoir qui crée des tensions.

Insurrection armée/guerre civile

Six pays connaissent des insurrections armées pouvant déboucher sur des guerres civiles, localisées ou pas. Il s'agit de :

1. Nigeria (Delta) – Cameroun – Guinée Equatoriale: Depuis de nombreuses années, des groupes armés tels que le MEND (Mouvement pour l'émancipation du Delta du Niger) revendiquent un meilleur partage des ressources dans le Delta du Nigeria. Ils enlèvent des ressortissants étrangers et des représentants de l'Etat, n'hésitent pas à affronter les forces gouvernementales et ont gagné une certaine reconnaissance nationale. Ils sont responsables de la chute de près du quart de la production de pétrole du Nigeria. La multinationale Shell a dû déclarer la force majeure sur ses livraisons de pétrole en septembre 2008 suite à des attaques sur le terminal de Bonny (sud du pays) qui avaient endommagé l'oléoduc. Renforcés par

les prises d'otages et les rançons, ils sont de plus en plus audacieux. La mise en place d'un programme gouvernemental pour associer leurs leaders au processus de décision politique et économique de la région est controversé, car il équivaut une rémunération en échange de la tranquillité. Cette solution ne peut être que temporaire car une fois que d'autres leaders viendront aux affaires, il faudra leur accorder le même traitement. En outre, le mouvement, également lié au grand banditisme, semble déborder vers le Cameroun où la péninsule de Bakassi a vu des assassinats d'officiels et une prise d'otage audacieuse au cours du dernier trimestre 2008 ont démontré la capacité de nuisance des insurgés. En Guinée Equatoriale, de violentes attaques de banques et des assassinats fin 2007 semblent porter la marque de mouvements liés au MEND.

2. Mali et Niger (Touareg) : L'année 2008 a été marquée par une recrudescence des attaques par les mouvements rebelles et des affrontements avec les forces de l'ordre. La question touareg a des racines profondes et des ramifications dans toute la région (Algérie, Libye, Niger et Mali). Au Mali, les affrontements ont recommencé entre la rébellion et le pouvoir en mars 2008, après une trêve de six mois, lorsque les rebelles ont pris des soldats maliens en otage et les ont transportés au Niger où ils les ont remis au MNJ, le Mouvement Nigérien pour la Justice, montrant ainsi pour la première fois les liens existants entre les groupes rebelles dans les deux pays. Les combats ont repris en mai 2008 malgré la signature d'un cessez-le-feu en Libye. L'armée malienne n'est pas satisfaite de la façon dont le président malien « ATT » a résolu la crise touareg et un mouvement armé « les fils de la terre », composé essentiellement de membres de l'ethnie peuhl, a attaqué des Touareg. Fin 2008, alors que les autorités leur lançaient un appel à la paix, les rebelles du Mali (Ag Bahanga) ont attaqué les forces gouvernementales dans le nord, faisant une vingtaine de morts dans les deux camps. Début février 2009, Ag Bahanga affirmait vouloir regagner le processus de paix d'Alger. Les Touareg du Niger se sont illustrés par de nombreuses attaques liées ou non à l'exploitation d'uranium dans le pays ainsi que des enlèvements.

3. Côte d'Ivoire (ex-rébellion) – Libéria – Guinée – Mali - Burkina : Pendant la « crise » de 2002 suite à la tentative de déstabilisation du pays, aussi bien les forces armées régulières que les rebelles ont fait appel à des mercenaires et milices de pays voisins. Ces groupes sont encore actifs pour la plupart. C'est ainsi que le MODEL, un groupe libérien, a réclamé son dû aux autorités ivoiriennes en octobre 2008. La Guinée, dont le président est mort en décembre 2008, accusait déjà les pays voisins d'abriter des mercenaires cherchant à la déstabiliser encore un peu plus.
4. Congo RDC (rébellion de Nkunda) – Rwanda, Soudan - RDC – Ouganda (rébellion du LRA avec Joseph Kony). Depuis 2004, une rébellion tutsie harcèle les forces gouvernementales dans l'Est du Congo. Le général Laurent Nkunda, du CNDP, son chef historique, qui affirmait vouloir défendre les intérêts des Tutsi du Congo face aux milices hutues venues du Rwanda, a été destitué par un autre général du CNDP, Bosco Ntaganda, en pleine négociation de paix. En 2008, Nkunda avait ajouté à ses revendications la remise en question de contrats miniers. En résidence surveillée au Rwanda où il a été arrêté, Nkunda pourra refaire surface, car les enjeux économiques (course aux matières premières) sont importants et les dissensions au sein de la rébellion réelles. Pendant ce temps, la rébellion du LRA, qui a ses racines en Ouganda depuis plus de vingt ans, a débordé au Congo, au Soudan, et en Centrafrique. Malgré un effort concerté entre le Congo et l'Ouganda pour capturer Joseph Kony fin 2008, ce dernier continue de sévir et est responsable de la mort de centaines de civils dans la sous-région.
5. La corne de l'Afrique : La Somalie, qui vient pourtant d'élire son président, un islamiste modéré, continuera d'occuper le devant de la scène avec les actes de piraterie et les différentes luttes pour le pouvoir (rébellion *al shaabab*).

Les pays en proie à la montée islamiste (Mauritanie, Egypte, Tunisie, Algérie, Somalie, Nord Mali) continueront d'en faire les frais. A cela s'ajoute la grave crise politique à Madagascar qui a fait

une centaine de morts en janvier 2009, et qui n'est pas sans rappeler celle de 2002 qui a porté le président Ravalomanana au pouvoir.

Troubles récurrents qui vont se poursuivre?

Des conflits persistent depuis des années dans une dizaine d'années. Le Soudan, le Tchad, la Somalie, la Centrafrique, le Congo RDC et le Rwanda connaissent depuis des années des situations difficiles. Les foyers de tension entre l'Éthiopie et Érythrée, le Congo (RDC)-le Soudan et l'Ouganda se poursuivront au cours de l'année, en raison de leur complexité. Les tensions entre la France et Djibouti ainsi qu'avec le Rwanda, voire la Côte d'Ivoire risquent également de persister. A cela s'ajoute la montée de l'islamisme dans certains pays du Maghreb.

L'Afrique du Sud, qui a connu une grave crise sociale en 2008 avec montée de la xénophobie, risque de connaître des flambées de tension au cours des élections de début 2009. Elles seront cependant sans grande conséquence dans l'immédiat.

La sécurité alimentaire et écologique :

Les pays fragiles et instables sur les plans climatiques et alimentaires continueront de subir les effets du réchauffement climatique et sentiront moins vite la baisse des prix du carburant. Ceci concerne une quinzaine de pays du Sahel (Bénin, Burkina, Niger, Mali, Mauritanie, Tchad) et d'Afrique australe (Zimbabwe), de la corne d'Afrique (Éthiopie, Somalie, Zimbabwe, Mozambique, etc.). Le problème d'accès à l'eau demeurera tout aussi important pour beaucoup.

Seulement 9 % des ressources d'eau potable se trouvent en Afrique. Elles ne sont pas équitablement réparties, l'Afrique occidentale et l'Afrique centrale bénéficiant de précipitations nettement plus importantes que le Maghreb, la Corne de l'Afrique et le Sud de l'Afrique. Selon le Panel international sur le changement climatique (IPCC), le continent africain est le plus vulnérable au changement climatique. Les eaux de ruissellement et les ressources en eau devraient baisser dans les régions septentrionales et méridionales du continent; les inondations et les sécheresses seront plus fréquentes. Par voie de conséquence, 25 pays africains devraient subir des

pénuries d'eau ou des stress hydriques d'ici 2025²⁴. Les inondations, la sécheresse et les pénuries d'eau demeurent un problème crucial dans de nombreux pays.

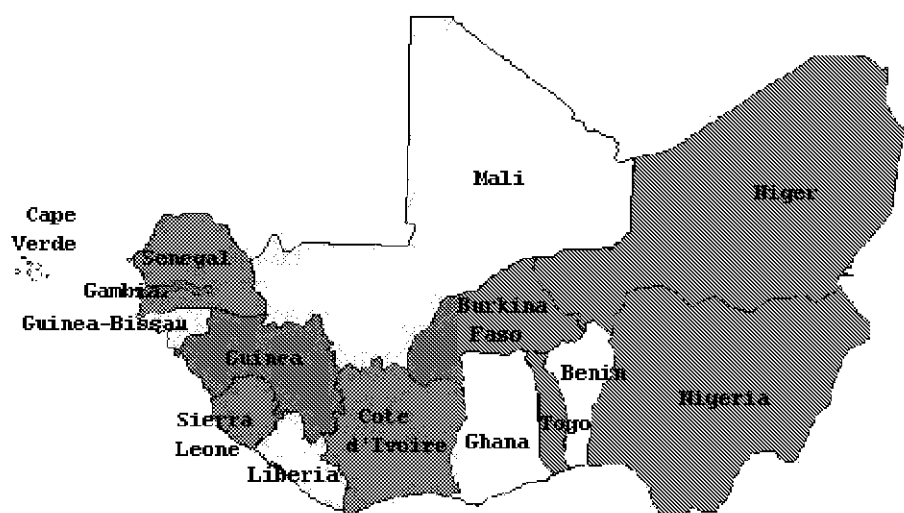
Géostratégie et défense :

Les Etats-Unis sont présents dans la totalité des pays d'Afrique de l'ouest par la force controversée Africom (U.S. Africa Command), dont le but est d'aider « à encourager la stabilité économique et politique et la bonne gouvernance afin de supprimer les facteurs qui contribuent au terrorisme et à d'autres problèmes régionaux ». D'autres pays comme la France participent à d'autres programmes tels qu'ACOTA (Africa Contingency Training). Par ailleurs, de nombreux accords de défense, initiatives régionales existent, dont les accords bilatéraux (France et ses ex-colonies). L'Africom est censée offrir un appui militaire aux programmes humanitaires, sanitaires et de développement. Le nouveau siège de l'Africom devait commencer ses opérations initiales en octobre 2007 et être pleinement opérationnel en octobre 2008. L'équipe de transition de l'Africom est actuellement basée à Stuttgart (Allemagne), siège du Commandement européen des États-Unis, mais les responsables du ministère de la défense souhaitent installer le siège de l'Africom en Afrique.

²⁴ <http://www.wateryear2003.org>

Afrique de l'ouest

La Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) comprend 15 pays et représente environ 20 % du PIB du continent (239 milliards de dollars en 2007), 30 % de sa population (290 millions d'habitants), avec trois grands pays : Le Nigeria, le Ghana et la Côte d'Ivoire qui à eux seuls, constituent plus de 80 % de l'économie de la région.



Source : USDOE

L'économie du Nigeria pèse 167 milliards de dollars, pour 140 millions d'habitants. La croissance a cru lentement au cours de ces dernières années (+5,1 % en 2006, +5,6 % en 2007). Initialement prévue à 6,1 % en 2008, la croissance sera plus faible, désormais attendue à 5,1 % et 4,7 % en 2009. Très dynamique, la région aura 100 millions d'abonnés au mobile d'ici 2011. La dette dans la région est en baisse, à l'instar des autres pays africains.

La sous-région exporte des diamants, de l'or, la bauxite, le cacao, le café, l'arachide, et le coton entre autres. Les échanges informels

dans la zone sont très importants, et concernent le bétail, les produits alimentaires et manufacturés.

- Les pays francophones : Rassemblés dans la zone UEMOA²⁵, ils partagent le CFA, la monnaie de la zone, arrimé à l'euro. Le PIB de l'UEMOA représente environ le quart de la CEDEAO (\$56 milliards en 2007 - Banque mondiale, Fmi)²⁶, pour une population de 81 millions (2006) soit environ le tiers d'Afrique de l'Ouest. La croissance du PIB dans l'UEMOA est estimée à 3,9 % en 2008 contre 3,2 % en 2007 selon la BCEAO, qui se base sur « la relance de la production agricole attendue et d'une bonne pluviométrie cette année ». Le taux d'inflation, quant à lui, augmente fortement, passant de 4,8 % en mars à 7,2 % en juin 2008. Le CFA fait régulièrement l'objet de critiques car il pénalise les producteurs de matières premières exportées, payées en dollars, à l'exception du cacao vendu à Londres qui lui est vendu en Livres Sterling.
- ZMAO ou WAMZ. La zone monétaire d'Afrique de l'ouest comprend le Nigeria, le Ghana, la Gambie et la Sierra Leone, pays anglophones, ainsi que la Guinée. L'Eco, la monnaie unique à la zone, sera lancée en décembre 2009 après que les critères de convergence soient atteints.

Si l'on est loin des conflits sanglants des années 90, deux pays connaissent une situation trouble, de ni-paix ni guerre (Côte d'Ivoire et Mauritanie) et le Nigeria, moteur de la région est durement frappé par les attaques du Delta. A cela s'ajoutent de nouvelles rebellions à proximité Bakassi, Cameroun) et la période d'instabilité qui vient de commencer en Guinée suite au décès du président Conté en décembre 2008, ainsi qu'en Guinée-Bissau, Etat où l'armée est puissante et des bruits de botte se sont faits entendre en fin d'année 2008.

Le Nigeria affiche malgré tout une certaine stabilité, certes récente (par rapport aux troubles des premières décennies après l'indépendance), qui a permis de mettre en place des programmes qui commencent à marcher. Le secteur agricole commence à se

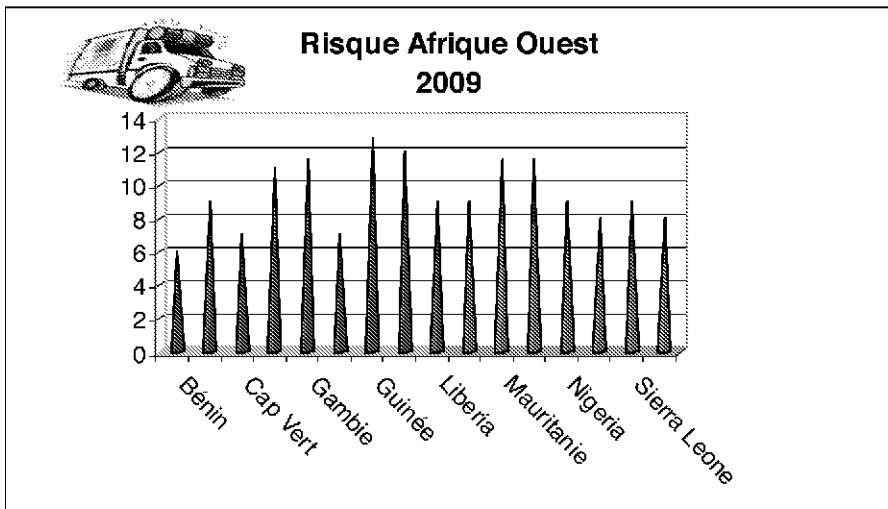
²⁵ Union économique et monétaire ouest-africaine

²⁶ Et 24,350 milliards CFA en 2005 (UEMOA, BCEAO - Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest)

développer, ce qui permet de réduire la dépendance au pétrole. Grâce à une consommation accrue du gouvernement consécutive aux recettes pétrolières plus importantes, le secteur non pétrolier a commencé à se développer. L'inflation est en baisse malgré des poussées en 2008 avec la crise de la vie chère. Sa dette internationale est en forte baisse (passant de 60% du PIB en 2004 à 3% en 2007) suite aux remises de dette (Club de Paris) et au rachat de sa dette commerciale (Club de Londres). Le revenu par tête a doublé, atteignant presque \$1.500. Noté BB+, le Nigeria sera cependant touché par la crise du crédit, et ce, malgré ses excédents budgétaire et courant, ses importantes réserves en devises. Sa monnaie était en forte baisse par rapport au dollar début 2009. Le budget 2009 a été préparé sur la base d'un baril à \$45 dollars au moment où ce produit passait sous la barre de \$40 et le déficit fiscal va se creuser. En outre, les investissements de compagnies pétrolières risquent de se réduire.

Enjeux de la région Afrique de l'Ouest:

La zone Afrique de l'Ouest est en risque gérable, classée 9,4 sur une échelle maximum de 14. Cette classification est due à la dépendance aux matières premières (coton, or, bauxite, cacao, pétrole), la situation politique et sécuritaire incertaine dans quatre ou cinq pays (Côte d'Ivoire, Guinée, Mauritanie, Niger ainsi que le Nigeria et le Mali, en proie à des rébellions).



Matières premières : pétrole, cacao, phosphates

Le pétrole et le gaz naturel se retrouvent en Mauritanie et dans des pays du Golfe de Guinée tels que le Nigeria, la Côte d'Ivoire et le Ghana, futur producteur de pétrole, en zone côtière. L'uranium est exploité dans le désert du Niger. L'or (Ghana, Mali, Burkina) représente 24 % de la production africaine et va attirer des investisseurs du continent, désireux de diversifier leurs investissements.

Parmi les défis de la région :

- Fourniture d'électricité : Le taux d'accès à l'électricité est très inégal en Afrique de l'ouest, avec 40 % des ménages couverts en Côte d'Ivoire ou au Nigeria en 2005 contre 5 % au Burkina. Le Sénégal connaît des problèmes récurrents de fourniture d'électricité, bien que 32 % des ménages aient accès à l'électricité. Ces problèmes, qui ralentissent la production en pénalisant les entreprises, vont persister en 2009.
- Près de 40 % de la population vit dans les zones urbaines, mettant sous pression les infrastructures sanitaires et sociales. Avec le manque d'opportunités en zone rurale, la tendance va s'accroître au cours des années à venir.
- Faible capacité de raffinage : Le Nigeria, parmi les premiers producteurs du pétrole africain avec près de 20 % du total, n'en raffine toujours qu'une infime partie, utilisant ainsi ses précieuses devises au moment où les prix du brut sont en baisse d'au moins 50 %.

Contrats et accords internationaux :

- AGOA²⁷ : Depuis mai 2000, la plupart des pays d'Afrique de l'ouest sauf la Côte d'Ivoire sont membres de l'AGOA, accord qui vise à promouvoir le commerce et les investissements entre les Etats-Unis et les bénéficiaires qui ont ainsi accès au marché américain. Très peu de pays ont réellement pu en profiter, ayant peu de produits à offrir et rencontrant des difficultés pour se conformer aux normes de l'AGOA. C'est le cas notamment du Bénin. D'autres pays tels que le Nigeria et le

²⁷ African Growth and Opportunities Act

Ghana en revanche voient leurs échanges se développer avec les Etats-Unis.

- Accords de pêche (UE, Chine, Russie) : Les accords de pêche avec l'UE durent en moyenne trois ans et représentaient entre 15 % (Mauritanie) et 30 % (Guinée-Bissau) des budgets des pays concernés.
 - Côte d'Ivoire : Renouvelé en 2007 pour six ans, pour la pêche thonière, et des quantités en baisse (de 9000 à 7000 tonnes par an)
 - Mauritanie : Des accords ont été signés fin juillet 2008. Le gouvernement mauritanien devait percevoir 86 millions d'euros à la date du 31 août 2008.
 - Guinée : Expiration de l'accord en cours fin décembre 2008, négociations pour un nouvel accord remises à plus tard avec le changement de régime.
 - Guinée Bissau : Un nouvel accord de pêche entre l'UE et la Guinée-Bissau, d'une durée de quatre ans (juin 2007 à juin 2011), en contrepartie de 28 millions d'euros et 500 000 euros par an. Des quotas de pêche sont attribués aux bateaux battant pavillon européen, dont 19 thoniers senneurs, 14 bateaux canneurs et 4 palangriers de surface²⁸.
 - Sénégal : Accords officiellement expirés depuis 2006.
- APE - Accords de partenariats économiques: En début d'année 2008, ils avaient soulevé la polémique, certains pays de la CEDEAO comme le Ghana et la Côte d'Ivoire ayant dû signer des accords intérimaires alors que la zone aurait voulu négocier en bloc. L'organisation non-gouvernementale Oxfam France estime que la signature de l'accord d'étape entre la Côte d'Ivoire et la Commission européenne est précipitée et met en danger la dynamique régionale en Afrique de l'Ouest dans le cadre de propositions de la CEDEAO qui s'est fixée jusqu'au mois de juin 2009 pour signer l'accord complet sur les marchandises, les biens et les services.

²⁸ Les Afriques 30 mars 2008

Politique et sécurité

La situation politique en Afrique de l'ouest reste dominée par la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée Bissau, et la Mauritanie. Le Mali et le Niger sont des points vulnérables en terme de sécurité. Paradoxalement, le Ghana et le Nigeria, tous deux des pays anglophones ayant connu de graves troubles et une forte instabilité pendant les premières décennies après les indépendances, sont devenus des îlots de stabilité. Le Nigeria est cependant susceptible de connaître des troubles liés à la religion (Jos) et à la crise du Delta.

Afrique centrale

La région pèse environ 70 milliards de dollars, soit 6 % du PIB de l'Afrique, et représente environ 15 % de la population d'Afrique. Les pays phares sont le Cameroun, le Gabon, le Congo Brazzaville et le Congo RDC.

Parmi les six pays membres de la CEMAC, cinq sont producteurs de pétrole (Guinée Equatoriale, Gabon, Cameroun, République du Congo, Tchad) et au moins deux sont producteurs de minéraux : Gabon (manganèse, or, diamants), Congo Kinshasa (coltan, cuivre, diamants, cassitérite, etc). Un tiers des pays de la CEEAC²⁹ sont en conflit : Congo RDC, Rwanda, Centrafrique.

La région est passée de 34,1 millions d'habitants en 2003³⁰ et 28,8 milliards CFA PIB à 70 milliards en 2008. La croissance s'est accélérée à 3,3 % en 2007 et est estimée à 5 % en 2008. Elle est attendue à la baisse en 2009, à 3 % au lieu de 5,8 % selon les données de la Banque centrale des Etats d'Afrique centrale (BEAC). Le taux d'inflation de la zone sera en hausse, à 5 % contrairement aux prévisions de 4 %. La baisse des prix du brut dont dépendent les cinq pays producteurs de pétrole en est responsable. A cela s'ajoute la faiblesse de la demande pour les autres matières premières. Les IDE ne seront pas non plus au rendez-vous, les projections du Fmi chutant de \$2,5 milliards à \$800 milliards.

L'isolement de l'Afrique centrale ne l'a pas protégée des conséquences directes de la crise financière. En effet, malgré un environnement bancaire et financier caractérisé par la quasi-absence de placements financiers extérieurs, la BEAC – banque centrale a perdu 300 milliards de CFA avec des placements de la Société Générale.

Par ailleurs, dépendante de l'aide extérieure elle ressentira les effets de la crise, même si les décisions sont prises pour plusieurs années. Le

²⁹ Communauté économique des Etats d'Afrique centrale

³⁰ Banque mondiale

Cameroun a par exemple son C2D et X^{ème} FED approuvé pour plusieurs années.

Enjeux de l'Afrique centrale :

Matières premières :

- Pétrole : Le Cameroun, le Gabon, le Congo (République), le Tchad et la Guinée Equatoriale sont producteurs de pétrole et sensibles aux fluctuations des prix de ce produit. En Guinée Equatoriale et au Tchad, la production augmentera car les champs sont encore nouveaux. Cependant, au Cameroun, Gabon, et en République du Congo les champs sont vieillissants. La baisse des cours pétroliers et des produits de base permettra de réduire l'inflation et aux populations de souffler quelque peu.
- Bois : Grande exportatrice de bois vers l'UE et les Etats-Unis ainsi que l'Asie, la CEMAC a commencé à ressentir les effets de la crise immobilière en Espagne et aux Etats-Unis dès la fin du premier trimestre 2008.
- Les mines : Sur un total de 75 unités de transformation de cuivre, 45 ont fermé depuis juillet 2008³¹ au Congo (RDC). Des sociétés telles que Katanga Mining, Anvil Mining et Central African Mining and Exploration Company ont suspendu certaines de leurs activités au Congo avec la hausse des coûts et la chute des prix. Selon les dernières estimations du gouvernement, seulement 365.000 tonnes seront exportées en 2009 contre des prévisions de 410.000 tonnes. La production de cobalt est encore plus affectée avec des exportations chutant à 32.000 tonnes contre 42.449 en 2008, et une baisse de plus de 50 % par rapport aux prévisions initiales de 65.000 tonnes. Avec la baisse des investissements dans le secteur, les sociétés ont du remettre à plus tard leurs projets de développement.

³¹ Reuters 18 décembre 2008

La diversification

Certains pays ont commencé à récolter les fruits de leur diversification. C'est le cas du Gabon, qui a connu une forte croissance hors pétrole en 2007/2008 avec le manganèse et le secteur forestier.

Politique et géostratégie

L'Afrique centrale est en situation de risque élevé. La région s'étend de pays tels que le Tchad, à mi-chemin entre l'Afrique arabophone, francophone, et anglophone, à des pays côtiers et francophones tels que le Congo, le Gabon, le Cameroun et la Guinée Equatoriale, lusophone et francophone. Les enjeux pétroliers sont importants, mais les questions de religion le sont tout autant, avec le Soudan à l'Est de la région. Le Tchad, la Centrafrique et le Congo (RDC) continuent d'occuper le devant de la scène avec des crises récurrentes. La crise au Soudan affecte ces trois pays. Cependant, d'autres pays tels que la République du Congo, où se tiendront des élections présidentielles en 2009, sont en situation de risque.

- Le Tchad : Au centre des enjeux pétroliers et géostratégiques de plusieurs puissances (Etats-Unis, France, Chine), le Tchad n'est pas près de trouver la stabilité. Son président, Idriss Déby totalise dix-huit ans au pouvoir après avoir modifié la Constitution. Contesté jusqu'au sein de sa propre famille, la chute de son régime n'est qu'une question de temps malgré le soutien de la France et des occidentaux qui redoutent entre autres de voir le Tchad tomber sous influence islamiste et le pétrole passer dans des mains chinoises.
- La Centrafrique : Pays à la merci de toutes les rébellions, le régime est également dans une situation de grande précarité politique et peut tomber avant les élections prévues en 2010, malgré le soutien de la France et le verrouillage de l'armée, acquise au pouvoir. Le conflit au Darfour s'est propagé en Centrafrique (et au Tchad).
- Le Congo (RDC) : La rébellion du CNDP – Congrès national pour la défense du peuple, soutenue par des puissances étrangères via le Rwanda pour contrer entre

autres l'avancée de la Chine, a déstabilisé toute la partie orientale du pays. Son ex-leader Laurent Nkunda qui, au début se présentait comme le défenseur des Tutsi, a en ajouté à ses revendications la résiliation des contrats chinois, par ailleurs fort controversés, le Parlement congolais ayant été divisé à ce sujet. Même s'il a été défait par son collègue le général Bosco Ntanganda (par ailleurs recherché pour crimes de guerre), la victoire militaire de M. Nkunda sur l'armée congolaise a démontré la faiblesse et l'indiscipline de celle-ci, qui n'a par ailleurs pas hésité à s'en prendre à la population. Par ailleurs, la rébellion du CNDP continuera de constituer une menace pour le Congo, qui pourra être brandie à chaque fois que le besoin s'en fera sentir. Tout cela ajoute à l'instabilité du pays et de la région. Le régime Kabila, élu en 2006, tiendra-t-il jusqu'en 2011 ? A cette rébellion s'ajoute celle de la LRA – Armée de la Résistance du Seigneur de Joseph Kony d'Ouganda, qui déborde sur la RDC et le Soudan, pays qui soutenait ce mouvement.

- Le Congo (République) : Des élections sont prévues en 2009 et opposeront M. Denis Sassou Nguesso, le président actuel, à Mathias Dzon, ancien ministre des finances et directeur de la Banque centrale des Etats d'Afrique centrale (BEAC). Le pays connaissant déjà des clivages ethniques (nordistes, pool et téké), un vote ethnique est à craindre. Ce pays saura-t-il se souvenir des blessures encore fraîches de la guerre civile ?
- Le Burundi : Après treize ans de guerre civile et plus de 300.000 morts, le Burundi cherche la paix. Une force spéciale de l'UA est chargée d'assurer la sécurité des derniers rebelles (FNL – Forces nationales de libération) qui ont conclu un accord de cessez-le-feu en 2006. La situation politique s'est tendue au cours des derniers mois. Le Burundi devait démobiliser près de 10.000 hommes entre 2007 et 2008
- L'Ouganda : Ce pays fait face depuis 1988 à la rébellion de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA). Deux millions de personnes sont déplacées par ce conflit et les morts se

comptent par centaines. Malgré des négociations de paix en 2006, de nombreuses violations des accords sont constatées.

Contrats et autres conventions :

- Sao Tomé et Principe: Un nouvel accord a été signé en 2007 pour quatre ans, autorisant 43 navires européens à faire des prises dans les zones de pêche maritime de l'archipel. Sur les 43 navires autorisés, figurent 25 thoniers senneurs congélateurs dont 13 espagnols et 12 français, et 18 palangriers de surface parmi lesquels 13 bâtiments battant pavillons espagnols et 5 portugais. On rappelle que dans l'accord précédent ce sont 61 navires européens qui étaient autorisés à opérer des eaux maritimes de Sao Tomé et Principe. En vertu de cet accord, Sao Tomé, bénéficie d'une compensation financière de 663.000 euros dont 552.000 euros seront versés pour l'exploitation d'un quota annuel de référence de 8500 tonnes de thon. Sao Tome a par ailleurs un contrat d'exploitation exclusif pour le pétrole avec la firme nigériane Chrome qui a racheté les droits à une société américaine.
- Le retrait de la Banque mondiale du programme de financement des infrastructures pétrolières au Tchad, suite au non-respect de la part du gouvernement des clauses d'un accord au termes duquel il s'engageait à verser initialement 70 % des recettes pétrolières dans un fonds destiné aux générations futures. Les conséquences pour le Tchad en 2009 seront une baisse des échanges avec l'ensemble de la communauté des bailleurs de fonds, dont la Banque mondiale est un acteur principal.

Le Maghreb

Son PIB (y compris la Mauritanie), de 303 milliards de dollars en 2008, représente 31 % du PIB de l'Afrique et sa population, 18 % du continent. Cependant, la région a enregistré également un taux d'inflation de 6,10 % et le chômage est estimé dans les cinq pays à 11,30 % en 2007.

La croissance est attendue à 4,5 %, voire 5 % en 2009, avec 3,5 % en Algérie, première économie de la région (PIB de 134,3 millions de dollars). La politique de désendettement de l'Algérie en fait aujourd'hui un créancier net. Le budget 2009 prévoit des taux d'inflation de 3,5 pourcent et une croissance globale de 4,1 %.

La croissance du Maroc reste robuste, à 4,5 % tandis que la Tunisie passe de 5,8 % à 6,2 % en 2009.

L'Algérie et la Tunisie votent en 2009 ; ce qui n'est pas tant un facteur de risque en Tunisie, l'est plus en Algérie, où des débordements sont possibles. Plus inquiétant, la montée islamiste dans certains pays du Maghreb, alimentée souvent par la pauvreté et les inégalités sociales.

Enjeux du Maghreb

Les exportations vont connaître un tassement pouvant faire passer leur taux de croissance de 26,9 % en 2008 à 4,8 % en 2009 et, par ricochet, feront « baisser le taux de croissance dans la région (Maghreb), dont l'exportation est l'un des principaux moteurs de développement³² ».

La région reste vulnérable aux fluctuations des prix des produits alimentaires, et dépend fortement des transferts des travailleurs émigrés, qui ont représenté 6,7 milliards de dollars en 2007 au Maroc, soit environ 9 % du PIB et en croissance de 25 % par rapport à 2006.

En Egypte, ils ont été également en hausse de 25 % en 2007, atteignant 6,3 milliards de dollars. La croissance moyenne a été de

³² Economiste tunisien Taoufik Rajhi

7 % en Egypte. La crise financière mondiale aura pour effet de réduire les IDE. La consommation privée est sous pression avec l'inflation et les exportations vont baisser avec la crise mondiale. Le déficit de la balance courante s'est creusé en dépit de la constance des revenus des exportations, transferts de travailleurs émigrés, du tourisme et du Canal de Suez. En effet, une augmentation des importations avec le dynamisme de la demande interne et la libéralisation du commerce ont contribué à aggraver le déficit courant. Ceci, combiné aux désinvestissements en bourse a mis les réserves et le taux de change sous pression. Les flux d'IDE ne suffiront pas à combler le manque à gagner provenant de la baisse des exportations.

Les flux financiers des pays du Golfe sont déjà annoncés à la baisse, ces pays étant eux-mêmes durement touchés par la crise financière. Cependant, le Maghreb représente toujours une destination attrayante au vu des difficultés d'investir en Europe ou aux Etats-Unis en 2009. Entre 2000 et 2005, le Maroc a reçu 7,6 milliards de dollars d'IDE (dont 3,6 milliards dus aux privatisations)³³. Le Maghreb a été en 2008 la zone qui a attiré le plus d'investissements arabes en Afrique avec le Maroc (80%) et l'Algérie³⁴ en tête (plus de 10 milliards de dollars). La Libye a annoncé la création de la « *African Investment Bank* » (AIB), dotée d'un capital de \$25 milliards, pour financer des projets de développement.

- i. **Matières premières : pétrole, gaz, phosphates :** La région est sensible aux restrictions imposées par l'OPEP sur la production, et a connu des difficultés techniques de production. Ce fut le cas de l'Algérie en 2007, où le pétrole et le gaz représentent 97 % des exportations totales. L'Algérie et les Pays-Bas envisagent un partenariat entre la Sonatrach (Algérie), le NNPC³⁵ (Nigeria) et la Royal Dutch Shell pour l'exploitation et le transport de gaz nigérian à travers le Sahara. Les coûts d'investissement sont estimés à \$10 milliards pour le pipeline et \$3 pour les centres de collecte. Le projet permettrait de transporter jusqu'à 30 milliards de mètres cubes par an vers l'Europe par un

³³ Le Soir d'Algérie par Abdelmadjid Bouzidi

<http://www.lesoirdalgerie.com/articles/2008/09/10/article.php?sid=73171&cid=8>

³⁴ Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI)

³⁵ Nigerian National Petroleum Corp

pipeline de 4.128 km (2,580 miles) à partir de 2015 et il traversera le Niger outre le Nigeria et l'Algérie.³⁶ Il permettra à l'UE de diversifier ses sources d'approvisionnement.

- ii. **Les exportations de produits manufacturés vers l'UE et les Etats-Unis :** Ils vont baisser avec la crise financière mondiale. La Tunisie, le Maroc et l'Egypte sont grands exportateurs de produits manufacturés (textiles, etc.) vers les pays industrialisés.
- iii. **La création d'emplois par le secteur privé :** En Algérie, le secteur public est encore trop présent et peine à employer une jeunesse désabusée qui se tourne vers l'exil.
- iv. **Plus de flexibilité dans l'économie :** Le Fmi a recommandé que l'Algérie adopte des politiques économiques plus flexibles pour faire face à une chute brutale des recettes pétrolières. Le système bancaire de ce pays est peu exposé aux flux financiers internationaux et ainsi protégé de la contagion de la crise financière.
- v. **Contrats :** Des contrats ont été signés avec les Etats-Unis et l'UE (pêche), ainsi que « partenariat commercial avancé avec le Maroc » qui concerne un libre échange et permet notamment de financer les infrastructures de ce pays tout en couvrant également des accords de partenariat dans le domaine de la pêche ;
- vi. **Géostratégie, immigration :** La région est courtisée à la fois par les Etats-Unis, l'UE et la Russie pour ses ressources (gaz et pétrole) et sa position géographique. La Libye s'est réconciliée avec les occidentaux depuis 2008 et de nombreux contrats ont été signés. Le premier ambassadeur américain en 36 ans a pris fonction à Tripoli en décembre 2008. M. Kadhafi avait adhéré au programme anti-terroriste américain en 2003. La Libye représente un rempart contre l'immigration clandestine en Europe. En ce qui concerne l'Egypte cependant, hormis la bande de Gaza où elle continue de jouer un rôle, son importance régionale s'est amoindrie avec l'Arabie Saoudite qui joue un rôle de premier plan dans la région. L'assistance économique

³⁶ Reuters 11 janvier 2009

américaine est en baisse depuis 1998, en tandem avec celle à Israël. Pour 2009, l'aide se chiffrera à \$1,5 milliards au total dont \$200 MUSD pour l'aide économique.

Politique

La Tunisie va voter en novembre 2009, et le président Ben Ali se représentera pour un cinquième mandat. Pays verrouillé par M. Ben Ali, vitrine de l'occident, la Tunisie est cependant menacée par la montée de l'islamisme radical. Dans un pays où l'opposition n'a actuellement que 37 sièges réservés à elle sur 189 sièges, les autorités annoncent une réforme du code électoral pour porter ce nombre à 50. L'opposition a huit partis dont seulement cinq sont représentés à la chambre des députés. Le parti au pouvoir, le RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique) a remporté 80 % des sièges.

L'Algérie va également voter, et M. Bouteflika, après avoir modifié la Constitution, peut se présenter pour un troisième mandat s'il le souhaite. L'opposition a annoncé vouloir se rassembler et présenter un seul candidat, mais ses chances sont minces, la politique en Algérie dépendant des « grands électeurs » dans l'armée notamment. Ces derniers mois ont vu l'apparition de nouveaux phénomènes notamment des émeutes après des événements sportifs, prétextes à un ras-le-bol profond chez une jeunesse qui demande des emplois ou est candidate à l'exil. L'Algérie a connu une recrudescence de la violence en 2007 et 2008, avec de nombreux attentats, cependant, le nombre de victimes a baissé de 491 en 2007 à 338 en 2008. La lutte contre le GSPC, devenu « Branche d'Al Qæda au Maghreb islamique » AQMI se poursuivait avec un certain succès et des redditions ont eu lieu en 2008.

La Libye, tenue par une main de fer par le colonel Kadhafi depuis 40 ans, devrait connaître peu de changements. Courtisée à la fois par les Russes et les Américains, elle est l'amie de la France et est de plus en plus consultée dans la résolution de conflits régionaux.

L'Egypte, souvent qualifiée de gérontocratie car son président, âgé de 80 ans, est entouré de nombreux conseillers âgés, demeure un pays sensible à la croisée du Proche Orient et de l'Afrique. Gamal, le fils de M. Moubarak, serait sur les rangs de la succession. Les Etats-Unis, qui financent chaque année \$2 milliards en assistance, ont annoncé une aide militaire de \$13 milliards sur une période de dix ans dans le cadre

d'un programme régional. Israël recevra \$30 milliards de 2009 à 2018, soit une augmentation de 25 %. L'aide américaine, qui tente d'imposer des conditionnalités notamment sur les droits de l'homme, va se poursuivre, vu l'importance des enjeux, notamment du Canal de Suez. L'armée joue un rôle important dans un pays frappé par le chômage et l'on estime que l'industrie de défense emploie plus de 100,000 personnes¹³. Etat laïc, l'Egypte est opposée aux islamistes et craint que le Hamas ne serve de modèle aux Frères Musulmans. Environ 20 % de la population égyptienne vit en dessous du seuil de la pauvreté tandis que 40 % vit avec moins de \$2 par jour. Fort peuplé (80 millions d'habitants), l'Egypte fait face à la pression démographique surtout le long du Nil et dans la capitale. Les autorités subventionnent le pain car elles savent que des pressions inflationnistes pourraient amener la population à se révolter. Cependant, le système de subventions a montré ses limites à cause de la corruption. Le régime a tremblé lors de la crise de la vie chère entre avril et juin 2008.

Le Maroc a connu des législatives en 2007 qui ont vu l'arrivée au pouvoir du plus vieux parti, Istiqlal (parti nationaliste), battant les socialistes qui étaient arrivés premiers en 2002. Autre fait marquant, le recul des islamistes. Plus inquiétant cependant, le faible taux de participation.

Des négociations directes se sont tenues en juin 2007 au Sahara entre le Maroc et le mouvement indépendantiste du Polisario. En 2009, Christopher Ross, un diplomate américain chevronné a été nommé nouvel envoyé spécial de l'ONU. Arrivera-t-il à mettre d'accord les deux parties en conflit depuis plus de 30 ans ?

Afrique australe

La région représente 33 % du PIB (433 milliards de dollars U.S) et 20 % de la population africaine. L'Afrique du Sud représente 64 % du PIB d'Afrique Australe et 23 % de la population à elle seule. Ce pays, le moteur de l'Afrique, va voter en 2009. L'on craint un virage à gauche de ce pays alors que la question de la terre n'est pas encore résolue et que la crise financière est encore là. La croissance dans ce pays s'est située en moyenne à 5,5 % au cours des dernières années, cependant, pendant la première moitié 2008 elle a reculé à 4,2 % notamment à cause de la crise de l'électricité, qui a coûté entre \$253 et \$283 millions en 2008, dont la moitié était en pertes du secteur minier³⁷.

En 2002, l'Afrique du Sud était le troisième investisseur sur le continent après la Grande Bretagne (\$20 milliards) et les Etats-Unis (\$19 milliards), essentiellement dans la sous-région, dans des pays comme le Mozambique (700 MUSD soit 50 % des investissements), l'Ile Maurice (400 MUSD), la Namibie, le Zimbabwe³⁸, etc. Cette tendance s'est poursuivie au cours des dernières années et devrait continuer en 2009.

L'Angola, deuxième économie de la région avec un PIB nominal de 61.334 milliards de dollars, est fortement dépendant du pétrole, qui représente près de 90 % de ses exportations. Elle vient de sortir avec succès d'élections qui ont vu le renforcement du parti au pouvoir en septembre 2008. L'Angola est membre de l'AGOA. La croissance est attendue à 11.8 % en 2009 et l'inflation restera au dessus de 10 %, mais en dessous des 15 % de 2008.

Le Zimbabwe est un véritable boulet pour la région, même si la reprise de l'aide est annoncée. Avec des taux d'inflation record (2.000.000 %), l'économie zimbabwéenne est en faillite depuis plusieurs années, et le PIB en recul.

³⁷ Département américain de l'Energie 2008

³⁸ www.odi.org.uk/iedg/projects/fdi_african_countries_rpt.pdf

Le Kenya, moteur de l'Afrique de l'est, noté « B » (et « B+ » avant la crise électorale de 2007), a amorcé son redémarrage depuis le début de l'année. Le gouvernement d'unité nationale du Kenya tiendra-t-il ? La croissance du PIB est réduite à 1,5 % en 2008 (contre une moyenne de 6% par) suite aux troubles qui avaient désorganisé entre autres le secteur agricole et accru l'inflation (18 % en janvier 2008 contre moins de 9 % en 2007). Les exportations ont souffert sur le court terme ainsi que le tourisme mais les transferts des travailleurs émigrés et ceux des bailleurs de fonds ont permis de limiter les dégâts.

La Tanzanie, le Botswana, la Namibie et le Mozambique demeurent des pays bien gérés dans l'ensemble. Sur le plan économique cependant, ils seront également touchés par la crise de la vie chère, le réchauffement climatique (inondations Mozambique). En Ouganda, les recettes à l'exportation de café en 2007/2008 ont augmenté de 52 % ; atteignant 388,4 MUSD, avec une production de 220.000 de tonnes. Le pays a connu un déficit courant de \$217,5 millions contre \$76,2 en novembre 2007 à cause des importations du secteur privé, et une chute des exportations de 20%, passant de \$161,9 millions en octobre contre \$202,7 millions.

Les blocs régionaux :

La SADC : Son PIB est estimé à 296,4 dollars US (2004) avec en tête l'Afrique du Sud (280 milliards de dollars). Elle comprend l'ensemble des pays de la région sauf le Kenya et l'Ouganda. Tous les pays de la SADC sont membres de l'AGOA sauf le Zimbabwe et les Comores. Les pays de la côte Est (Kenya, Tanzanie) ainsi que l'Ouganda sont sensibles à la performance du secteur agricole (thé, café) et à la sécheresse.

Le bloc COMESA, qui part de l'Egypte au Botswana sans l'Afrique du Sud, le Mozambique, la Tanzanie et la Somalie représente 390 millions d'habitants et 192 MUSD PIB. Le bloc EAC (Ouganda, Tanzanie et Kenya) comprend 91 million habitants et 31 milliards US.

Un bloc économique régional est annoncé. Il comprend 527 millions de personnes et est d'un PIB de 624 milliards, allant de l'Egypte à l'Afrique du Sud et rassemblera trois blocs (COMESA, SADC et EAC). Il existe 30 accords commerciaux régionaux et en

moyenne chaque pays est membre de quatre groupes. L'EAC par exemple connaît des problèmes car certains pays ont craint de se voir dominés par d'autres.

Enjeux de l'Afrique australe :

- i. **Les élections en Afrique du Sud :** Prévues au premier trimestre, elles seront probablement remportées par l'ANC, mais risquent d'être tendues. Le COPE – Congress of the People – ambitionne de devenir le parti de tous les sud-africains, de la nation arc-en-ciel.
- ii. **Les élections au Mozambique :** Elles devraient se dérouler de manière pacifique dans un pays converti à la démocratie depuis une vingtaine d'années.
- iii. **La crise financière :** L'Afrique du Sud, notée BBB+, est à la fois une économie financière que minière. Entre juin 2007 et mars 2008, les *spreads* sur les obligations se sont détériorés de plus de 200 points de base en Afrique du Sud³⁹, traduisant déjà une tension sur le crédit, et les prix des actions se sont effondrés dans ce pays ayant un déficit important de la balance courante. La bourse s'est effondrée entre septembre et novembre 2008 à l'image des bourses mondiales.
- iv. **La crise énergétique :** Elle a été à l'origine de la baisse de 20 % de la production minière début 2008 de Goldfields et AngloGold, les plus grandes compagnies minières du pays.
- v. **La situation budgétaire en Afrique du Sud :** Elle s'est considérablement améliorée, les réserves sont en hausse début 2009, à \$33 milliards (contre \$32 milliards à fin 2008), mais le déficit courant est en hausse.
- vi. **L'inflation :** Comme dans la plupart des pays ayant connu une croissance rapide du crédit, l'inflation est en hausse en Afrique du Sud, dépassant les 13 % en Juillet 2008. Pour y remédier, la banque centrale a augmenté les taux directeurs de 300 points, passant à 12 %.
- vii. **Matières premières :** En Angola, qui a brièvement supplanté le Nigeria comme premier producteur de pétrole

³⁹ Banque mondiale

au premier trimestre 2008, la croissance atteint des sommets. Ce pays est tributaire des cours internationaux du pétrole. Courtisé par la Chine et les occidentaux, il cherche une troisième voie et a démontré qu'il n'était avec aucun bloc.

Challenges

- **Le déficit courant de l'Afrique du Sud (7,3 % du PIB) :**
Il va se creuser en 2009 avec la dette et conduire à une plus grande dépréciation de la monnaie, qui a perdu 30 % par rapport au dollar au cours des derniers mois 2008. Le déficit courant a en effet atteint son pire niveau en 36 ans et l'inflation, à 9 %, ont rebuté les investisseurs sur fond de crise des *subprimes*. La crise de l'électricité avec ESKOM avec pour résultat la fermeture de grandes mines et les nouvelles de crise en Chine ont fait plonger le Rand, malgré une reprise début 2009. L'agence de notation Standard & Poor's a, à la suite de Fitch dégradé sa note concernant les perspectives d'Afrique du Sud à cause de son déficit courant et du ralentissement de la croissance. SP indique que les banques sud-africaines sont certes peu exposées à la crise financière mondiale mais qu'elles feraient face à une détérioration de leur portefeuille client dû à la hausse des taux d'intérêt et de l'inflation.
- **La croissance a connu un brusque ralentissement au troisième trimestre 2008, chutant à 0,2 %, les plus bas niveaux de la décennie et atteindra 2 % en 2009 :** Elle avait été de 5 % en moyenne entre 2004 et 2007. La demande intérieure a chuté en partie à cause des taux d'intérêt plus élevés et les entreprises ont revu à la baisse leurs plans d'investissement suite à la chute des prix des matières premières et la récession mondiale. La production minière, manufacturière et dans le commerce a reculé. Environ 45 % des produits manufacturés et 53 % de l'or, du platine et des autres minerais produits sont vendus à l'étranger ;
- **L'impact attendu de la Coupe du Monde en 2010 :** La croissance dans le secteur de la construction continue avec

la rénovation de dix stades et la construction de nouveaux établissements. Les investissements permettront de réduire le déficit dès 2009, outre la création d'emplois dans les infrastructures et les services et l'arrivée attendue de plus d'un million de visiteurs en 2010.

- **Les prévisions de croissances :** Elles sont passées d'un surplus à un déficit de 1,6 % du PIB avec le financement des infrastructures.
- **L'énergie :** L'année 2009 est un défi car la région, naguère exportatrice d'électricité, doit faire face à une augmentation de la demande. L'Afrique du Sud a du mal à faire face à ses propres besoins. En 2003, la consommation en énergie de la région était de 5,9 mille milliards de Btu (*British thermal unit*) soit 1,4 pourcent de la consommation mondiale dont 83 pourcent du fait de l'Afrique du Sud. La production était de 8,5 mille milliards de Btu dont 69,4 pourcent pour la seule Afrique du Sud. En 2008, les coupures de courant ont eu pour résultat une baisse de l'ordre de 10⁴⁰ à 20 % de la production minière en Afrique du Sud. La SAPP – Southern African Power Pool comprend les compagnies électriques d'Angola, du Botswana, du Congo, Lesotho, Mozambique, de Namibie, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe. Eskom, la compagnie sudafricaine fournit plus de 95 % de l'électricité nationale et une grande partie de la région. Le Botswana par exemple importe 75 % de son électricité de la SAPP, la majeure partie par Eskom. La demande est en hausse dans la région.
- Les questions liées à la démographie et la population : Dans le pays le plus riche d'Afrique Australe, le Kenya, la population est passée de 8,2 millions en 1960 à 37 millions en 2007, avec 42 % en dessous de 15 ans. Le Kenya souffre du chômage, en particulier chez les jeunes. En Afrique du Sud, les jeunes en dessous de 15 ans représentent 32 %.

⁴⁰ Mining production is hard hit by electricity supply shortage 4 April 2008 : <http://www.miningweekly.com/article.php?id=129576>

Afrique orientale

La région est instable avec le Soudan (crise du Darfour), la Somalie et l'Erythrée.

Le Soudan, le plus grand pays d'Afrique et parmi les dix premiers producteurs de pétrole en Afrique, est un pays sous embargo depuis quelques années, à l'initiative des Américains pour liens présumés avec des terroristes. La crise au Soudan, comprend plusieurs volets et des conséquences importantes :

1. Le Darfour et les poursuites contre le président Omar Al-Bashir devant le TPI : Accusé de crimes contre l'humanité, de génocide et d'être le cerveau d'une campagne pour chasser les tribus noires du Darfour et les remplacer par des Arabes, M. Al-Bashir a reçu un soutien inattendu de son peuple, de même que de l'Union africaine. Khartoum pourrait suspendre la mise en œuvre du « CPA » accord de paix entre le nord et le sud Soudan signé en 2005
2. L'autonomie du Sud-Soudan : Le SPLM – *Sudan People Liberation Movement* a accusé le nord de ne pas respecter les accords et si le sud devient indépendant, 80 % du pétrole seront sous son contrôle, en particulier celui d'Abyei, ville qui est souvent la source de tensions. Un référendum sur l'autonomie du sud est prévu en 2011, mais il pourra dépendre des élections prévues en 2009.
3. La rébellion liée au Tchad : Le JEM – *Justice and Equality Movement* aurait des ramifications dans la communauté Zaghawa (notamment le clan Kobe), ethnie du président tchadien. En dépit de nombreuses réconciliations dont deux en 2008, le Soudan a de nouveau accusé le Tchad de soutenir la rébellion, ce qui ouvre le spectre de représailles. De nombreux combats opposent régulièrement les forces gouvernementales à celles du JEM.

4. L'influence de la Chine et la position des occidentaux : Le président Hu Jintao estime qu'une condamnation de M. Al-Bashir aurait un impact « désastreux » sur le conflit du Darfour et a demandé que la décision soit remise à plus tard. La France, appuyée par le Royaume-Uni, avait laissé sous-entendre qu'une décision de la CPI pouvait être reportée en échange de bonne conduite au Darfour, ce qui avait été perçu par bon nombre d'observateurs humanitaires comme une sorte de marchandage. Au titre des revendications : « cesser les combats, négocier avec les rebelles, normaliser les relations avec le Tchad, coopérer avec l'ONU pour le déploiement de la force internationale de la Mission des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour (Minuad) et juger le ministre soudanais des affaires humanitaires, Ahmed Haroun, ainsi que le chef des milices "janjawids", Ali Kushayb, déjà inculpés par la CPI⁴¹ ».

L'Ethiopie :

Alliée des Américains, l'Ethiopie est un pays pauvre confronté aux problèmes de population (85 millions qui croît de 2 millions par an) et à un environnement régional difficile. Les relations sont par exemple très tendues avec l'Erythrée depuis la guerre frontalière de 1998-2000, ainsi qu'avec la Somalie, pays qu'elle a occupé pendant deux ans..

La Somalie :

L'un des pays les plus pauvres d'Afrique, la Somalie est ravagée par la guerre civile de 1991 (plus de 300.000 morts) et est un Etat inexistant depuis de nombreuses années. Environ 2,5 millions de Somaliens (sur 8 millions) dépendent de l'aide alimentaire qui arrive par la mer. Le pays est déchiré par des rébellions et guérillas. Un espoir se profile tout de même à l'horizon avec l'élection de Sheikh Sharif Ahmed, un islamiste modéré en début d'année 2009. Il a succédé au gouvernement intérimaire, accusé d'avoir échoué dans la réconciliation nationale. La démission du président Yusuf en décembre 2008 est un signe positif, car il était perçu comme un obstacle majeur à la paix, refusant de dialoguer avec les islamistes et

⁴¹ Le Monde du 19 septembre 2008

favorisant son propre clan. M. Yusuf n'a jamais dirigé le territoire somalien entier, mais seulement quelques kilomètres carrés.

L'Éthiopie était en Somalie de 2006 à 2008, avec l'aide des Américains, pour y chasser les islamistes qui s'étaient emparés du pouvoir. Cette présence avait été à l'origine d'une insurrection islamiste et pour beaucoup dans le développement des actes de piraterie dans l'Océan indien, car l'Éthiopie avait chassé les islamistes « *l'Islamic Courts Union* », auxquels l'on crédite cependant la brève paix que le pays a connu en 2006. Les prises d'otages font l'actualité avec plus de 60 bateaux pris en otage en 2008. Les pirates opèrent depuis le Puntland et le retrait éthiopien n'aura vraisemblablement pas d'impact sur le phénomène. Le Somaliland et le Puntland sont deux États autonomes. Les islamistes contrôlent de grandes parties du sud et du centre. Ceci comprend *al-Shahaab force*, qui serait liée à al-qaeda. Les groupes de combattants *al Shabaab* ou *al Shebab* veulent imposer la loi islamique de manière stricte. Les récents combats de début 2009 ont opposé les *Hareka al Shahaab al Mujahideen* et les *Ahlu Sunna Waljamaca*.

La Somalie est sous surveillance internationale en raison de ses liens présumés avec al-qaeda. Une résolution (1851 de décembre 2008) adoptée par les Nations unies sur la piraterie est considérée par les États-Unis comme une autorisation de frappes aériennes. Les États-Unis sont favorables au déploiement d'une force de la paix tandis que l'ONU estime que les conditions ne s'y prêtent pas encore. L'UA y a une force, l'Amisom, à laquelle contribue l'Ouganda (environ 1.500 soldats). Les seigneurs de la guerre sont surtout fournis en matériel américain. Une coalition internationale s'est organisée pour lutter contre le phénomène des pirates et protéger les routes maritimes, parmi les plus stratégiques du monde. Les représentants japonais du secteur maritime estiment à 85 millions d'euros par an les coûts supplémentaires pour faire changer de route à leurs navires pour éviter le Golfe d'Aden.

Il n'est pas exclu que l'Égypte entreprenne de chasser les pirates de la mer Rouge. Le Yémen, Djibouti, la Jordanie, l'Arabie Saoudite, la Somalie, le Soudan et l'Égypte veulent mettre en place un centre international d'information sur la piraterie et proposent une formation conjointe de leurs forces.

Djibouti :

Partagé entre la France et les Etats-Unis qui s'y sont installés après les attentats du 11 septembre 2002, Djibouti ambitionne de devenir un centre de services. A la fois dans la Mer Rouge et le Golfe d'Aden, Djibouti est au cœur de la lutte anti-terroriste lancée par les Etats-Unis. Le lilliputien Etat, parmi les plus pauvres au monde (149^{ème} sur 177 sur l'indice IDH du PNUD en 2007) entend bien diversifier ses partenariats économiques en louant des bases aux Américains aussi bien qu'aux Français (qui devront payer plus cher) qui y maintiennent leur plus grande base en dehors de la France avec 2600 hommes. Les Américains y ont une base pour leurs opérations « *Enduring Freedom* ». Djibouti est devenu le port principal d'acheminement de l'aide internationale (plus de \$100 MUSD d'aide d'urgence) vers l'Ethiopie et d'autres pays. Le Club de Paris a convenu de restructurer environ \$76 millions de la dette externe de Djibouti. Ceci représente une bouffée d'air frais pour le pays car cette remise devrait couvrir les besoins financiers pour les trois prochaines années. La Banque africaine de développement a pour sa part approuvé un prêt de \$80 MUSD pour contribuer au financement d'un port à conteneurs (Doraleh), pour accueillir des grands vaisseaux marchands.

Océan indien

La zone Océan Indien (Maurice, Madagascar, Comores, Seychelles) est caractérisée par ses liens avec l'économie mondiale (textiles mauriciens, finance) mais également une forte dépendance aux matières premières (vanille à Madagascar, sucre à Maurice).

A Maurice, l'une des économies les plus dynamiques d'Afrique avec le sucre et les textiles et plus récemment le tourisme et le secteur financier, les prévisions de croissance sont attendues à la baisse en 2009, soit 4,4 % contre 5,4 % (5,1 % en 2008), en raison du ralentissement de la croissance mondiale qui aura un impact négatif sur le tourisme et le textile, deux secteurs clés de l'économie mauricienne.

L'inflation a grimpé à 9,7 % en 2008 contre 8,8 % en 2007. Elle ne devrait cependant pas excéder 8 à 9 % d'ici juin et 5 % en décembre 2009, à moins de chocs internes et externes, selon l'institut de statistiques CSO⁴². Le gouvernement a mis en place un programme de relance de \$330 millions afin d'encourager la dépense et donner une impulsion aux secteurs manufacturiers et de la construction. La croissance pourrait cependant ne pas dépasser les 3 % en raison du passif de 2008, année où les prix élevés du pétrole ont eu un impact négatif sur l'économie locale.

Madagascar...

Madagascar a lancé son « MAP », plan d'action pour Madagascar, dont la première partie (2007-2012) consiste à accroître la part du secteur minier, pour la faire passer de 3% à 30% du PIB d'ici 2011. L'année 2009 verra le démarrage d'un nouveau cycle pour compléter les investissements arrêtés faute de moyens. La croissance est attendue à la hausse, à 7,9 % en 2008, avec la relance du secteur agricole, les grands travaux et le secteur minier. En 2007, la bonne performance des exportations ainsi que les IDE dans le secteur minier avaient

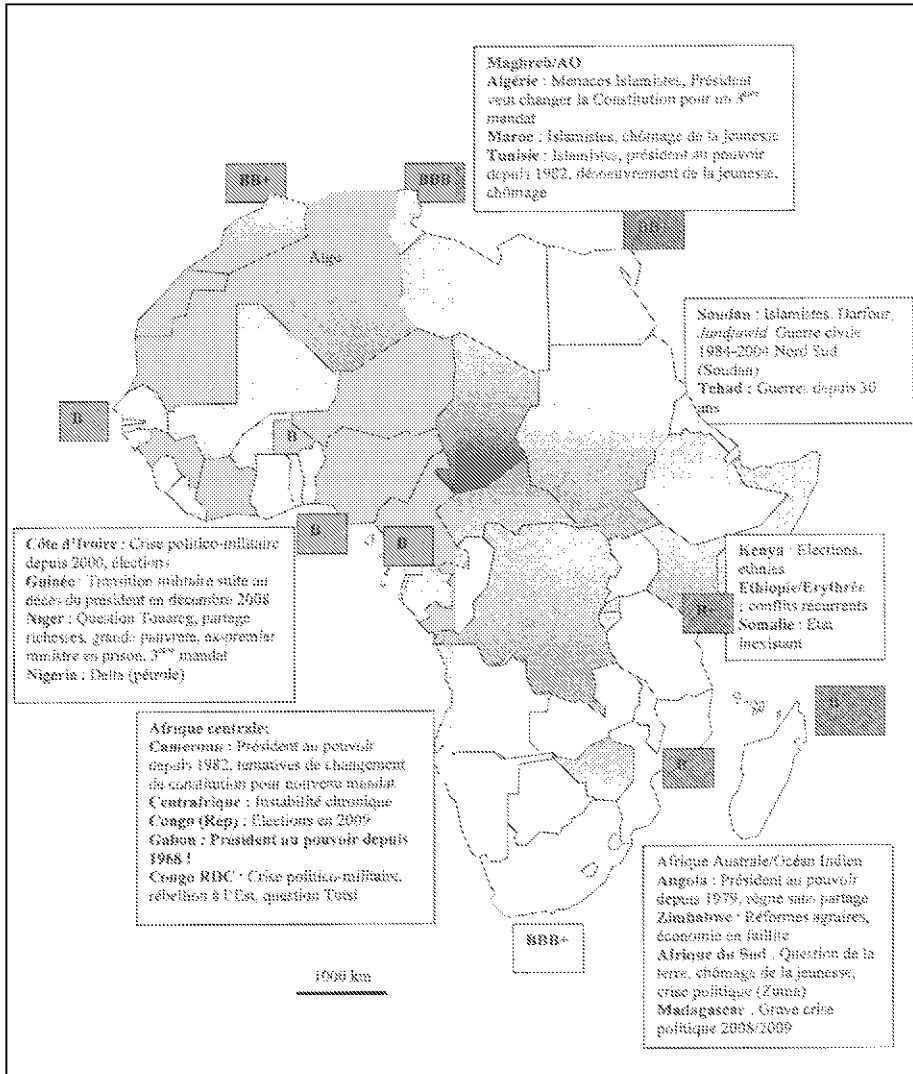
⁴² Reuters 2 janvier 2009

permis d'atteindre 6,3 % de croissance. La consommation avait augmenté également. L'inflation ne pourra cependant pas être maintenue sous la barre des 10 % en 2008 (après 8,2 % en 2007) : les dernières estimations font état de 10,8 % en glissement annuel à fin septembre 2008.

La situation politique s'est considérablement détériorée cependant en début d'année avec des rivalités entre le pouvoir et l'opposition. Le maire (indépendant) d'Antananarivo, « Andry TGV » a ainsi vu sa chaîne de télévision fermée en décembre 2008 pour avoir diffusé une interview de l'ancien président Didier Ratsiraka. L'élection de ce maire avait sonné comme un avertissement au pouvoir, auquel la population semblait acquise. Après une destitution du maire en janvier 2009 et une procédure en destitution du président de la République par le maire, l'incertitude demeure et il n'est pas exclu que l'île s'achemine vers un partage du pouvoir pour la période 2009-2011.

Annexe 1 - Cartographie des Risques en Afrique

	1960	1970	1980	1990	2000	2008
Afrique du Sud						X
Algérie	X			X	X	X
Angola		X	X	X	X	
Bénin						X
Cameroun		X				X
Côte d'Ivoire					X	X
Congo (RDC)	X				X	X
Congo (Rép.)		X	X		X	X
Egypte			X	X	X	X
Ethiopie			X	X	X	X
Erythrée				X	X	X
Guinée	X	X	X	X	X	X
Kenya	X			X		X
Mali	X	X		X		X
Madagascar		X	X		X	X
Mauritanie					X	X
Niger			X		X	X
Nigeria	X	X	X	X	X	X
Ouganda	X	X	X	X	X	
Sénégal					X	
Somalie				X	X	X
Soudan			X		X	X
Togo					X	X
Zimbabwe			X		X	X



		ANNEE ELECTORALE	AGE DU CAPITAINE	CONSTITUTION MODIFIEE	LONGETIVITE AU POUVOIR	LEADER CONTESTE	RIVALITES SOMMET	ETHNIES	FACTEURS EXTERNES
	1	Algérie							
	2	Afrique du Sud							
	3	Angola							
	4	Bénin							
	5	Botswana							Zimbabwe
	6	Burkina Faso							Conflit ivoirien
	7	Cameroun							Nigeria, Tchad
	8	Cap Vert							
	9	Congo B							
	10	Congo K							
	11	Côte d'Ivoire							Conflit Rwanda
	12	Djibouti							Burkina
	13	Egypte							
	14	Ethiopie							
	15	Eritrée							
	16	Gabon							Cameroun
	17	Gambie							
	18	Ghana							
	19	Guinée Bissau	2008						
	20	Guinée Equatoriale							
	21	Guinée Rép.)	Législatives						Conflit ivoirien
	22	Kenya							Premier ministre
	23	Liberia							Conflit ivoirien
	24	Libye							
	25	Madagascar							
	26	Malawi							
	27	Mali							
	28	Maurice							
	29	Mauritanie							
	30	Mozambique				Coup d'Etat légitimité ?	Président		
	31	Namibie							
	32	Niger					Ex-Premier		

[illegible]

Bibliographie

1. Banque mondiale
2. Bank Industry Risk Analysis: Boosted By Strong Oil Prices, Nigeria's Economy Buys Risky Banks Standard and Poor's – mars 2008
3. BCEAO – Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest
4. BEAC – Banque centrale des Etats d'Afrique centrale
5. Fonds monétaire international
6. Rapports annuels et bimestriels Strategico. 2008
7. UEMOA – Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest
8. World Economic Forum Afric@risk, Juillet 2008
9. Accord DOHA
10. APE
11. 25 millions de personnes ont connu la crise alimentaire en 2007
12. Taux de croissance extrêmement élevé (Ang/Eq Gui)
13. Taux de croissance de la pop
14. Taux de productivité bas : 300 à 500 kg/ha contre 2500 kg/ha USA
15. Perte de 15 à 25% de la récolte dans les champs et 15 à 20% pendant la récolte
16. 8/10 des peuples les plus vulnérables sont en ASS
17. Diminution des conflits
18. Le prêts et investissements directs ont dépassé les flux ODA et APD. IDE Chine \$1,6 milliards. Chine présente dans 48 pays sur 52. Les exportations vers le Chine ont connu une croissance de 48% entre 2000 et 2005. Le partenariat entre le continent, la Chine et l'Inde dépasse les disponibilités en ressources naturelles.
19. Les changements climatiques
20. Failed States Index « Foreign Policy »
21. African Governance Index
22. Capacités de raffinage limitée

- 23. Les fluctuations et variations soudaines de prix des importations ou des exportations peuvent causer des troubles
- 24. Le ralentissement de la croissance mondiale et ses effets sur les économies les plus intégrées.

L' HARMATTAN, ITALIA
Via Degli Artisti 15 ; 10124 Torino

L' HARMATTAN HONGRIE
Könyvesbolt ; Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest

L' HARMATTAN BURKINA FASO
Rue 15.167 Route du Pô Patte d'oie
12 BP 226
Ouagadougou 12
(00226) 76 59 79 86

ESPACE L' HARMATTAN KINSHASA
Faculté des Sciences Sociales,
Politiques et Administratives
BP243, KIN XI ; Université de Kinshasa

L'HARMATTAN GUINÉE
Almamy Rue KA 028
En face du restaurant le cèdre
OKB agency BP 3470 Conakry
(00224) 60 20 85 08
harmattanguinee@yahoo.fr

L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE
M. Etien N'dah Ahmon
Résidence Karl / cité des arts
Abidjan-Cocody 03 BP 1588 Abidjan 03
(00225) 05 77 87 31

L'HARMATTAN MAURITANIE
Espace El Kettab du livre francophone
N° 472 avenue Palais des Congrès
BP 316 Nouakchott
(00222) 63 25 980

L'HARMATTAN CAMEROUN
Immeuble Olympia face à la Camair
BP 11486 Yaoundé
(237) 458.67.00/976.61.66
harmattancam@yahoo.fr

**Cartographie des risques
en Afrique en 2009**

Notes de Conjoncture

Dirigée par François Manga-Akoa

En ce début de siècle où l'évolution exponentielle des nouvelles technologies de l'information et de la communication révolutionne tous les secteurs d'activité et du savoir, tout en contractant l'espace et le temps, l'information élaborée est plus que jamais une matière première stratégique. La collection « **Notes de Conjoncture** » produit et propose à ses lecteurs des études sectorielles et régionales spécifiques pour répondre aux besoins des acteurs économiques, des décideurs politiques, militaires et diplomatiques. Ces notes relèvent non seulement de l'analyse des risques, de la réglementation, mais aussi de la prospective. Elles prennent en compte tous les aspects qui peuvent affecter l'environnement économique et institutionnel d'un pays.

Déjà parus :

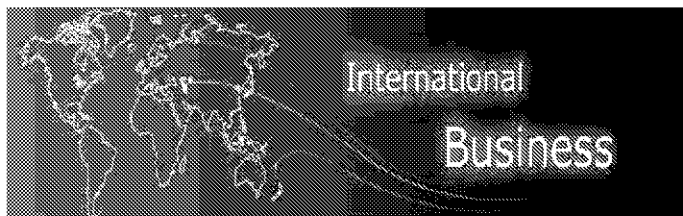
STRATEGICO., *Bénin 2009*, 2009.

STRATEGICO., *Algérie 2008*, 2008.

STRATEGICO., *La République démocratique du Congo 2008*, 2007.

STRATEGICO., *Guinée Conakry 2008*, 2007.

STRATEGICO., *Niger 2008*, 2007.



Cartographie des risques en Afrique en 2009



L'HARMATTAN

© L' HARMATTAN, 2009

5-7, rue de l' École-Polytechnique ; 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-06934-3
EAN : 9782296069343

Sommaire

Introduction	9
L'économie en bref	11
Cinq ou six pays où tout se joue.....	11
Le PIB par habitant réserve quelques surprises.....	12
De bonnes nouvelles.....	13
Qui s'en sort et pourquoi ?.....	13
De nouveaux pays pouvant entrer dans la cour des grands :	14
La réduction de la dette	14
... mais la crise financière est passée par là.....	14
... la dépendance aux matières premières:.....	15
Le pétrole et le gaz naturel	16
Un faible contrôle du processus de commercialisation et du raffinage ..	18
Les ressources minières :.....	19
Matières premières agricoles.....	24
Le cacao semble en bonne forme...exception rare.....	24
Une volée de bois vert pour les exportateurs de grumes.....	27
Le caoutchouc s'étire.....	27
La crise de la vie chère	27
Les flux entrants.....	28
Les flux d'investissement (IDE).....	28
Les investisseurs arabes :.....	28
Les nouveaux acteurs : Chine, Inde, Iran... et le retour de la Russie....	29
Les investissements en bourse (« portefeuille »).....	30
Les multinationales et le renouvellement des concessions.....	31
Peu de surprises dans les pays de la zone franc.....	31
L'image est plus contrastée ailleurs.....	32
Les transferts de travailleurs émigrés	33
L'aide.....	34
L'intensification des liens commerciaux interafricains :	35
Situation politique	37
2009, une année électorale :	38
Modifications des Constitutions :.....	38
Dauphins à l'horizon :	39
Réformes	39
Insurrection armée/guerre civile.....	39
Troubles récurrents qui vont se poursuivre?	42

La sécurité alimentaire et écologique :	42
Géostratégie et défense.....	43
Afrique de l'ouest	45
Enjeux de la région Afrique de l'Ouest :	47
Matières premières : pétrole, cacao, phosphates	48
Contrats et accords internationaux :	48
Politique et sécurité	50
Afrique centrale	51
Enjeux de l'Afrique centrale.....	52
Matières premières :	52
La diversification.....	53
Politique et géostratégie.....	53
Contrats et autres conventions:	55
Le Maghreb	57
Enjeux du Maghreb	57
Politique.....	60
Afrique australe	63
Les blocs régionaux :	64
Enjeux de l'Afrique australe.....	65
Challenges	66
Afrique orientale	63
L'Ethiopie	70
La Somalie.....	70
Djibouti.....	72
Océan indien	73
Madagascar.....	73
Annexe 1 - Cartographie des Risques en Afrique	75
Bibliographie.....	79

Avant-propos

StrategiCo. a mis en place une méthodologie permettant de cerner de manière précise le risque dans les pays du sud (en développement et émergents) en mettant l'accent sur des critères plus pertinents pour eux. C'est ainsi que la religion et l'influence de l'armée feront partie des 40 critères entrant en ligne de compte.

L'aide au développement ainsi que l'allègement de la dette, la dépendance envers les matières premières sont des critères pertinents sur le plan économique dans les pays africains. Sur le plan social, StrategiCo. accorde une importance particulière à la proportion de la population en dessous du seuil de pauvreté, la pression démographique et le chômage.

Les accords internationaux avec les multinationales ainsi que les liens et partenariats avec les pays de l'OCDE entrent également en ligne de compte.

Introduction

Le monde change, avec de nouveaux enjeux environnementaux et géostratégiques. Désormais, des pays comme la Chine, la Russie et l'Inde, concurrencent le modèle culturel, économique et politique occidental dont les Etats-Unis sont la figure de proue.

Même si les Américains demeurent la première puissance mondiale, la tendance amorcée depuis une dizaine d'années par les pays africains consistant à s'ouvrir à d'autres partenaires se renforce, d'autant plus que la crise financière est venue remettre sérieusement en question le modèle occidental. D'un autre côté, cette même crise financière affecte les nouveaux partenaires de l'Afrique, ce qui nécessitera un véritable arbitrage entre différents partenaires.

L'année 2009 sera pleine de rebondissements sur un continent où les forces peuvent être des faiblesses avec l'abondance de matières premières et la diversité des ressources humaines et naturelles, et où le pouvoir est centralisé, dépendant du bon vouloir d'une seule personne.

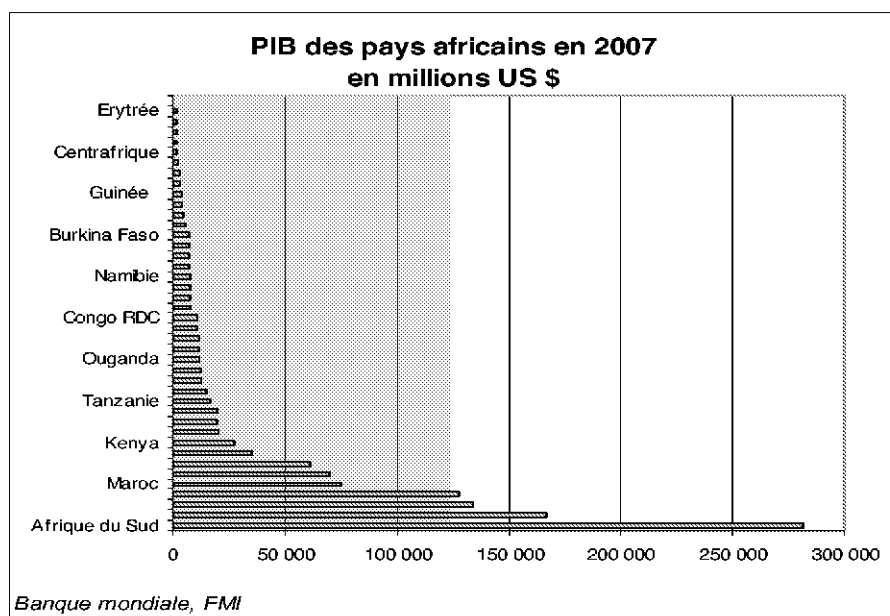
L'Afrique est confrontée aux défis habituels : la dépendance envers les matières premières, l'aide internationale, la faiblesse des revenus, crises politiques, problèmes environnementaux dont la crise de l'eau dans plusieurs régions auxquels s'ajoutent en 2009 la crise alimentaire, les effets de la crise financière se traduisant par une baisse des investissements et de la demande globale en particulier en Chine, grand consommateur de matières premières africaines.

Le Fonds monétaire international (Fmi) a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour le continent africain, de 3,6 % à 3,3 %, en raison de la baisse des transferts de travailleurs émigrés, du recul prévisible du secteur du tourisme, de l'aide et des investissements en 2009.

L'économie en bref :

L'Afrique représente 2 % du PIB mondial, avec environ 1,188 milliards de dollars. Il existe cependant une grande disparité entre l'Afrique du Sud, première économie avec 281.071 milliards de dollars et 43 millions d'habitants, et la petite Sao Tomé e Príncipe (145 milliards de dollars et 206.000 habitants) dont le sous-sol regorgerait de pétrole.

Les cinq plus grandes économies, Afrique du Sud, Algérie, Nigeria, Maroc et Egypte, représentent 66 % de la richesse du continent.



Cinq ou six pays où tout se joue...

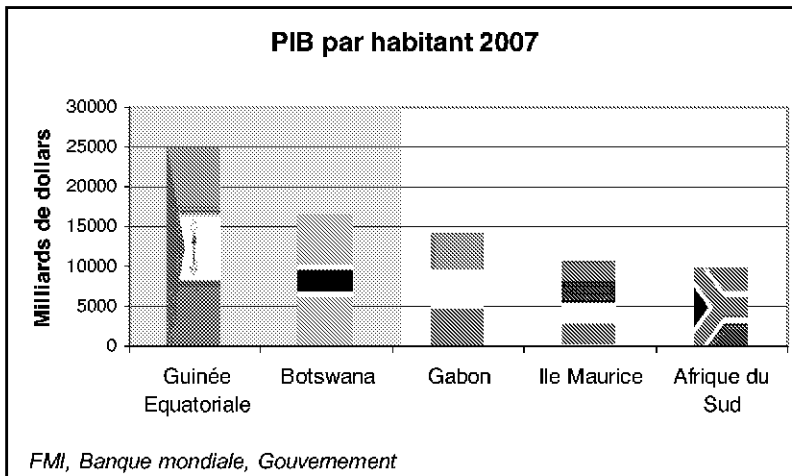
Comme les années précédentes, 2009 sera fortement tributaire de la performance de ces cinq ou six pays où habitent également un tiers de la population d'Afrique, concentrée dans les mégapoles comme Lagos (17,5 millions d'habitants), le Caire (17 millions d'habitants), Alger (6 millions y compris l'agglomération), Casablanca

(3,8 millions), et Johannesburg (3,8 millions), formidables réservoirs d'opportunités et de défis en termes d'infrastructures urbaines. En effet, 70 % de la population urbaine vit dans des bidonvilles sans accès aux structures sanitaires de base. D'ici 2030, l'Afrique et l'Asie devraient avoir les plus grandes populations urbaines.

Plus du tiers de cette population a moins de 15 ans et la moitié a moins de 25 ans. L'Afrique du Sud demeure le moteur de la croissance du continent et sa performance est tributaire de la consommation privée et de l'investissement étranger direct. Or, elle sera, bien plus que le reste du continent, affectée par la crise financière mondiale, étant le pays le plus développé et en contact avec les marchés financiers.

Le PIB par habitant réserve quelques surprises...

Cinq pays se taillent la part du lion en termes de PIB/habitant : L'Afrique du Sud, la plus grande économie du continent, se retrouve en cinquième position pour ce qui est du revenu par tête. La petite Guinée Equatoriale, 14^{ème} économie, se retrouve en tête de peloton, suivie du Gabon, 19^{ème} économie, tandis que le Botswana, 16^{ème} économie est 3^{ème} et l'Ile Maurice, 29^{ème} économie, devient 4^{ème} en termes de revenu par tête. Ces cinq pays ne représentent cependant que 5 % de la population africaine (48,75 millions de personnes dont 90 % sont sud-africains).



De bonnes nouvelles...

L'encours de la dette est en baisse dans l'ensemble des pays, la démocratie avance, l'inflation recule après une année 2008 difficile avec la crise de la vie chère, un plus grand nombre de pays semble être mieux géré et les investisseurs sont de plus en plus divers et variés. La population en dessous du seuil de la pauvreté est en diminution même si 10 des 22 pays les plus en retard en matière de développement humain sont en Afrique¹. Dans l'ensemble, les pays ont un plus grand accès aux infrastructures sanitaires de base, à l'éducation, la situation de la femme évolue, et les libertés sont plus grandes avec l'accès à Internet et aux nouvelles technologies. La téléphonie mobile continue de se développer de manière fulgurante, avec un taux de pénétration de plus de 80 % dans des pays comme le Nigeria ou l'Afrique du Sud.

L'Afrique demeure par ailleurs un continent courtisé pour ses matières premières et ses enjeux stratégiques. La croissance en Afrique pour la période 2000-2007 est estimée à 6 % alors que celle du reste du monde n'est que de 4 % environ. Elle est en hausse même dans les pays non producteurs de matières premières avec *les investissements dans les secteurs tels que les télécommunications*. Pour atteindre les ODM – Objectifs de Développement du Millénaire cependant, l'Afrique devra continuer à croître au rythme de plus de 6 %.

Qui s'en sort et pourquoi ?

Une dizaine de pays vont bien sur le plan économique. Ils affichent tous un taux de croissance robuste, ont maîtrisé l'inflation en 2008 ou sont en passe de le faire, et arrivent non seulement à nourrir leur population mais à réaliser de nouveaux investissements sans trop de peine.

L'Afrique du Sud, la Tunisie, le Maroc, le Botswana, le Mozambique, le Ghana, la Namibie, la Zambie, l'Ouganda et le Kenya, pour des raisons diverses, ont connu une croissance régulière, pour les uns suite aux divers programmes d'ajustement avec les bailleurs de fonds (Ghana, Mozambique), pour les autres suite à une

¹ Indice de Développement Humain de l'ONU, 2007

diversification économique réussie. Une troisième catégorie a su profiter d'une conjoncture favorable notamment sur les matières premières. En 2009, les fondamentaux devraient rester les mêmes malgré les aléas climatiques et d'autres externalités tels les cours mondiaux des matières premières.

De nouveaux pays pouvant entrer dans la cour des grands :

Le Botswana, le Ghana, le Kenya, le Mozambique, le Nigeria, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie pourront bientôt entrer dans le club enviable des « pays émergents » en raison de leur croissance économique rapide et régulière. Bien qu'une définition universelle de pays « émergent » n'existe pas, il est généralement admis que les structures économiques d'un tel pays convergent vers celles des pays développés, que l'économie est plus insérée dans celle du monde que celle des pays pauvres, et que le revenu par habitant s'accroît également.

La réduction de la dette

La dette de l'ensemble des pays d'Afrique en dessous du Sahara (ASS) est passée de 68 % du PIB en 2000 à 18 % du PIB en 2008. La dette du Nigeria ne représente plus que 3 % du PIB contre plus de 70 % il y a seulement quelques années. Ceci permet de concentrer les maigres ressources de ces pays sur des projets de développement, notamment pour atteindre les objectifs de développement du millénaire (ODM) en matière de santé et éducation de base.

... mais la crise financière est passée par là...

Avec la crise financière, *les prévisions de croissance en Afrique* ont cependant été revues à la baisse, à 5,5 % en 2008 et 4 % en 2009 (contre 7 % initialement). La croissance mondiale est elle-même attendue avec une chute brutale à 0,7 % en 2009. Après des années de croissance soutenue et des taux d'inflation modérés, l'Afrique subit actuellement les contrechocs de la récession mondiale même si elle n'en est pas affectée directement.

En effet, les investisseurs réfléchissent avant de s'engager. Dans certains pays tels que la Guinée, et ce, bien avant la transition politique de fin décembre 2008, les sociétés minières annonçaient

avoir arrêté une partie de leur production ou vouloir geler des investissements avec l'augmentation des stocks et la baisse des prix des métaux. Le Congo a ainsi annoncé qu'il prévoyait une réduction de ses exportations de cuivre et de cobalt de l'ordre de 30 %. Ceci aura pour conséquence un désinvestissement ou un report de la mise en œuvre de grands projets miniers et énergétiques. Il convient de noter cependant que la demande mondiale pour les minerais et les métaux, malgré une certaine morosité, devrait permettre à plusieurs pays africains de maintenir une croissance.

Le risque demeure sur une plus longue période, et, signe déjà visible, les émissions obligataires internationales sont en baisse, passant de 108 milliards US pendant la première moitié 2007 à seulement 40 milliards US pendant la seconde moitié et cette tendance s'est poursuivie pendant la première moitié de 2008.

Les effets de la crise financière risquent de se faire sentir sur les cinq prochaines années. D'ores et déjà, la finance pour activités commerciales se fait rare et est devenue onéreuse avec la hausse des taux, les recettes budgétaires sont tendues et des emplois sont perdus, tandis que les IDE sont remis à plus tard notamment dans le secteur minier².

Selon la Banque mondiale, la crise pourrait coûter une décennie à l'Afrique et les ODM ne seraient pas atteints³. La crise alimentaire continue malgré la baisse des prix de certaines denrées de base. La Banque africaine de développement a prévu de mettre en place deux fonds d'un montant total de \$2,5 milliards pour aider les pays africains à faire face au ralentissement économique.

...la dépendance aux matières premières :

A l'exportation : Sur 52 pays, 20 à 25 sont dépendants des matières premières à l'exportation (pétrole, gaz, bauxite, uranium, fer, cuivre, or, coton, diamants, café, cacao, vanille).

A l'importation : La quasi-totalité des pays africains est vulnérable aux fluctuations des prix de produits alimentaires, en

² Ministre de l'Economie sudafricain Trevor Manuel cité par Reuters le 16 janvier 2009

³ Reuters du 27 janvier 2009 citant, Ngozi Okonjo-Iweala, Directrice

général importés. Les gouvernements de nombreux pays⁴ ont dû prendre des mesures pour subventionner le riz, produit récemment devenu incontournable dans l'alimentation de nombreux Africains (importé d'Asie à prix d'or), et le pain, fait à partir de farine de blé (importé), et ce, malgré le fait une appréciation sensible des monnaies des pays importateurs de matières premières (9 % en moyenne) par rapport au dollar. Cependant, le prix des métaux exprimé en monnaie locale n'a pas changé⁵. Les prix des matières premières demeurent dans l'ensemble élevés, mais les importateurs de pétrole, surtout de la zone CFA, sont confrontés à des déficits fiscaux plus élevés. Leurs économies sont peu diversifiées, avec des pays comme le Mali, le Burkina, le Sénégal et le Bénin dépendant fortement du coton par exemple.

Le pétrole et le gaz naturel :

L'Afrique détient 7 % des réserves mondiales de pétrole⁶ et fournit actuellement 18 % du pétrole américain, dont 9 % environ proviennent du seul Nigeria. Selon le *National Intelligence Council*, les Etats-Unis importeront 25 % de leur pétrole d'Afrique d'ici 2015. Le retour de la Russie en Afrique représente une opportunité certaine, permettant une diversification des partenariats en plus de la Chine, bien ancrée dans plusieurs pays.

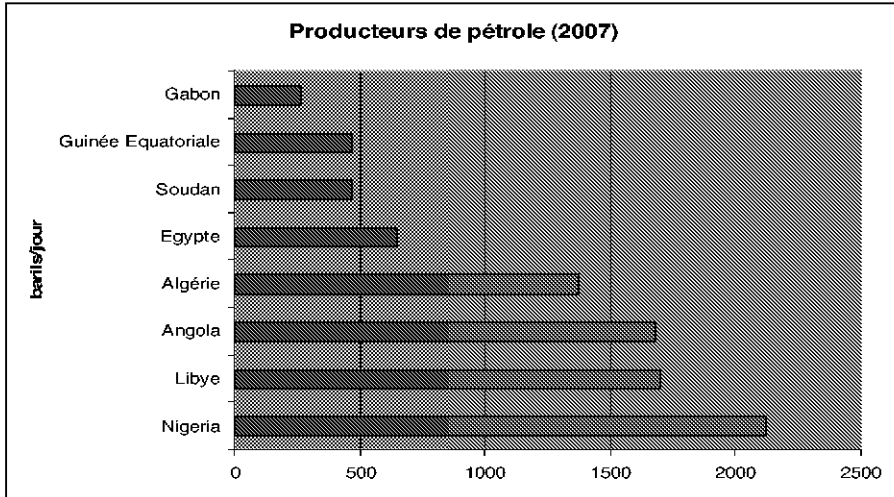
Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE) les exportations de pétrole d'Afrique en dessous du Sahara vont augmenter au cours des prochaines années car les pays voudront accroître leurs recettes en devises plutôt que de faire face aux besoins nationaux en pétrole. Les exportations atteindront 6,4 millions de barils par jour sur une production totale de 7,4 millions de b/j d'ici 2030. Les exportations de gaz naturel vont augmenter également, mais plus lentement, à 130 milliards de mètres cubes (mmc) en 2030 contre les 21,6 mmc produits en 2006. L'essentiel de la production provient d'Angola, du Soudan et du Nigeria. La production combinée du Nigeria et de l'Angola représente 84 % du total d'ASS contre les trois quarts

⁴ Burkina, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Sénégal, où des mesures fiscales ont été prises

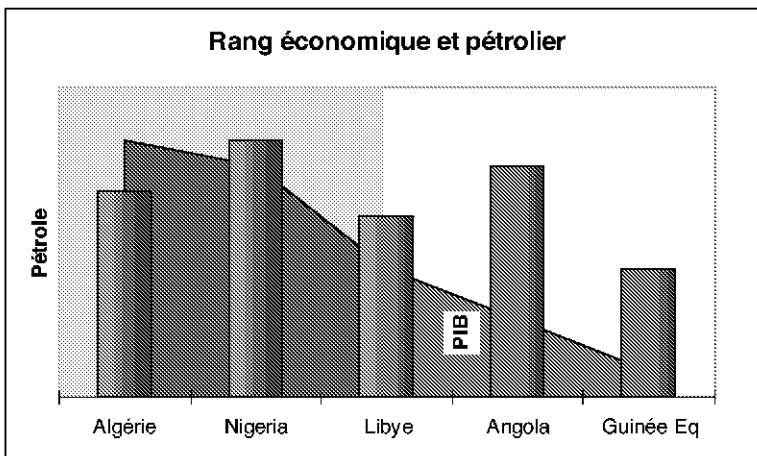
⁵ *afric@risk*, World Economic Report

⁶ Dont 4% pour l'Afrique en dessous du Sahara, soit des réserves de 57 milliards de barils

produits actuellement. Le Nigeria, l'Angola, le Soudan, le Gabon, Congo, Tchad, Guinée Equatoriale, Cameroun, Cote d'Ivoire et le Mozambique contribuent à 7 % de la production mondiale de pétrole et de 12 % du commerce du pétrole. Les exportations de gaz représentent environ 5 % du commerce mondial de gaz pour des réserves de 6 mille milliards de mètres cubes soit environ 3 % des réserves mondiales.



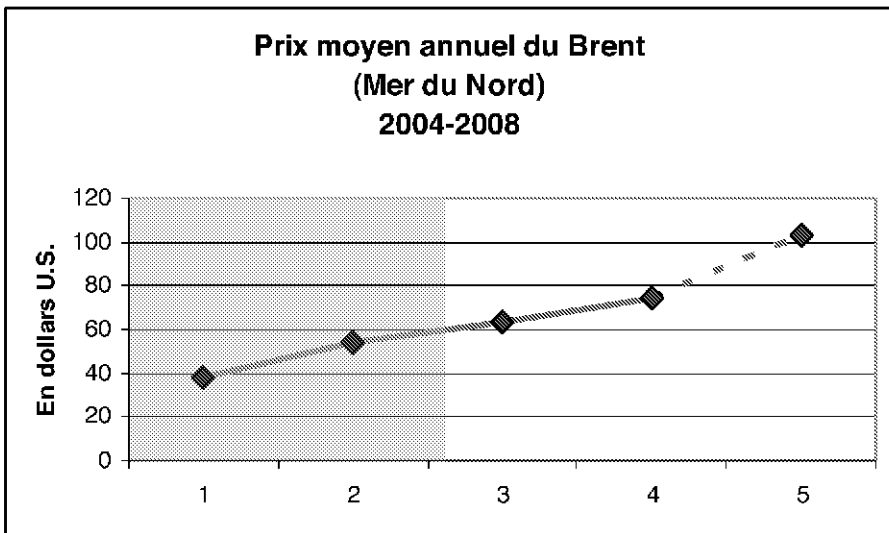
Parmi les dix premiers pays du continent, l'Angola (7^{ème} économie d'Afrique) est devenu brièvement le premier producteur de pétrole en avril 2008 avec près de 2 millions de barils par jour depuis que le Nigeria a perdu 1/5^{ème} de sa production suite aux attaques de rebelles dans le Delta.



Le Nigeria (2^{ème} économie d'Afrique et producteur de pétrole), l'Algérie (3^{ème} économie et bientôt 3^{ème} exportateur), la Libye (6^{ème}) et la Guinée Equatoriale (13^{ème} économie d'Afrique) représentent plus de la moitié de la production de pétrole d'Afrique. Ces pays, ainsi que le Gabon, le Congo (Brazzaville), le Tchad, et le Cameroun, dont les recettes d'exportation dépendent de ce produit, sont exposés aux fluctuations de prix du pétrole, pouvant fragiliser leurs finances dans l'ordre de 20 à 39 % des prévisions. Les pays exportateurs de pétrole contribuent pour 50 % de la croissance du continent⁷.

Parmi les quinze premières économies africaines, huit sont productrices de pétrole. L'Algérie et le Nigeria, parmi les trois plus grands producteurs de pétrole, figurent également parmi les cinq pays les plus riches d'Afrique.

Les prix du pétrole (*Brent*) ont atteint 147 dollars le baril en juillet 2008 et en moyenne 45,96 dollars entre 2004 et 2007 contre 26,70 au cours des quatre années précédentes (2000-2003). La croissance de la demande mondiale a ralenti, passant de 3,6 pourcent en 2004 à 1 % en 2007/2008. Certains pays tels que l'Algérie et le Nigeria ont basé leurs budgets 2009 sur un baril entre \$40 et \$45.



Un faible contrôle du processus de commercialisation et du raffinage :

⁷ Banque africaine de développement novembre 2008

Les deux tiers de la production du pétrole sont cependant vendus sur le marché international par des structures échappant au contrôle des producteurs. En outre, le continent africain a de faibles capacités de raffinage. En effet, avec 10.356 millions de barils par jour (b/j), il ne raffine que 3.230 b/j selon le Département américain de l'Energie. Le Nigeria, premier producteur de pétrole avec 2,2 millions b/j jusqu'aux récentes attaques du Delta qui ont fait reculer sa production à moins de 2 millions de b/j, ne peut raffiner que 20 % de sa production, soit 439.000 b/j. Ceci constitue un point faible, les pays devant consacrer une part importante de leurs ressources pour importer des produits pétroliers.

En Afrique Australe, l'Angola qui dispute la première place au Nigeria (devenant brièvement le premier producteur en avril 2008) ne peut raffiner que 39.000 b/j actuellement, soit à peine 2 % de la production. Des projets avec Total permettront de porter la capacité de raffinage du pays à 200.000 b/j. Les installations de raffinage sont concentrées en Afrique du Sud avec quatre raffineries d'une capacité de 489.547 b/j.

En Afrique du nord, l'Algérie, parmi les deux ou trois premiers producteurs du continent avec 2,1 millions de b/j, ne peut en raffiner que 450.000 par jour soit 22 % et l'Egypte, 726.000 b/j. La région Afrique du nord veut cependant porter sa capacité de raffinage à 1,32 millions de b/j d'ici 2012.

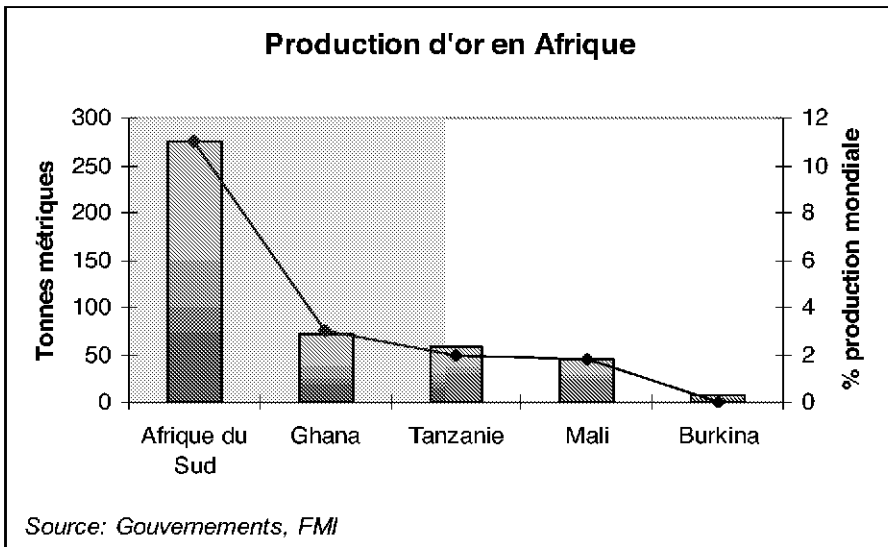
Les ressources minières :

Les cours mondiaux des minéraux ont plongé pendant la deuxième moitié de 2008 après une reprise soutenue depuis 2003. L'Afrique abrite 30 % des réserves mondiales de minéraux. Le secteur minier représente entre 20 et 30 % du PIB de nombreux pays africains tels que le Mali, la Guinée, le Botswana. Dans des pays comme le Congo, l'un des pays les plus fragiles avec la Zambie suite à la baisse des cours mondiaux, sa part a chuté de 30 % environ en 2002 à 6 % en 2007. Il a représenté 7 % du PIB de l'Afrique du Sud, première économie du continent, en 2006.

Les métaux de base (nickel, cuivre, fer et zinc) sont particulièrement touchés par la crise.

1. L'or : L'Afrique détient 40 % des réserves mondiales d'or et fournit actuellement 12 % de l'or mondial. Si des pays tels que l'Afrique du Sud ont pu diversifier suffisamment leur économie, le Ghana, le Mali (3^{ème} producteur africain et dont l'or représente 60 % des exportations), la Tanzanie et le Burkina sont plus exposés aux fluctuations internationales des cours. Après avoir atteint le sommet de \$1.030 l'once en mars 2008, niveau jamais atteint auparavant, les cours ont chuté à \$681 l'once (livrable en décembre), leur plus bas niveau en 21 mois suite à la crise financière qui a ralenti la demande pour les bijoux et amené de nombreux investisseurs à liquider leurs actifs en or. La demande a en effet baissé de 10,9 %, passant ainsi à 2.139 tonnes en 2008, son plus bas niveau depuis 1989, suite à la forte hausse des prix de l'or début 2008. La production minière a connu un repli de 3,6 %, à 2.385 tonnes en 2008, surtout en Indonésie, en Australie et dans une moindre mesure, en Afrique du Sud, troisième producteur mondial derrière la Chine et les Etats-Unis d'Amérique. Les cours oscillent entre \$800 et \$900 l'once et sont annoncés avec une grande volatilité en 2009. Ils devraient même dépasser les plus hauts niveaux de 2008 avec la faiblesse du dollar et le fait que de nombreux investisseurs, effrayés par les effets inflationnistes de l'injection de milliards de dollars pour résoudre la crise, se réfugient vers l'or. Les plus bas niveaux seront autour de \$750 l'once. Il pourrait atteindre en moyenne \$915 l'once durant le premier trimestre de l'année contre une moyenne de \$871.96⁸. L'or servira également d'alternative contre les actions et les obligations vers lesquelles de nombreux investisseurs se sont déjà tournés dans la tourmente financière. Le résultat est que le déficit budgétaire américain se traduira par un gonflement de la dette. De nombreux projets miniers sont gelés pour le moment, ce qui affectera les pays africains qui ouvrent de nouvelles mines ou démarrent leur production en 2009.

⁸ Bureau d'études londonien GFMS cité par Reuters du 16 janvier 2009



2. Le fer : L'Afrique du Sud est le 8^{ème} producteur mondial avec 38.000 tonnes produites par an dont environ le tiers est exporté vers la Chine. La Mauritanie, 13^{ème} producteur mondial, exporte chaque année 10.000 tonnes représentant 55 % de ses exportations et 10 % environ des besoins européens. La Chine, le plus grand consommateur mondial de fer, absorbe environ 15 % des exportations mauritaniennes depuis 2007. Directement liée à la production d'acier, la demande actuelle de fer dépasse l'offre, mais avec le ralentissement de la croissance en Europe, la demande en fer risque de baisser en 2009. Rio Tinto, le deuxième producteur mondial de fer a déjà réduit sa production de 10 % avec la baisse de la demande en 2008.
3. Le cuivre : A la mi-décembre 2008, les prix de référence sur la bourse des métaux de Londres (*London Metal Exchange*) ont chuté de près de 65 % depuis juillet 2008 où ils ont atteint \$9.000 la tonne. La Zambie produit 400.000 tonnes de cuivre, qui représente 85 % de ses exportations. La République Démocratique du Congo représente 10 % des réserves mondiales de cuivre non encore exploitées. Or ce produit a connu une chute brutale des cours de 50 % entre août et septembre 2008. Les prix du cuivre étaient de nouveau à la hausse à la mi-janvier à \$3.745 sur des spéculations quant aux

intentions d'achat du SRB (bureau de réserves d'Etat) de la Chine devant la baisse des stocks domestiques. Malgré une forte baisse de production en RDC, le pays produit encore environ 289.000 tonnes en 2008. Les autorités ont annoncé une baisse de 30 à 40 % de la production au cours du premier trimestre 2009. En novembre 2008, la Zambie a annoncé ne pas pouvoir atteindre ses objectifs de lever des fonds supplémentaires auprès des compagnies minières (415 millions de dollars ou MUSD) en raison de la baisse du prix des métaux. Ce manque à gagner se traduit par une baisse des recettes fiscales. La Zambie exporte vers la Suisse (42 %), l'Afrique du Sud (12 %), la Thaïlande (6 %), l'Arabie Saoudite et la Chine (4 %). Les investissements récents dans le secteur minier sont venus des pays asiatiques. En Zambie, le secteur minier est le pilier de l'économie dans un pays où 64 % de la population vit sous le seuil de la pauvreté.

4. **Le cobalt:** L'Afrique a 60 % des réserves mondiales de cobalt. Les prix se sont effondrés à \$12 la livre début décembre 2008 contre des sommets de \$52,50 en mars 2008.
5. **Le platine, le chrome :** L'Afrique détient 90 % des réserves mondiales de platine, essentiellement en Afrique du Sud, 72 % du chrome. Le platine a perdu plus de la moitié de sa valeur au cours de l'année.
6. **Les diamants :** 65 % des réserves mondiales de diamants sont en Afrique. Le prix des diamants a chuté de 30 % depuis octobre 2008. Le géant anglo/sud-africain De Beers a mis fin à l'exploitation continue des puits, qui "ne fonctionnent plus 24 heures sur 24". Au Botswana, plus gros producteur de diamants au monde, et l'un des pays les plus riches d'Afrique en termes de revenus par tête, la fermeture annoncée de deux mines pendant 12 mois menace plus d'un million d'emplois.
7. **Uranium :** Le Niger est le quatrième producteur⁹ et troisième exportateur mondial d'uranium (8 %, derrière le Canada et l'Australie) avec une production annuelle estimée à 3.500 tonnes. L'uranium représente 48 % de ses recettes d'exportation (contre 80 % dans les années 1970). Les recettes ont connu une hausse de l'ordre de 10 % avec la flambée des

⁹ Canada, Australie, Kazakhstan

cours mondiaux et les investissements pour l'extension de mines actuelles. La production devrait doubler d'ici 2013. L'Afrique du sud détient 7 % des réserves mondiales recouvrables d'uranium et la Namibie prévoit d'ouvrir quatre nouvelles mines d'ici 2010 afin de fournir 10 % de la production mondiale. La demande de ce produit est en hausse avec la demande mondiale d'électricité. Les cours de ce produit ont baissé de moitié entre 2007 et 2008, se situant autour de \$60 la livre. La course à l'uranium a cependant repris en début d'année 2009, pour relancer la construction de centrales nucléaires, bien que l'uranium extrait des mines ne représente qu'une moitié de la fourniture des centrales, et 45% de la reconversion des stocks militaires russes et américains (...) les réserves prouvées pouvant couvrir la demande jusqu'en 2030¹⁰. Certains pays d'Afrique font partie de nouvelles terres d'exploitation comme l'Asie Centrale, le bassin de l'Amazonie au Brésil et les régions canadiennes proches de l'Arctique. La compétition pour l'accès aux gisements bénéficie aux pays tels que le Niger, la Centrafrique ou la Namibie.

8. **Phosphates** : Ils entrent dans la composition des engrais et leurs prix fluctuent en fonction de la production agricole. Pendant longtemps, la tonne de minerais de phosphates valait environ \$50 à 60 U.S sur le marché international. Suite à la hausse de la demande les cours des phosphates avaient flambé en 2007/2008, avec la forte demande des pays industrialisés et la hausse des produits agricoles générant une demande croissante en engrais. La hausse était de 194 % en octobre 2008 (\$1.013 la tonne). La Tunisie, l'Afrique du Sud, le Maroc, le Sénégal et le Togo produisent des phosphates. Si certains pays comme le Maroc (troisième producteur mondial avec 25.000 tonnes), la Tunisie (cinquième producteur mondial avec 12,337 millions de tonnes de phosphate brut) ou l'Afrique du Sud (2.580 tonnes) ont une économie suffisamment diversifiée pour ne pas subir les fluctuations de prix, ce n'est pas le cas pour le Sénégal (1,520 tonnes) où en 2005, la crise des ICS (Industries Chimiques du Sénégal) avait

¹⁰ Le Monde du 10 janvier 2009

paralysé tout le secteur bancaire. Au Togo, ce produit représente 40 % des exportations togolaises et plus de 50 % du secteur minier, mais seulement 3 % du PIB du Togo en 2007. Le phosphate togolais est exporté vers l'Europe de l'ouest (France, Allemagne, Italie) et l'Asie (Japon).

9. Bauxite : Deuxième producteur mondial, la Guinée produit 40 % de la bauxite mondiale et plus de 90 % de la production africaine. La bauxite représente plus de 80 % de ses recettes à l'exportation et 28 % des recettes de l'Etat. Pays pauvre (160^{ème} sur 177 sur l'indice IHD du Programme des Nations Unies pour le Développement - PNUD) la Guinée risque d'être particulièrement affectée par la baisse de la demande en alumine. Le Ghana a produit 842.000 tonnes de bauxite en 2006, ce qui en fait le deuxième producteur d'Afrique après la Guinée.

Matières premières agricoles :

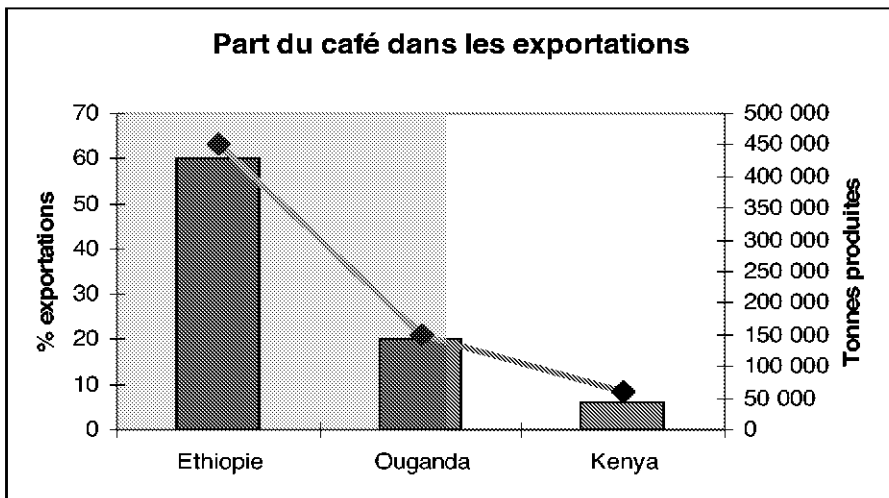
La Côte d'Ivoire, parmi les 12 premières économies d'Afrique et le moteur de la zone UEMOA (Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest), dépend à la fois du pétrole (30 % de ses recettes à l'exportation) et du cacao (entre 25 et 28 %), dont elle est le premier producteur mondial avec 40 % de la production. Le cacao et le café représentent environ 20 % du PIB ivoirien, le secteur emploie 600.000 producteurs et l'on estime que 6 millions de personnes (près du tiers de la population du pays) en dépendent. La Côte d'Ivoire a, en octobre 2008, décidé d'augmenter les prix au producteur de 40 %, au moment même où les Etats-Unis, destination de 30 % de ses exportations de cacao, sont frappés par la crise financière. Le Ghana voisin, également parmi les quinze premiers, est dépendant du cacao dont il est le deuxième producteur mondial, de l'or, et va se lancer dans la production de pétrole.

Le cacao semble en bonne forme...exception rare

Les prix du cacao ont connu une baisse de l'ordre de 30 % entre juillet et décembre 2008, avant de repartir à la hausse en fin d'année et atteindre leur plus haut niveau en 23 ans début 2009, atteignant £1.820 la tonne à Londres (cacao pour livraison en mai 2009), en raison des craintes sur l'offre. Le cacao de Londres est payé en Livres Sterling,

contrairement aux autres matières premières. La demande pour ce produit est beaucoup plus soutenue que celle des autres matières premières.

Le café est le principal produit d'exportation de l'Ethiopie, premier exportateur d'Afrique (60 %) avec 450.000 tonnes). Il représente une part non négligeable des exportations de l'Ouganda avec 150.000 tonnes (un peu moins de 20 % des exportations). La consommation a connu une croissance annuelle de 2,5 % au cours de ces dernières années et les prix devraient se maintenir à des niveaux élevés en 2009. Les cours du café avaient atteint le pic de 150 cents au cours de 2008.



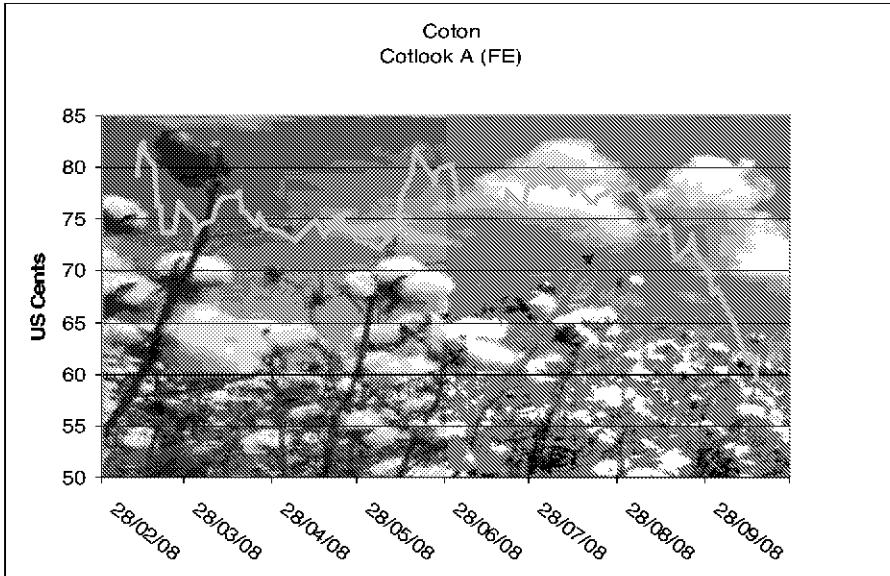
Au Kenya, l'économie la plus développée d'Afrique de l'est, le thé représente 19,1 % des exportations et près de 25 % des exportations avec le café. Le Kenya est le premier exportateur mondial de thé noir, et selon une étude du Fmi, les prix élevés de ces produits¹¹ ont contribué à l'appréciation du shilling au cours des trois dernières années. Le thé représente la seconde source de devises du Kenya après les transferts des travailleurs émigrés. Les exportations de produits horticoles ont représenté 37 % du total en 2008.

Plusieurs pays sont fortement dépendants du coton, produit dont les cours ont atteint leur plus bas niveau en novembre 2008, autour de

¹¹ Ainsi qu'un renforcement de la position extérieure nette et un accroissement de la productivité (Rapport 08/337 octobre 2008)

\$42 cents la livre après 68 cents fin 2007. La baisse de production aux Etats-Unis pourrait faire remonter les cours. Début 2009, ils étaient autour de \$58 cents. Au Mali, il représente 40 % des exportations, au Bénin 80 % des recettes à l'exportation et 55 % des recettes en devises au Burkina.

Cours internationaux du coton (Extrême Orient)
Cotlook A (février-octobre 2008)



L'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) estime que la crise est susceptible d'avoir un lourd impact sur le secteur agricole et pourrait déclencher une nouvelle hausse des prix en 2009, via une chute des investissements et de la production. Le prix du blé, dont les pays africains sont devenus consommateurs (pain, semoule) a doublé de 5 à 10 dollars le boisseau entre février 2007 et février 2008. En outre, seulement 19 % du blé est vendu sur les marchés internationaux. Les prix du riz, dont les Africains sont si friands, ont atteint leurs plus hauts niveaux en dix ans au premier trimestre 2008, à 1.000 dollars la tonne soit trois fois son niveau de janvier, et seulement 13 % du riz est vendu sur le marché international. Les pays producteurs ont en plus imposé des restrictions à l'exportation. Les prix en 2009 se situeraient autour de \$600 la

tonne, largement au dessus des moyennes habituelles de \$300 à \$350 la tonne.

Une volée de bois vert pour les exportateurs de grumes...

Au Cameroun, les carnets de commande pour le bois affichaient une baisse de l'ordre de dix % fin 2008. Deuxième produit d'exportation du Cameroun derrière le pétrole (85.000 barils jour), le bois contribue à environ 6 % du produit intérieur brut. En 2006, le bois a représenté un chiffre d'affaires de 350 milliards de francs CFA (533 millions d'euros), dont 300 milliards (457 millions d'euros) à l'exportation¹².

Le caoutchouc s'étire...

Le caoutchouc naturel, dont la Côte d'Ivoire est le premier producteur en Afrique, risque de connaître une baisse avec le recul du secteur automobile (les pneumatiques représentant près de 70 % de la demande mondiale). Il existe par ailleurs une corrélation entre les cours du pétrole et ceux du caoutchouc naturel. En 2008, la hausse des cours du pétrole à la mi-2008 a eu pour effet de rendre le caoutchouc synthétique plus intéressant pour les industriels. Le caoutchouc naturel a perdu près de 60 % de sa valeur en six mois, après \$3,25 en juillet 2008.

La crise de la vie chère

Les pays importateurs de produits alimentaires continueront d'être durement affectés par la crise de la vie chère. Le Fmi a ainsi identifié une vingtaine de pays particulièrement vulnérables à la crise de la vie chère et à la hausse des prix du pétrole : Djibouti, Liberia, Guinée-Bissau, Erythrée, Togo, Cap Vert, Comores, Malawi, Guinée, Gambie, Sierra Leone, Madagascar, Burundi, Ethiopie, Bénin, République Démocratique du Congo et les pays enclavés tels que le Burkina Faso, la Centrafrique, le Mali, Zimbabwe, et le Niger.

La crise mondiale a détérioré les termes de l'échange de la plupart des pays africains. Des émeutes de la faim avaient éclaté en 2008 au Burkina, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Egypte, Ethiopie, au

¹² AFP 18 décembre 2008

Mozambique et au Sénégal. Selon les projections de la FAO (décembre 2007), la hausse des prix des céréales africaines est estimée à 49 % pendant la première moitié de 2008.

Les flux entrants

Les flux d'investissement (IDE)

L'Afrique attire environ \$36 milliards de dollars par an, soit environ 3 % du total de l'investissement mondial, contre seulement \$20 milliards de dollars en 2002. Les flux IDE ont représenté 5 % du PIB entre 2000 et 2007. Les destinations principales sont l'Afrique du Sud et le Nigeria (fonds russes, etc.), ainsi que les pays producteurs de pétrole (Angola, Guinée Equatoriale).

Les investisseurs arabes :

En 2009, l'Afrique en dessous du Sahara devrait continuer à attirer des investisseurs arabes qui souhaitent s'éloigner des marchés occidentaux touchés par la crise financière. Ces fonds arabes semblent plus attirés par les télécommunications ou les infrastructures que les matières premières. DP World (Dubai) est ainsi présent au Sénégal dans le secteur des infrastructures portuaires et le groupe émirati Al-Oudra a investi dans la construction de logements, d'une cimenterie et d'un complexe touristique. En Afrique du Sud, Istithmar (Dubai) est présent dans la construction et au Burkina, des investisseurs arabes cofinancent la construction d'un grand barrage avec la Banque africaine de développement. Dans les télécommunications, Etisalat (Emirats) est présent en Côte d'Ivoire et Zain (Koweït) se retrouve dans une quinzaine de pays où il a investi 10 milliards de dollars et son chiffre d'affaires est estimé à 7,5 milliards de dollars pour 2008. L'Afrique contribue pour 56 % des revenus de Zain et 63 % de sa clientèle. Les fonds sont également présents dans le secteur bancaire (Kingdom Zephyr Africa est au Nigeria et au Ghana).

Les nouveaux acteurs : Chine, Inde, Iran... et le retour de la Russie

La Chine et l'Inde seront les principaux concurrents des pays du Golfe sur le continent en 2009. Les liens commerciaux avec la Chine vont s'intensifier. Ils progressent de 40 % par an. Environ 13 % des exportations d'Afrique vont en Chine et en Inde (dont 86 % du pétrole). Seulement 10 % des IDE proviennent d'Asie et que l'Asie soit épargnée ou pas par la crise financière affectera peu les IDE asiatiques à destination d'Afrique. Le commerce de la Chine vers l'Afrique est estimé à \$100 milliards. L'Angola est devenu le deuxième partenaire commercial de la Chine avec des échanges estimés à 25,3 milliards en 2008, essentiellement dus aux exportations de pétrole. La Chine a accordé un prêt adossé au pétrole de \$5 milliards à l'Angola.

L'Inde, déjà fort présente en Afrique de l'est, investit de plus en plus dans tout le continent, dans des petites entreprises et avec l'aide de sa banque d'import export. Elle a beaucoup investi au Soudan, pays sous embargo américain, et depuis 2000, le commerce bilatéral entre les deux pays est en forte croissance. Le commerce avec des pays tels que l'Ouganda est estimé à \$100 millions, et pourrait fortement augmenter avec les investissements indiens dans l'industrie agro-alimentaire et les textiles. Le commerce de l'Inde avec l'Afrique est passé de \$967 millions en 1991 à \$35 milliards en 2008. Les investissements ont fortement augmenté avec les projets de construction et d'extraction minérale. Elle prévoit de tripler son volume commercial avec l'Afrique pendant ces cinq prochaines années pour atteindre \$100 milliards, par des projets agricole, la petite industrie, les mines, l'informatique, les oléoducs, l'industrie chimique, la production d'électricité et la transmission entre autres¹³. Les lignes de crédit vont également doubler, pour atteindre \$5,4 milliards au cours des cinq prochaines années. Les projets financés par le budget « *Aid to Africa* » se verront attribuer \$500 millions¹⁴, et une subvention de \$1 milliard va connecter 53 pays africains par un réseau satellite et de fibre optique, permettant aussi de promouvoir la médecine et l'éducation virtuelle en Afrique.

¹³ Reuters 21 janvier 2009

¹⁴ Pranab Mukherjee, ministre des Affaires extérieures, *ibid*

L'Inde entend apporter une expertise bon marché dans le secteur manufacturier et dans l'informatique. Au cours du sommet « *India - Africa Business Summit* » de janvier 2009, les hommes d'affaires et les politiques d'une trentaine de pays africains et d'Inde se sont engagés à améliorer les relations commerciales bilatérales.

L'Iran est de plus en plus présent, mais reste un partenaire marginal et de faible envergure, avec des actions plutôt médiatisées pour rompre son isolement.

Le retour de la Russie est également annoncé notamment dans le domaine des minerais (phosphates du Maroc), gazier (Algérie, Nigeria). En 2007, la Russie a annulé une dette algérienne de plus de 4 milliards de dollars en échange de jets de combat, des sous-marins, etc. Des négociations sont en cours entre la Sonatrach (Algérie) et la Gazprom, qui fournit déjà le quart du gaz européen, pour une commercialisation conjointe d'une partie de la production des deux sociétés. Au Soudan, la Russie a fourni 12 MIG de combat en septembre 2008. Lukoil a des visées dans les hydrocarbures au Ghana et en Côte d'Ivoire tandis que Sinterneftegaz a acquis des droits d'exploration du pétrole en Namibie. La société d'aluminium RUSAL, déjà présente en Guinée où elle prévoit de construire un complexe d'une capacité de 2,8 millions de tonnes en partenariat avec la China Power Investment Corp., a acquis une position majoritaire dans ALSCON, au Nigeria¹⁵. Les Russes ont également investi en Afrique du Sud dans les mines.

Les investissements en bourse (« portefeuille »)

Les investissements bruts ont bondi à environ \$23 milliards en 2006, soit 14 fois le niveau de 2003. La majeure partie des fonds est allée au Nigeria et en Afrique du Sud, dans le pétrole et le gaz, les matières premières et aux télécommunications sur le plan sectoriel¹⁶.

Selon les données du « *Emerging Markets Private Equity Association* », les fonds privés pour l'investissement en participations ont atteint \$2,5 milliards contre moins de \$1 milliard en 2005. Les

¹⁵ Reuters 2 septembre 2008

¹⁶ Standard and Poor's

fonds sont allés au Botswana (noté A), au Ghana (B+), au Cameroun et au Kenya (B), Malawi, Ouganda et en Zambie¹⁷.

Les multinationales et le renouvellement des concessions

Elles sont présentes dans l'ensemble du continent, dans pratiquement tous les secteurs d'activité : Exploitation pétrolière (Total, Chevron, Petronas, CCNP, KNOC), BTP, infrastructures et construction (Bolloré, Bouygues, Dubai Ports, Lafarge, Rougier), télécommunications (Orange, France Telecom, Zain, Bouygues Telecom), l'environnement (Veolia), la finance (Citigroup, BNP, Société Générale, Barclays, Standard Chartered) etc.

Le renouvellement de leurs concessions ou du moins la visibilité sur le traitement futur de leur relation avec les dirigeants des pays concernés permet de réduire les risques.

Peu de surprises dans les pays de la zone franc...

En 2007, les gouvernements nigérien et centrafricain avaient âprement négocié les contrats d'exploitation d'uranium avec Areva. Le Gabon s'est interrogé sur sa concession avec Veolia avant de fournir les fonds nécessaires en décembre 2008, permettant ainsi de faire les investissements nécessaires. La Côte d'Ivoire a reconduit des concessions avec l'ensemble des multinationales et en a accordé de nouvelles. C'est ainsi que Bolloré a remporté la concession du port à conteneur d'Abidjan après maintes péripéties. Le contrat d'affermage entre la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE) a été renouvelé en 2005 en Côte d'Ivoire jusqu'en 2020. Le contrat de concession pour la construction du troisième pont (Riviera Marcory) remporté par Bouygues en Côte d'Ivoire puis révoqué, est de nouveau à l'ordre du jour. La multinationale Cargill est l'un des acteurs majeurs dans le secteur du cacao, avec environ 17 % des achats américains du cacao ivoirien. Les américains achètent 27 % environ du cacao ivoirien, dont ils sont devenus les plus grands acheteurs étrangers.

En République du Congo, le Groupe français Bolloré Africa Logistics a obtenu la concession du terminal à conteneurs du Port

¹⁷ Standard and Poor's - Equity Viewpoint: What Makes African Equity Markets The Latest Frontier For Investors

autonome de Pointe-Noire (PAPN), la capitale économique du Congo (sud), pour une durée de 27 ans. La convention est assortie d'un plan d'investissement prévoyant, entre autres, l'approfondissement du chenal et des quais portuaires, afin de rendre le port autonome de Pointe Noire plus compétitif et lui permettre d'accueillir des navires de la nouvelle génération pouvant transporter 7000 conteneurs de 20 pieds. Au cours de cette période, le groupe va investir 374 milliards de F.CFA (570 millions d'euros) pour la modernisation du PAPN dont la capacité de stockage devrait passer de 17 à 38 hectares. Le PIP doit être financé par les bailleurs de fonds internationaux, notamment l'Agence française de développement (AFD), la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC) qui doivent y apporter 35 milliards de F.CFA, soit 53 millions d'euros.

L'image est plus contrastée ailleurs...

En Guinée, Getma International a remporté la concession de l'extension du terminal à conteneurs du port de Conakry. Au Liberia, les relations sont redevenues bonnes entre le gouvernement et Mittal Steel après la remise en question d'accords sur la concession d'exploitation du minerai de fer en 2006. La multinationale a augmenté ses investissements prévus de US\$1 milliard à US\$1,5 milliards.

Au Nigeria, le président Yar Adua a, en août 2008, révoqué les permis pétroliers accordés par son prédécesseur Obasanjo en 2006. A l'époque, ce dernier, cumulant les fonctions de président de la République et de ministre du Pétrole avait vendu 19 permis d'exploration au lieu des 11 qu'il était autorisé à accorder. La chinoise CNPC pourra construire l'extension d'une raffinerie au Nigeria. La CNPC va également construire une raffinerie au Tchad et au Niger. En janvier 2009, le gouvernement nigérian a annulé deux permis d'exploration à KNOC, la compagnie nationale de pétrole de Corée du Sud sur les blocs pétroliers OPL-321 et 323, car la compagnie ne s'était pas acquittée de la totalité des bonus qu'elle devait verser à la signature, soit 323 millions de dollars. KNOC a décidé de contester cette décision.

Au Congo (République Démocratique), les autorités ont annoncé en octobre 2008 qu'elles ne renouvelleraient que 46 titres

d'exploitation forestière suite à un programme de lutte contre la corruption soutenu par la Banque mondiale. Les deux tiers des contrats sont par conséquent annulés. La plupart de ces contrats avaient été passés pendant la guerre (1998-2003). En décembre, des négociations sur une soixantaine de contrats miniers avaient vu le départ de la table de négociation de majors tels que Gold Fields, First quantum, Banro, Angogold Ashanti, Mwana Africa et Freeport Mc-Moran.

En Libye, troisième producteur africain de pétrole avec 1,7 millions de b/j, M. Kadhafi a cependant annoncé une possible nationalisation du secteur pétrolier sauf si les prix du baril remontent à \$100.

Les transferts de travailleurs émigrés :

Ils ont connu une forte croissance, officiellement estimés à 19 milliards de dollars en 2007.¹⁸ Les transferts ont connu une croissance régulière depuis 1995, augmentant même de 11 % entre 2006 et 2007. Ces 19 milliards de dollars que l'Afrique Subsaharienne a reçus en 2007 représentent 2,5 % de son PIB. Dans certains pays, ces montants sont équivalents à l'IDE.

Cependant, les travailleurs émigrés sont dans des pays touchés par la crise financière et il est probable que leurs transferts baissent en 2009. En effet, pour la première fois en plus d'une décennie, les transferts de travailleurs émigrés vers l'Afrique en dessous du Sahara risquent de tomber¹⁹. Cette baisse, estimée entre 1 et 6 % de 2008 à 2009, aurait des conséquences dramatiques sur la consommation. Trois-quarts des transferts vers l'Afrique Subsaharienne proviennent d'Europe de l'ouest et des Etats-Unis. Le reste provient des pays du Golfe et du reste du monde.

En Afrique subsaharienne, l'Afrique du Sud est un bénéficiaire de plus du tiers de ces flux. D'autres pays, fortement dépendants de ces flux, tels que le Lesotho (60 % des recettes à l'exportation), l'Ouganda (40 %) ainsi que le Sénégal, la Guinée-Bissau, Togo, Bénin, Burkina Faso (15-25 %) souffriront de la crise mondiale.

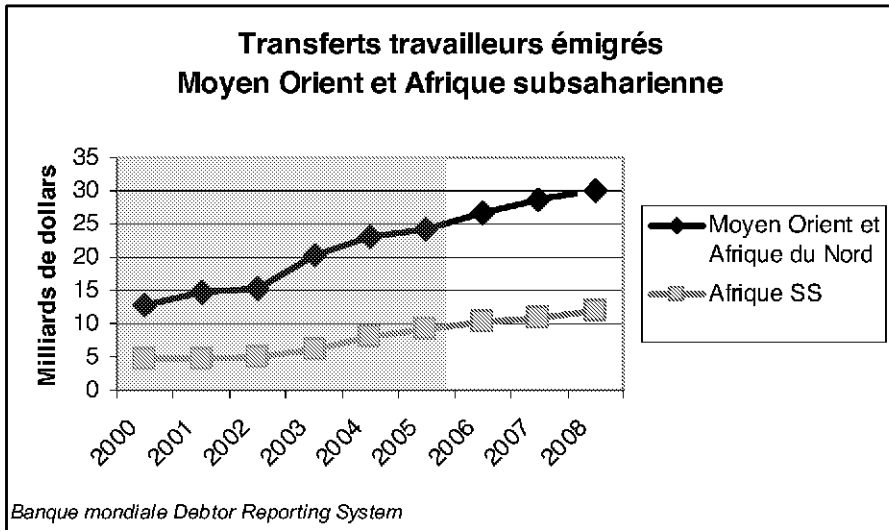
L'Afrique de l'ouest reçoit ses transferts de France et d'Europe méridionale et sera directement affectée par la crise car l'Europe

¹⁸ Banque mondiale

¹⁹ *ibid*

occidentale est officiellement entrée en récession. En outre, ces transferts étant directement liés à l'immigration, des politiques plus restrictives se traduiraient par des flux moins importants. Le Nigeria est le pays qui reçoit plus de transferts que tout autre pays africain en dessous du Sahara (soit 3,3 milliards de dollars en 2007), suivi du Kenya (1,3 milliards) et du Sénégal (900 MUSD).

Les transferts non officiels ne sont cependant pas pris en compte et sont bien plus élevés.



L'aide :

L'aide représente environ 40 milliards de dollars US. Après une baisse au cours des années 1990, elle est repartie à la hausse depuis les années 2000. Elle représente une part importante du budget dans la majorité des pays pauvres très endettés. Au Congo, elle a représenté 27,5 % du PIB en 2005, 15,1 % du PIB au Niger, 13 % du PIB au Mali et 8,4 % au Sénégal²⁰. Selon les estimations de la Banque mondiale, les décaissements d'aide publique au développement envers les pays d'Afrique subsaharienne avec un revenu par tête de 480 USD représentent environ 19,5 % du PIB.

²⁰ Organisation internationale de la Francophonie <http://www.espace-economique.francophonie.org/R-D-Congo.html>

Les décisions d'octroi sont prises en général une année fiscale avant, donc en 2008 et devraient peu grever les budgets des bénéficiaires. En revanche, l'aide peut être suspendue au cours de l'année en cas de « non-performance ».

L'aide au développement d'un milliard d'euros que la Commission européenne a proposé en juillet 2008²¹ de verser à l'Afrique est compromise par la crise financière, qui rend les Etats membres moins généreux. Ce milliard, provenant de la Politique agricole commune (Pac), devait servir à financer l'achat de semences et d'engrais pour l'Afrique. Depuis, les Etats membres semblent moins enclins à verser ces montants, préférant récupérer cet argent pour faire face à leur trésorerie tendue pour certains. L'UE, qui affirme être le plus grand contributeur mondial en terme d'aide au développement a fourni 44,4 milliards en 2007 (au lieu de 46 milliards initialement prévus).

Il convient cependant de noter qu'avec la crise financière mondiale, l'Agence française de développement AFD, qui a annoncé qu'elle ralentirait ses collectes de fonds sur les marchés, n'envisage pas de réduire ses engagements d'aide internationale.²² En effet, après une émission obligataire de \$1 million en juin 2008, en plein milieu de la crise des subprimes, l'AFD retardait sa prochaine émission jusqu'à l'amélioration des conditions du marché. L'AFD a annoncé pouvoir augmenter ses engagements financiers en 2009 d'un milliard d'euros pour atteindre 4 milliards d'euros.

L'intensification des liens commerciaux interafricains :

Les blocs existants (CEDEAO, COMESA, SADC, etc.) continuent d'échanger entre eux et de nouveaux blocs vont se former. En Afrique australe, c'est ainsi qu'un bloc de plus de 527 millions de consommateurs est annoncé, rassemblant 26 pays de la COMESA, SADC, allant de l'Egypte à l'Afrique du Sud et d'un PIB de 624 milliards de dollars.

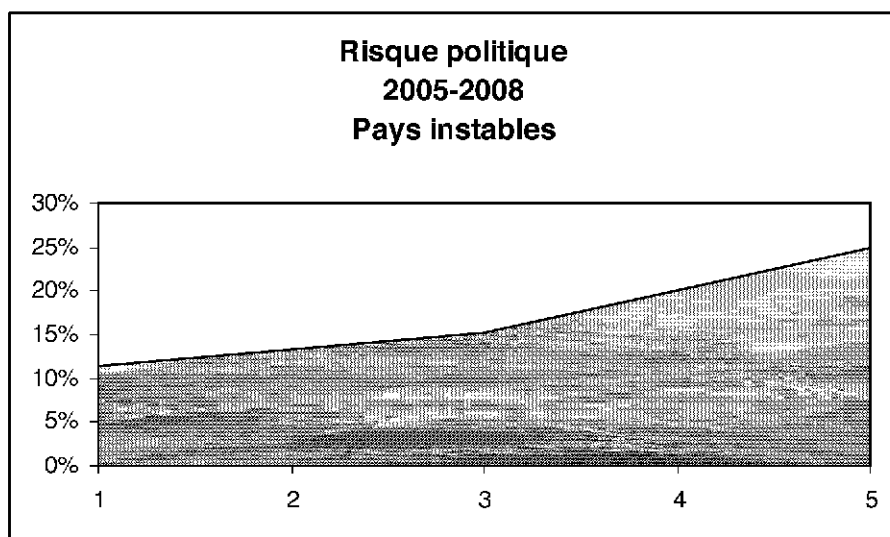
Des doutes subsistent cependant sur la mise en œuvre de tels chantiers, les blocs commerciaux existants connaissant encore quelques ratés.

²¹ , José Manuel Barroso

²² Reuters 26 novembre 2008

Situation politique

Sur le plan politique, 2009 est une année électorale dans une dizaine de pays. Pour le reste du continent, les dangers sur le plan politique se situent en Afrique centrale dans des pays comme le Congo (RDC) où les conflits couvent depuis de nombreuses années, au Cameroun où le pouvoir a fait modifier la Constitution pour permettre un nouveau mandat du président, la Corne de l'Afrique (Soudan, Djibouti, Ethiopie, Erythrée), le Maghreb (Tunisie, Algérie avec également la modification de la Constitution, Maroc, Egypte), en Afrique de l'ouest avec la Côte d'Ivoire dont nul ne sait quand la crise politique s'achèvera et le Burkina où le pouvoir semble entrer en phase de transition. La Guinée, qui fin 2008 a connu un changement non démocratique à sa tête, sera certainement déstabilisée pour les deux prochaines années au moins. Enfin, Madagascar connaît, deux ans avant ses élections, une détérioration de son climat politique.



Les conflits habituels et insurrections armées (Touareg, Delta du Nigeria, Bakassi au Cameroun, Tchad, Darfour) se poursuivront vraisemblablement.

2009, une année électorale :

Des élections sont prévues dans une dizaine de pays : Afrique du Sud, Algérie, Namibie, Niger, République du Congo, Tunisie, et Mozambique. Elles risquent d'être très tendues en Afrique du Sud, où l'ANC, le parti principal s'est divisé en deux, au Congo où un ancien du sérail se présente contre le président, et au Niger, où est emprisonné un premier ministre disposant encore de solides soutiens au sein du parti au pouvoir.

Dans huit pays africains, dont deux où se tiendront des élections (Congo et Tunisie), le président est au pouvoir depuis plus de 20 ans.

Modification des Constitutions :

Après l'Ouganda, où le président Museveni, au pouvoir depuis 1986, a modifié la constitution en 2005 pour briguer un troisième mandat et le Cameroun où le président Biya a fait de même, l'Algérie de Bouteflika vient de décider de faire sauter le verrou limitant les mandats présidentiels. Or, des élections doivent se tenir en 2009 et dans un contexte de tension sociale avec la vie chère et de désœuvrement d'une bonne partie de la jeunesse qui, lorsqu'elle n'émigre pas, tourne en rond, faute d'emplois. En dépit de la bonne performance sur le plan économique, les bénéfices de la croissance tardent à atteindre la population en Algérie. Au cours de l'année 2008, le moindre incident lors d'événements populaires (match de football, etc.) a dégénéré en quasi-émeutes. A cela s'ajoute la recrudescence d'attaques islamistes. Le Niger, où le président Tandja avait juré sur le Coran qu'il ne briguerait pas un troisième mandat, on assiste à des tentatives de prolongation de son mandat de trois dans « à la demande de ses partisans » qui souhaite ainsi voir le président régler la question de la rébellion touareg. Pendant cette transition, il sera mis en place "un gouvernement d'entente nationale" et élaboré une constitution pour une sixième république²³. Pendant ce temps, aucune élection ne sera organisée.

²³ AFP 21 décembre 2008

Dauphins à l'horizon :

Après le Togo où Faure Gnassingbé a succédé à son père en 2005, dans au moins deux pays où les élections sont prévues en 2012, à savoir, le Gabon et le Sénégal, les fils ont des ambitions présidentielles plus ou moins avouées. Cela entretient d'ores et déjà des tensions par exemple au Sénégal où le président du Parlement, Macky Sall, qui se positionnait comme candidat putatif, a été écarté. M. Wade a cependant démenti que son fils était candidat à sa succession. Au Gabon, Ali Bongo est de plus en plus présenté comme le successeur de son père, sans que l'on ne sache si cette option rencontrera l'aval de l'armée. En Egypte, Gamal, le fils de M. Moubarak, est sur les rangs.

Réformes

Le changement n'est pas toujours bien vécu, en raison des craintes qu'il inspire. Des privatisations annoncées en Algérie mettent le front social en ébullition. Il en est de même dans d'autres pays où les réformes ont été retardées, comme le Congo (RDC). Ailleurs, c'est le manque de confiance dans le pouvoir qui crée des tensions.

Insurrection armée/guerre civile

Six pays connaissent des insurrections armées pouvant déboucher sur des guerres civiles, localisées ou pas. Il s'agit de :

1. Nigeria (Delta) – Cameroun – Guinée Equatoriale: Depuis de nombreuses années, des groupes armés tels que le MEND (Mouvement pour l'émancipation du Delta du Niger) revendiquent un meilleur partage des ressources dans le Delta du Nigeria. Ils enlèvent des ressortissants étrangers et des représentants de l'Etat, n'hésitent pas à affronter les forces gouvernementales et ont gagné une certaine reconnaissance nationale. Ils sont responsables de la chute de près du quart de la production de pétrole du Nigeria. La multinationale Shell a dû déclarer la force majeure sur ses livraisons de pétrole en septembre 2008 suite à des attaques sur le terminal de Bonny (sud du pays) qui avaient endommagé l'oléoduc. Renforcés par

les prises d'otages et les rançons, ils sont de plus en plus audacieux. La mise en place d'un programme gouvernemental pour associer leurs leaders au processus de décision politique et économique de la région est controversé, car il équivaut une rémunération en échange de la tranquillité. Cette solution ne peut être que temporaire car une fois que d'autres leaders viendront aux affaires, il faudra leur accorder le même traitement. En outre, le mouvement, également lié au grand banditisme, semble déborder vers le Cameroun où la péninsule de Bakassi a vu des assassinats d'officiels et une prise d'otage audacieuse au cours du dernier trimestre 2008 ont démontré la capacité de nuisance des insurgés. En Guinée Equatoriale, de violentes attaques de banques et des assassinats fin 2007 semblent porter la marque de mouvements liés au MEND.

2. Mali et Niger (Touareg) : L'année 2008 a été marquée par une recrudescence des attaques par les mouvements rebelles et des affrontements avec les forces de l'ordre. La question touareg a des racines profondes et des ramifications dans toute la région (Algérie, Libye, Niger et Mali). Au Mali, les affrontements ont recommencé entre la rébellion et le pouvoir en mars 2008, après une trêve de six mois, lorsque les rebelles ont pris des soldats maliens en otage et les ont transportés au Niger où ils les ont remis au MNJ, le Mouvement Nigérien pour la Justice, montrant ainsi pour la première fois les liens existants entre les groupes rebelles dans les deux pays. Les combats ont repris en mai 2008 malgré la signature d'un cessez-le-feu en Libye. L'armée malienne n'est pas satisfaite de la façon dont le président malien « ATT » a résolu la crise touareg et un mouvement armé « les fils de la terre », composé essentiellement de membres de l'ethnie peuhl, a attaqué des Touareg. Fin 2008, alors que les autorités leur lançaient un appel à la paix, les rebelles du Mali (Ag Bahanga) ont attaqué les forces gouvernementales dans le nord, faisant une vingtaine de morts dans les deux camps. Début février 2009, Ag Bahanga affirmait vouloir regagner le processus de paix d'Alger. Les Touareg du Niger se sont illustrés par de nombreuses attaques liées ou non à l'exploitation d'uranium dans le pays ainsi que des enlèvements.

3. Côte d'Ivoire (ex-rébellion) – Libéria – Guinée – Mali - Burkina : Pendant la « crise » de 2002 suite à la tentative de déstabilisation du pays, aussi bien les forces armées régulières que les rebelles ont fait appel à des mercenaires et milices de pays voisins. Ces groupes sont encore actifs pour la plupart. C'est ainsi que le MODEL, un groupe libérien, a réclamé son dû aux autorités ivoiriennes en octobre 2008. La Guinée, dont le président est mort en décembre 2008, accusait déjà les pays voisins d'abriter des mercenaires cherchant à la déstabiliser encore un peu plus.
4. Congo RDC (rébellion de Nkunda) – Rwanda, Soudan - RDC – Ouganda (rébellion du LRA avec Joseph Kony). Depuis 2004, une rébellion tutsie harcèle les forces gouvernementales dans l'Est du Congo. Le général Laurent Nkunda, du CNDP, son chef historique, qui affirmait vouloir défendre les intérêts des Tutsi du Congo face aux milices hutues venues du Rwanda, a été destitué par un autre général du CNDP, Bosco Ntaganda, en pleine négociation de paix. En 2008, Nkunda avait ajouté à ses revendications la remise en question de contrats miniers. En résidence surveillée au Rwanda où il a été arrêté, Nkunda pourra refaire surface, car les enjeux économiques (course aux matières premières) sont importants et les dissensions au sein de la rébellion réelles. Pendant ce temps, la rébellion du LRA, qui a ses racines en Ouganda depuis plus de vingt ans, a débordé au Congo, au Soudan, et en Centrafrique. Malgré un effort concerté entre le Congo et l'Ouganda pour capturer Joseph Kony fin 2008, ce dernier continue de sévir et est responsable de la mort de centaines de civils dans la sous-région.
5. La corne de l'Afrique : La Somalie, qui vient pourtant d'élire son président, un islamiste modéré, continuera d'occuper le devant de la scène avec les actes de piraterie et les différentes luttes pour le pouvoir (rébellion *al shaabab*).

Les pays en proie à la montée islamiste (Mauritanie, Egypte, Tunisie, Algérie, Somalie, Nord Mali) continueront d'en faire les frais. A cela s'ajoute la grave crise politique à Madagascar qui a fait

une centaine de morts en janvier 2009, et qui n'est pas sans rappeler celle de 2002 qui a porté le président Ravalomanana au pouvoir.

Troubles récurrents qui vont se poursuivre?

Des conflits persistent depuis des années dans une dizaine d'années. Le Soudan, le Tchad, la Somalie, la Centrafrique, le Congo RDC et le Rwanda connaissent depuis des années des situations difficiles. Les foyers de tension entre l'Éthiopie et Érythrée, le Congo (RDC)-le Soudan et l'Ouganda se poursuivront au cours de l'année, en raison de leur complexité. Les tensions entre la France et Djibouti ainsi qu'avec le Rwanda, voire la Côte d'Ivoire risquent également de persister. A cela s'ajoute la montée de l'islamisme dans certains pays du Maghreb.

L'Afrique du Sud, qui a connu une grave crise sociale en 2008 avec montée de la xénophobie, risque de connaître des flambées de tension au cours des élections de début 2009. Elles seront cependant sans grande conséquence dans l'immédiat.

La sécurité alimentaire et écologique :

Les pays fragiles et instables sur les plans climatiques et alimentaires continueront de subir les effets du réchauffement climatique et sentiront moins vite la baisse des prix du carburant. Ceci concerne une quinzaine de pays du Sahel (Bénin, Burkina, Niger, Mali, Mauritanie, Tchad) et d'Afrique australe (Zimbabwe), de la corne d'Afrique (Éthiopie, Somalie, Zimbabwe, Mozambique, etc.). Le problème d'accès à l'eau demeurera tout aussi important pour beaucoup.

Seulement 9 % des ressources d'eau potable se trouvent en Afrique. Elles ne sont pas équitablement réparties, l'Afrique occidentale et l'Afrique centrale bénéficiant de précipitations nettement plus importantes que le Maghreb, la Corne de l'Afrique et le Sud de l'Afrique. Selon le Panel international sur le changement climatique (IPCC), le continent africain est le plus vulnérable au changement climatique. Les eaux de ruissellement et les ressources en eau devraient baisser dans les régions septentrionales et méridionales du continent; les inondations et les sécheresses seront plus fréquentes. Par voie de conséquence, 25 pays africains devraient subir des

pénuries d'eau ou des stress hydriques d'ici 2025²⁴. Les inondations, la sécheresse et les pénuries d'eau demeurent un problème crucial dans de nombreux pays.

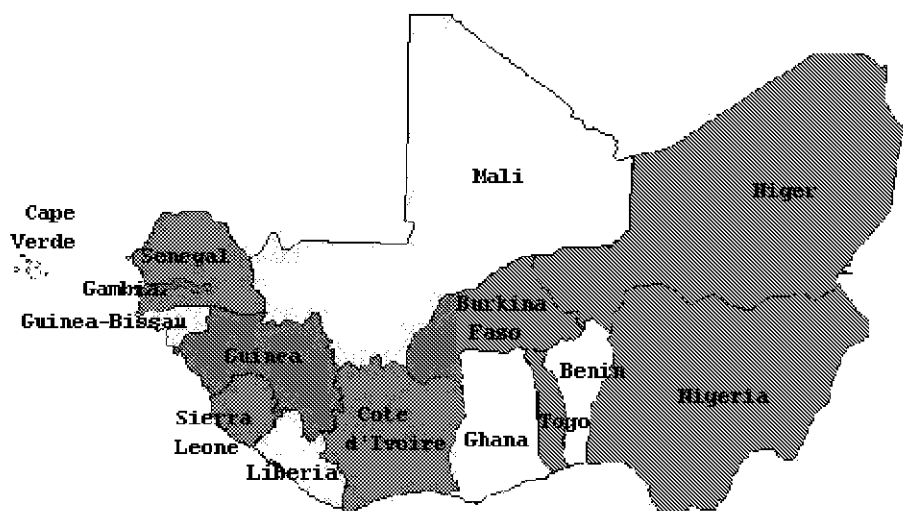
Géostratégie et défense :

Les Etats-Unis sont présents dans la totalité des pays d'Afrique de l'ouest par la force controversée Africom (U.S. Africa Command), dont le but est d'aider « à encourager la stabilité économique et politique et la bonne gouvernance afin de supprimer les facteurs qui contribuent au terrorisme et à d'autres problèmes régionaux ». D'autres pays comme la France participent à d'autres programmes tels qu'ACOTA (Africa Contingency Training). Par ailleurs, de nombreux accords de défense, initiatives régionales existent, dont les accords bilatéraux (France et ses ex-colonies). L'Africom est censée offrir un appui militaire aux programmes humanitaires, sanitaires et de développement. Le nouveau siège de l'Africom devait commencer ses opérations initiales en octobre 2007 et être pleinement opérationnel en octobre 2008. L'équipe de transition de l'Africom est actuellement basée à Stuttgart (Allemagne), siège du Commandement européen des États-Unis, mais les responsables du ministère de la défense souhaitent installer le siège de l'Africom en Afrique.

²⁴ <http://www.wateryear2003.org>

Afrique de l'ouest

La Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) comprend 15 pays et représente environ 20 % du PIB du continent (239 milliards de dollars en 2007), 30 % de sa population (290 millions d'habitants), avec trois grands pays : Le Nigeria, le Ghana et la Côte d'Ivoire qui à eux seuls, constituent plus de 80 % de l'économie de la région.



Source : USDOE

L'économie du Nigeria pèse 167 milliards de dollars, pour 140 millions d'habitants. La croissance a cru lentement au cours de ces dernières années (+5,1 % en 2006, +5,6 % en 2007). Initialement prévue à 6,1 % en 2008, la croissance sera plus faible, désormais attendue à 5,1 % et 4,7 % en 2009. Très dynamique, la région aura 100 millions d'abonnés au mobile d'ici 2011. La dette dans la région est en baisse, à l'instar des autres pays africains.

La sous-région exporte des diamants, de l'or, la bauxite, le cacao, le café, l'arachide, et le coton entre autres. Les échanges informels

dans la zone sont très importants, et concernent le bétail, les produits alimentaires et manufacturés.

- Les pays francophones : Rassemblés dans la zone UEMOA²⁵, ils partagent le CFA, la monnaie de la zone, arrimé à l'euro. Le PIB de l'UEMOA représente environ le quart de la CEDEAO (\$56 milliards en 2007 - Banque mondiale, Fmi)²⁶, pour une population de 81 millions (2006) soit environ le tiers d'Afrique de l'Ouest. La croissance du PIB dans l'UEMOA est estimée à 3,9 % en 2008 contre 3,2 % en 2007 selon la BCEAO, qui se base sur « la relance de la production agricole attendue et d'une bonne pluviométrie cette année ». Le taux d'inflation, quant à lui, augmente fortement, passant de 4,8 % en mars à 7,2 % en juin 2008. Le CFA fait régulièrement l'objet de critiques car il pénalise les producteurs de matières premières exportées, payées en dollars, à l'exception du cacao vendu à Londres qui lui est vendu en Livres Sterling.
- ZMAO ou WAMZ. La zone monétaire d'Afrique de l'ouest comprend le Nigeria, le Ghana, la Gambie et la Sierra Leone, pays anglophones, ainsi que la Guinée. L'Eco, la monnaie unique à la zone, sera lancée en décembre 2009 après que les critères de convergence soient atteints.

Si l'on est loin des conflits sanglants des années 90, deux pays connaissent une situation trouble, de ni-paix ni guerre (Côte d'Ivoire et Mauritanie) et le Nigeria, moteur de la région est durement frappé par les attaques du Delta. A cela s'ajoutent de nouvelles rebellions à proximité Bakassi, Cameroun) et la période d'instabilité qui vient de commencer en Guinée suite au décès du président Conté en décembre 2008, ainsi qu'en Guinée-Bissau, Etat où l'armée est puissante et des bruits de botte se sont faits entendre en fin d'année 2008.

Le Nigeria affiche malgré tout une certaine stabilité, certes récente (par rapport aux troubles des premières décennies après l'indépendance), qui a permis de mettre en place des programmes qui commencent à marcher. Le secteur agricole commence à se

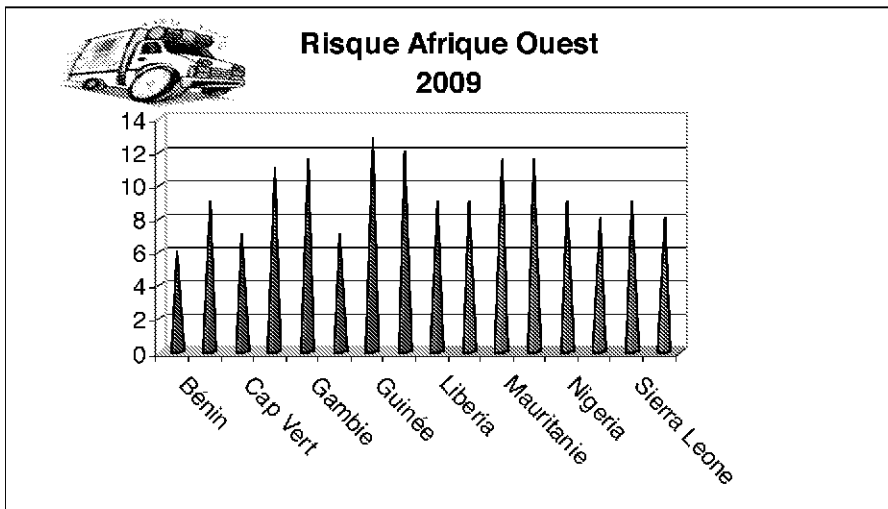
²⁵ Union économique et monétaire ouest-africaine

²⁶ Et 24,350 milliards CFA en 2005 (UEMOA, BCEAO - Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest)

développer, ce qui permet de réduire la dépendance au pétrole. Grâce à une consommation accrue du gouvernement consécutive aux recettes pétrolières plus importantes, le secteur non pétrolier a commencé à se développer. L'inflation est en baisse malgré des poussées en 2008 avec la crise de la vie chère. Sa dette internationale est en forte baisse (passant de 60% du PIB en 2004 à 3% en 2007) suite aux remises de dette (Club de Paris) et au rachat de sa dette commerciale (Club de Londres). Le revenu par tête a doublé, atteignant presque \$1.500. Noté BB+, le Nigeria sera cependant touché par la crise du crédit, et ce, malgré ses excédents budgétaire et courant, ses importantes réserves en devises. Sa monnaie était en forte baisse par rapport au dollar début 2009. Le budget 2009 a été préparé sur la base d'un baril à \$45 dollars au moment où ce produit passait sous la barre de \$40 et le déficit fiscal va se creuser. En outre, les investissements de compagnies pétrolières risquent de se réduire.

Enjeux de la région Afrique de l'Ouest:

La zone Afrique de l'Ouest est en risque gérable, classée 9,4 sur une échelle maximum de 14. Cette classification est due à la dépendance aux matières premières (coton, or, bauxite, cacao, pétrole), la situation politique et sécuritaire incertaine dans quatre ou cinq pays (Côte d'Ivoire, Guinée, Mauritanie, Niger ainsi que le Nigeria et le Mali, en proie à des rébellions).



Matières premières : pétrole, cacao, phosphates

Le pétrole et le gaz naturel se retrouvent en Mauritanie et dans des pays du Golfe de Guinée tels que le Nigeria, la Côte d'Ivoire et le Ghana, futur producteur de pétrole, en zone côtière. L'uranium est exploité dans le désert du Niger. L'or (Ghana, Mali, Burkina) représente 24 % de la production africaine et va attirer des investisseurs du continent, désireux de diversifier leurs investissements.

Parmi les défis de la région :

- Fourniture d'électricité : Le taux d'accès à l'électricité est très inégal en Afrique de l'ouest, avec 40 % des ménages couverts en Côte d'Ivoire ou au Nigeria en 2005 contre 5 % au Burkina. Le Sénégal connaît des problèmes récurrents de fourniture d'électricité, bien que 32 % des ménages aient accès à l'électricité. Ces problèmes, qui ralentissent la production en pénalisant les entreprises, vont persister en 2009.
- Près de 40 % de la population vit dans les zones urbaines, mettant sous pression les infrastructures sanitaires et sociales. Avec le manque d'opportunités en zone rurale, la tendance va s'accroître au cours des années à venir.
- Faible capacité de raffinage : Le Nigeria, parmi les premiers producteurs du pétrole africain avec près de 20 % du total, n'en raffine toujours qu'une infime partie, utilisant ainsi ses précieuses devises au moment où les prix du brut sont en baisse d'au moins 50 %.

Contrats et accords internationaux :

- AGOA²⁷ : Depuis mai 2000, la plupart des pays d'Afrique de l'ouest sauf la Côte d'Ivoire sont membres de l'AGOA, accord qui vise à promouvoir le commerce et les investissements entre les Etats-Unis et les bénéficiaires qui ont ainsi accès au marché américain. Très peu de pays ont réellement pu en profiter, ayant peu de produits à offrir et rencontrant des difficultés pour se conformer aux normes de l'AGOA. C'est le cas notamment du Bénin. D'autres pays tels que le Nigeria et le

²⁷ African Growth and Opportunities Act

Ghana en revanche voient leurs échanges se développer avec les Etats-Unis.

- Accords de pêche (UE, Chine, Russie) : Les accords de pêche avec l'UE durent en moyenne trois ans et représentaient entre 15 % (Mauritanie) et 30 % (Guinée-Bissau) des budgets des pays concernés.
 - Côte d'Ivoire : Renouvelé en 2007 pour six ans, pour la pêche thonière, et des quantités en baisse (de 9000 à 7000 tonnes par an)
 - Mauritanie : Des accords ont été signés fin juillet 2008. Le gouvernement mauritanien devait percevoir 86 millions d'euros à la date du 31 août 2008.
 - Guinée : Expiration de l'accord en cours fin décembre 2008, négociations pour un nouvel accord remises à plus tard avec le changement de régime.
 - Guinée Bissau : Un nouvel accord de pêche entre l'UE et la Guinée-Bissau, d'une durée de quatre ans (juin 2007 à juin 2011), en contrepartie de 28 millions d'euros et 500 000 euros par an. Des quotas de pêche sont attribués aux bateaux battant pavillon européen, dont 19 thoniers senneurs, 14 bateaux canneurs et 4 palangriers de surface²⁸.
 - Sénégal : Accords officiellement expirés depuis 2006.
- APE - Accords de partenariats économiques: En début d'année 2008, ils avaient soulevé la polémique, certains pays de la CEDEAO comme le Ghana et la Côte d'Ivoire ayant dû signer des accords intérimaires alors que la zone aurait voulu négocier en bloc. L'organisation non-gouvernementale Oxfam France estime que la signature de l'accord d'étape entre la Côte d'Ivoire et la Commission européenne est précipitée et met en danger la dynamique régionale en Afrique de l'Ouest dans le cadre de propositions de la CEDEAO qui s'est fixée jusqu'au mois de juin 2009 pour signer l'accord complet sur les marchandises, les biens et les services.

²⁸ Les Afriques 30 mars 2008

Politique et sécurité

La situation politique en Afrique de l'ouest reste dominée par la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée Bissau, et la Mauritanie. Le Mali et le Niger sont des points vulnérables en terme de sécurité. Paradoxalement, le Ghana et le Nigeria, tous deux des pays anglophones ayant connu de graves troubles et une forte instabilité pendant les premières décennies après les indépendances, sont devenus des îlots de stabilité. Le Nigeria est cependant susceptible de connaître des troubles liés à la religion (Jos) et à la crise du Delta.

Afrique centrale

La région pèse environ 70 milliards de dollars, soit 6 % du PIB de l'Afrique, et représente environ 15 % de la population d'Afrique. Les pays phares sont le Cameroun, le Gabon, le Congo Brazzaville et le Congo RDC.

Parmi les six pays membres de la CEMAC, cinq sont producteurs de pétrole (Guinée Equatoriale, Gabon, Cameroun, République du Congo, Tchad) et au moins deux sont producteurs de minéraux : Gabon (manganèse, or, diamants), Congo Kinshasa (coltan, cuivre, diamants, cassitérite, etc). Un tiers des pays de la CEEAC²⁹ sont en conflit : Congo RDC, Rwanda, Centrafrique.

La région est passée de 34,1 millions d'habitants en 2003³⁰ et 28,8 milliards CFA PIB à 70 milliards en 2008. La croissance s'est accélérée à 3,3 % en 2007 et est estimée à 5 % en 2008. Elle est attendue à la baisse en 2009, à 3 % au lieu de 5,8 % selon les données de la Banque centrale des Etats d'Afrique centrale (BEAC). Le taux d'inflation de la zone sera en hausse, à 5 % contrairement aux prévisions de 4 %. La baisse des prix du brut dont dépendent les cinq pays producteurs de pétrole en est responsable. A cela s'ajoute la faiblesse de la demande pour les autres matières premières. Les IDE ne seront pas non plus au rendez-vous, les projections du Fmi chutant de \$2,5 milliards à \$800 milliards.

L'isolement de l'Afrique centrale ne l'a pas protégée des conséquences directes de la crise financière. En effet, malgré un environnement bancaire et financier caractérisé par la quasi-absence de placements financiers extérieurs, la BEAC – banque centrale a perdu 300 milliards de CFA avec des placements de la Société Générale.

Par ailleurs, dépendante de l'aide extérieure elle ressentira les effets de la crise, même si les décisions sont prises pour plusieurs années. Le

²⁹ Communauté économique des Etats d'Afrique centrale

³⁰ Banque mondiale

Cameroun a par exemple son C2D et X^{ème} FED approuvé pour plusieurs années.

Enjeux de l'Afrique centrale :

Matières premières :

- Pétrole : Le Cameroun, le Gabon, le Congo (République), le Tchad et la Guinée Equatoriale sont producteurs de pétrole et sensibles aux fluctuations des prix de ce produit. En Guinée Equatoriale et au Tchad, la production augmentera car les champs sont encore nouveaux. Cependant, au Cameroun, Gabon, et en République du Congo les champs sont vieillissants. La baisse des cours pétroliers et des produits de base permettra de réduire l'inflation et aux populations de souffler quelque peu.
- Bois : Grande exportatrice de bois vers l'UE et les Etats-Unis ainsi que l'Asie, la CEMAC a commencé à ressentir les effets de la crise immobilière en Espagne et aux Etats-Unis dès la fin du premier trimestre 2008.
- Les mines : Sur un total de 75 unités de transformation de cuivre, 45 ont fermé depuis juillet 2008³¹ au Congo (RDC). Des sociétés telles que Katanga Mining, Anvil Mining et Central African Mining and Exploration Company ont suspendu certaines de leurs activités au Congo avec la hausse des coûts et la chute des prix. Selon les dernières estimations du gouvernement, seulement 365.000 tonnes seront exportées en 2009 contre des prévisions de 410.000 tonnes. La production de cobalt est encore plus affectée avec des exportations chutant à 32.000 tonnes contre 42.449 en 2008, et une baisse de plus de 50 % par rapport aux prévisions initiales de 65.000 tonnes. Avec la baisse des investissements dans le secteur, les sociétés ont du remettre à plus tard leurs projets de développement.

³¹ Reuters 18 décembre 2008

La diversification

Certains pays ont commencé à récolter les fruits de leur diversification. C'est le cas du Gabon, qui a connu une forte croissance hors pétrole en 2007/2008 avec le manganèse et le secteur forestier.

Politique et géostratégie

L'Afrique centrale est en situation de risque élevé. La région s'étend de pays tels que le Tchad, à mi-chemin entre l'Afrique arabophone, francophone, et anglophone, à des pays côtiers et francophones tels que le Congo, le Gabon, le Cameroun et la Guinée Equatoriale, lusophone et francophone. Les enjeux pétroliers sont importants, mais les questions de religion le sont tout autant, avec le Soudan à l'Est de la région. Le Tchad, la Centrafrique et le Congo (RDC) continuent d'occuper le devant de la scène avec des crises récurrentes. La crise au Soudan affecte ces trois pays. Cependant, d'autres pays tels que la République du Congo, où se tiendront des élections présidentielles en 2009, sont en situation de risque.

- Le Tchad : Au centre des enjeux pétroliers et géostratégiques de plusieurs puissances (Etats-Unis, France, Chine), le Tchad n'est pas près de trouver la stabilité. Son président, Idriss Déby totalise dix-huit ans au pouvoir après avoir modifié la Constitution. Contesté jusqu'au sein de sa propre famille, la chute de son régime n'est qu'une question de temps malgré le soutien de la France et des occidentaux qui redoutent entre autres de voir le Tchad tomber sous influence islamiste et le pétrole passer dans des mains chinoises.
- La Centrafrique : Pays à la merci de toutes les rébellions, le régime est également dans une situation de grande précarité politique et peut tomber avant les élections prévues en 2010, malgré le soutien de la France et le verrouillage de l'armée, acquise au pouvoir. Le conflit au Darfour s'est propagé en Centrafrique (et au Tchad).
- Le Congo (RDC) : La rébellion du CNDP – Congrès national pour la défense du peuple, soutenue par des puissances étrangères via le Rwanda pour contrer entre

autres l'avancée de la Chine, a déstabilisé toute la partie orientale du pays. Son ex-leader Laurent Nkunda qui, au début se présentait comme le défenseur des Tutsi, a en ajouté à ses revendications la résiliation des contrats chinois, par ailleurs fort controversés, le Parlement congolais ayant été divisé à ce sujet. Même s'il a été défait par son collègue le général Bosco Ntanganda (par ailleurs recherché pour crimes de guerre), la victoire militaire de M. Nkunda sur l'armée congolaise a démontré la faiblesse et l'indiscipline de celle-ci, qui n'a par ailleurs pas hésité à s'en prendre à la population. Par ailleurs, la rébellion du CNDP continuera de constituer une menace pour le Congo, qui pourra être brandie à chaque fois que le besoin s'en fera sentir. Tout cela ajoute à l'instabilité du pays et de la région. Le régime Kabila, élu en 2006, tiendra-t-il jusqu'en 2011 ? A cette rébellion s'ajoute celle de la LRA – Armée de la Résistance du Seigneur de Joseph Kony d'Ouganda, qui déborde sur la RDC et le Soudan, pays qui soutenait ce mouvement.

- Le Congo (République) : Des élections sont prévues en 2009 et opposeront M. Denis Sassou Nguesso, le président actuel, à Mathias Dzon, ancien ministre des finances et directeur de la Banque centrale des Etats d'Afrique centrale (BEAC). Le pays connaissant déjà des clivages ethniques (nordistes, pool et téké), un vote ethnique est à craindre. Ce pays saura-t-il se souvenir des blessures encore fraîches de la guerre civile ?
- Le Burundi : Après treize ans de guerre civile et plus de 300.000 morts, le Burundi cherche la paix. Une force spéciale de l'UA est chargée d'assurer la sécurité des derniers rebelles (FNL – Forces nationales de libération) qui ont conclu un accord de cessez-le-feu en 2006. La situation politique s'est tendue au cours des derniers mois. Le Burundi devait démobiliser près de 10.000 hommes entre 2007 et 2008
- L'Ouganda : Ce pays fait face depuis 1988 à la rébellion de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA). Deux millions de personnes sont déplacées par ce conflit et les morts se

comptent par centaines. Malgré des négociations de paix en 2006, de nombreuses violations des accords sont constatées.

Contrats et autres conventions :

- Sao Tomé et Principe: Un nouvel accord a été signé en 2007 pour quatre ans, autorisant 43 navires européens à faire des prises dans les zones de pêche maritime de l'archipel. Sur les 43 navires autorisés, figurent 25 thoniers senneurs congélateur dont 13 espagnols et 12 français, et 18 palangriers de surface parmi lesquels 13 bâtiments battant pavillons espagnols et 5 portugais. On rappelle que dans l'accord précédent ce sont 61 navires européens qui étaient autorisés à opérer des eaux maritimes de Sao Tomé et Principe. En vertu de cet accord, Sao Tomé, bénéficie d'une compensation financière de 663.000 euros dont 552.000 euros seront versés pour l'exploitation d'un quota annuel de référence de 8500 tonnes de thon. Sao Tome a par ailleurs un contrat d'exploitation exclusif pour le pétrole avec la firme nigériane Chrome qui a racheté les droits à une société américaine.
- Le retrait de la Banque mondiale du programme de financement des infrastructures pétrolières au Tchad, suite au non-respect de la part du gouvernement des clauses d'un accord au termes duquel il s'engageait à verser initialement 70 % des recettes pétrolières dans un fonds destiné aux générations futures. Les conséquences pour le Tchad en 2009 seront une baisse des échanges avec l'ensemble de la communauté des bailleurs de fonds, dont la Banque mondiale est un acteur principal.

Le Maghreb

Son PIB (y compris la Mauritanie), de 303 milliards de dollars en 2008, représente 31 % du PIB de l'Afrique et sa population, 18 % du continent. Cependant, la région a enregistré également un taux d'inflation de 6,10 % et le chômage est estimé dans les cinq pays à 11,30 % en 2007.

La croissance est attendue à 4,5 %, voire 5 % en 2009, avec 3,5 % en Algérie, première économie de la région (PIB de 134,3 millions de dollars). La politique de désendettement de l'Algérie en fait aujourd'hui un créancier net. Le budget 2009 prévoit des taux d'inflation de 3,5 pourcent et une croissance globale de 4,1 %.

La croissance du Maroc reste robuste, à 4,5 % tandis que la Tunisie passe de 5,8 % à 6,2 % en 2009.

L'Algérie et la Tunisie votent en 2009 ; ce qui n'est pas tant un facteur de risque en Tunisie, l'est plus en Algérie, où des débordements sont possibles. Plus inquiétant, la montée islamiste dans certains pays du Maghreb, alimentée souvent par la pauvreté et les inégalités sociales.

Enjeux du Maghreb

Les exportations vont connaître un tassement pouvant faire passer leur taux de croissance de 26,9 % en 2008 à 4,8 % en 2009 et, par ricochet, feront « baisser le taux de croissance dans la région (Maghreb), dont l'exportation est l'un des principaux moteurs de développement³² ».

La région reste vulnérable aux fluctuations des prix des produits alimentaires, et dépend fortement des transferts des travailleurs émigrés, qui ont représenté 6,7 milliards de dollars en 2007 au Maroc, soit environ 9 % du PIB et en croissance de 25 % par rapport à 2006.

En Egypte, ils ont été également en hausse de 25 % en 2007, atteignant 6,3 milliards de dollars. La croissance moyenne a été de

³² Economiste tunisien Taoufik Rajhi

7 % en Egypte. La crise financière mondiale aura pour effet de réduire les IDE. La consommation privée est sous pression avec l'inflation et les exportations vont baisser avec la crise mondiale. Le déficit de la balance courante s'est creusé en dépit de la constance des revenus des exportations, transferts de travailleurs émigrés, du tourisme et du Canal de Suez. En effet, une augmentation des importations avec le dynamisme de la demande interne et la libéralisation du commerce ont contribué à aggraver le déficit courant. Ceci, combiné aux désinvestissements en bourse a mis les réserves et le taux de change sous pression. Les flux d'IDE ne suffiront pas à combler le manque à gagner provenant de la baisse des exportations.

Les flux financiers des pays du Golfe sont déjà annoncés à la baisse, ces pays étant eux-mêmes durement touchés par la crise financière. Cependant, le Maghreb représente toujours une destination attrayante au vu des difficultés d'investir en Europe ou aux Etats-Unis en 2009. Entre 2000 et 2005, le Maroc a reçu 7,6 milliards de dollars d'IDE (dont 3,6 milliards dus aux privatisations)³³. Le Maghreb a été en 2008 la zone qui a attiré le plus d'investissements arabes en Afrique avec le Maroc (80%) et l'Algérie³⁴ en tête (plus de 10 milliards de dollars). La Libye a annoncé la création de la « *African Investment Bank* » (AIB), dotée d'un capital de \$25 milliards, pour financer des projets de développement.

- i. **Matières premières : pétrole, gaz, phosphates :** La région est sensible aux restrictions imposées par l'OPEP sur la production, et a connu des difficultés techniques de production. Ce fut le cas de l'Algérie en 2007, où le pétrole et le gaz représentent 97 % des exportations totales. L'Algérie et les Pays-Bas envisagent un partenariat entre la Sonatrach (Algérie), le NNPC³⁵ (Nigeria) et la Royal Dutch Shell pour l'exploitation et le transport de gaz nigérian à travers le Sahara. Les coûts d'investissement sont estimés à \$10 milliards pour le pipeline et \$3 pour les centres de collecte. Le projet permettrait de transporter jusqu'à 30 milliards de mètres cubes par an vers l'Europe par un

³³ Le Soir d'Algérie par Abdelmadjid Bouzidi

<http://www.lesoirdalgerie.com/articles/2008/09/10/article.php?sid=73171&cid=8>

³⁴ Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI)

³⁵ Nigerian National Petroleum Corp

pipeline de 4.128 km (2,580 miles) à partir de 2015 et il traversera le Niger outre le Nigeria et l'Algérie.³⁶ Il permettra à l'UE de diversifier ses sources d'approvisionnement.

- ii. **Les exportations de produits manufacturés vers l'UE et les Etats-Unis :** Ils vont baisser avec la crise financière mondiale. La Tunisie, le Maroc et l'Egypte sont grands exportateurs de produits manufacturés (textiles, etc.) vers les pays industrialisés.
- iii. **La création d'emplois par le secteur privé :** En Algérie, le secteur public est encore trop présent et peine à employer une jeunesse désabusée qui se tourne vers l'exil.
- iv. **Plus de flexibilité dans l'économie :** Le Fmi a recommandé que l'Algérie adopte des politiques économiques plus flexibles pour faire face à une chute brutale des recettes pétrolières. Le système bancaire de ce pays est peu exposé aux flux financiers internationaux et ainsi protégé de la contagion de la crise financière.
- v. **Contrats :** Des contrats ont été signés avec les Etats-Unis et l'UE (pêche), ainsi que « partenariat commercial avancé avec le Maroc » qui concerne un libre échange et permet notamment de financer les infrastructures de ce pays tout en couvrant également des accords de partenariat dans le domaine de la pêche ;
- vi. **Géostratégie, immigration :** La région est courtisée à la fois par les Etats-Unis, l'UE et la Russie pour ses ressources (gaz et pétrole) et sa position géographique. La Libye s'est réconciliée avec les occidentaux depuis 2008 et de nombreux contrats ont été signés. Le premier ambassadeur américain en 36 ans a pris fonction à Tripoli en décembre 2008. M. Kadhafi avait adhéré au programme anti-terroriste américain en 2003. La Libye représente un rempart contre l'immigration clandestine en Europe. En ce qui concerne l'Egypte cependant, hormis la bande de Gaza où elle continue de jouer un rôle, son importance régionale s'est amoindrie avec l'Arabie Saoudite qui joue un rôle de premier plan dans la région. L'assistance économique

³⁶ Reuters 11 janvier 2009

américaine est en baisse depuis 1998, en tandem avec celle à Israël. Pour 2009, l'aide se chiffrera à \$1,5 milliards au total dont \$200 MUSD pour l'aide économique.

Politique

La Tunisie va voter en novembre 2009, et le président Ben Ali se représentera pour un cinquième mandat. Pays verrouillé par M. Ben Ali, vitrine de l'occident, la Tunisie est cependant menacée par la montée de l'islamisme radical. Dans un pays où l'opposition n'a actuellement que 37 sièges réservés à elle sur 189 sièges, les autorités annoncent une réforme du code électoral pour porter ce nombre à 50. L'opposition a huit partis dont seulement cinq sont représentés à la chambre des députés. Le parti au pouvoir, le RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique) a remporté 80 % des sièges.

L'Algérie va également voter, et M. Bouteflika, après avoir modifié la Constitution, peut se présenter pour un troisième mandat s'il le souhaite. L'opposition a annoncé vouloir se rassembler et présenter un seul candidat, mais ses chances sont minces, la politique en Algérie dépendant des « grands électeurs » dans l'armée notamment. Ces derniers mois ont vu l'apparition de nouveaux phénomènes notamment des émeutes après des événements sportifs, prétextes à un ras-le-bol profond chez une jeunesse qui demande des emplois ou est candidate à l'exil. L'Algérie a connu une recrudescence de la violence en 2007 et 2008, avec de nombreux attentats, cependant, le nombre de victimes a baissé de 491 en 2007 à 338 en 2008. La lutte contre le GSPC, devenu « Branche d'Al Qæda au Maghreb islamique » AQMI se poursuivait avec un certain succès et des redditions ont eu lieu en 2008.

La Libye, tenue par une main de fer par le colonel Kadhafi depuis 40 ans, devrait connaître peu de changements. Courtisée à la fois par les Russes et les Américains, elle est l'amie de la France et est de plus en plus consultée dans la résolution de conflits régionaux.

L'Egypte, souvent qualifiée de gérontocratie car son président, âgé de 80 ans, est entouré de nombreux conseillers âgés, demeure un pays sensible à la croisée du Proche Orient et de l'Afrique. Gamal, le fils de M. Moubarak, serait sur les rangs de la succession. Les Etats-Unis, qui financent chaque année \$2 milliards en assistance, ont annoncé une aide militaire de \$13 milliards sur une période de dix ans dans le cadre

d'un programme régional. Israël recevra \$30 milliards de 2009 à 2018, soit une augmentation de 25 %. L'aide américaine, qui tente d'imposer des conditionnalités notamment sur les droits de l'homme, va se poursuivre, vu l'importance des enjeux, notamment du Canal de Suez. L'armée joue un rôle important dans un pays frappé par le chômage et l'on estime que l'industrie de défense emploie plus de 100,000 personnes¹³. Etat laïc, l'Egypte est opposée aux islamistes et craint que le Hamas ne serve de modèle aux Frères Musulmans. Environ 20 % de la population égyptienne vit en dessous du seuil de la pauvreté tandis que 40 % vit avec moins de \$2 par jour. Fort peuplé (80 millions d'habitants), l'Egypte fait face à la pression démographique surtout le long du Nil et dans la capitale. Les autorités subventionnent le pain car elles savent que des pressions inflationnistes pourraient amener la population à se révolter. Cependant, le système de subventions a montré ses limites à cause de la corruption. Le régime a tremblé lors de la crise de la vie chère entre avril et juin 2008.

Le Maroc a connu des législatives en 2007 qui ont vu l'arrivée au pouvoir du plus vieux parti, Istiqlal (parti nationaliste), battant les socialistes qui étaient arrivés premiers en 2002. Autre fait marquant, le recul des islamistes. Plus inquiétant cependant, le faible taux de participation.

Des négociations directes se sont tenues en juin 2007 au Sahara entre le Maroc et le mouvement indépendantiste du Polisario. En 2009, Christopher Ross, un diplomate américain chevronné a été nommé nouvel envoyé spécial de l'ONU. Arrivera-t-il à mettre d'accord les deux parties en conflit depuis plus de 30 ans ?

Afrique australe

La région représente 33 % du PIB (433 milliards de dollars U.S) et 20 % de la population africaine. L'Afrique du Sud représente 64 % du PIB d'Afrique Australe et 23 % de la population à elle seule. Ce pays, le moteur de l'Afrique, va voter en 2009. L'on craint un virage à gauche de ce pays alors que la question de la terre n'est pas encore résolue et que la crise financière est encore là. La croissance dans ce pays s'est située en moyenne à 5,5 % au cours des dernières années, cependant, pendant la première moitié 2008 elle a reculé à 4,2 % notamment à cause de la crise de l'électricité, qui a coûté entre \$253 et \$283 millions en 2008, dont la moitié était en pertes du secteur minier³⁷.

En 2002, l'Afrique du Sud était le troisième investisseur sur le continent après la Grande Bretagne (\$20 milliards) et les Etats-Unis (\$19 milliards), essentiellement dans la sous-région, dans des pays comme le Mozambique (700 MUSD soit 50 % des investissements), l'Ile Maurice (400 MUSD), la Namibie, le Zimbabwe³⁸, etc. Cette tendance s'est poursuivie au cours des dernières années et devrait continuer en 2009.

L'Angola, deuxième économie de la région avec un PIB nominal de 61.334 milliards de dollars, est fortement dépendant du pétrole, qui représente près de 90 % de ses exportations. Elle vient de sortir avec succès d'élections qui ont vu le renforcement du parti au pouvoir en septembre 2008. L'Angola est membre de l'AGOA. La croissance est attendue à 11.8 % en 2009 et l'inflation restera au dessus de 10 %, mais en dessous des 15 % de 2008.

Le Zimbabwe est un véritable boulet pour la région, même si la reprise de l'aide est annoncée. Avec des taux d'inflation record (2.000.000 %), l'économie zimbabwéenne est en faillite depuis plusieurs années, et le PIB en recul.

³⁷ Département américain de l'Energie 2008

³⁸ www.odi.org.uk/iedg/projects/fdi_african_countries_rpt.pdf

Le Kenya, moteur de l'Afrique de l'est, noté « B » (et « B+ » avant la crise électorale de 2007), a amorcé son redémarrage depuis le début de l'année. Le gouvernement d'unité nationale du Kenya tiendra-t-il ? La croissance du PIB est réduite à 1,5 % en 2008 (contre une moyenne de 6% par) suite aux troubles qui avaient désorganisé entre autres le secteur agricole et accru l'inflation (18 % en janvier 2008 contre moins de 9 % en 2007). Les exportations ont souffert sur le court terme ainsi que le tourisme mais les transferts des travailleurs émigrés et ceux des bailleurs de fonds ont permis de limiter les dégâts.

La Tanzanie, le Botswana, la Namibie et le Mozambique demeurent des pays bien gérés dans l'ensemble. Sur le plan économique cependant, ils seront également touchés par la crise de la vie chère, le réchauffement climatique (inondations Mozambique). En Ouganda, les recettes à l'exportation de café en 2007/2008 ont augmenté de 52 % ; atteignant 388,4 MUSD, avec une production de 220.000 de tonnes. Le pays a connu un déficit courant de \$217,5 millions contre \$76,2 en novembre 2007 à cause des importations du secteur privé, et une chute des exportations de 20%, passant de \$161,9 millions en octobre contre \$202,7 millions.

Les blocs régionaux :

La SADC : Son PIB est estimé à 296,4 dollars US (2004) avec en tête l'Afrique du Sud (280 milliards de dollars). Elle comprend l'ensemble des pays de la région sauf le Kenya et l'Ouganda. Tous les pays de la SADC sont membres de l'AGOA sauf le Zimbabwe et les Comores. Les pays de la côte Est (Kenya, Tanzanie) ainsi que l'Ouganda sont sensibles à la performance du secteur agricole (thé, café) et à la sécheresse.

Le bloc COMESA, qui part de l'Egypte au Botswana sans l'Afrique du Sud, le Mozambique, la Tanzanie et la Somalie représente 390 millions d'habitants et 192 MUSD PIB. Le bloc EAC (Ouganda, Tanzanie et Kenya) comprend 91 million habitants et 31 milliards US.

Un bloc économique régional est annoncé. Il comprend 527 millions de personnes et est d'un PIB de 624 milliards, allant de l'Egypte à l'Afrique du Sud et rassemblera trois blocs (COMESA, SADC et EAC). Il existe 30 accords commerciaux régionaux et en

moyenne chaque pays est membre de quatre groupes. L'EAC par exemple connaît des problèmes car certains pays ont craint de se voir dominés par d'autres.

Enjeux de l'Afrique australe :

- i. **Les élections en Afrique du Sud :** Prévues au premier trimestre, elles seront probablement remportées par l'ANC, mais risquent d'être tendues. Le COPE – Congress of the People – ambitionne de devenir le parti de tous les sud-africains, de la nation arc-en-ciel.
- ii. **Les élections au Mozambique :** Elles devraient se dérouler de manière pacifique dans un pays converti à la démocratie depuis une vingtaine d'années.
- iii. **La crise financière :** L'Afrique du Sud, notée BBB+, est à la fois une économie financière que minière. Entre juin 2007 et mars 2008, les *spreads* sur les obligations se sont détériorés de plus de 200 points de base en Afrique du Sud³⁹, traduisant déjà une tension sur le crédit, et les prix des actions se sont effondrés dans ce pays ayant un déficit important de la balance courante. La bourse s'est effondrée entre septembre et novembre 2008 à l'image des bourses mondiales.
- iv. **La crise énergétique :** Elle a été à l'origine de la baisse de 20 % de la production minière début 2008 de Goldfields et AngloGold, les plus grandes compagnies minières du pays.
- v. **La situation budgétaire en Afrique du Sud :** Elle s'est considérablement améliorée, les réserves sont en hausse début 2009, à \$33 milliards (contre \$32 milliards à fin 2008), mais le déficit courant est en hausse.
- vi. **L'inflation :** Comme dans la plupart des pays ayant connu une croissance rapide du crédit, l'inflation est en hausse en Afrique du Sud, dépassant les 13 % en Juillet 2008. Pour y remédier, la banque centrale a augmenté les taux directeurs de 300 points, passant à 12 %.
- vii. **Matières premières :** En Angola, qui a brièvement supplanté le Nigeria comme premier producteur de pétrole

³⁹ Banque mondiale

au premier trimestre 2008, la croissance atteint des sommets. Ce pays est tributaire des cours internationaux du pétrole. Courtisé par la Chine et les occidentaux, il cherche une troisième voie et a démontré qu'il n'était avec aucun bloc.

Challenges

- **Le déficit courant de l'Afrique du Sud (7,3 % du PIB) :**
Il va se creuser en 2009 avec la dette et conduire à une plus grande dépréciation de la monnaie, qui a perdu 30 % par rapport au dollar au cours des derniers mois 2008. Le déficit courant a en effet atteint son pire niveau en 36 ans et l'inflation, à 9 %, ont rebuté les investisseurs sur fond de crise des *subprimes*. La crise de l'électricité avec ESKOM avec pour résultat la fermeture de grandes mines et les nouvelles de crise en Chine ont fait plonger le Rand, malgré une reprise début 2009. L'agence de notation Standard & Poor's a, à la suite de Fitch dégradé sa note concernant les perspectives d'Afrique du Sud à cause de son déficit courant et du ralentissement de la croissance. SP indique que les banques sud-africaines sont certes peu exposées à la crise financière mondiale mais qu'elles feraient face à une détérioration de leur portefeuille client dû à la hausse des taux d'intérêt et de l'inflation.
- **La croissance a connu un brusque ralentissement au troisième trimestre 2008, chutant à 0,2 %, les plus bas niveaux de la décennie et atteindra 2 % en 2009 :** Elle avait été de 5 % en moyenne entre 2004 et 2007. La demande intérieure a chuté en partie à cause des taux d'intérêt plus élevés et les entreprises ont revu à la baisse leurs plans d'investissement suite à la chute des prix des matières premières et la récession mondiale. La production minière, manufacturière et dans le commerce a reculé. Environ 45 % des produits manufacturés et 53 % de l'or, du platine et des autres minerais produits sont vendus à l'étranger ;
- **L'impact attendu de la Coupe du Monde en 2010 :** La croissance dans le secteur de la construction continue avec

la rénovation de dix stades et la construction de nouveaux établissements. Les investissements permettront de réduire le déficit dès 2009, outre la création d'emplois dans les infrastructures et les services et l'arrivée attendue de plus d'un million de visiteurs en 2010.

- **Les prévisions de croissances :** Elles sont passées d'un surplus à un déficit de 1,6 % du PIB avec le financement des infrastructures.
- **L'énergie :** L'année 2009 est un défi car la région, naguère exportatrice d'électricité, doit faire face à une augmentation de la demande. L'Afrique du Sud a du mal à faire face à ses propres besoins. En 2003, la consommation en énergie de la région était de 5,9 mille milliards de Btu (*British thermal unit*) soit 1,4 pourcent de la consommation mondiale dont 83 pourcent du fait de l'Afrique du Sud. La production était de 8,5 mille milliards de Btu dont 69,4 pourcent pour la seule Afrique du Sud. En 2008, les coupures de courant ont eu pour résultat une baisse de l'ordre de 10⁴⁰ à 20 % de la production minière en Afrique du Sud. La SAPP – Southern African Power Pool comprend les compagnies électriques d'Angola, du Botswana, du Congo, Lesotho, Mozambique, de Namibie, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe. Eskom, la compagnie sudafricaine fournit plus de 95 % de l'électricité nationale et une grande partie de la région. Le Botswana par exemple importe 75 % de son électricité de la SAPP, la majeure partie par Eskom. La demande est en hausse dans la région.
- Les questions liées à la démographie et la population : Dans le pays le plus riche d'Afrique Australe, le Kenya, la population est passée de 8,2 millions en 1960 à 37 millions en 2007, avec 42 % en dessous de 15 ans. Le Kenya souffre du chômage, en particulier chez les jeunes. En Afrique du Sud, les jeunes en dessous de 15 ans représentent 32 %.

⁴⁰ Mining production is hard hit by electricity supply shortage 4 April 2008 : <http://www.miningweekly.com/article.php?id=129576>

Afrique orientale

La région est instable avec le Soudan (crise du Darfour), la Somalie et l'Erythrée.

Le Soudan, le plus grand pays d'Afrique et parmi les dix premiers producteurs de pétrole en Afrique, est un pays sous embargo depuis quelques années, à l'initiative des Américains pour liens présumés avec des terroristes. La crise au Soudan, comprend plusieurs volets et des conséquences importantes :

1. Le Darfour et les poursuites contre le président Omar Al-Bashir devant le TPI : Accusé de crimes contre l'humanité, de génocide et d'être le cerveau d'une campagne pour chasser les tribus noires du Darfour et les remplacer par des Arabes, M. Al-Bashir a reçu un soutien inattendu de son peuple, de même que de l'Union africaine. Khartoum pourrait suspendre la mise en œuvre du « CPA » accord de paix entre le nord et le sud Soudan signé en 2005
2. L'autonomie du Sud-Soudan : Le SPLM – *Sudan People Liberation Movement* a accusé le nord de ne pas respecter les accords et si le sud devient indépendant, 80 % du pétrole seront sous son contrôle, en particulier celui d'Abyei, ville qui est souvent la source de tensions. Un référendum sur l'autonomie du sud est prévu en 2011, mais il pourra dépendre des élections prévues en 2009.
3. La rébellion liée au Tchad : Le JEM – *Justice and Equality Movement* aurait des ramifications dans la communauté Zaghawa (notamment le clan Kobe), ethnie du président tchadien. En dépit de nombreuses réconciliations dont deux en 2008, le Soudan a de nouveau accusé le Tchad de soutenir la rébellion, ce qui ouvre le spectre de représailles. De nombreux combats opposent régulièrement les forces gouvernementales à celles du JEM.

4. L'influence de la Chine et la position des occidentaux : Le président Hu Jintao estime qu'une condamnation de M. Al-Bashir aurait un impact « désastreux » sur le conflit du Darfour et a demandé que la décision soit remise à plus tard. La France, appuyée par le Royaume-Uni, avait laissé sous-entendre qu'une décision de la CPI pouvait être reportée en échange de bonne conduite au Darfour, ce qui avait été perçu par bon nombre d'observateurs humanitaires comme une sorte de marchandage. Au titre des revendications : « cesser les combats, négocier avec les rebelles, normaliser les relations avec le Tchad, coopérer avec l'ONU pour le déploiement de la force internationale de la Mission des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour (Minuad) et juger le ministre soudanais des affaires humanitaires, Ahmed Haroun, ainsi que le chef des milices "janjawids", Ali Kushayb, déjà inculpés par la CPI⁴¹ ».

L'Ethiopie :

Alliée des Américains, l'Ethiopie est un pays pauvre confronté aux problèmes de population (85 millions qui croît de 2 millions par an) et à un environnement régional difficile. Les relations sont par exemple très tendues avec l'Erythrée depuis la guerre frontalière de 1998-2000, ainsi qu'avec la Somalie, pays qu'elle a occupé pendant deux ans..

La Somalie :

L'un des pays les plus pauvres d'Afrique, la Somalie est ravagée par la guerre civile de 1991 (plus de 300.000 morts) et est un Etat inexistant depuis de nombreuses années. Environ 2,5 millions de Somaliens (sur 8 millions) dépendent de l'aide alimentaire qui arrive par la mer. Le pays est déchiré par des rébellions et guérillas. Un espoir se profile tout de même à l'horizon avec l'élection de Sheikh Sharif Ahmed, un islamiste modéré en début d'année 2009. Il a succédé au gouvernement intérimaire, accusé d'avoir échoué dans la réconciliation nationale. La démission du président Yusuf en décembre 2008 est un signe positif, car il était perçu comme un obstacle majeur à la paix, refusant de dialoguer avec les islamistes et

⁴¹ Le Monde du 19 septembre 2008

favorisant son propre clan. M. Yusuf n'a jamais dirigé le territoire somalien entier, mais seulement quelques kilomètres carrés.

L'Ethiopie était en Somalie de 2006 à 2008, avec l'aide des Américains, pour y chasser les islamistes qui s'étaient emparés du pouvoir. Cette présence avait été à l'origine d'une insurrection islamiste et pour beaucoup dans le développement des actes de piraterie dans l'Océan indien, car l'Ethiopie avait chassé les islamistes « *l'Islamic Courts Union* », auxquels l'on crédite cependant la brève paix que le pays a connu en 2006. Les prises d'otages font l'actualité avec plus de 60 bateaux pris en otage en 2008. Les pirates opèrent depuis le Puntland et le retrait éthiopien n'aura vraisemblablement pas d'impact sur le phénomène. Le Somaliland et le Puntland sont deux Etats autonomes. Les islamistes contrôlent de grandes parties du sud et du centre. Ceci comprend *al-Shahaab force*, qui serait liée à al-qaeda. Les groupes de combattants *al Shabaab* ou *al Shebab* veulent imposer la loi islamique de manière stricte. Les récents combats de début 2009 ont opposé les *Hareka al Shahaab al Mujahideen* et les *Ahlu Sunna Waljamaca*.

La Somalie est sous surveillance internationale en raison de ses liens présumés avec al-qaeda. Une résolution (1851 de décembre 2008) adoptée par les Nations unies sur la piraterie est considérée par les Etats-Unis comme une autorisation de frappes aériennes. Les Etats-Unis sont favorables au déploiement d'une force de la paix tandis que l'ONU estime que les conditions ne s'y prêtent pas encore. L'UA y a une force, l'Amisom, à laquelle contribue l'Ouganda (environ 1.500 soldats). Les seigneurs de la guerre sont surtout fournis en matériel américain. Une coalition internationale s'est organisée pour lutter contre le phénomène des pirates et protéger les routes maritimes, parmi les plus stratégiques du monde. Les représentants japonais du secteur maritime estiment à 85 millions d'euros par an les coûts supplémentaires pour faire changer de route à leurs navires pour éviter le Golfe d'Aden.

Il n'est pas exclu que l'Egypte entreprenne de chasser les pirates de la mer Rouge. Le Yémen, Djibouti, la Jordanie, l'Arabie Saoudite, la Somalie, le Soudan et l'Egypte veulent mettre en place un centre international d'information sur la piraterie et proposent une formation conjointe de leurs forces.

Djibouti :

Partagé entre la France et les Etats-Unis qui s'y sont installés après les attentats du 11 septembre 2002, Djibouti ambitionne de devenir un centre de services. A la fois dans la Mer Rouge et le Golfe d'Aden, Djibouti est au cœur de la lutte anti-terroriste lancée par les Etats-Unis. Le lilliputien Etat, parmi les plus pauvres au monde (149^{ème} sur 177 sur l'indice IDH du PNUD en 2007) entend bien diversifier ses partenariats économiques en louant des bases aux Américains aussi bien qu'aux Français (qui devront payer plus cher) qui y maintiennent leur plus grande base en dehors de la France avec 2600 hommes. Les Américains y ont une base pour leurs opérations « *Enduring Freedom* ». Djibouti est devenu le port principal d'acheminement de l'aide internationale (plus de \$100 MUSD d'aide d'urgence) vers l'Ethiopie et d'autres pays. Le Club de Paris a convenu de restructurer environ \$76 millions de la dette externe de Djibouti. Ceci représente une bouffée d'air frais pour le pays car cette remise devrait couvrir les besoins financiers pour les trois prochaines années. La Banque africaine de développement a pour sa part approuvé un prêt de \$80 MUSD pour contribuer au financement d'un port à conteneurs (Doraleh), pour accueillir des grands vaisseaux marchands.

Océan indien

La zone Océan Indien (Maurice, Madagascar, Comores, Seychelles) est caractérisée par ses liens avec l'économie mondiale (textiles mauriciens, finance) mais également une forte dépendance aux matières premières (vanille à Madagascar, sucre à Maurice).

A Maurice, l'une des économies les plus dynamiques d'Afrique avec le sucre et les textiles et plus récemment le tourisme et le secteur financier, les prévisions de croissance sont attendues à la baisse en 2009, soit 4,4 % contre 5,4 % (5,1 % en 2008), en raison du ralentissement de la croissance mondiale qui aura un impact négatif sur le tourisme et le textile, deux secteurs clés de l'économie mauricienne.

L'inflation a grimpé à 9,7 % en 2008 contre 8,8 % en 2007. Elle ne devrait cependant pas excéder 8 à 9 % d'ici juin et 5 % en décembre 2009, à moins de chocs internes et externes, selon l'institut de statistiques CSO⁴². Le gouvernement a mis en place un programme de relance de \$330 millions afin d'encourager la dépense et donner une impulsion aux secteurs manufacturiers et de la construction. La croissance pourrait cependant ne pas dépasser les 3 % en raison du passif de 2008, année où les prix élevés du pétrole ont eu un impact négatif sur l'économie locale.

Madagascar...

Madagascar a lancé son « MAP », plan d'action pour Madagascar, dont la première partie (2007-2012) consiste à accroître la part du secteur minier, pour la faire passer de 3% à 30% du PIB d'ici 2011. L'année 2009 verra le démarrage d'un nouveau cycle pour compléter les investissements arrêtés faute de moyens. La croissance est attendue à la hausse, à 7,9 % en 2008, avec la relance du secteur agricole, les grands travaux et le secteur minier. En 2007, la bonne performance des exportations ainsi que les IDE dans le secteur minier avaient

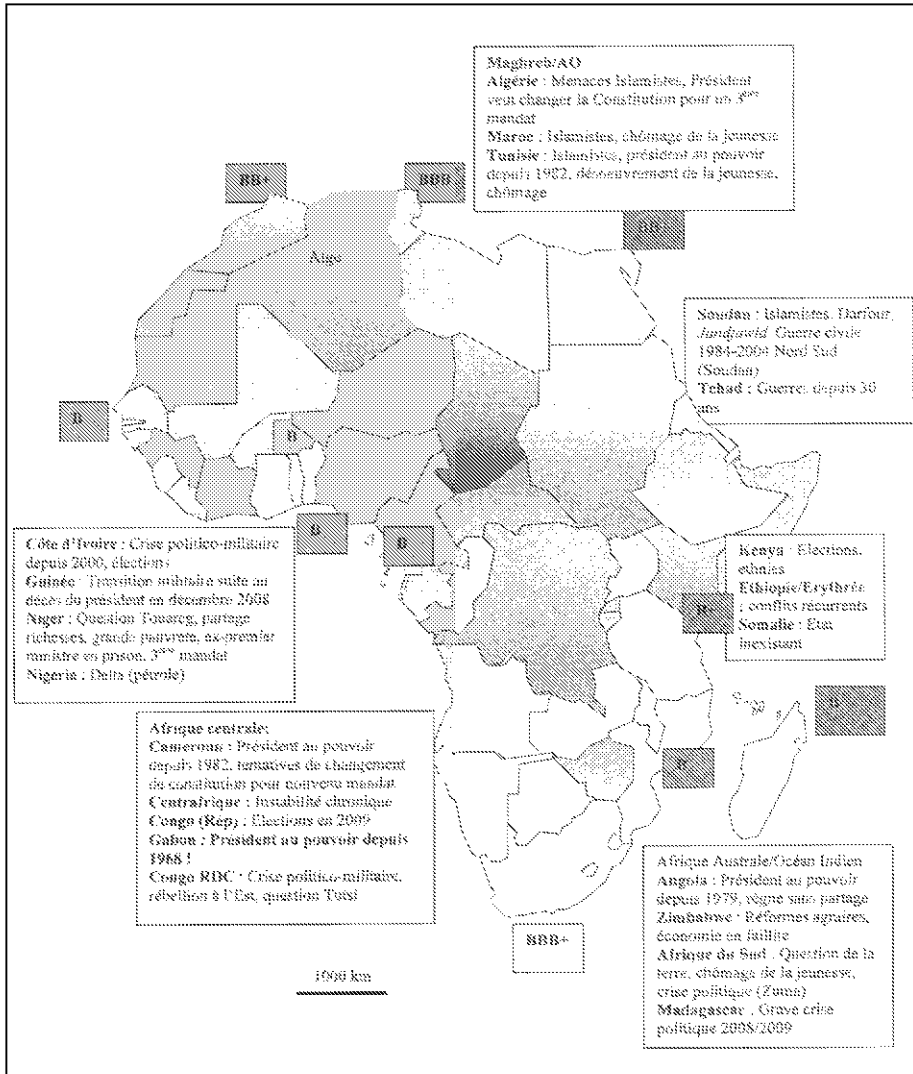
⁴² Reuters 2 janvier 2009

permis d'atteindre 6,3 % de croissance. La consommation avait augmenté également. L'inflation ne pourra cependant pas être maintenue sous la barre des 10 % en 2008 (après 8,2 % en 2007) : les dernières estimations font état de 10,8 % en glissement annuel à fin septembre 2008.

La situation politique s'est considérablement détériorée cependant en début d'année avec des rivalités entre le pouvoir et l'opposition. Le maire (indépendant) d'Antananarivo, « Andry TGV » a ainsi vu sa chaîne de télévision fermée en décembre 2008 pour avoir diffusé une interview de l'ancien président Didier Ratsiraka. L'élection de ce maire avait sonné comme un avertissement au pouvoir, auquel la population semblait acquise. Après une destitution du maire en janvier 2009 et une procédure en destitution du président de la République par le maire, l'incertitude demeure et il n'est pas exclu que l'île s'achemine vers un partage du pouvoir pour la période 2009-2011.

Annexe 1 - Cartographie des Risques en Afrique

	1960	1970	1980	1990	2000	2008
Afrique du Sud						X
Algérie	X			X	X	X
Angola		X	X	X	X	
Bénin						X
Cameroun		X				X
Côte d'Ivoire					X	X
Congo (RDC)	X				X	X
Congo (Rép.)		X	X		X	X
Egypte			X	X	X	X
Ethiopie			X	X	X	X
Erythrée				X	X	X
Guinée	X	X	X	X	X	X
Kenya	X			X		X
Mali	X	X		X		X
Madagascar		X	X		X	X
Mauritanie					X	X
Niger			X		X	X
Nigeria	X	X	X	X	X	X
Ouganda	X	X	X	X	X	
Sénégal					X	
Somalie				X	X	X
Soudan			X		X	X
Togo					X	X
Zimbabwe			X		X	X



		ANNEE ELECTORALE	AGE DU CAPITAINE	CONSTITUTION MODIFIEE	LONGETIVITE AU POUVOIR	LEADER CONTESTE	RIVALITES SOMMET	ETHNIES	FACTEURS EXTERNES
	1	Algérie							
	2	Afrique du Sud							
	3	Angola							
	4	Bénin							
	5	Botswana							Zimbabwe
	6	Burkina Faso							Conflit ivoirien
	7	Cameroun							Nigeria, Tchad
	8	Cap Vert							
	9	Congo B							
	1	Congo K							
	1	Côte d'Ivoire							Conflit Rwanda
	1	Djibouti							Burkina
	1	Egypte							
	1	Ethiopie							
	1	Eritrée							
	1	Gabon							Cameroun
	1	Gambie							
	1	Ghana							
	1	Guinée Bissau	2008						
	2	Guinée Equatoriale							
	2	Guinée Rép.)	Législatives						Conflit ivoirien
	2	Kenya					Premier ministre		
	2	Liberia							Conflit ivoirien
	2	Libye							
	2	Madagascar							
	2	Malawi							
	2	Mali							
	2	Maurice							
	2	Mauritanie					Président		
	3	Mozambique				Coup d'Etat légitimité ?			
	3	Namibie							
	3	Niger					Ex-Premier		

[illegible]

Bibliographie

1. Banque mondiale
2. Bank Industry Risk Analysis: Boosted By Strong Oil Prices, Nigeria's Economy Buys Risky Banks Standard and Poor's – mars 2008
3. BCEAO – Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest
4. BEAC – Banque centrale des Etats d'Afrique centrale
5. Fonds monétaire international
6. Rapports annuels et bimestriels Strategico. 2008
7. UEMOA – Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest
8. World Economic Forum Afric@risk, Juillet 2008
9. Accord DOHA
10. APE
11. 25 millions de personnes ont connu la crise alimentaire en 2007
12. Taux de croissance extrêmement élevé (Ang/Eq Gui)
13. Taux de croissance de la pop
14. Taux de productivité bas : 300 à 500 kg/ha contre 2500 kg/ha USA
15. Perte de 15 à 25% de la récolte dans les champs et 15 à 20% pendant la récolte
16. 8/10 des peuples les plus vulnérables sont en ASS
17. Diminution des conflits
18. Le prêts et investissements directs ont dépassé les flux ODA et APD. IDE Chine \$1,6 milliards. Chine présente dans 48 pays sur 52. Les exportations vers le Chine ont connu une croissance de 48% entre 2000 et 2005. Le partenariat entre le continent, la Chine et l'Inde dépasse les disponibilités en ressources naturelles.
19. Les changements climatiques
20. Failed States Index « Foreign Policy »
21. African Governance Index
22. Capacités de raffinage limitée

- 23. Les fluctuations et variations soudaines de prix des importations ou des exportations peuvent causer des troubles
- 24. Le ralentissement de la croissance mondiale et ses effets sur les économies les plus intégrées.

L' HARMATTAN, ITALIA
Via Degli Artisti 15 ; 10124 Torino

L' HARMATTAN HONGRIE
Könyvesbolt ; Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest

L' HARMATTAN BURKINA FASO
Rue 15.167 Route du Pô Patte d'oie
12 BP 226
Ouagadougou 12
(00226) 76 59 79 86

ESPACE L' HARMATTAN KINSHASA
Faculté des Sciences Sociales,
Politiques et Administratives
BP243, KIN XI ; Université de Kinshasa

L'HARMATTAN GUINÉE
Almamy Rue KA 028
En face du restaurant le cèdre
OKB agency BP 3470 Conakry
(00224) 60 20 85 08
harmattanguinee@yahoo.fr

L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE
M. Etien N'dah Ahmon
Résidence Karl / cité des arts
Abidjan-Cocody 03 BP 1588 Abidjan 03
(00225) 05 77 87 31

L'HARMATTAN MAURITANIE
Espace El Kettab du livre francophone
N° 472 avenue Palais des Congrès
BP 316 Nouakchott
(00222) 63 25 980

L'HARMATTAN CAMEROUN
Immeuble Olympia face à la Camair
BP 11486 Yaoundé
(237) 458.67.00/976.61.66
harmattancam@yahoo.fr

